

Londres recherche un compromis

sollicitude sur le traité de Maastricht

M0147 - 0611 0 - 6.00 F

Lire page 7 l'article de **THIERRY BRÉHIER** sur la réunion de Sélestat et l'article de **GILLES PARIS** sur la révision constitutionnelle au Sénat

L'UDF presse le RPR de clarifier sa position

Les dirigeants de l'UDF ont refusé de céder à l'injonction du RPR, qui leur demandait de renoncer aux réunions communes avec le PS organisées par le Mouvement européen sur le traité de Maastricht. M. Giscard d'Estaing a participé à Séléstat, mardi soir, à une telle réunion aux côtés de M^{me} Elisabeth Guigou, et M. François Liotard devait faire de même samedi à Nevers avec M. Pierre Bérégovoy. En retour, l'UDF a invité vivement son partenaire de l'opposition à clarifier sa position sur l'Europe.

La France « écolo »

II. — *En Alsace, les petits-enfants verts de Mère nature*

de notre envoyé spécial

« Ici, la forêt est toujours à l'horizon. C'était le pays des elfes... » Nous sommes en 1992. A peine rentré de Paris, l'ancien candidat des Verts à l'élection présidentielle

La forêt cerne l'horizon, en effet. « Pour les anciens, la Nature était la demeure des divinités, celles-ci conféraient à la grande forêt, au fleuve et à la montagne une personnalité qui imposait le respect. Crainte et aimée, la Terre des druides et des Amérindiens avait une âme multiple, donc l'Humanité

n'était qu'un prolongement. Pour la société paysanne des siècles derniers, la Nature était une force avec laquelle il fallait composer, pour trouver la saine fertilité, la plus promise à assurer le pain quotidien. Cette vie de labeur prenait le temps de la contemplation, celle de ses exultes et des dons de la terre, de la pluie et du soleil, le septième jour de chaque semaine, écriture déjà, dans son premier ouvrage, *Dessine-moi une planète*. Indécrottable Antoine Waechter, qui regrette encore, à quarante-trois ans, la dispersion de l'aurochs et du bison. Tout juste débarras de la ville impossible, il s'attarde avec

méthode à faire le tour du propriétaire, comme pour un indispensable ressourcement. Une jocularité, un bouton d'or, une prêle ralentit son pas. Lui fait-on remarquer que le mince filet d'eau qui traverse son pré risque bien de s'assécher? «Où, mais il y a quand même des grenouilles...» Alors, tant qu'il y aura des grenouilles... Il parle des vieux villages de l'Alsace, des fermes à colombage, des nouvelles maisons des frontaliers, des Allemands qui préfèrent toujours ce chat-ci du Fribourg.

JEAN-LOUIS SAUX
Lire la suite page 16 et l'article
de **DENIS HAUTIN-GUIRAUT**
sur le Sommet de la Terre page 17

Philippines : victoire officieuse de M. Ramos

Un mois après les élections du 11 mai, M. Fidel Ramos, ancien chef de la gendarmerie du dictateur Marcos devenu, en 1986, ministre de la défense de M^{re} Corazon Aquino, est donné par les différentes estimations comme le vainqueur de l'élection présidentielle aux Philippines. Général à la retraite, âgé de soixante-quatre ans, M. Ramos avait l'appui de « Cory » Aquino, mais non celui du parti LDP au pouvoir. Le mandat de l'actuelle présidente s'achève le 30 juin.

**Lire page 3 les articles
de PHILIPPE PONS**

Papin, chasseur de buts

L'attaquant français en vedette au Championnat d'Europe des nations qui a lieu en Suède

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

« Je ne sais pas faire autre chose. » Certains, à ses côtés, peignent, écrivent des poèmes, regardent parfois dans d'autres directions. Jean-Pierre Papin, lui, ne cherche même pas à donner le change. Sa vie, il le connaît, tient entre quatre mains blanches. Sa chance, il le sait, est d'avoir vu coïncider une vie et un don.

L'envie était la même que celles de beaucoup de gamins. Juste un peu plus forte peut-être. Sur les questionnaires scolaires, elle le poussait à écrire invariablement les mêmes mots : il voulait devenir « footballeur professionnel ». Il lui fallait réussir, il ne voyait pas d'autre porte de

sortie. Son don n'était pas tout à fait le cadeau qu'avaient reçu un Johan Cruyff ou un Michel Platini, deux de ses glorieux prédécesseurs au classement du Ballon d'or, qui promirent plus et plus

Sur les terrains, il l'obligeait à hanter les surfaces de réparation, à jouer les yeux fixés sur les buts adverses. Il devait marquer, il n'eut plus d'autre choix. « *Tout le monde a reçu quelque chose, dit-il (1). Moi on m'a donné les pieds* ». L'envie et le don se sont mutuellement haussés du col.

JÉRÔME FENOGLIO

Lire la suite et l'article de
MARCEL SCOTTO page 11

(1) Dans un entretien à l'hebdomadaire *France-Football*.

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

Le pari d'une télévision éducative

Un projet de chaîne éducative sur le réseau libéré par la Cinq est actuellement étudié par le gouvernement pour occuper l'antenne pendant la journée, avant la diffusion des programmes de la chaîne franco-allemande ARTE.

Il s'agirait de doter la France d'une télévision à vocation pédagogique, comme il en existe dans la majorité des pays développés. Mais le coût très élevé (750 millions de francs au minimum), comme le calendrier serré avant les élections législatives de 1993, font peser quelques incertitudes sur ce projet.

■ L'Université découvre l'immigration ■ Antidote à la violence.

pages 12 à 15

DÉBATS

Europe

Prenez le maquis : lisez Maastricht

par Maurice Delarue

NON, bien sûr, vous n'avez pas lu le traité de Maastricht. Moi non plus ; du moins, pas vraiment. Et je doute que MM. Bérégovoy et Dumas qui l'ont signé, le président Mitterrand qui les avait mandatés, M. Giscard d'Estaing qui juge ce document limpide, l'aient lu comme il se doit : ligne à ligne, mot à mot.

C'est pourtant désormais le premier devoir des électeurs, détenteurs de la souveraineté nationale que nous sommes tous, de bien connaître un texte sur lequel nous allons nous prononcer, engageant ainsi, « irrévocablement », nous a-t-on dit, l'avenir de la France. Mais comment faire alors que le texte qui est censé nous informer est inintelligible ? Et, selon toute apparence, inintelligible à dessein, moins parce qu'il est écrit dans le style juridique-diplomatique propre à ce genre d'exercice que du fait d'une présentation manifestement destinée à décourager, voire égarer, les indécis.

Signé le 7 février 1992, le texte officiel édité par l'Office des publications des Communautés se présente comme un opuscule de 253 pages (1) dépourvu de toutes les facilités de lecture habituelles : sommaire, table des matières, index, répertoire des sigles. L'auteur, lecteur est invité à plonger dans ce maquis et à s'y perdre à

coup sûr. Le traité de Maastricht modifie et complète les traités de Paris (1951) et surtout de Rome (1957), instituant les Communautés européennes, et les actes (fusion des institutions, élargissements, Acte unique) qui les ont depuis amendés. Il n'a de sens qu'intégré au dernier état des textes précédents, alors que ce qui est mis à la disposition du public se présente comme un catalogue d'annotations disparates. Un document existe pourtant, dit « traité consolidé » dans le jargon communautaire, qui permet une lecture cohérente, à la fois verticalement, du début à la fin, et horizontalement, pour apprécier les ajouts, suppressions et modifications. Pourquoi ce document est-il strictement confidentiel alors qu'il devrait être proposé à tous les citoyens conscients de leurs responsabilités ?

Le largage du tarif extérieur commun

Il n'est pas nécessaire de s'enfoncer très avant dans la lecture comparée des traités de Rome et de Maastricht pour s'instruire. L'article 3 énumérant les domaines dans lesquels s'exerce l'action communautaire est édifiant. La Communauté, nous dit Maastricht, « comporte... b) une politique commerciale commune ». Parfait, à ceci près que le même article 3 b

du traité de Rome précise : « l'établissement d'un tarif douanier commun et d'une politique commerciale commune ». Entre Rome et Maastricht, l'énoncé prioritaire du tarif douanier commun, plus souvent désigné comme le « tarif extérieur commun » (TEC), a été largué en route. Or, jusqu'à présent, tous les gouvernements français, y compris l'actuel, ont toujours prétendu tenir à ce TEC comme à la prunelle de leurs yeux (alors à quoi riment nos moutins de sabre au GATT ?). Ils le considèrent (ou le considèrent) comme le fondement de l'identité européenne dans le domaine commercial, comme l'assise de cette « Europe européenne » tant revendiquée par de Gaulle, justification indiscutable de transferts de compétences et de souveraineté de la nation à une entité européenne réputée plus efficace. Vive l'Europe, pourvu qu'elle soit elle-même ! Sans quoi, d'ailleurs, à quoi bon l'Europe ?

Répondra-t-on que la définition de la politique commerciale commune n'est en rien modifiée ; que, de Rome à Maastricht, elle reste « fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux » (art. 113) ? Certes ; mais en diplomatie rien n'est innocent, ni les moindres

mois, ni les silences, ni à plus forte raison les suppressions. L'affirmation du tarif douanier commun figurait en tête du traité de Rome, au-dessus de celle d'une politique commerciale commune. Ce n'était pas pour rien. Le gouvernement nous doit une explication de cet escamotage, son interprétation du nouveau texte et la clarification de sa position à l'égard du tarif extérieur commun.

Mis à part les dispositions concernant l'union monétaire, la politique étrangère et de sécurité, la coopération judiciaire et policière, les domaines couverts par l'Euratom et la Communauté du charbon et de l'acier, évoqués dans des titres ou chapitres particuliers, l'article 3 de Maastricht ajoute expressément aux autres domaines communautaires ou « communautarisables » au titre du traité de Rome (commerce extérieur et intérieur, libre circulation, concurrence, transports, agriculture, coopération au développement) la pêche, une politique sociale, la « cohésion économique et sociale », l'environnement, la compétitivité industrielle, la technologie, le développement des réseaux trans-européens, la santé, l'éducation, une formation « de qualité », « l'épanouissement des cultures », la protection des consommateurs, « des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile, du tourisme ». A cet inventaire à la Prévert, on est tenté d'ajouter « etc. », et de crier « bravo ! ».

L'ambition d'étendue à l'infini la construction européenne est certes légitime. Elle sous-tend depuis l'origine le système communautaire, dont la dynamique est une des vertus. N'est-ce pas celle du succès ? D'ailleurs l'interprétation extensive du traité de Rome (notamment en invitant les impératifs de la santé et de l'ordre publics) par les juges européens de Luxembourg, avec la complicité de magistrats français, n'a-t-elle pas déjà permis d'anticiper Maastricht et de transférer à la sauvegarde bien des compétences que la plupart des Français croient encore nationales... ou régionales. Il a fallu le biais caricatural de la chasse à la palombe et des fromages pour leur ouvrir les yeux !

Des ambiguïtés inquiétantes

On en arrive ainsi au fameux article 3 b dit « de la subsidiarité », dont les ambiguïtés, pour ne pas dire le jésuitisme, méritent un détour : « Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive (voir ci-dessus, que restait-il ?), la Communauté n'intervient (...) que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions et des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire. L'action de la Communauté n'exécute pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs (...) ».

Encore bravo pour l'intention. Mais comment ne pas s'inquiéter de la redondance subjective du style : « si et dans la mesure où », « de manière suffisante », « les dimensions et les effets de l'action », « mieux réalisés », « ce qui est nécessaire »... D'accord ; mais qui appréciera ? Les fonctionnaires de la Commission ? Les juges de Luxembourg ? Un Parlement qui n'a rien de représentatif du fait de sa répartition démographique arbitraire et de ses modes d'élection hétéroclites ? Une voie majoritaire du Conseil sans qu'aucun gouvernement puisse désormais invoquer la notion d'« intérêts très importants » que de Gaulle avait sagement introduite (et qui n'a aucun rapport avec l'usage abusif qui en est fait depuis des lustres) ? Un point à la fois, dans la complexité confuse et entremêlée de textes qui permettent aux seuls technocrates professionnels de s'y retrouver et d'imposer leurs vues. A moins que... nous n'ayons un gouvernement musqué, qui mette à temps le holà aux dévoiements et fasse prendre nos intérêts en considération. Ce qui est inquiétant dans Maastricht, c'est moins ce qui s'y trouve que ce qui ne s'y trouve plus ou pas du tout.

Ce n'est pas ce qui est clairement affirmé, c'est ce qui est insinué ou dissimulé. On peut être, selon la formule consacrée, « euro-

péen convaincu », on peut se féliciter sans réserve de la mise en route d'une monnaie européenne indépendante des gouvernements, qui aura de bonnes chances de mieux préserver les économies de la France, de l'Europe et même du monde, des manipulations politiques et de la loi de la jungle dictée par les monnaies nationales dominantes, on peut souhaiter le resserrement de la coopération européenne en matière de politique étrangère promue par Maastricht, et tout aussi catégoriquement refuser un blanc-seing à des technocrates boulimiques et sans mandat sur la totalité des activités présentes et futures de la nation.

Définir les limites

Les virtualités de Maastricht nous réservent le meilleur ou le pire, aussi bien « une union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe » (traité de Rome) pour gérer en commun leurs affaires qu'un super-Etat animé d'un jacobinisme européen frénétique, un Etat non pas confédéral ou fédéral, mais hyper centralisé, infiniment plus centralisé en tout cas que les Etats-Unis. Nul Américain, chez qui le droit des sociétés et la peine de mort relèvent des seuls Etats, n'imaginerait que Washington s'aventure à réglementer la chasse.

Le gouvernement doit sans équivoque, et de préférence avec l'accord de l'opposition, faire connaître l'interprétation française des limites de Maastricht. Il existe à cet égard, à Bonn et à Paris, dans les interprétations du traité franco-allemand et du traité de Rome, d'illustres précédents (heureux ou malheureux, c'est un autre procès) dont l'efficacité n'est plus à démontrer. Le gouvernement doit mettre en place, de préférence avec

l'appui de l'opposition, un dispositif de contrôle, juridique et politique, parlementaire et administratif, *a priori* et *a posteriori*, de tout transfert des compétences nationales à des institutions européennes démocratiques. Un large consensus parlementaire sur ces bases permettrait de soumettre Maastricht au verdict populaire sans risque de déchirements irréversibles.

L'Union européenne, nécessairement union d'Etats enracinés dans leur histoire, ne naîtra pas de manœuvres subtiles ; elle ne résultera que de transferts progressifs, contrôlés, négociés en toute liberté et dans la clarté, de compétences nationales à des institutions démocratiques européennes encore à inventer. Dans cette perspective, tout est « européen », mais pas n'importe comment. Il appartient au gouvernement démocratique de chaque Etat membre et non à une administration sans responsabilité politique de décider, au cas par cas, dans quelles conditions les compétences nationales peuvent être exercées en commun. Toute autre voie conduirait un jour ou l'autre à des sécessions dramatiques.

Quand les idéologues la bousculent, l'histoire se venge, nous en avons d'éclatantes exemples sous les yeux. Après beaucoup d'autres, les tsars, Lénine, Staline, Tito croyaient eux aussi, comme le président Mitterrand, avoir fait œuvre irréversible.

(1) Pour plus de clarté, mieux vaut se reporter aux extraits publiés dans le Monde du 8 février 1992.
Maurice Delarue est journaliste.

Les leçons du syndrome danois

par Laurent Cohen-Tanugi

L'EFFET de surprise passé, la sagesse commence à s'imposer quant aux implications juridiques et diplomatiques du rejet danois. Non, le traité n'est pas caduc ; il ne pourra simplement entrer en vigueur en l'état, et les Douze sont déjà d'accord pour modifier la disposition particulière du texte relative à sa prise d'effet, si le Danemark confirme sa position. Non, le traité n'a pas à être dérogé : les Danois ne le demandent pas et n'en ont pas le droit, au demeurant, avec qui et sur quel l'on négocierait. Oui, le processus de ratification doit se poursuivre, chaque Etat devant se déterminer pour ce qui le concerne : ce n'est d'ailleurs qu'au terme de ce processus que les éventuels aménagements techniques à apporter au texte pourront être précisés.

Dans l'intervalle, le Danemark et ses onze partenaires devront analyser les conséquences juridiques et pratiques de la position danoise, qui associe au rejet de l'union européenne la volonté de demeurer dans la Communauté. Or, au-delà des dispositions sur l'union monétaire et l'union politique, le traité de Maastricht modifie le fonctionnement des institutions communautaires. Le consentement de Copenhague — qui semble acquis — à ce que les Onze aient de l'avant sans lui, a pour conséquence inéluctable l'impossibilité pour le Danemark de demeurer seul dans une Communauté ancienne manière qui n'existerait plus. Si l'union européenne peut, à la limite, se scinder en trois piliers — deux d'entre eux relevant de la coopération intergouvernementale — la Communauté, elle, ne saurait être qu'une et indivisible. L'Europe à géométrie variable peut fonctionner entre diverses institutions ou conventions à objet spécifique (Schengen, le protocole social de Maastricht, voire la monnaie unique) ; elle ne saurait raisonnablement exister au sein d'un même système institutionnel.

Dès lors, deux scénarios sont possibles. Dans la meilleure hypothèse, les onze autres ayant, comme on l'espère, ratifié le traité, les difficultés juridiques et pratiques de la position danoise ayant été expliquées et les engagements pris dans l'Acte unique en direction de l'union monétaire et politique ayant été rappelés, les Danois sont à nouveau consultés sur leur volonté de demeurer ou non

dans la construction européenne, et se prononcent favorablement. Alternativement, cette consultation n'a pas lieu (ou son résultat est négatif), et le Danemark devrait à tout le moins alors, s'il ne souhaite pas se retirer de la Communauté, accepter les dispositions de Maastricht modifiant le fonctionnement de la Communauté existante. Copenhague inaugurerait ainsi une union européenne à la carte, dont les Onze auraient à réaffirmer qu'elle n'est pas accessible aux candidats à l'adhésion.

Si l'imbroglio juridique, aussi complexe soit-il, est ainsi susceptible d'aménagements, les conséquences politiques du vote danois sont en revanche beaucoup plus difficilement maîtrisables. Puisque la bataille de Maastricht se situe désormais en France dans la perspective d'un référendum, et que cette initiative de François Mitterrand pourrait faire bouler de neige ailleurs, il devient urgent de combler un déficit de communication, de pédagogie et de débat sur l'Europe qui sévit dans les Etats membres depuis fort longtemps.

Les risques de l'ignorance

Le vote danois apparaît comme un révélateur de deux dangers, présents dans toute la Communauté : l'ignorance des citoyens sur les enjeux du traité couplée à une overdose de discours politiques sur le sujet, et le risque d'un vote de défiance à l'égard moins du pouvoir en place que de tout l'établissement politico-technocratique, peu en faveur ces derniers temps dans l'ensemble du monde industrialisé.

Les risques de l'ignorance sont évidents : la coïncidence de dates aide, bien peu de gens distinguant le traité sur l'union européenne de la réalisation du marché unique. Dès lors, toutes les craintes, tous les griefs à l'égard de la CEE se reportent automatiquement sur Maastricht.

Cette confusion des esprits est manifeste dans le vote danois : hostiles à l'eurocratie bruxelloise, les électeurs danois n'ont pas vu que le traité de Maastricht affaiblissait précisément la Commission au profit des gouvernements nationaux. Désireux de rester dans la Communauté du traité de Rome et de l'Acte unique, savent-ils que les maux, réels ou imaginaires, qu'ils dénoncent subsistent avec ou

sans l'union européenne ?

Il est donc urgent d'expliquer, en termes simples, que le nouveau traité a essentiellement pour objet de permettre à l'Europe de devenir une puissance monétaire mondiale et d'éviter à l'avenir de nouveaux drames yougoslaves. Maastricht ne garantit pas le succès, mais la non-ratification garantit l'impuissance.

Par ailleurs, il est impératif de crever l'abcès résultant du sentiment diffus qu'à l'opinion d'avoir été mise devant un fait accompli. La politique de communication des gouvernements a été particulièrement maladroite : après avoir été longtemps ignorée, les opinions publiques se sont vu déclarer que le traité était à prendre ou à laisser, que son rejet serait catastrophique pour l'Europe, et que sa ratification engendrerait un processus irréversible ! Si les deux premières propositions sont exactes, la dernière l'est moins : le traité est ouvert, l'union monétaire, la politique étrangère communautaire sont hautement élastiques et demanderont beaucoup d'efforts.

Surtout, il va falloir expliquer aux électeurs la genèse du traité, sa signification politique profonde — qui n'est rien de moins que la poursuite de la construction européenne au-delà de la guerre froide — ainsi que la difficulté de sa négociation à douze dans un délai relativement bref et dans un contexte turbulent. Ce sont là autant de circonstances atténuantes au déficit démocratique national qui a entouré son élaboration.

Sans cette catharsis, que le référendum ne laisse plus le loisir de différer, la construction européenne sera véritablement en péril. Les gouvernements étant partie prenante, et les classes politiques suspectes, la société civile — chefs d'entreprise, intellectuels, médias — devra s'engager dans ce combat.

Alors que la démocratie représentative puisse son utilité et sa noblesse dans la délégation de matières complexes à des personnes éclairées, le discrédit généralisé de la fonction politique expose aujourd'hui la construction européenne aux hasards d'une consultation directe encore insuffisamment préparée.

Laurent Cohen-Tanugi est avocat international, auteur de L'Europe en danger (Fayard, 1992).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.8068

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.3111

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des locuteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Inscrite
au « Monde »
12, rue M. Drouot
19482 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-5037
PRINTED IN FRANCE
Représentations sur les microfilms
et bandes de 35 mm (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cox, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDOPUS 634 128 F
Tél. : 46-62-98-71 - Société Éditrice
de la SARL Le Monde et de Médiatex et Média Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS				
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS	Autres pays Taux mensuel CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F	
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F	
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
nouveau numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

N° de la page : 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Envoyez avec l'obligation d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

امكان الدليل

ETRANGER

PHILIPPINES : selon les derniers résultats officiels

M. Fidel Ramos paraît assuré de remporter l'élection présidentielle

Le décompte officiel des vingt-cinq millions de bulletins déposés le 11 mai par les électeurs philippins devrait être achevé avant le 20 juin, a assuré, dimanche 7 juin, un porte-parole du comité parlementaire mixte qui assure l'ultime vérification. Des résultats officiels portant sur la quasi-totalité des circonscriptions donnent pour vainqueur M. Fidel Ramos, soutenu par la présidence sortante, M. Corason Aquino. Selon les décomptes, il précède d'un million de voix M. Miriam Santiago, véhémente contemptrice de la corruption du système philippin. M. Eduardo Cojuangco, associé en affaires de l'ex-président Marcos, arrive troisième. Au Sénat, le parti au pouvoir (LDP) a emporté 16 des 24 sièges. Le mandat de M. Aquino expire le 30 juin.

MANILLE

de notre envoyé spécial

Les résultats des élections les plus libres que les Philippines aient connus depuis leur indépendance, au cours desquelles les différents candidats ont été désignés par des instances électorales (soit 17 000 postes à pourvoir), donnent une image contrastée de la configuration politique du pays, six ans après la restauration de la démocratie par M. Corason Aquino.

Bien qu'un recul des machines politiques traditionnelles ait été constaté, comme en témoignent les résultats obtenus par l'ex-général Fidel Ramos et M. Miriam Santiago, celles-ci ont néanmoins continué à

exercer leur ascendant au niveau local. On enregistre en outre une tendance d'une partie de l'électorat, aussi prononcée qu'inattendue, en faveur du bloc politique tourné vers le passé : cumulé, les votes rassemblés par le « baron » du régime Marcos, M. Eduardo Cojuangco, la veuve du dictateur, Imelda, et le vice-président sortant, M. Doy Laurel, dépassent ceux recueillis par le président élu.

Ces élections auront été marquées par une « rébellion populaire contre les machines politiques fondées sur l'argent, les patronages et les clans familiaux » : c'est tout le système politique traditionnel présidentiel à la distribution du pouvoir depuis un quart de siècle qui s'effondre, a écrit Amado Doronila, rédacteur en chef du *Manila Chronicle*. Jusqu'à un certain point.

Alors que de grandes dynasties politiques reculent dans leurs fiefs — les Comasas à Cebu, M. Cojuangco à Tuguegarao et les Linares à Batangas — la percée de M. Santiago démontre qu'un candidat disposant de peu de fonds et d'une organisation embryonnaire peut néanmoins briser le pouvoir. Bien que M. Ramos ait bénéficié de l'appui de la présidence et de fonds gouvernementaux déversés au moment opportun, il n'était pas non plus catalogué dans l'opinion publique comme un politicien traditionnel.

L'indépendance des électeurs

Ceux que les Philippines nomment les *trapos* (politiciens traditionnels) sont victimes d'un phénomène de rejet. C'est le cas de M. Ramon Mitra, président du Congrès. Disposant de la puissante organisation

déroulée au parti gouvernemental Laban Demokratikang Pilipino (LDP), il a essuyé une défaite humiliante mais symptomatique d'un tournant dans le comportement électoral.

« La majorité des Philippines ont voté selon leur inclination et non en fonction des recommandations d'un parti ou de leurs chefs religieux », commente M. Mahar Mangalaga, président de Social Weather Stations Inc., l'institut de sondages le plus crédible. Leur message est clair : ils conviennent les politiciens à opérer des regroupements sur d'autres bases.

Cette indépendance des électeurs s'est notamment manifestée dans le panachage auquel ils se sont livrés : loin de voter pour une liste, ils ont « butonné » dans les camps en fonction de leurs affinités et des intérêts locaux. M. Mitra a été victime de ce panachage, les candidats à des fonctions locales ayant fait campagne pour eux-mêmes plus que pour leur candidat à la présidence. Autant qu'un problème d'image, sa défaite tient à cette « trahison » généralisée de ses troupes.

La latitude des électeurs explique aussi que, pour la vice-présidence, ce soit un acteur, spécialisé dans le rôle de redresseur de torts et devenu sénateur en 1987, M. Joseph Estrada, qui faisait équipe avec M. Cojuangco, qui l'ait emporté avec une solide avance.

Cette indépendance à l'égard des machines de pouvoir modifie certes la configuration politique, mais sa portée doit être nuancée. « Avec une population dont 60 % vit en dessous du seuil de pauvreté, il est difficile de parler de maturité politique », estime Mgr Claver, de l'institut d'études sociales de l'Ateneo de Manille. Il s'est fait jour néanmoins une prise de conscience plus affirmée du droit d'expression. L'Eglise y a contribué par l'action de ses communautés de base. Mais elle ne s'est pas engagée, comme elle le fit dans l'accession au pouvoir de M. Aquino.

Une autre machine de pouvoir malmenée par ces élections aura été celle du cardinal Sin, archevêque de Manille. Les évêques ne se sont en rien identifiés au soutien qu'il a accordé à M. Mitra, source au

contraire de polémiques au sein de l'épiscopat, et le prélat apparaît quelque peu isolé au sein de son Eglise. D'une manière générale, les électeurs ont peu suivi les directives de leurs chefs religieux : l'indiscipline de deux millions de membres de la secte chrétienne Iglesia ni Kristo, qui soutenait M. Cojuangco, est significative.

Le « phénomène Miriam »

Parmi les évolutions qu'indiquent les résultats de ces élections, le « phénomène Miriam » est symptomatique du changement dans le comportement électoral, mais aussi d'un malaise profond. Avec un sens aigu de la situation, et notamment du rôle de l'électorat jeune échappant aux clientèles, M. Santiago avait ramené les problèmes nationaux à une seule question : la corruption, mal endémique de la culture politique traditionnelle. Elle a mobilisé de ses couches peu éduquées de l'électorat alors que les intellectuels se tournaient vers le sénateur Salonga, vieil opposant à la dictature.

M. Santiago a surtout captivé l'imaginaire populaire, s'inscrivant dans la lignée des leaders mystiques qui peuplent l'histoire nationale. Sens de la formule, débit de mitraillette, « Miriam » a su électriser les foules par des discours d'un populisme outragamment simplificateur, prononcés sur un ton de prédictateur. « Dans cette enceinte je ne sers que Dieu, tandis qu'à l'extérieur nous enserment les forces du mal et de la fraude », déclarait-elle à l'issue d'une messe à Manille. S'étant baptisée « Terminator II » (l'exterminateur II), elle défia M. Ramos, lui proposant de régler leur différend sur un ring de boxe.

« Les foules n'attendent pas qu'on leur parle de programmes économiques, mais qu'on leur dise que l'on arrachera leurs crocs aux voleurs », nous disait-elle au début de sa campagne. Ce mélange d'ingénuité et de démagogie a d'abord fait souffrir, puis ce « charisme politique » a triomphé, car il témoignait du malaise actuel : la cristallisation du rejet de l'ordre ancien et des aspirations aux réformes sur une candidate sans autre programme que l'investiture révélatrice de l'ouverture du jeu démocratique et d'une absence de réponse politique à un désir de changement. Pour la gauche traditionnelle, M. Santiago constitue un risque de « dérapage populiste fascisant ».

Dans un réflexe « sécuritaire », afin de prévenir ce risque et celui, non moins inquiétant, constitué par le retour de l'ordre ancien incarné par M. Cojuangco, une partie de l'électorat s'est tournée vers M. Ramos. Président minoritaire, celui-ci devra compter avec deux tentations autoritaires : celle, populiste, de M. Santiago, et celle, réactionnaire, de M. Cojuangco.

PHILIPPE PONS

THAÏLANDE : après la révision de la Constitution

La majorité promilitaire du Parlement doit former un nouveau gouvernement

Réunis en congrès mercredi 10 juin, les parlementaires thaïlandais ont voté, à une quasi-unanimité, la révision de la Constitution réclamée par l'opposition. Un nouveau premier ministre appartenant à la majorité promilitaire de l'Assemblée devait être nommé en début de soirée.

BANGKOK

de notre correspondant

Les deux Chambres ont donc amendé la Constitution. Désormais, le premier ministre sera un membre élu d'un Parlement présidé par le speaker de la Chambre basse. Les sénateurs, nommés, ne participeront plus aux votes de censure. La Thaïlande se retrouve donc avec une Constitution nettement plus démocratique que celle promulguée fin 1991 lorsque la junte militaire était encore au pouvoir.

Cette réforme votée trois semaines après la sanglante répression par l'armée de manifestations prodémocratiques à Bangkok ne met pas pour autant un terme à la crise. La majorité promilitaire de l'Assemblée (195 voix sur 360) ne s'est pas défilée, et les démarches entreprises pour former un gouvernement neutre ont échoué.

Des centaines de disparus

Après avoir tergiversé pendant deux semaines le nouveau président du Parlement, M. Arthit Urairat, devait soumettre au contre-sens royal, mercredi en début de soirée, la nomination de M. Somboon Rahong comme premier ministre. Cet ancien maréchal de l'air, qui dirige la deuxième formation de la majorité, le Chant Thai, passe pour être proche du commandant suprême des forces armées, le général de l'air Kasit Rajadorn.

En théorie, la Constitution ayant été amendée à la satisfaction générale, la formation d'un gouvernement disposant d'une majorité à l'Assemblée devrait mettre fin à la crise. Cette solution comporte cependant le risque de relancer l'agitation puisque le successeur du

général Suchinda Krapayoon, acculé à la démission le 24 mai, s'appuiera sur les mêmes partis et les mêmes hommes.

Pour éviter une telle issue, l'idée d'un gouvernement dirigé par un civil, M. Chuan Leekpai, président du Parti démocrate (deuxième formation de l'opposition), avait été lancée la semaine dernière. Mais il aurait fallu que M. Chuan s'allie à la majorité actuelle et se désolidarise du principal parti de l'opposition, le PNA (Parti de la nouvelle aspiration) du général Chaowalit Yongchayut, auquel les chefs des forces armées vouent une hostilité sans faille. Cette solution « neutre », apparemment souhaitée par le Palais royal, a vite avorté.

La majorité actuelle est donc appelée à former un nouveau gouvernement dans un climat très volatile. Mardi, l'opposition parlementaire a demandé au Tribunal constitutionnel de se prononcer une deuxième fois sur le décret royal d'amnistie générale promulgué à la veille de la démission du général Suchinda. Les dirigeants de l'opposition, parlementaire comme extra-parlementaire, veulent toujours que soient traduits en justice les responsables de la répression qui a fait, officiellement, plus de cinquante morts. Le plus troublant demeure le nombre des disparus, plusieurs centaines, sur lequel aucune explication plausible n'a encore été fournie.

En dépit de la recrudescence à laquelle ils ont été contraints, les chefs de l'armée ont assez bien réorganisé leurs lignes de défense pour pouvoir s'appuyer sur un gouvernement à leur main. Le parti est risqué car le courant d'opinion favorable à une dissolution de l'Assemblée est assez fort, y compris, pour la première fois, dans les milieux d'affaires.

La Thaïlande est pratiquement sans gouvernement depuis le 22 mars, et l'image du royaume a fortement pâli du bain de sang de mai. Le taux de croissance exceptionnel est remis en question. Mais l'armée entend demeurer au centre de la vie politique, et ses représentants ont répété qu'ils ne toléreraient pas de nouveaux désordres.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ CAMBODGE : nouvelle réunion du Conseil national suprême. — Le Conseil national suprême khmer (CNS) s'est réuni à nouveau, mercredi 10 juin, pour tenter de résoudre la crise créée par le blocage des accords de Paris par les Khmers rouges. La veille, le chef khmer rouge Khien Samphan s'était rendu à Bangkok, où il s'est entretenu avec de hauts responsables thaïlandais. (AFP)

■ SRI-LANKA : dix-huit soldats tués dans des combats. — Au moins dix-huit soldats ont péri,

mardi 9 juin, dans deux embuscades tendues à des patrouilles de l'armée sri-lankaise par les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) dans le district de Mannar, dans le nord-ouest du pays, et sur la route reliant Batticaloa à Trincomalee, sur la côte orientale. Ces accrochages répondent à une vaste offensive militaire de Colombo en cours depuis le 28 mai dans le nord-est et le nord de l'île. Plus de deux cent cinquante morts ont déjà été recensés de part et d'autre. (AFP, UPI)

Le successeur désigné de Cory Aquino

MANILLE

de notre envoyé spécial

Militaire de carrière et protestant de surcroît dans une nation largement catholique, M. Fidel Ramos, âgé de soixante-quatre ans, célèbre pour son éternel cigare vissé entre les dents, est l'un des derniers « héros » du « people's power » qui porta M. Corason Aquino au pouvoir en 1986. Bien qu'il s'en soit longtemps défendu, il passait pour un successeur potentiel de la présidence, et c'est sans grande surprise qu'il devint son candidat à la succession.

Il peut néanmoins paraître paradoxal que M. Aquino ait imposé l'homme qui emprisonna son mari et avait en outre été battu par M. Ramon Mitra lors des « primaires » du parti gouvernemental (LDP). Il y a, à l'origine de ce choix élit à l'encontre des vœux du cardinal Sin et d'une partie de la famille de la présidence, des raisons à la fois psychologiques et politiques.

« Cory » était convaincu qu'un politicien traditionnel comme M. Mitra ne pouvait préserver l'héritage démocratique qu'elle entend léguer aux Philippines. Elle a d'autre part pris de la distance à l'égard de ceux qui, naguère proches de son mari, l'ont connue comme simple femme au foyer. Elle a voulu s'affirmer comme Corason Aquino et non comme la veuve de Ninoy. Le choix du général Ramos est symptomatique : en payant sa dette de reconnaissance au ministre de la défense qui la sauva de sept putschs, elle affirmait aussi son indépendance face à sa belle-famille, les Aquino, qui soutenaient M. Mitra.

Né dans la province de Pangasinan, au nord de Luzon, fils d'un membre du Congrès, « Eddie » Ramos entra à l'académie militaire en 1947 avant d'être envoyé à West Point aux Etats-Unis. Il fit ses premières armes en Corée, puis combattit au Vietnam (notamment lors de l'offensive du Têt de 1968). Il obtint sa première étoile en 1971. Cousin de Ferdinand Marcos, le général Ramos lui resta fidèle bien qu'il



ait été suppléant par un autre cousin du dictateur, le général Fabian Ver, chef de la garde présidentielle. Ce dernier fut vraisemblablement mêlé à l'assassinat de Ninoy Aquino en 1983.

M. Ramos n'a jamais exprimé le moindre remords pour son passé : il estime qu'il n'a fait que respecter les ordres du commandant en chef des armées et fait ce qui était en son pouvoir pour alléger le poids de la dictature. Un mérite que l'Eglise est plus réticente que M. Aquino à lui reconnaître, les unités sous les ordres du général ayant été responsables de nombreux abus, notamment contre des religieux contestataires.

L'arbitre du pouvoir

Au lendemain des élections truquées de février 1986, le ralliement à Cory Aquino du général Ramos, qui commandait la gendarmerie, en compagnie de M. Juan Ponce Enrile, alors secrétaire à la défense, eut un rôle déterminant dans la chute de Marcos. A peine au pouvoir, M. Aquino le nomma chef d'état-major.

Tranchant par un caractère peu expansif dans un pays où les attitudes théâtrales sont de mise, le général Ramos devint rapidement l'arbitre des équilibres du pouvoir. D'abord comme membre du triumvirat formé avec M. Aquino et M. Enrile puis, à la

suite de l'éviction de ce dernier, dans un tête-à-tête avec la présidence dont la survie politique apparut de plus en plus dépendante de sa fidélité.

Depuis novembre 1988, le général Ramos était devenu le plus puissante personnalité du gouvernement après M. Aquino. Secrétaire à la défense, il présidait le conseil militaire général, fonction qui faisait de lui une sorte de chef adjoint des armées, la seule personne avec la présidence disposant du pouvoir de mobiliser les forces armées.

Homme de compromis, il a néanmoins perdu la confiance des officiers du Mouvement de réforme des forces armées (RAM). Il manœuvra cependant pour ne pas se couper entièrement des forces vives de l'armée lorsqu'il s'agit de punir les putschistes. Une tolérance qui lui sera reprochée.

C'est le général Ramos qui prit l'initiative, en décembre de l'année suivante, de demander aux Etats-Unis une couverture aérienne alors que la tentative de putsch la plus meurtrière qu'ait dit affronter le gouvernement Aquino risquait fort de réussir. Il n'en fut pas moins critiqué pour ne pas avoir su prévenir ce coup de force malgré des signes annonciateurs.

A la suite de ce putsch, il apparut plus que jamais comme le garant du maintien au pouvoir de M. Aquino. Une position qui nourrit aussi les rumeurs. Le général Ramos passait en effet pour le premier bénéficiaire d'un coup d'Etat militaire : soit en tant qu'arbitre entre les deux factions de l'armée, soit comme administrateur d'une loi martiale imposée à la présidence.

C'est par la voie électorale qu'il a choisi d'accéder au pouvoir. Le factionnalisme de l'armée, dans lequel il est partie prenante, et l'hostilité que lui vouent certains jeunes officiers constituent les grandes hypothèques du mandat civil dont bénéficie aujourd'hui l'ex-général.

Ph. P.

HENRI GOUGAUD

Henri Gougaud

L'arbre d'amour et de sagesse

Contes du monde entier

Par l'auteur de L'Arbre à soleils et L'Arbre aux trésors.

Editions du Seuil

EUROPE

La décision du Conseil de sécurité et les combats en Bosnie

Arrivée des premiers observateurs de l'ONU à Sarajevo

L'un des principaux responsables de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Yougoslavie, le Canadien Lewis Mackenzie, accompagné de trente observateurs militaires, devait se rendre, par hélicoptère, mercredi 10 juin, à Sarajevo, pour examiner la situation en vue de la réouverture de l'aéroport de la capitale bosnienne.

Tous seront ensuite rejoints par d'autres observateurs militaires détachés par deux autres missions de maintien de la paix de l'ONU, l'UNIKOM (stationnée en zone délimitée entre l'Irak et le Koweït) et l'ONUST (Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve au Proche-Orient). La France a proposé de mettre à la disposition de l'ONU quarante experts en sécurité aéroportuaire, a ajouté le porte-parole.

Des députés contre M. Milosevic

Le déploiement des 1 100 observateurs et soldats de l'ONU, décidé par le Conseil de sécurité, repose sur la mise en place d'un cessez-le-feu durable. Après une journée d'acalmie relative, les forces serbes, qui assiègent Sarajevo depuis deux mois, ont de nouveau pilonné, mercredi matin, plusieurs quartiers de Sarajevo

ainsi que l'hôtel Bristol. La majeure partie de la ville est toujours privée d'électricité et d'eau courante.

Une douzaine de députés du

Parti socialiste serbe (PSS, ex-communiste) au pouvoir à Belgrade se sont ouvertement rebellés contre le président serbe, M. Stobodan Milosevic, a rap-

porté l'agence Tanjug. Ces parlementaires ont menacé de créer un nouveau parti et ont annoncé qu'ils quitteraient le PSS si M. Milosevic ne procédait pas à « des changements au sein de la direction ».

Le régime de M. Milosevic doit faire face à une opposition intérieure croissante, surtout depuis la décision des Nations unies d'imposer un embargo économique, aérien et pétrolier contre la Serbie. Les partis d'opposition serbes ont annoncé qu'ils organiseraient, le 21 juin, des manifestations de rue si le président Milosevic ne démissionnait pas. (Reuters)

Arrivée de l'aide humanitaire française à Sarajevo. Deux véhicules de Pharmaciens sans frontières (PSF) et Médecins du monde (MDM), chargés de 3,5 tonnes de médicaments, sont arrivés, mercredi matin 10 juin, à Sarajevo. Le convoi, parti samedi dernier de Split, sur la côte croate, avait été bloqué par les combats, d'abord à Visoko, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Sarajevo, puis mardi soir dans le faubourg de Sarajevo, Iliđa, contrôlé par les milices serbes sécessionnistes. (AFP)

Les bombardements autour d'une usine chimique pourraient entraîner une catastrophe écologique

Une usine de stockage de mercure et de chlore est directement menacée par la poursuite des combats en Bosnie-Herzégovine et pourrait provoquer une énorme catastrophe écologique, selon le groupe français Copechim, partenaire du complexe industriel de la ville de Tuzla, située à 120 kilomètres de Sarajevo.

Des obus tirés par des milices paramilitaires serbes sur Tuzla seraient tombés à quelques centaines de mètres seulement de l'usine, abritant 500 tonnes de chlore et 54 tonnes de mercure. Si les installations étaient touchées, les conséquences pourraient s'étendre au-delà de la Bosnie-Herzégovine avec la propagation de produits hautement

toxiques et explosifs autour de cette ville, qui compte quelque 120 000 habitants.

La dissémination des gaz de chlore aurait des effets extrêmement néfastes sur la santé de la population des zones urbaines environnantes; et si le mercure venait à se répandre dans les rivières voisines, il contaminerait rapidement le Danube, déclenchant ainsi une pollution écologique d'une ampleur impossible à prévoir.

Face à cette menace, les ambassades occidentales à Belgrade ont exprimé leur préoccupation aux autorités serbes et demandent un arrêt des bombardements autour de Tuzla.

BIBLIOGRAPHIE

« Vie et mort de la Yougoslavie »

La Yougoslavie était - croyait-on - le mieux conçu des pays de l'ex-Europe communiste parce qu'au temps de la guerre froide il fut le seul hôte hospitalier pour les Occidentaux et leurs devises, le seul à offrir un nouveau rêve - l'autogestion - aux militants en panne d'idéologie et le plus résolu sur ce continent à briser les chaînes entre les blocs. Chacun y alla de son coup. Tout ou presque fut dit, y compris que cet État-là était un tissu de contradictions. Ce fut court, ingurgité, mais pas vraiment assimilé. C'est donc avec une sorte de stupeur impuissante que furent accueillies les nouvelles d'une agonie et d'une mort tant de fois annoncées.

Pour comprendre cette tragédie, il faut maintenant reprendre depuis le commencement les aventures et mésaventures de ce qui fut la Yougoslavie et de ses peuples. Pour cela, nous disposons d'un excellent instrument : le livre de Paul Gerde, spécialiste de linguistique slave et professeur émérite à l'université de Provence.

Des siècles d'histoire séparée

Jusqu'au 1918, ces peuples n'avaient jamais appartenu à un même État, à une même culture. Ils sont divisés en trois groupes linguistiques : au nord le slave; le serbo-croate, qui se situe le long du Danube, au centre; le bulgare-macédonien à l'est. Ils sont partagés en six nationalités, douze minorités recensées, trois grandes confessions religieuses. Sans renier l'athéisme de ses origines, le régime tchéiste avait inventé la nationalité musulmane.

Les conflits qui meurtrissent ces territoires ont germé pendant des siècles d'histoire séparée. A peine proclamée, l'union, si longtemps attendue, la déchirure est apparue pour toutes sortes de raisons et d'abord pour celle-ci que les empires d'Orient et d'Occident ont laissé des traces peu décelables sur les nations subjuguées. De plus, au gré des batailles, des populations se sont transportées

d'une région à l'autre sans s'adapter au pays d'accueil. C'est ainsi que des groupes de Serbes fuyant les Ottomans se sont fait attribuer par les Autrichiens, avec un statut particulier, des territoires en Croatie (les confins ou Krajina) avec mission de défendre la frontière.

M. Gerde dresse un inventaire complet de ces legs historiques et singulièrement actuels. Il décrit sans s'imposer avec la froideur de l'entomologiste, il faut dire que la troisième partie de son ouvrage, intitulée « La tragédie », traite des événements les plus contemporains, jusqu'au début de 1992. Il est simplement « dépassé » par l'écoulement de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Comment est-on passé de la fédération à la guerre civile, vite devenue une guerre étrangère? Les responsabilités sont partagées entre les néo-fascistes. Les Croates ont commis des erreurs. Les chefs serbes se sont livrés à une agression. M. Gerde n'est évidemment pas tendre pour M. Milosevic. Pour consolider son pouvoir, celui-ci a enfilé les populations en faisant une campagne de meetings sur deux thèmes fournis par un mémorandum de l'Académie des sciences de Serbie : rejet de la bureaucratie et de la Constitution (titiste) de 1974, et solidarité active avec les Serbes brimés, notamment dans la région autonome du Kosovo.

Le manque de clairvoyance français

L'étranger pouvait-il intervenir à la fin des années 80 pour prévenir l'agression serbe? Sans dire ce qu'il fallait faire - qui donc sait ce qu'il aurait fallu faire? - M. Gerde est plutôt sévère pour le président et le gouvernement français, auxquels il reproche un manque de clairvoyance. Avec raison, il note qu'imprégnés de centralisme et de jacobinisme les Français comprennent malheureusement une société multinationale et fédérale. Il rappelle aussi que le souvenir de la fraternité d'armes franco-serbe influe sur les jugements et les comportements.

M. Gerde remarque qu'à ce propos et en ce moment l'opinion française ne se divise pas « d'abord selon les clivages politiques mais se partage entre personnes désinformées et informées ». Avec cet ouvrage, il apporte à l'information une contribution essentielle.

BERNARD FÉRON

► Paul Gerde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Éditions Fayard, 445 pages, 140 F.

Le CICR a conclu un accord qui devrait garantir la sécurité des opérations humanitaires

GENÈVE

de notre correspondant

On est fort inquiet au siège du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève de la confusion qui s'installe au sein de la population serbe, entre l'aide humanitaire et la politique adoptée par le Conseil de sécurité à l'encontre de la Serbie. Cette confusion « constitue » une menace réelle pour la sécurité des délégués du HCR sur le terrain et du personnel qui les assiste.

La sécurité dans cette région est également le principal souci du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), surtout à la suite du meurtre, le 19 mai, à Sarajevo, de son délégué Frédéric Maurice. Le CICR qui avait décidé le 27 mai de rappeler ses représentants en Bosnie espère toutefois y reprendre ses activités, à la suite de la réunion qui a eu lieu les 5 et 6 juin à Genève, avec des représentants du gouvernement de Bosnie-Herzégovine et des communautés croate et serbe de cette République, en présence d'observateurs de la nouvelle fédération yougoslave et de la Croatie, ainsi que de responsables du HCR.

La réunion a mis en forme les détails d'un « plan opérationnel » tendant à créer une « commission permanente » ayant pour tâche d'échanger les listes des personnes

détenues en raison du conflit par les différentes parties en vue d'organiser leur visite par le CICR et leur libération; d'élaborer l'accès du CICR et des autres organisations humanitaires aux populations civiles isolées, menacées, ou particulièrement vulnérables (et d'organiser l'acheminement, sans discrimination, des secours humanitaires destinés aux victimes du conflit et de la guerre civile); d'assurer la sécurité des convois. Si le plan adopté est respecté, les victimes croates, musulmanes et serbes pourront de nouveau être secourues, dans une certaine mesure tout au moins.

Établir la confiance

Il reste que le plan, bien que signé par des hommes qui se sont déclarés plénipotentiaires, devra être ratifié sur place par les combattants. La tâche paraît, à Genève, d'autant plus ardue que des milices non contrôlées sévissent sur le terrain. On n'en espère pas moins, au CICR, que des relations de confiance pourront être établies avec toutes les parties en conflit, qui obéissent pour l'instant à des propagandes coloniales. Parce que leurs véhicules étaient marqués de l'emblème de la Croix-Rouge, deux médecins autochtones viennent d'être tués.

ISABELLE VICHNIAC

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'avenir de la fédération

M. Havel et M. Klaus conjuguent leurs efforts pour éviter la scission

Le chef de file de la droite tchèque, M. Vaclav Klaus, a rendu compte, mardi 9 juin, au président Havel de ses discussions avec le dirigeant slovaque, M. Vladimír Mečiar, pour tenter de former un gouvernement fédéral. M. Havel a jugé la situation « sérieuse », estimant toutefois qu'il était « prématuré » de parler de la « fin de la fédération ». De son côté, M. Klaus a indiqué qu'il ne « partageait pas l'illusion » des dirigeants slovaques sur le caractère avantageux d'une union économique et militaire de deux États souverains.

PRAGUE

correspondance

« Il faut cesser de se voiler la face et dire les choses comme elles sont. Les discussions (avec M. Mečiar) ont porté sur deux États souverains, autrement dit sur une scission de l'État commun », a déclaré mardi 9 juin M. Vaclav Klaus, chef de file du Parti civique démocratique (ODS) arrivé en tête en République tchèque aux élections du 5 et 6 juin, commentant devant la presse ses discussions de la veille avec le dirigeant nationaliste slovaque, M. Vladimír Mečiar.

M. Klaus, qui a été chargé par le président Havel de tenter de for-

mer un gouvernement fédéral, a souligné la nécessité de constituer les organes fédéraux le plus rapidement possible : selon lui, la formation des commissions parlementaires devrait intervenir au plus tard le 25 juin; et celle du gouvernement fédéral avant l'élection du président de la fédération, prévue le 3 juillet. Le parti de M. Mečiar, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), qui tenait à Bratislava une conférence à la même heure, lui a répondu d'une manière peu encourageante : pour le porte-parole du HZDS, Bohuslav Geci, cette échéance « manque de réalisme », et son mouvement ne voit « aucune raison d'accélérer ce processus ».

Bien que le HZDS soit opposé à la candidature de M. Vaclav Havel au poste de président de la fédération, Bohuslav Geci a néanmoins annoncé que son parti acceptait que ces fonctions soient occupées par un Tchéquo, à condition que la présidence de l'Assemblée fédérale revienne au HZDS. La vice-présidence du Parlement serait alors attribuée à l'ODS.

« Les discussions, a conclu pour sa part Vaclav Klaus, ne doivent pas s'arrêter. Nous devons agir. » Un sentiment partagé par le président Vaclav Havel, qui s'est déclaré prêt à rencontrer Vladimír Mečiar, jeudi, à l'occasion du second round des négociations entre l'ODS tchèque et le HZDS slovaque.

C. M.

CEI : aggravation des combats sur plusieurs fronts

M. Eltsine appelle à des négociations urgentes sur l'Ossétie

Pressé depuis des mois par les Occidentaux de prendre position sur le conflit qui les oppose aux Géorgiens, le président Boris Eltsine a appelé, mardi 9 juin, à la création d'une « commission conjointe multipartite » pour faire cesser « l'effusion de sang insensée sur le territoire d'Ossétie du Sud ». Depuis samedi soir, au moins quatre personnes ont été tuées à Tskhinvali, chef-lieu d'Ossétie encerclé par des milices géorgiennes. A Tbilissi, le Conseil d'État au pouvoir a démenti qu'une action décisive soit en préparation contre cette ville, tout en admettant ne pas avoir le contrôle total des milices. Une réunion entre des délégués de Géorgie et d'Ossétie du Nord (dépendant de la Russie) devait avoir lieu mercredi à la frontière.

Dans le Caucase toujours, les combats se poursuivent aussi entre Arméniens et Azéris, avec dix tués au moins lundi et mardi, alors que les Arméniens annoncent des concentrations de forces azerbaïdjanaises au pied du Haut-Karabakh et en direction du corridor ouvert avec l'Arménie.

Au Tadjikistan enfin (Asie centrale), où un gouvernement de coalition « communiste-islamique »

ne parvient pas à désarmer les partisans de chaque camp, 21 personnes ont été tuées dimanche et lundi en différents points du pays : Kouliab, Khodjent et Kourgan-Tioubé. Le gouvernement a décidé, selon l'agence d'informations d'État, de mener une opération de déshabillage des combattants du ministère de l'Intérieur, contrôlé par les islamistes.

Efforts de règlement en Moldavie

Le président moldave Mircea Snegur, qui tente de préparer le terrain pour un règlement du conflit armé sur le Dniestr, a annoncé, mardi 9 juin, la prochaine démission de son gouvernement, à l'exception des ministres de la Défense, de la Sécurité et de l'Intérieur - et un renouveau avant la fin du mois, nous indique notre correspondant à Bucarest Jean-Baptiste Naudet.

L'annonce a été faite devant le Parlement, où étaient présents 43 députés russophones de la République, autoproclamée du Dniestr, dont beaucoup n'étaient pas venus à l'Assemblée depuis plus d'un an. Les 258 députés présents ont alors voté à l'unanimité moins deux abstentions en faveur d'un cessez-le-feu immédiat sur le Dniestr.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Trois policiers assassinés

Trois policiers qui gardaient la poudrière de la casernette de Ras-Hamidiou (ex-Pointe Pescade), à 7 kilomètres à l'ouest d'Alger, ont été tués, mardi 9 juin, par des inconnus. Déjà, la veille, deux autres policiers avaient été assassinés. Depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février, près de 70 agents des forces de l'ordre ont été victimes d'attentats attribués à des islamistes.

D'autre part, un avocat algérien inscrit au barreau de Montpellier, M. Badrine Chikhaoui, qui assure, avec deux confrères algériens, la défense du général Mostefa Belkhouf, ancien secrétaire général du ministère de la Défense nationale, inculpé de « complicité de détournement et dissipation des deniers publics », vient d'être récusé par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida. M. Chikhaoui rappelle qu'un protocole judiciaire franco-algérien autorise depuis 1965 tout avocat inscrit dans un barreau français à intervenir librement devant toutes les juridictions algériennes. (AFP)

IRAK

Les Kurdes demandent la prorogation du mandat de la force multinationale

Le secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, a demandé mardi 9 juin, à Ankara, lors d'un entretien avec le ministre turc des affaires étrangères, M. Hikmet Çetin, le renouvellement du mandat de la force multinationale déployée sur la base aérienne d'Irbil, dans le sud de la Turquie, et chargée de patrouiller au-dessus du Kurdistan d'Irak. La prorogation de ce mandat, qui vient à expiration le 28 juin, doit être débattue prochainement par le Parlement turc.

Par ailleurs, l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF) a accusé, dans un communiqué, les autorités irakiennes d'entraver l'action humanitaire auprès des civils chiites et kurdes, en refusant des visas aux membres de MSF qui devraient relever les seize volontaires présents sur le terrain. (AFP)

LIBYE

Des «forçés révolutionnaires» ont pris le contrôle de l'agence officielle JANA

L'agence officielle libyenne JANA a annoncé, mardi 9 juin, dans un communiqué, qu'elle avait changé brutalement de direction, après que des «forçés révolutionnaires» - qu'elle n'a pas identifiés - eurent occupé ses locaux à Tripoli et pris le contrôle du quotidien officiel Al-Fajr al-Jadid, « sur ordre du comité populaire général (ministère) de l'information ». « Les forçés révolutionnaires ont chassé l'ancien directeur », a précisé JANA qui a accusé l'ancienne direction de « désinformation » et « de tentatives de tourner en dérision le peuple sous le couvert de slogans sur l'arabisme et l'islam ».

Par ailleurs, pour la première fois depuis son accession au pouvoir en 1969, le colonel Mouammar Kadhafi a essuyé mardi les critiques d'un journal officiel, qui l'a accusé de susciter l'hostilité de l'Occident. « Il s'agit de votre azabisme. Alliez-vous. Aucun d'entre

nous ne vous suivra car nous savons quels sont vos intérêts », a écrit l'hebdomadaire Jamahiriya, organe des comités révolutionnaires. (AFP, AP)

ÉGYPTE

L'écrivain Farag Foda a été assassiné sur «décret» d'un groupe islamiste

L'un des meurtriers présumés de l'écrivain égyptien Farag Foda a reconnu, au cours d'un interrogatoire, avoir agi à la suite d'un «décret» religieux (fatwa) du mari de l'organisation islamiste Al-Djihad, promulgué il y a quelques mois. Al-Djihad avait déjà été tenu pour responsable de l'assassinat du président Anouar el-Sadate en 1981. De son côté, l'association des frères musulmans a condamné, mardi 9 juin, « les assassinats politiques » tout en portant sur le gouvernement et les médias la responsabilité de « cet attentat en laissant le champ libre à des écrivains qui se sont consacrés à attaquer l'islam ». (AFP)

Confusion d'un d'

L'armée cos...

EN BRIEF

► L'ARABIE SAÛDITE : Le roi Fahd a nommé mardi 9 juin le général Fahd al-Ahmed comme nouveau commandant en chef de l'armée royale saoudienne.

► L'AFRIQUE DU NORD : Le président libyen Muammar Kadhafi a annoncé mardi 9 juin qu'il avait ordonné la dissolution de l'Assemblée nationale libyenne.

► L'AFRIQUE DU NORD : Le président libyen Muammar Kadhafi a annoncé mardi 9 juin qu'il avait ordonné la dissolution de l'Assemblée nationale libyenne.

PROCHE-ORIENT

Un démenti de l'organisation d'Abou Nidal

Confusion sur la responsabilité de l'assassinat d'un dirigeant palestinien à Paris

Confiée à la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, l'enquête sur l'assassinat lundi 8 juin à Paris d'un responsable des services de sécurité palestiniens, Atef Baisou, ne permettait pas de révéler une « signature » claire de cette opération, indiquait-on mardi de source judiciaire. Il est

donc encore impossible d'attribuer cet assassinat, qualifié de « parfaitement exécuté », à une organisation terroriste ou à un service d'Etat, ajoutait-on de même source. Ses deux auteurs ont agi avec une volonté toute professionnelle de dissimuler les indices. Un petit panier aurait ainsi été

placé sous leurs armes à feu, selon certains témoins directs, afin de récupérer les douilles. Outre l'audition de quelques témoins des faits, l'enquête, conduite sous la direction du parquet de Paris, vise notamment à éclaircir l'objet de la visite d'Atef Baisou en France.

L'OLP a maintenu ses accusations contre les services secrets israéliens, malgré la confusion qui a régné, mardi, à propos de cette affaire. En début d'après-midi, en effet, un communiqué publié à Tunis et portant la signature du Fath-Conseil révolutionnaire du dissident palestinien Abou Nidal revendiquait la responsabilité de l'assassinat d'Atef Baisou. Il a été « exécuté pour avoir fourni à des services de renseignements européens des informations précises sur la situation de plusieurs organisations palestiniennes, leurs dirigeants et leurs cadres », indiquait ce communiqué. Mais il devait être démenti quelques heures plus tard par le porte-parole du Fath-Conseil révolutionnaire à Beyrouth, M. Walid Khalid.

Le Mossad « tente de brouiller les

pistes, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises pour couvrir ses crimes contre des responsables de l'OLP », a déclaré le porte-parole de l'OLP à Tunis, M. Ahmed Abdel Rahmane. « Compte tenu de notre expérience sur la manière d'agir du Mossad, nous accusons les services israéliens et non pas une autre partie », a-t-il ajouté. L'agence palestinienne Wafa a estimé pour sa part que le groupe d'Abou Nidal et les « formations extrémistes israéliennes qui se sont hâtées de revendiquer l'attentat » sont les deux faces d'une même médaille, « le Mossad israélien ».

La presse israélienne a accordé peu de crédit à des revendications faites par deux formations extrémistes israéliennes fondées par le rabbin Meïr Kahane. Malgré les déclarations officielles démentant

toute participation à l'assassinat, le quotidien Davar a rappelé que « le Mossad s'est toujours défini pour objectif, avec l'accord du gouvernement israélien, d'éliminer tous les terroristes qui ont participé à la tuerie des athlètes israéliens, à Munich, en 1972 ». L'éditorialiste n'excluait pas non plus que le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ait agi « pour marquer des points dans l'opinion publique pour lui-même et son parti avant les élections » législatives du 23 juin. Pour d'autres éditorialistes, les responsables doivent être recherchés du côté du Fath-Conseil révolutionnaire.

La Ligue arabe, quant à elle, a imputé la responsabilité de l'assassinat à Israël et invité « la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour mettre un

terme au terrorisme israélien ». A Paris, le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne, a qualifié l'assassinat d'Atef Baisou d'« acte de violence regrettable et condamnable ».

Le mouvement Hamas dément avoir signé un accord avec le Fath dans les territoires occupés. — Le Mouvement de la résistance islamique Hamas a démenti avoir signé avec le Fath, principale branche de l'OLP, un accord de coopération dans les territoires occupés par Israël (le Monde du 9 juin 1992). « Nous avons été surpris, alors que nous poursuivions nos négociations avec le Fath, de voir celui-ci publier unilatéralement cet accord », a déclaré Hamas. — (AFP)

AFRIQUE

MALI : après l'investiture du président Konaré

L'armée continue de peser fortement sur la vie politique

BAMAKO

de notre envoyé spécial

Il n'aura pas fallu plus de quarante-huit heures au président Alpha Oumar Konaré, investi dans ses fonctions, lundi 8 juin, pour désigner son premier ministre, M. Younoussi Touré (le Monde du 10 juin) et faire publier la liste du gouvernement, dont il a souligné l'esprit d'« ouverture politique ». C'est ainsi que le ministère de la jeunesse et des sports a été confié à un membre de l'ethnie touarègue. « Nous avons toujours considéré les Touarègues comme des patriotes et des démocrates. Il n'y avait donc aucune raison pour qu'ils ne soient pas associés au nouveau gouvernement », nous a déclaré, mardi, le nouveau chef de l'Etat.

La signature, au mois d'avril, d'un « pacte national » avec les mouvements rebelles touarègues n'a pas suffi à ramener le calme dans le nord du pays. La récente tuerie de Gossi, au cours de laquelle une quarantaine de civils ont été victimes de représailles militaires, témoigne de la persistance des tensions. « Comment imaginer que les justes puissent se taire en un jour ? La signature du pacte n'est que la première étape pour notre pays. Il y a des difficultés, c'est vrai, mais on ne peut pas parler d'échec », commente M. Konaré qui « regrette et condamne les incidents de Gossi ». Plusieurs militaires ont été « interpellés » et « une enquête a été ouverte », précise-t-il.

L'attitude exemplaire du lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, leader charismatique de la période de transition, qui a, sans reculer, dans les détails, remis les rênes du pouvoir au nouveau prési-

dent élu, a soulevé un enthousiasme quasi-unanime à Bamako. Promu général de brigade, celui qui la rue et la presse ont affectueusement surnommé « ATT », n'a vraisemblablement pas dit son dernier mot. « Personne ne sait très bien quel sera son statut et ses nouvelles fonctions. Ce qui est sûr c'est qu'il va servir de balise. Si ça dérape, c'est vers lui que les gens vont se retourner », affirme un vieux résident de la capitale.

« Pas besoin de sauveur »

La cote d'amour dont bénéficie le « timbre de Mousa Touré » n'est pas dénuée d'ambiguïté. Tout en saluant le « courage militant » et le « patriotisme » de son prédécesseur, le président Konaré n'a pas manqué de souligner, dans son discours d'investiture, que le pays n'avait « pas besoin de sauveur ou de guide ». Certains observateurs s'interrogent, plus crûment, du poids persistant de l'armée dans la vie politique : « Le complot militaire, déjoué en juillet, et la récente libération du colonel Oumar Diallo (ancien aide de camp du président Mousa Touré) ne sont-ils que la preuve d'un retour à la force qui fait peser l'armée sur la vie du pays ? »

Les préparatifs mouvementés du procès pour « crimes de sang » intenté contre l'ex-président Traoré et une trentaine de ses collaborateurs sont révélateurs de ce malaise. Selon plusieurs membres de l'Association des victimes de la répression (ADVIR), les dossiers établis dans la perspective du procès — et contenant notamment les certificats médicaux des victimes des émeutes de mars 1991 — « avaient été entreposés, à leur insu,

dans des camps militaires ». Certains dirigeants de l'ADVIR se sont-ils « compromis » avec le régime de transition ? « En tout cas, on a l'impression de s'être fait avoir », lance un membre de famille dont la fille a été tuée lors d'une de ces manifestations.

Pour autant, l'ajournement du procès de M. Traoré n'a pas suscité de réactions violentes. « Les dossiers des victimes sont loin d'être complets : le report du procès n'est pas une mauvaise chose », commente un étudiant. En revanche, les images télévisées des accusés se congratulant sous l'œil des caméras ont choqué plus d'un. « Comment expliquez-vous que l'ancien président, qui a fait tirer sur nos enfants, soit en bonne santé alors que les victimes du 26 mars sont abîmées à leur sort ? », s'indigne un commentateur. Pour M. Konaré, « le fait d'avoir vu des détenus en bonne santé est un des acquis de l'Etat de droit. En revanche, il est certain que beaucoup d'efforts restent à faire à l'égard des victimes. Nous nous y employons ».

Conscient des acquis encore « fragiles » de la III^e République, des fortes tensions sociales et des « risques qui pèsent » d'un retour de l'ancien régime, le président ne s'en déclare pas « moins confiant et serein ». La bienveillance des « pays amis », la France et les Etats-Unis notamment, n'est sans doute pas pour rien dans cette sérénité affichée. Paris, premier bailleur de fonds avant la Banque mondiale, pourrait d'ailleurs donner, dans les semaines à venir, un nouveau coup de pouce à la « jeune démocratie » malienne.

CATHERINE SIMON

TUNISIE : en créant un ministère de la coopération internationale

Le président Ben Ali veut attirer les capitaux extérieurs

TUNIS

de notre correspondant...

Le président Ben Ali a procédé, mardi 9 juin, à un remaniement technique de son gouvernement. Ainsi a été créé un ministère de la coopération internationale et de l'investissement extérieur qui a été confié à M. Mohamed Chaouchi, ministre des finances. Ce nouveau ministère devra, selon le chef de l'Etat, « attirer les investissements extérieurs, consolider l'implantation des investisseurs en les entourant de toute la sollicitude et en leur facilitant la tâche pour qu'ils s'installent dans les meilleures conditions et les plus brefs délais en Tunisie ».

Le ministère des finances échoit à M. Nouir Zogari, qui avait déjà occupé ce poste en 1989, tandis que plusieurs autres ministères — équipement et habitat, environnement et aménagement du territoire, transports, formation professionnelle et emploi — changent de titulaires. Le seul aspect politique de ce remaniement est le départ de M. Abdelrahman Zouari, remplacé au ministère de la justice par M. Sadok Chaabane, conseiller du président pour les droits de l'homme.

Peu après l'arrivée au pouvoir de M. Ben Ali, M. Zogari avait pris la direction du tout-puissant Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qu'il avait quitté pour le ministère de la justice. De là à rapprocher cette apparente disgrâce de l'existence de « clans » et de « groupes de pression » autour du pouvoir que déplorait récemment un journal local, il n'y a qu'un pas que nombre d'observateurs n'hésitent pas à franchir.

MICHEL DEURÉ

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : visite du président kényan. — En route vers le Brésil et le sommet de Rio, le président kényan, M. Daniel Arap Moi, a fait escale, mardi 9 juin, au Cap en Afrique du Sud pour une visite de travail de vingt-quatre heures, au cours de laquelle il s'est entretenu avec M. Frederik De Klerk, le premier ministre sud-africain. La dernière visite d'un chef d'Etat africain en Afrique du Sud avait été, en 1971, celle de M. Kamuzu Banda, le président du Malawi. — (AFP)

BURKINA : le parti présidentiel défait les trois quarts des sièges au Parlement. — La Cour suprême du Burkina a publié, lundi 8 juin, les résultats des élections législatives du 24 mai. Ils confirment le triomphe du parti du président Blaise Compaoré, l'Organisation pour la démocratie populaire / Mouvement du travail (ODP/MT), dont les députés occupent 78 des 107 sièges de l'Assemblée nationale. Les quatre partis de l'opposition ne remportent que 23 sièges. — (AFP)

IRAN : création de brigades anti-émeutes. — M. Barot Lou, responsable des gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) de Téhéran, a annoncé, mardi 9 juin, dans une déclaration au journal Jomhouri-Eslami, la création de brigades spécialisées contre la violence urbaine. Placées sous la responsabilité des Pasdaran, ces nouvelles unités ont été mises en place à la suite des manifestations de rue de Téhéran, certaines villes du pays depuis plusieurs semaines. — (AFP)

LIBERIA : la mort de six soldats sénégalais est confirmée. — La Force conjointe africaine d'interposition au Liberia (ECOMOG) a annoncé, lundi 8 juin, la mort de six de ses membres, de nationalité sénégalaise, enlevés par le Front national patriotique du Liberia (FNPL) de Charles Taylor, le 28 mai, à Vahun, à 200 kilomètres au nord de Monrovia. — (AFP)

KENYA : l'opposition appelle au boycott des élections. — Les quatre partis d'opposition ont appelé, mardi 9 juin, les Kényans à boycotter les

premières élections législatives et présidentielle multipartites organisées depuis plus de vingt ans dans le pays, affirmant que le gouvernement a l'intention de les truquer. Ils ajoutent que « le peuple kényan ne fait pas confiance à la commission électorale » qui, à leur avis, « ne peut, en aucun cas, mener à bien une élection valable » et demandent aux bailleurs de fonds étrangers de refuser d'apporter une aide financière pour ces élections. — (AFP)

MAROC : création d'une « commission centrale » pour superviser les élections. — Hassan II a annoncé, mardi 9 juin, dans un discours à la nation, la création d'une « commission centrale », chargée de préparer et de superviser les prochaines élections locales et législatives, donnant ainsi satisfaction aux partis d'opposition qui la réclamaient avec insistance. Cette commission devra veiller à la transparence des scrutins depuis l'inscription sur les listes jusqu'à la proclamation des résultats. Le roi présidera lui-même la commission. — (AFP)

TCHAD : près de deux cents morts dans les combats près du lac Tchad. — L'armée a rétabli la situation dans la région du lac Tchad, où des combats entre rebelles fidèles à l'ancien président Hissène Habré et les forces gouvernementales ont fait, la semaine dernière, 183 morts dont 164 dans les rangs des maquisards, a indiqué, lundi 8 juin, le chef d'état-major général de l'armée nationale. — (Reuters)

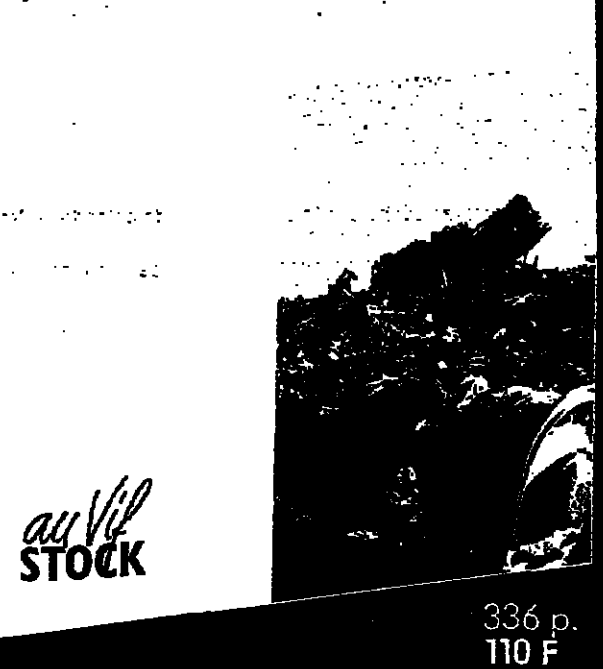
ZIMBABWE : signature d'un accord avec l'Afrique du Sud pour combattre la sécheresse. — L'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont signé, mardi 9 juin, un accord destiné à lutter contre la sécheresse, signe d'une détente dans les relations entre l'ancien régime d'apartheid et l'un de ses critiques les plus virulents. Cet accord qui simplifie les formalités doit faciliter le transport de céréales d'Afrique du Sud au Zimbabwe, ravagé par la sécheresse. C'est le premier accord signé, au niveau ministériel, entre les deux pays depuis 1980. — (AFP)

PIERRE PÉAN

Un livre bourré de révélations qui entrouvre quelques pistes nouvelles, curieusement négligées.

Le Nouvel Observateur

VOL UT 772
CONTRE-ENQUÊTE SUR
UN ATTENTAT
ATTRIBUÉ A
KADHAFI
PIERRE PÉAN



Dans sa contre-enquête, Pierre Péan démontre que l'affaire du DC 10 d'UTA est encore à élucider.

La Tribune de l'Expansion

En allant sur le terrain et en y rencontrant les deux principaux accusés, Pierre Péan s'est lancé sur une piste qui mérite examen.

L'Événement du Jeudi

au Vél STOCK

DIPLOMATIE

La rencontre à Washington entre M. Baker et M. Kozyrev

Russes et Américains divergent sur la mise en œuvre du désarmement stratégique

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et son homologue russe, M. Andreï Kozyrev, se sont séparés, mardi 9 juin à Washington, sans avoir pu aboutir à un accord sur le désarmement stratégique; ils espèrent, néanmoins, pouvoir présenter un tel document à la signature des présidents George Bush et Boris Eltsine lors du sommet américano-russe qui doit se tenir les 16 et 17 juin dans la capitale fédérale.

WASHINGTON

de notre correspondant

Quelles aient lieu avant ou après le démantèlement de l'URSS, les discussions sur le désarmement stratégique entre Américains et Russes finissent par se ressembler: passées les déclarations d'intention les plus pacifiques, elles butent toujours sur des arrière-pensées plus méfiantes et sur les intérêts respectifs des appareils militaires.

MM. Baker et Kozyrev en ont fait l'expérience qui, ces dernières quarante-huit heures, ont longtemps débattu du désarmement sans pouvoir conclure un accord en bonne et due forme. Les deux parties sont bien décidées à aller au-

delà du traité START sur la limitation des armements stratégiques (intercontinentaux) nucléaires. Signé en juillet dernier à Moscou entre l'URSS et les Etats-Unis, ce traité a, depuis, été actualisé avec la signature de protocoles engageant les quatre puissances nucléaires héritières de l'Union soviétique (la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan). Il prévoit que les «craques» et les Etats-Unis devront d'ici à l'an 2000 avoir ramené leur arsenal à quelque 8 500 ogives de part et d'autre.

A Moscou comme à Washington, on voudrait bien aller plus loin mais on diffère sur la méthode. MM. Eltsine et Bush seraient disposés à réduire leurs arsenaux stratégiques à 4 700 têtes nucléaires chacun, mais ils n'ont pas les mêmes missiles en vue. L'état-major américain vise les missiles russes qui lui paraissent les plus dangereux - auxquels START ne touche pas - parce que les plus déstabilisants: les fusées intercontinentales basées à terre et porteuses de plusieurs têtes (les SS-18), qui faisaient la fierté de l'ex-armée rouge. Les généraux russes ont dit à M. Eltsine qu'ils verraient cela d'un très mauvais œil d'autant que leurs homologues américains ne seraient pas disposés à une concession réciproque en taillant à leur tour dans le cœur de leur arsenal nucléaire: les missiles à ogives multiples

embarqués à bord des sous-marins. Le New York Times soulignait récemment que deux logiques s'affrontent.

L'une d'elles se place résolument dans l'après-guerre froide et consiste à dire que l'important est la diminution coûte que coûte du nombre d'engins nucléaires alignés de part et d'autre; l'autre, qui serait celle du département de la défense, se situe encore dans une relation conflictuelle et privilégie la réduction des armes jugées les plus dangereuses pour les Etats-Unis.

Les conversations devraient se poursuivre au niveau des experts sans qu'il soit certain qu'un terrain d'entente puisse être trouvé avant l'arrivée du président Eltsine aux Etats-Unis. MM. Baker et Kozyrev ont, en revanche, fait des progrès sur un autre dossier qui pourrait faire l'objet d'un accord lors du sommet américano-russe de la mi-juin: l'échange d'informations en matière de lutte antimissiles. En cette époque de prolifération de la technologie des fusées balistiques, Russes et Américains s'engagent à développer des systèmes d'alarme réciproque pour détecter des tirs pouvant venir de pays hostiles. Cette fois, l'état-major de l'ex-armée rouge, ayant perdu le contrôle de certaines de ses bases radar dans le sud, n'y verrait qu'avantages.

ALAIN FRACHON

Pour accroître son rôle international

Vienne souhaite accueillir la future agence de contrôle des armes chimiques

La convention sur l'interdiction des armes chimiques en cours de négociation à Genève pourrait être signée à l'automne. Elle prévoit la création d'une agence chargée de contrôler le respect de cette interdiction. Trois villes, la Haye, Genève et Vienne, sont candidates pour accueillir le siège de cette agence. La décision devrait être prise d'ici la fin juin.

Vienne

de notre envoyé spécial

Comme ses concurrentes, Vienne a entamé une grande entreprise de séduction. Voyages de journalistes,

de diplomates, plaquette en quadruplicate, mise en valeur de l'environnement, de la vie musicale, la capitale autrichienne déploie tous ses atouts pour attirer la future agence de contrôle des armes chimiques. Dans les couloirs du Rathausplatz, le Quai d'Orsay autrichien, on accuse même l'une des concurrentes de Vienne de trahison: les chiffres pour mieux valoriser son offre.

Vienne fait également valoir que l'arrivée de la nouvelle autorité internationale entraînerait des synergies avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), installée ici, qui s'emploie à contrôler les activités nucléaires civiles et à éviter la prolifération

nucléaire. Les missions des deux organismes seraient donc, sinon similaires, au moins parallèles.

De même, l'Autriche considère que la présence à Vienne de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) - qui gère de nombreux projets liés à l'industrie chimique - renforce la cohérence de sa proposition. «On ne peut pas, explique le directeur de l'ONUDI, M. Domingo L. Siazon, faire des sommes prêts à coopérer avec elle. Mais ce que nous disons, c'est que si elle s'installe ici, il y a juste à sortir de la pièce et à traverser le couloir.»

Des retombées économiques limitées

Quant aux retombées économiques de l'installation de l'agence, quatre personnes au départ, estime-t-on, peut-être mille plus tard - elles ne seraient pas négligeables pour Vienne. Mais, en ces temps d'austérité budgétaire, les efforts financiers prévus pour rendre l'offre de Vienne plus attractive que celle des autres ont été trop importants pour que, sur le strict plan du calcul économique, l'installation de l'agence soit vraiment une bonne affaire. De toute façon, l'énergie mise par les Vennois à défendre leur cause repose, comme celle de la capitale de l'Autriche de se forger une nouvelle identité, fondée sur un rôle international accru. C'est pourquoi le chancelier social-démocrate, M. Franz Vranitzky, met en avant «l'intérêt géographique et géopolitique» du choix de Vienne.

L'effondrement du rideau de fer, l'explosion de la Yougoslavie, la chute de l'Ancêtre ont doublé le rôle de la capitale. D'une part, l'Autriche a perdu le rôle de point de contact entre l'Est et l'Ouest qu'elle avait joué pendant toutes les années de l'après-guerre. D'autre part, cette évolution a renforcé les préoccupations de l'Autriche quant à sa propre sécurité. De ce point de vue, l'installation d'un maximum d'organisations internationales à Vienne est perçue comme une sorte de gage. Du même coup, les Autrichiens veulent montrer que Vienne peut rester, dans un contexte nouveau, une plaque tournante entre l'Est et l'Ouest. L'élection, le 24 mai, de M. Thomas Kleider, diplomate à la stature plus internationale que son concurrent, M. Rudolf Strehlbecher, pour succéder à M. Kurt Waldheim à la présidence de la République, participe de cet état d'esprit.

Après le départ de M. Waldheim, qui permit déjà à leur pays de sortir de son isolement diplomatique, l'installation de l'agence de contrôle des armes chimiques à Vienne serait sans doute vécue par les Autrichiens comme une nouvelle étape de leur retour sur la scène internationale. JEAN-LOUIS ANDRÉANI

ÉTATS-UNIS

Une liste de noms de partisans de M. Perot effacée sur un ordinateur

Les noms de quelque 17 000 partisans du milliardaire texan Ross Perot ont été effacés dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juin d'un ordinateur de son quartier général électoral en Virginie. Le coordinateur de la campagne de M. Perot dans cet Etat, Mark Adams, a écarté mardi l'hypothèse d'un acte d'espionnage politique similaire à celui qu'avaient commis des agents républicains au Watergate, siège du Parti démocrate,

en 1972. Le coordinateur a souligné que les listes de partisans de M. Perot, qui s'apprenait à se présenter comme candidat indépendant à la présidence des Etats-Unis, existaient en double et n'ont donc pas été perdues. M. Perot recueille, en Virginie, comme dans les autres Etats, des signatures pour faire inscrire son nom sur les listes électorales pour l'élection présidentielle de novembre. (AFP)

Le voyage de la reine d'Angleterre en France

Elizabeth II et M. Mitterrand célèbrent l'Europe

Poursuivant sa visite officielle en France, la reine d'Angleterre, Elizabeth II, devait être reçue, mercredi 10 juin, à la mairie de Paris avant de déjeuner à Matignon. La reine devait ensuite voir l'exposition Henry Moore dans les jardins de Bagatelle, puis visiter l'Arche de la Défense.

La veille au soir, c'est la Pyramide du Louvre illuminée, les colonnades de la cour Napoléon et la Garde républicaine qui ont accueilli la souveraine britannique, accompagnée du prince Philip, au sortir de leur dîner de gala à l'Elysée. Le président François Mitterrand et la reine d'Angleterre venaient d'y proclamer leur attachement à la construction européenne, facteur, à leurs yeux, de «paix et de progrès».

«Quelles que soient leurs inclinations, nos gouvernements ont lancé le combat pour l'Europe avec le même désir de convaincre et de réussir», a affirmé M. Mitterrand.

La construction communautaire est l'axe majeur de nos efforts. (...) Notre Europe constitue aujourd'hui, pour l'ensemble du continent européen, un pôle de stabilité et de progrès», a poursuivi le chef de l'Etat, qui, une nouvelle fois, évoqué les perspectives d'élargissement de la Communauté européenne.

Dans sa réponse prononcée en français, la reine Elizabeth II a fait valoir que «dans un monde d'insécurité, de lutte et d'incertitude, la Communauté européenne est un modèle de paix et de progrès». «L'empreinte indélébile dans la France a marqué la Communauté n'est pas toujours confortable pour ceux dont les institutions reposent sur des traditions différentes: la tradition anglo-saxonne est un peu à la tradition latine en Europe ce que l'huile est au vinaigre. Il faut les deux pour faire la sauce, sinon la salade est mal assaisonnée», a-t-elle dit en souriant.

La reine avait entamé le matin

même sa visite d'Etat de quatre jours en France (la troisième depuis son accession au trône en 1952). Vêtue d'un tailleur saumon et d'un chapeau du même ton, elle avait été accueillie par le président de la République, à sa descente de l'avion spécial de la Royal Air Force.

Tous les fastes de la République - drapeaux, tapis rouge et fanfare de la Garde républicaine - avaient été déployés pour ce rendez-vous avec la monarchie britannique. Comme le veut la tradition, Elizabeth II et M. François Mitterrand ont passé en revue des détachements des trois armées alignés sous un ciel limpide. Le cortège officiel s'était ensuite dirigé vers les Champs-Élysées pour une cérémonie à l'Arc de triomphe.

La reine a remonté l'avenue sous les acclamations de quelques milliers de personnes, massées sur les trottoirs pavés de drapeaux britanniques et français.

La visite du premier ministre belge
Paris et Bruxelles se concertent sur l'avenir de la CEE

Les conséquences du récent référendum danois sur la poursuite de la construction européenne ainsi que les relations bilatérales devraient être au centre des entretiens que le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, devait avoir, mercredi 10 juin à Paris, avec MM. Pierre Bérégovoy et François Mitterrand.

BRUXELLES

de notre correspondant

Malgré la proximité de la cause d'elles, les collisions bilatérales entre la France et son voisin britannique ne sont pas vaines. Les ministres se parlent à l'occasion des inévitables rencontres dans le cadre du conseil des ministres des Douze à Bruxelles. Les opérateurs économiques agissent de concert, notamment dans les régions frontalières. Les polices coopèrent, particulièrement pour la lutte contre la drogue en provenance des Pays-Bas. On considère que tout cela va de soi, entre amis, sans nécessiter le déploiement de tapis rouges.

M. Willy Claes, ministre des affaires étrangères, s'est rendu à Paris le 30 avril. Le précédent voyage ministériel remontait à septembre 1988. Pourtant, après la formation du gouvernement issu des élections de novembre 1991 et le remplacement du premier ministre, M. Martens, par M. Dehaene, autre Flamand social-chrétien, la nécessité d'une visite à Matignon et à l'Elysée s'est fait sentir. Il y a quand même des choses à dire, un premier ministre d'un pays qui est le troisième client de la France (après l'Allemagne et l'Italie) et son quatrième fournisseur.

Au cours du premier trimestre de l'année, les ventes de la France à la Belgique ont atteint 28 milliards de francs et ses achats 27,2 milliards. Quelques 75 000 Français sont immatriculés dans le royaume, et l'on estime leur nombre réel au double, la nécessité d'une protection consulaire étant réduite en ces lieux paisibles. Quant aux Belges, un sur quatre prend ses vacances en France, et ils sont 50 000 établis sur la Côte d'Azur.

En dehors des questions d'intendance, cette visite est l'occasion de se concerter avant le conseil européen de Lisbonne. Les dirigeants belges ont réagi comme MM. Mitterrand et Dumas au «non» danois à Maastricht, considérant, eux aussi, qu'il faut continuer d'aller de l'avant. L'identité de vues est fréquente entre Paris et Bruxelles dans les débats communautaires. La «querelle du siège» entre Strasbourg et la capitale belge occupe moins les esprits que naguère, un compromis paraissant possible sur le partage des activités des députés.

Le principal objectif immédiat de l'Elysée est d'amener la Belgique à rejoindre le corps d'armes franco-allemand. Bruxelles n'y est pas opposé, mais voudrait ne pas être seul à le faire et souhaite un ancrage de ce corps plus marqué au sein de l'UEO.

JEAN DE LA GUERRE

Londres recherche un compromis sur Maastricht

Suite de la première page
La Grande-Bretagne souhaite que la crise sociale soit résolue au plus vite, notamment parce qu'elle assomera la présidence de la Communauté à partir du 1^{er} juillet, et qu'elle entend consacrer les six mois de son mandat au dossier de l'élargissement, plutôt qu'à essayer de recoller les morceaux de Maastricht.

A tort ou à raison (les motivations des Danois ne sont pas si claires), on estime, à Londres, qu'il faut corriger le champ des compétences communautaires en limitant la centralisation, afin de rendre le traité de Maastricht plus acceptable aux opinions publiques européennes. Le traité ne pouvant être formellement amendé (sans recommencer toute la négociation), on peut envisager de modifier le champ d'application de quelques-uns des principes qu'il énonce.

Pas de retour dans le maelström

Si ces corrections sont substantielles, le gouvernement de Copenhague pourra prendre le risque d'organiser un nouveau référendum de ratification. La proposition britannique consisterait à adjoindre un «protocole» au traité de Maastricht, afin de renforcer l'application du principe de «subsidiarité» s'agissant des prérogatives relevant de la Commission: lorsqu'une décision sur un dossier pourra être prise de manière adéquate par chaque Etat, tant au niveau national que régional, l'exécutif communautaire n'aura pas à intervenir.

Le Foreign Office s'efforçait, mardi 9 juin, de ramener l'initia-

tive britannique à des proportions plus modestes, soulignant que l'option du «protocole» n'est que «l'une des solutions envisageables». Rien n'indique en effet que celui-ci soit acceptable, notamment parce que sa validité et sa force juridique sont incertaines. Une «déclaration» qui viserait à «interpréter» - en étendant leur portée - les dispositions du traité qui prévoient le principe de «subsidiarité», pourrait être envisageable, mais un protocole, d'après un expert des questions communautaires, semble impliquer une renégociation. Il n'est pas sûr, d'autre part, que ce montage juridico-politique soit suffisant à lever les objections danoises.

La priorité du gouvernement britannique est, en tout état de cause, d'éviter une renégociation du traité, une hypothèse qui aurait pour effet, selon M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, de renvoyer la Communauté «de retour dans le maelström», notamment parce que la Grande-Bretagne n'est pas du tout sûre de pouvoir obtenir un compromis aussi avantageux pour elle que celui de Maastricht.

La poussée des «eurosceptiques»

Une nouvelle négociation se précéderait, d'autre part, sous un jour beaucoup moins favorable pour M. Major. Depuis le «non» danois (et la levée de l'échéance que représentaient les élections parlementaires), le camp des «eurosceptiques» du Parti conservateur ne cesse de se renforcer.

Une douzaine de ministres, dont M. Peter Lilley (secrétariat social) et Michael Portillo (secrétariat au Trésor), ont rejoint le groupe des parlementaires conservateurs hostiles à une ratification du traité. Le gouvernement a pris la mesure de cette fronde: on confirme mardi de source officielle, que le débat de ratification est d'ores et déjà renvoyé à l'automne prochain.

Cette décision était d'autant plus inéluctable que le Parti travailliste (toujours divisé à propos de la question du référendum) a annoncé qu'il voterait contre la ratification si le gouvernement revient devant les Communes avec un texte identique, et sans que les incertitudes sur la mise en œuvre du traité soient levées.

LAURENT ZECCHINI



L'UDEF

Chacun fera

SEPT

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

La semaine

POLITIQUE

Le débat sur l'Union européenne

L'UDF invite le RPR à définir clairement sa position

Mis en demeure lundi soir par le RPR de renoncer à participer à des réunions communes sur Maastricht aux côtés de responsables socialistes, les dirigeants de l'UDF ont répondu à leurs partenaires de l'opposition par une nette fin de non-recevoir. Non seulement M. Valéry Giscard d'Estaing a pris la parole, mardi soir, à Sélestat, en compagnie de M. Elisabeth Guigou, tout en se défendant de prêter la main à une opération de « politique politicienne », mais les autres personnalités de l'opposition invitées aux prochaines rencontres organisées par le Mouvement européen ont confirmé leur participation.

M. Simone Veil, qui nous a déclaré qu'étant « indépendante de tout parti politique » elle était « totalement libre de ses décisions », sera présente vendredi 12 juin à Caen aux côtés de M. Laurent Fabius, M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, se rendant comme prévu à Nevers samedi 13 juin, en compagnie de M. Pierre Bérégovoy, « comme un Européen de majorité et comme un Français d'opposition » ; M. Raymond Barre est toujours annoncé le 3 juillet

à Lille avec MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors. Seul M. Jacques Chaban-Delmas, unique représentant du RPR annoncé à ces réunions, a renoncé, « par loyauté » envers son parti, à participer à celle de Bordeaux, le 22 juin, où il devait s'exprimer aux côtés de M. Roland Dumas et de M. Catherine Lalumière. M. Jean François Poncelet, président de la branche française du Mouvement européen, sénateur UDF, qui est à l'initiative de ces rencontres, était présent à Sélestat et le sera à Nevers, Bordeaux et Lille.

L'UDF a choisi de répondre à l'injonction du RPR en lui adressant en retour une demande pressante : puisqu'il souhaite clarifier le débat, qu'il dise enfin clairement quelle sera sa position sur la ratification des accords de Maastricht. M. Charles Millon, président du groupe UDF, qui doit participer à Annecy à l'une des rencontres organisées par le Mouvement européen (prévue le 24 juin, la réunion est reportée au 2 juillet « pour des raisons matérielles »), précise dans *Libération* qu'il y prendra part à la condition qu'elle soit « pluraliste et contradictoire » et que le RPR y soit présent. Si

celui-ci refuse, ajoute-t-il, « on reconsidérera le problème, mais il faut qu'au préalable le RPR ait fait connaître clairement sa position sur l'Europe : s'il est pour le oui, pour le non ou pour l'abstention ».

M. Simone Veil, qui était mardi soir l'invitée du journal d'Antenne 2 avec M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et M. Léotard, qui participait à celui de TF1 aux côtés de M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, ont tous deux pressé leur interlocuteur d'indiquer au plus vite comment son parti répondra à la question posée par le référendum. Les deux dirigeants du RPR ont souligné qu'il importait de connaître au préalable le texte exact de la question et surtout celui du traité de Maastricht au lendemain du non danois. M. Sarkozy a ajouté qu'avant de se prononcer le RPR devait se souvenir de l'attitude de M. Mitterrand à l'occasion du référendum de 1972 sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, claire allusion au mot d'ordre d'abstention adopté à l'époque par le PS. M. Juppé a déclaré pour sa part, mardi après-midi, qu'il était « pour

l'Europe » et « pour Maastricht à certaines conditions », tout en ajoutant : « Mais je ne suis pas pour dire oui à M. Mitterrand, je suis même déterminé à lui dire non ».

L'épreuve de force continue donc entre le RPR et l'UDF. Celle-ci a remporté une première victoire au Sénat en obtenant que la discussion sur la révision de la Constitution ne soit pas interrompue, comme le demandait M. Charles Pasqua. Celui-ci a dénoncé « l'Europe de l'abus de pouvoir et l'Europe de l'arbitraire » dans laquelle risquerait d'entrer la France si elle ratifiait le traité de Maastricht. Il n'a pas été suivi par les trois groupes de l'UDF.

Le Parti socialiste n'est pas épargné par les remous que provoquent les réunions communes du Mouvement européen. M. Jean Poperen a ainsi dénoncé ce qui lui apparaît comme « une campagne commune des dirigeants socialistes avec les chefs de la droite » et souhaite que le PS réunisse son comité directeur pour discuter de l'organisation de sa propre campagne.

T. F.

« Chacun fera campagne sous ses propres couleurs »

a déclaré M. Giscard d'Estaing lors de la réunion du Mouvement européen à Sélestat

SÉLESTAT (Bas-Rhin)
de notre envoyé spécial

L'union de l'opposition n'est peut-être pas morte, mais sa concrétisation européenne a dû être mise entre parenthèses : pour participer à la réunion organisée par le Mouvement européen à Sélestat M. Giscard d'Estaing a dû, pour la première fois depuis deux ans, annuler le « dîner de l'union » qui, tous les mardis soir de session du Parlement européen, réunit sous sa présidence les députés de l'Assemblée de Strasbourg membres de l'UDF et du RPR. Nul n'ayant le don, d'ubiquité, cette annulation était obligatoire, mais elle symbolise bien que le combat pour la réunification de l'union de l'opposition a pris le pas sur le souci de bâtir l'union de l'opposition française.

Si le RPR a envoyé un émissaire au Palais des sports de Sélestat, il aura pu vérifier que les critiques des dirigeants de son parti sont parfaitement justifiées. Certes, la tribune aurait pu être celle d'un meeting contradictoire, M. Elisabeth Guigou faisant face à M. Valéry Giscard d'Estaing et Jean-François Poncelet, sénateur UDF, le président de la Caisse d'épargne alsacienne devant au nom de la « société civile » arbitrer entre les uns et les autres en réponse aux questions des journalistes de FR 3-Alsace et des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, animateurs de la soirée, mais l'assistance, elle, était venue participer à une grand-messe européenne.

Une assistance
« unitaire »

Les nombreux élus présents refusaient de se laisser emporter complètement par un sentiment unitaire, qu'ils soient socialistes - M. Catherine Trautmann, maire de Strasbourg - M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste au Parlement européen, M. Jean-Marie Bockel, député du département - centristes - M. Bernard Bosson, vice-président du Mouvement européen, qui avait décidé de faire le déplacement à Sélestat après le coup d'éclat du RPR, et les nombreux parlementaires CDS de la région - ou libéraux, comme la plupart des députés européens venus soutenir le chef de file. Les mille spectateurs n'avaient cure des réserves politiques et ils ont applaudi avec la même ardeur, tour à tour, M. Guigou et M. Giscard d'Estaing.

D'entrée de jeu, M. François Poncelet, le président de la branche française du Mouvement européen, a bien tenté de donner sa vraie signification à son initiative : « Organiser une série de réunions d'explication sur Maastricht avant que la campagne du référendum n'ait commencé », et précisé : « Le Mouvement européen, par définition, ne joue à aucun jeu politique, ses statuts le lui interdisent. J'espère que, dans notre démocratie, nous sommes encore capables, sur un sujet aussi important, de nous parler les uns aux autres face aux Français ». Le ministre délégué aux affaires européennes a abondé dans ce sens en affirmant : « Nous sommes dans l'explication, pas dans une campagne électorale » et en reconnaissant : « Nous avons nos

différences en matière de politique intérieure, mais aussi, probablement, sur l'Europe ». M. Guigou a donc annoncé un « débat contradictoire », mais elle a souligné, aussi, que soient oubliées « les scories de la politique politicienne ».

Ces « scories », l'ancien président de la République a voulu un temps les oublier, même si, pour éviter toute image compromettante, il s'est arrangé pour ne pas avoir à serrer la main du ministre de M. François Mitterrand. Curieusement, il a gardé pour la conclusion du débat la raison de sa venue, qui lui avait été demandée dès le début, mais il a, alors, été clair : ce débat est « une initiative du Mouvement européen, dont je suis le président international, et il est dit. Ce n'est pas une initiative à caractère politique ».

Europe libérale
et Europe sociale

La structure de ce mouvement « est non partisane », a-t-il continué, et cette réunion a été organisée il y a plusieurs semaines, avant que le référendum n'ait été annoncé ; ceux qui le critiquent « confondent deux choses : l'explication du traité de Maastricht et la campagne du futur référendum : ce sont deux temps différents de notre vie politique ». Surtout, M. Giscard d'Estaing a prévenu : « Quand la campagne du référendum sera engagée, chacun fera campagne sous ses propres couleurs. L'UDF conduira sa propre campagne ».

La tonalité de celle-ci ne fait déjà pas de doute puisque le président de l'UDF a déclaré : « L'enjeu

de l'Europe est un enjeu (...) qui dépasse les clivages et qui survit à tous les gouvernements (...) ». Ceux qui conduisent la future majorité de la France dans neuf mois auront de toute façon à maîtriser le traité de Maastricht. S'il est satisfait de participer à « une campagne d'explication légitime et utile », il refuse de se laisser entraîner ailleurs. Il a vertement répondu au journaliste qui voulait le faire réagir à l'ultimatum du RPR : « Halte-là ! Je ne suis pas venu ici pour parler de politique politicienne. Je suis venu pour parler du traité de Maastricht. Alors, si vous voulez m'entraîner au dehors, il faut sortir de cette salle, aller ailleurs et on en parlera autrement ». Et quand M. Guigou a abondamment mis en cause M. Philippe Seguin, M. Giscard d'Estaing a repris la parole pour déclarer : « Nous ne sommes pas ici pour polémiquer avec des gens qui ne sont pas dans cette salle ».

Remarquable pédagogue, fin connaisseur du dossier européen, M. Giscard d'Estaing peut participer avec brio à une « campagne d'explication ». Nul, mieux que lui, ne peut expliquer les avantages pour chacun de la monnaie unique, ou la mise en œuvre du principe de subsidiarité. Sur bien des points, il s'est trouvé d'accord avec M. Guigou. Par exemple, sur le droit de vote et l'éligibilité des citoyens européens aux élections municipales françaises, dont il a dit qu'une fois qu'il était clair qu'elle n'ouvre pas la porte à leur participation aux élections politiques nationales, ni au droit de vote pour les autres étrangers, cette disposition correspond « à une évolution

normale de la citoyenneté européenne ».

Des points de divergence sont quand même, nettement, apparus. M. Giscard d'Estaing a souligné que le traité de Maastricht ne pourrait pas entrer en vigueur si le Danemark « maintenait sa position » et demandé que soit posé ce problème dans la procédure française de révision constitutionnelle, puisque le projet actuel de celle-ci fait référence au traité signé à Maastricht. Il a souhaité que le Conseil européen, qui doit se réunir à la fin du mois à Lisbonne, « traite ce point ». En revanche, le ministre délégué aux affaires européennes a assuré : « Dès lors que nous [les onze autres pays] aurons trouvé un accord politique, nous saurons trouver une solution juridique lui permettant de fonctionner ».

De même, quand l'ancien président de la République a expliqué que ce traité est fondé sur un modèle d'« économie du marché libérale » et proclamé « la fin de l'économie étatique », Mme Guigou a souligné que le marché ne peut pas tout, que le traité « comporte, aussi, un chapitre sur la « compétitivité industrielle », permettant donc des politiques industrielles, et qu'il prévoit de bâtir une « Europe sociale », ce qui a été impossible jusqu'à maintenant. L'UDF et le PS sont d'accord pour construire ensemble l'Europe ; l'UDF et le PS n'entendent manifestement pas gérer de la même manière cette Europe unie.

THIERRY BRÉHIER

Le « cent quatre-vingt-deuxième épisode de la guerre des chefs »

A entendre M. Barre appeler chacun à « rester calme », M. Barrot qualifier la mise en demeure du RPR de simple « malentendu » ou M. Pons assurer que « le cri d'alarme du RPR avait été entendu » et que « les choses allaient s'arranger », on avait peine à croire, mardi, à l'Assemblée nationale, que l'opposition pouvait être menacée d'explosion. Semble-t-il donc l'« armistice » qu'appelle de ses vœux M. Dorel, afin d'en finir avec ce « cent quatre-vingt-deuxième épisode de la guerre des chefs » ?

Somme de s'expliquer sur ses prétendues accointances avec le PS autour du traité de Maastricht, l'UDF a consenti un geste vis-à-vis du RPR, tout en évitant de donner l'impression de capituler face à ce que les Jeunes démocrates sociaux avaient appelé, la veille, le « terrorisme politique » du parti de M. Chirac. D'un côté, l'UDF demande à son partenaire de clarifier sa position sur le traité de Maastricht, estimant que c'est l'ambiguïté du mouvement gaulliste vis-à-vis de l'Europe - toujours en proie aux effets déléteurs de l'offensive de M. Seguin et Pasqua - qui explique le malentendu de ces derniers jours. M. Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée, « souhaite », ainsi, « connaître clairement la position du RPR sur l'Europe ».

Dans le même temps, l'UDF admet implicitement que des maladroites ont été commises dans la préparation de la campagne du Mouvement européen. Dans l'entourage de M. Millon, on met notamment en cause la « légèreté » avec laquelle le mouvement présidé par M. François Poncelet a rendu publique la liste des participants aux réunions conjointes avec des dirigeants socialistes sans avoir véritablement pris conscience du nouveau contact politique créé par l'annonce d'un référendum sur la ratification du traité de

Maastricht. « Il fallait s'adapter à cette nouvelle donne », a regretté M. Rossini. M. Barrot a également exprimé ses « réserves » sur une campagne qui, selon lui, risque d'apparaître comme « une opération de synchronisme politique à l'usage exclusif de l'établissement ». La consigne est, visiblement, de souligner la permanence de clivages partisans autour de l'Europe, dont la conception « libérale » se heurte à la conception « socialiste ». Le groupe UDF de l'Assemblée a donc demandé que les réunions du Mouvement européen soient « contradictoires et pluralistes » et il « appelle le RPR à venir y participer ».

Reste à savoir si ce dernier, même courtoisement invité, acceptera de s'associer à ces forums itinérants sur l'Europe. Si l'on se fie aux propos tenus par M. Chirac lors de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée, le doute est permis. Dénoçant « les initiatives prises par certains responsables de l'UDF », qui sont « de nature à réhabiliter le gouvernement et le président socialiste », l'ancien premier ministre a en effet affirmé : « Ou l'on est dans l'opposition, ou l'on est dans la majorité. Il n'est pas question de tenir des réunions avec le PS, dont nous combattons la politique ».

L'affaire est donc très loin d'être réglée. M. Méhaignerie se faisait l'écho de cette incertitude lorsque, interrogé sur le scénario de la reconstitution du paysage politique autour d'un nouvel axe pro-européen, il laissait tomber, un peu las : « Ce scénario est totalement illusoire pour l'instant et, l'espère, totalement illusoire pour demain ». Dans les couloirs du Palais-Bourbon, il n'y avait guère que M. Peyrefitte pour se déclarer « extrêmement très satisfait » de la grande confusion dans laquelle se trouve plongée l'opposition.

FRÉDÉRIC BOBIN

NEW YORK 1980 F

ATHENES 1300 F
ISTAMBUL 1300 F
DAKAR 2370 F
LES ANTILLES 2600 F
DJIBOUTI 3890 F
LA REUNION 3890 F
PAPEETE 7800 F
VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Et après les vertiges de New York,
nager dans les fastes
d'un hôtel américain
ne vous coûtera pas plus cher
que l'édition originale de
« The bottom of the air is fresh ».

* Les USA avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 8 500 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES
FRONTIERES

POLITIQUE

Le débat sur l'Union européenne

Les sénateurs ont repris l'examen de la révision constitutionnelle

Une mise en garde de M. Jean Poperen au PS

« Personne ne croira cette fable... »

La campagne du Mouvement européen en faveur du traité de Maastricht, associant des personnalités de la majorité et de l'opposition, provoque des remous au Parti socialiste. Observant que la participation de dirigeants du PS à ces réunions n'avait pas été soumise à l'approbation du bureau exécutif, les amis de M. Lionel Jospin avaient l'intention de provoquer la discussion, mercredi 10 juin, devant cette instance. Sans attendre, M. Jean Poperen a adressé à M. Laurent Fabius, mardi, une lettre dans laquelle il déclare « surprendre » que soit annoncé ce qui, à ses yeux, « est bel et bien une campagne commune de dirigeants socialistes avec des chefs de la droite ».

« Personne ne croira cette fable qu'il s'agit de débats : ce que toute la France retiendra, c'est le spectacle des chefs de la droite et du Parti socialiste sur les mêmes tréteaux », écrit M. Poperen. Cette addition de chefs fera une soustraction de voix. Pour l'ancien ministre des relations avec le Parlement, « le combat politique, c'est de mener la confrontation plutôt que d'effacer des complications ». Il estime que si les socialistes ne mènent pas une campagne nettement axée à gauche, une campagne socialiste pour la ratification, le risque existe (qu'ils perdent) le référendum. Aussi l'ancien ministre demande-t-il la convocation d'urgence du comité directeur du PS, « qui fixera les modalités et l'orientation de la campagne des socialistes ».

M. Max Gallo, qui siègeait jusqu'à maintenant au comité directeur au titre du courant Socialisme et république de M. Jean-Pierre Chevènement, hostile au traité de Maastricht, a

annoncé, mardi, dans une « lettre ouverte » au premier secrétaire, sa démission de cette instance. « En ce jour qui marque le début d'une campagne commune de membres éminents du Parti socialiste et de personnalités marquantes de l'opposition libérale », M. Gallo a décidé de faire savoir à M. Fabius qu'il n'est « pas disposé à cautionner, pour ce qui concerne [sa] modeste responsabilité, ce ralliement, ce ralliement, qui ne [lui] paraissent dicte que par le souci politique de bâtir, dans la pire tradition, une majorité nouvelle ».

L'écritain, ancien porte-parole du gouvernement Mauroy, explique, dans un entretien publié mercredi par Libération, que la participation des socialistes à la campagne du Mouvement européen manifeste leur « ralliement à l'Europe libérale de M. Giscard d'Estaing ». « Nous assistons au triomphe idéologique du giscardisme », déclare-t-il, même si ce n'est pas lui qui en tirera profit. Cette confusion entre l'Europe de Maastricht, à laquelle M. François Mitterrand a identifié son action, et l'Europe libérale, que veut incarner M. Giscard d'Estaing, inquiète les socialistes, qui craignent qu'elle ne trouble leur électorat. « Nous ne sommes pas du tout à la veille d'une recomposition à partir de cette problématique de l'Europe », a affirmé, mardi, M. Christian Pilette, fabiusien, membre du secrétariat national du PS, tandis qu'était annoncée, par la direction du parti, une série de réunions publiques, proprement socialistes, portant sur le traité de Maastricht.

P. J.

Une semaine après avoir interrompu leurs travaux à la suite des résultats du référendum danois sur la ratification des accords de Maastricht, les sénateurs ont décidé de poursuivre, mardi 9 juin, l'examen du projet de loi constitutionnelle préalable à l'acceptation de l'accord sur l'Union européenne. Cette décision, arrêtée en commission des lois, a permis de vérifier une nouvelle fois la division de la majorité de droite à propos de Maastricht. L'UDF s'est en effet prononcée pour la reprise du débat, alors que le RPR a vainement milité contre. La discussion générale devait s'achever mercredi 10 juin avec notamment la discussion d'une motion tendant à opposer l'irréversibilité présentée par M. Paul Masson (RPR, Loiret) et combattue par M. Xavier de Villepin (Union cent., Français établis hors de France).

L'« avis danois », pour reprendre les propos de M. Roland Dumas, a-t-il fait long feu ? Les sénateurs hostiles au traité de Maastricht ont sans doute cru un instant que la non-ratification par le Danemark allait porter un coup fatal à la discussion constitutionnelle. Le vote significatif intervenu en commission des lois, mardi en fin de journée, a cependant montré qu'il n'en a rien été. Dès la reprise de la séance, le ministre des affaires étrangères, comme il s'y était engagé, est venu rendre compte de la réunion à Oslo des

ministres européens, avant d'assurer le Sénat de sa détermination. « Les adversaires de l'Europe pensaient avoir enfin trouvé, dans [ce] vote, l'occasion de tuer l'espoir », a affirmé le ministre. La boîte de Pandore a été ouverte, ils comptaient bien que l'Europe ne se relèverait pas. Ils se sont peut-être trompés, en tout cas trompés. M. Dumas a exprimé à des sénateurs sceptiques sa volonté de ne pas mêler au débat des considérations de politique intérieure, puis il a indiqué que « la base juridique sur laquelle le gouvernement invite le Parlement et le peuple français à se prononcer est solide et ne souffre d'aucune ambiguïté ». M. Dumas a pourtant proposé aux sénateurs d'« ajuster » à leur guise le texte de la révision constitutionnelle de manière à prendre en compte le refus danois de participer à l'Union européenne.

« Un danger pour la démocratie »

Défavorable à la poursuite des débats, M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe RPR, a réagi immédiatement aux propos du ministre. Il a dénoncé « l'Europe de l'abus de pouvoir » dans laquelle la France s'enfoncerait, selon lui, avant de prononcer un long panegyrique du Danemark et de son « extraordinaire grandeur d'âme ». « Pour la grande Europe que nous souhaitons tous, je ne présagerais rien de bon d'une attitude qui ne serait pas respectueuse des petites démocraties et des pays les plus

faibles. Voyez-vous, dans cet impérialisme-là, je crains de ressentir quelque chose de dangereux pour la démocratie », a grondé le sénateur des Hauts-de-Seine, épaulé par M. Hélène Luc (Val-de-Marne), présidente du groupe communiste, qui a demandé avec insistance que la discussion du projet de loi soit ni plus ni moins stoppée.

M. Guéna : l'histoire d'Ubu roi

Cette alliance de circonstance n'est cependant pas parvenue à mettre à bas celle, tout aussi inédite, de l'UDF et des socialistes. Au cours d'une suspension de séance demandée par le rapporteur du texte, M. Jacques Larché (Rég., et ind., Seine-et-Marne), M. Pasqua a pu vérifier une nouvelle fois la détermination des trois groupes UDF - l'Union centriste, les Républicains et indépendants, et le Rassemblement démocratique et européen - réunis avec le RPR au sein de la concertation de la majorité sénatoriale. La vanité de sa tentative de radicalisation, dictée en partie par des considérations internes au RPR, a été manifeste au cours de la réunion de la commission des lois qui s'en est suivie et qui a décidé, à une très large majorité (vingt-deux voix UDF et PS, contre treize RPR et PC), la poursuite des travaux.

La discussion générale, après une semaine d'interruption, a donc pu enfin reprendre, et avec elle le compte des « pro » et des « anti ». Parmi ces derniers, M. Yves Guéna (RPR, Dordogne) a poutfendu avec fougue

le contenu des accords de Maastricht avant de s'en prendre à l'imbricatio juridique qui résulte de la non-ratification danoise. « Où en sommes-nous ? On nous demande de bouleverser notre loi fondamentale, d'en ébranler les bases intimes, pour voter un traité qui est caduc et dont on nous annonce qu'après sa ratification il sera renégocié et de nouveau signé. Il faudra rajouter un chapitre à l'histoire d'Ubu roi », a-t-il ironisé.

Les sénateurs favorables à la révision constitutionnelle ont donné à entendre pour leur part un concert familial. « Je ne me sens pas mauvais Français parce que je suis européen », a clamé M. René Monory (Union cent., Vienne), alors que M. André Bataillon (Rég., et ind., Seine-Maritime) indiquait que la ratification du traité de Maastricht est « un acte de courage politique et de confiance dans l'avenir ». « La construction européenne correspond à une nécessité absolue. (...) Le Danemark nous a rappelé que l'existence de l'Europe n'a rien d'automatique et que la non-Europe serait un risque considérable. Le temps presse, dans l'intérêt de la France, l'Europe ne peut attendre », a ajouté M. Daniel Hoffel (Bas-Rhin), président du groupe centriste, pendant que M. Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne) surprenait son monde en assurant : « Homme de gauche, j'affirme que Maastricht est un compromis socialiste ».

G. P.

M. Léotard : « Je n'aime pas les ultimatums »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain (PR), a confirmé, mardi 9 juin, sa participation à la réunion publique organisée le 13 juin à Nevers par le Mouvement européen. M. Pierre Bérégovoy sera également présent. Dans un communiqué, M. Léotard a affirmé : « Dans l'Europe des Douze, la majorité est libérale et c'est à cette majorité que M. Mitterrand, à Maastricht, s'est rallié. J'ai donc à Nevers comme un Européen de majorité et comme un Français d'opposition. » L'opposition républicaine n'a aucune chance de l'emporter contre le PS en mars 1993, a-t-il ajouté, si, mêlant ses voix à la coalition des charismes, elle n'est pas porteur d'une espérance européenne.

Mardi soir, sur TF 1, M. Léotard, qui était interrogé en compagnie de M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, a souligné qu'il traitait à Nevers « la tête haute » mais « sans aucun souci de compromission avec le Parti socialiste et avec M. Mitterrand ». L'opposition, ce n'est pas une caserne. Je n'aime pas beaucoup les ultimatums », a-t-il encore déclaré,

avant de proposer que des représentants du RPR participent à ces réunions pour « apporter leur démarche d'opposants à cette discussion ». « Ne transférez pas vos difficultés internes sur les voisins de palier », a-t-il dit à M. Sarkozy en l'invitant à faire savoir « le plus vite possible ce que le RPR, en tant que parti, va répondre à la question posée par le référendum. » Lire la chronique de Daniel Schneidermann en page 27.

□ M. Madelin (PR) : « Aucune amorce de recomposition politique ». — M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, a déclaré mardi 9 juin sur Antenne 2 qu'il ne voyait « aucune amorce de recomposition politique » dans les réunions organisées par le Mouvement européen. « Comme Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, a-t-il précisé, je dis non au socialisme, je dis non à François Mitterrand et même si nos convictions européennes nous poussent demain à dire oui, nous le ferons peut-être en compagnie des socialistes, de même que ceux qui diront non le feront en compagnie du Front national et du parti communiste. »

BIBLIOGRAPHIE

Philippe Meyer l'insolent

La caricature — qui force le trait en soulignant les ridicules ou en mettant à nu les réalités que l'on souhaiterait cacher — n'est pas le monopole des dessinateurs. Le « point de vue » du graveur qu'est Philippe Meyer pour tracer les portraits d'une trentaine d'hommes politiques actuels se transforme, au gré de son inspiration, en burin ou en poignard, quand ce n'est pas en scalp. Se moquer, servir par un style aigre, bien que châtivé et nourri de classicisme, atteint parfois à la férocité.

Se venge de polémique peut l'entraîner, en effet, au-delà des limites de l'inspiration pour frôler la calomnie et la grossièreté. N'est-elle pas choquée le chanteur Renaud, qui pourtant n'hésite pas, lui non plus, à briser des idoles ? Il est vrai qu'il faut avoir un sérieux aplomb — et un sourire désarmant — pour asséner au modèle, en sa présence, l'image peu flatteuse qu'il donne de lui.

Le genre n'est certes pas nouveau. Le pamphlet politique a sou-

vent tourné au jeu de massacre. Si les dirigeants du pays ont toujours été les cibles des chansonniers, des bristols les ont aussi plus cruellement atteints : ce fut le cas naguère de Louis Figeac ou de la corvée Assoluto au bureau, c'est aujourd'hui celui du satirique « Bébé show ». Chacun accepte, en général, ces débauches d'obscénités, en se régalant par compensation de ce qui est dit des autres. A cet égard, la générosité de Philippe Meyer est immense, bien qu'il laisse voir qu'il a, lui aussi, ses têtes de Turc, les plus nombreuses, et plus rarement ses bonnes têtes. Et lorsque parfois se tendresse l'encre, il se reprend vite par une touche de cruauté goguenarde, accumulant images incisives, comparaisons hardies et condescendance moqueuse. En obligeant malgré tout le lecteur à s'indigner, à rire franchement ou simplement à sourire.

ANDRÉ PASSERON

► Pointes sèches, de Philippe Meyer, Le Seuil, 150 p., 97 F.

Le Front national propose au RPR des réunions communes

Le Front national a proposé au RPR, mardi 9 juin, l'organisation de « meetings communs contre Maastricht », en tenant pour « normal que l'UDF et le PS tiennent des meetings communs puisqu'ils disent la même chose européenne » et en estimant que le RPR « participe pas dans la mesure où il reste, pour le moment, majoritairement partisan du « oui » au référendum ». M. Bruno Mégret, député général du parti d'extrême droite, estime que la proposition de réunion de l'UDF et du Front national « n'est qu'un jeu de langage ». En conséquence, M. Mégret suggère au RPR de tenir des réunions publiques communes « avec le Front national pour l'Europe des patries » et pour le « non » au référendum.

□ Présidence. — M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, dont nous avons indiqué dans nos dernières éditions du 10 juin qu'il annulait sa participation à la rencontre organisée le 17 juin à Rennes par le Mouvement européen, a précisé mardi dans les couloirs de l'Assemblée nationale que si le RPR répondait positivement à la ratification des accords de Maastricht, alors tout serait possible, y compris la suspension de la participation de représentants de l'UDF à des réunions avec des socialistes.

□ Maastricht sur mobile. 3615 CEE. — Les bureaux pour la France du Parlement européen et de la Commission des Communautés européennes ont pris l'initiative de rendre accessible sur Minitel le traité de Maastricht afin que chaque Français puisse avoir une connaissance directe de son contenu. Pour interroger le Minitel : 3615 CEE tapez MAA. Le texte peut être également obtenu à l'adresse suivante : direction des journaux officiels de la République française, 26, rue Desaix, 75727 Cedex 15, (tel. (1) 40-56-75-00).

□ M. Tasseron devient secrétaire départemental du Front national en Seine-Saint-Denis. — M. Franck Timmermans (trente-six ans), secrétaire général adjoint du Front national, vient d'être désigné secrétaire départemental du parti d'extrême droite en Seine-Saint-Denis. Principal collaborateur de M. Carl Lenz, secrétaire général, il succède à M. Claude Briard qui, après avoir occupé ce poste durant quatorze ans, souhaite se consacrer à l'île-de-France dont il est un élu.

M. de Villepin met « de l'huile dans la mécanique »

Pour M. de Villepin, sénateur (centriste) des Français de l'étranger, l'Europe est une conviction.

La crière blanche, les gestes vifs, M. Xavier de Villepin se signale ordinairement auprès de ses collègues, dans la salle des conférences du palais du Luxembourg, par de grandes claquées amicales qu'il leur assène dans la dos, ponctuées de « mon vieux » tonitruants. Une familiarité qu'autorise à l'ordinaire une pléthore de mandats locaux ou, à la rigueur, plusieurs portefeuilles ministériels. Il n'en est rien. M. de Villepin, soixante-six ans sonnés, n'est entré que depuis dix ans en politique. Diplômé de l'École des hautes études commerciales et de la Harvard Business School, à la fréquentation des cordes des entreprises que les préaux des campagnes électorales.

Pendant près de trente ans, de l'Algérie au Venezuela, de l'Australie aux États-Unis, et du Maroc à l'Italie, M. de Villepin s'est occupé des services commerciaux des fonderies de Font-Blaugues, reprises dans les années 70 par le groupe Saint-Gobain, dont il est devenu, en 1985, directeur général adjoint chargé du développement international.

En 1988, M. de Villepin est élu sénateur représentant les Français établis hors de France.

« C'est pour eux qu'on rame »

M. de Villepin, UDF non tant, décide de s'inscrire au groupe de l'Union centriste parce que son président, M. Daniel Hoffel, « est une bonne tête ». Atypique, l'ancien élève de HEC rattrape rapidement le temps perdu et devient vice-président du groupe à l'occasion du renouvellement sénatorial de 1989. La fonction est moins honorifique qu'il n'y paraît.

M. Hoffel et M. de Villepin, sont, en effet, très proches et, de l'avis général, « Daniel écoute

beaucoup son ami Xavier ». Il faut dire que le sénateur, bien entouré, travaille beaucoup et s'immerse à tout. Il est passé, progressivement, de rapports consacrés à la défense nationale, domaine où il se fait pendant longtemps le défenseur du missile « à roulettes », aux questions européennes. Il était, d'ailleurs, le rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur les accords de Schengen, constatée à l'occasion de leur ratification et qui avait rendu un jugement critique sur cette esquisse d'espace judiciaire européen.

Centriste, M. de Villepin est évidemment favorable au traité de Maastricht. Cela va de soi, il se défend, cependant, d'être « un européen sûr de lui et dominant ». « L'Europe est une conviction, il ne faut pas en faire une nouvelle inquisition contre ceux qui ne pensent pas comme nous. Les rouges communistes devront toujours être remis en question pour être améliorés », affirme-t-il. « Sans doute du fait de mon expérience professionnelle, je crois à la nécessité d'une « dimension », ajoute-t-il. Dans l'économie, on a besoin d'une certaine taille pour pouvoir avoir une vision mondiale. C'est la même chose pour l'armée et pour la politique internationale. »

Le sénateur, qui participe aux réunions du gouvernement, à Matignon, avec les parlementaires de l'opposition et de la majorité pendant la crise du Golfe, a multiplié, ces temps derniers, les contacts avec M. Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, pour mettre, au Sénat, « de l'huile dans la mécanique ». Maintenant convaincu de la bonne tournure que prend l'affaire de la ratification de Maastricht, le sénateur « pour seul sujet d'agacement », l'ignorance presque crasse de ses enfants sur les dossiers européens (normis, peut-être l'air, qui est, il est vrai, conseiller diplomatique). « Bon sang, c'est tout de même pour eux qu'on rame ! », lance-t-il en ponctuant sa phrase d'une de ses fameuses claquées dans le dos.

GILLES PARIS

Dans les conseils régionaux

Bourgogne : l'opposition enlève quatre des huit présidences de commission

DIJON

de notre correspondants

L'accord politique que M. Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne, a signé avec ses deux adversaires, mardi matin 9 juin, est intervenu en fin de journée entre la coalition des vingt et un élus qui le soutiennent (PS, Verts, Génération Ecologie et France unie) et l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (UAB), qui regroupe RPR, UDF et divers droites. Les deux principales formations du conseil régional se partagent à parts égales les présidences des huit commissions. Pour y parvenir, M. Soisson a dû céder du terrain à son adversaire, M. Dominique Perrier, député et maire RPR de Chalon-sur-Saône.

Rien n'était acquis en début d'après-midi, malgré l'adoption du règlement intérieur par 27 voix (le groupe des 21, 3 PC et 3 FN) contre 24 (UAB) et six abstentions (5 FN et l'UDF). L'UAB contestait notamment un article désignant le président du conseil régional comme membre de droit de chacune des commissions, lui donnant par conséquent une voix délibérative. Après trois suspensions de séance pour parvenir à « une solution négociée », approuvée par la majorité des conseillers régionaux, une modification du règlement intérieur a été adoptée par 45 voix contre 9 (8 FN et 1 UAB) et trois abstentions (PC). Cette modification transforme la voix délibérative du président en voix consultative et elle modifie le nombre de membres de plusieurs commissions, permettant à l'UAB de disposer de la majorité dans quatre d'entre elles.

CHRIS MAISIAT

□ Haute-Normandie : le budget est désormais applicable. — Le conseil régional de Haute-Normandie a adopté, jeudi 4 juin, les taux des taxes locales auxquelles il s'était opposé en avril dernier (le Monde du 16 avril). Alors qu'il avait précédemment voté contre, le PS s'est cette fois abstenu permettant l'approbation d'une augmentation moyenne de 12,8 % des impôts régionaux, par 24 voix (19 UDF, 4 Verts et 1 CPNT) contre 8 (FN). Les cinq élus communistes et les quatre de Génération Ecologie se sont également abstenus. Ce vote permet l'application du budget qu'avait arrêté le précédent conseil.

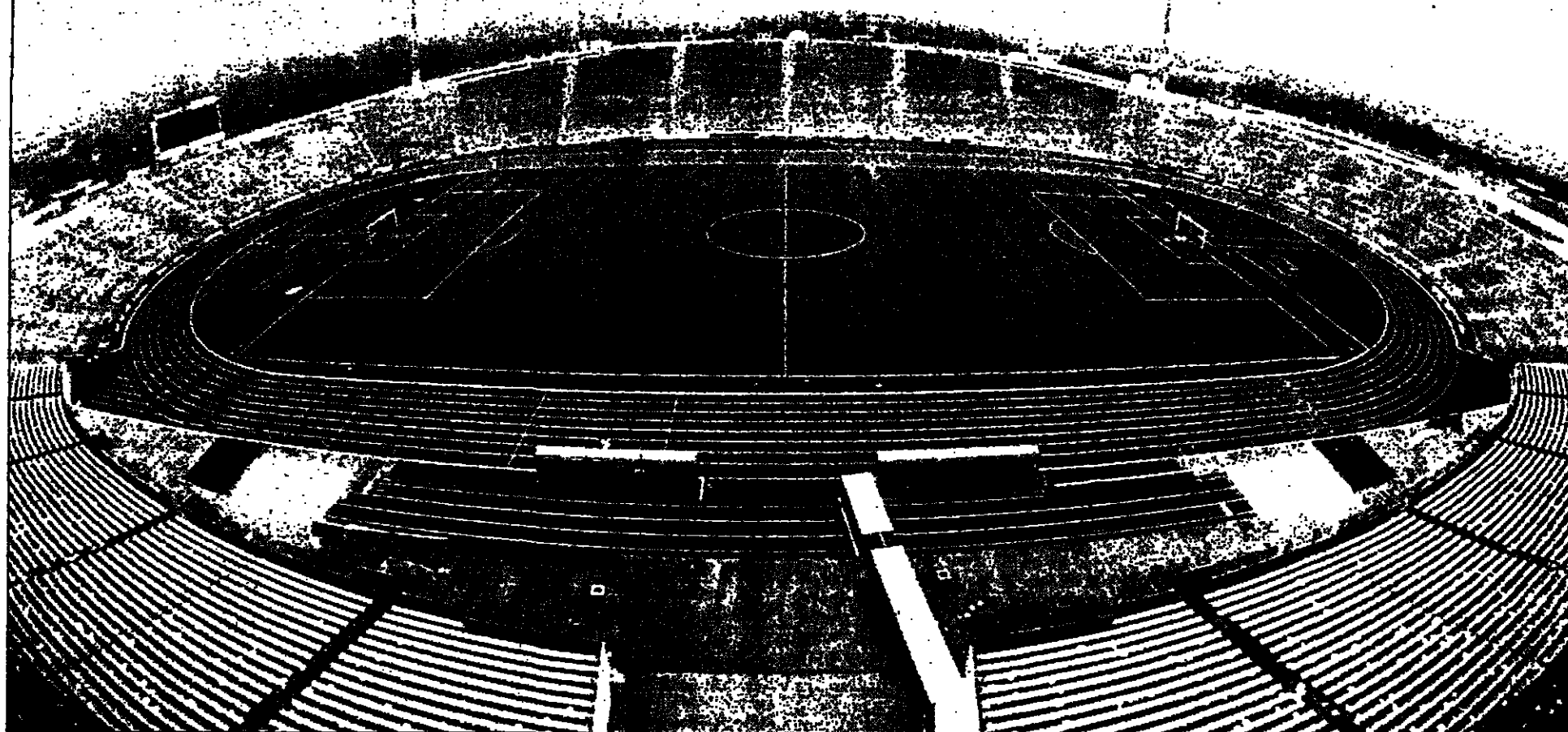
Si là-à ve

ici pas

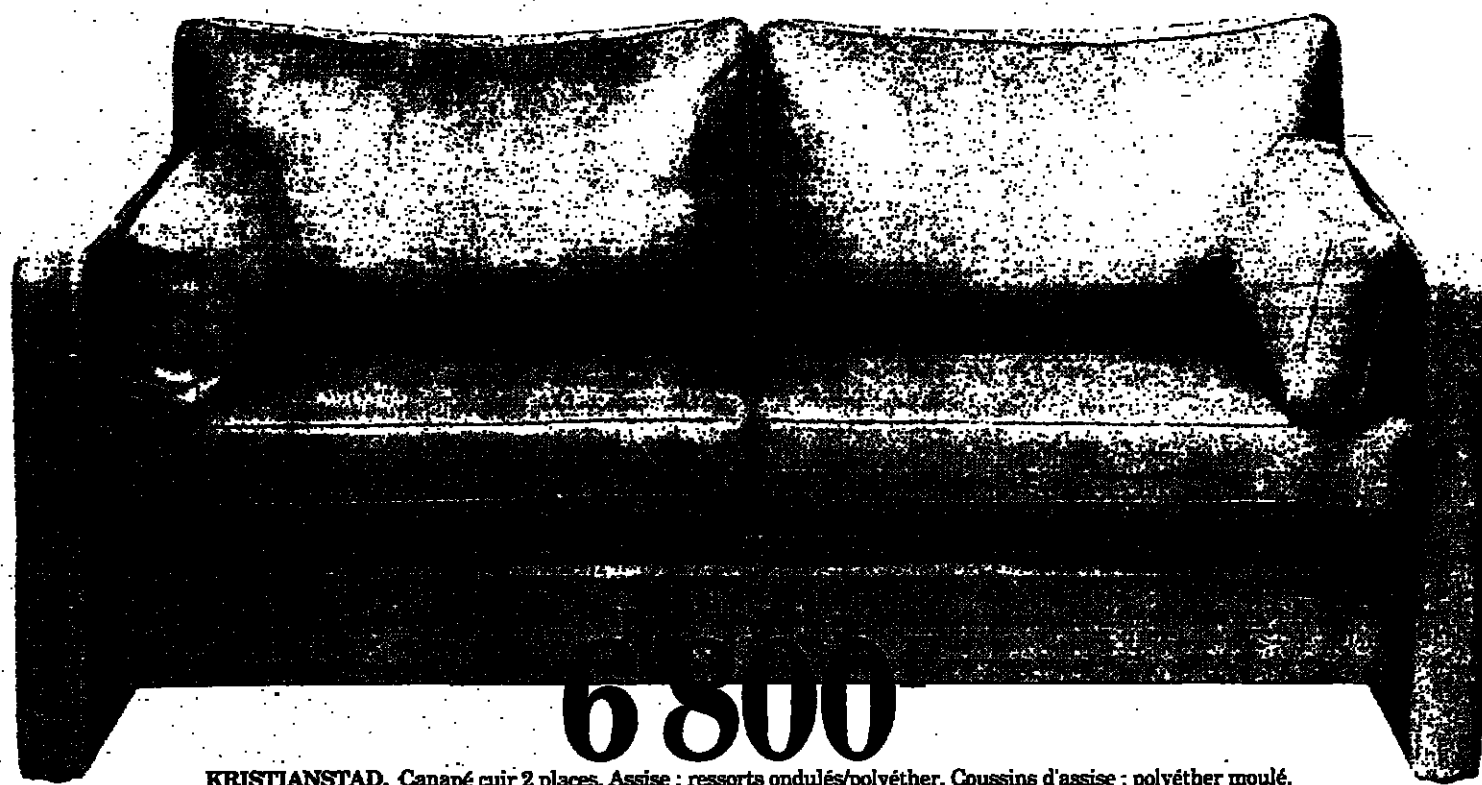
هكذا من لا يبيع

• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 • 9

Si là-bas les Suédois sont prêts
à vendre très cher leur peau,



ici ils continuent à vendre
pas cher du tout leur cuir!



KRISTIANSTAD. Canapé cuir 2 places. Assise : ressorts ondulés/polyéther. Coussins d'assise : polyéther moulé, enrobé onate synthétique. Coussins de dossier : plumes/bandes de polyéther. Revêtu cuir "Standard" vachette, fleur corrigée et pigmentée. Larg. 168 cm, prof. 87 cm, haut. 80 cm, haut. d'ass. 45 cm. Noir, brun, gris/bleu, coquille d'œuf, rouge ou gris. 6 800 F. Sur commande. Livraison gratuite sous 6 semaines.

S'il y a un terrain où il fait bon rencontrer les Suédois, c'est sûrement celui de l'économie. Chez IKEA, par exemple, vous avez pris l'habitude de gagner. De l'argent bien sûr. Loin des passions des stades, où le cuir est destiné au fond des

filets et les cartons à calmer les esprits, vous trouverez, dans le calme de nos 7 magasins, des canapés en cuir et des milliers de produits dans des cartons prêts à emporter. Et tout ça avec des chiffres qui n'ont

rien à voir avec ceux du monde du football. Des prix qui laissent rêveurs du président de club au plus petit supporter. En ce début d'été, venez rencontrer les Suédois là où ils sont les meilleurs sur le terrain des prix, des idées, de la qualité.



IKEA PARIS NORD II (55)
AUTOROUTE A1 21 PARIS NORD II
TEL. (1) 48.63.20.25

IKEA PARIS EVRY (51)
AUTOROUTE A6 EVRY LISSES
TEL. (1) 61.97.71.20

IKEA PLAISIR (78) - IKEA LYON (69)
C.CIAL DE PLAISIR - ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIEST.
TEL. 30.70.21.21 TEL. (1) 78.26.49.49

IKEA MARSEILLE (13)
RN 113 C. CIAL VITROLLES ESPACE
TEL. 42.89.06.16

IKEA LILLE (59)
C. CIAL DE LOMME
TEL. 20.93.26.77

IKEA BORDEAUX (33)
C. CIAL BORDEAUX-LAC
TEL. 36.50.42.06

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MIMTEL 9014 IKEA

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'enquête du juge Van Ruymbeke sur le financement des partis

M. Robert Jarry, maire du Mans, a été inculpé

Le maire du Mans, M. Robert Jarry (ex-PCF), a été inculpé, mardi 9 juin, de trafic d'influence par le magistrat rennais M. Renaud Van Ruymbeke, chargé du dossier sur le financement du PS et du PCF dans la Sarthe.

M. Jarry fait partie d'une liste de douze élus socialistes et communistes de la Sarthe soupçonnés d'avoir bénéficié des services des « bureaux d'études » Udré et SAGES, proches du PS, et Bretagne-Libre-Equipement (BLE), proche du Parti communiste (PCF), proche du Parti communiste (le Monde du 19 février). Leurs noms étaient apparus à la suite d'une série de perquisitions effectuées à Paris et

dans la Sarthe. Parmi les bénéficiaires de commissions perçues dans la Sarthe par la SAGES, le juge avait cité, lors d'une séance publique, outre le maire du Mans, MM. Jean-Claude Boulard, président de la Communauté urbaine du Mans (CUM), adjoint de M. Jarry et député (PS) de la Sarthe; Raymond Doyère (PS), maire de Boulogne et également député (PS) de la Sarthe; Roland Beccelèvre, ex-secrétaire de la fédération PS de la Sarthe et vice-président de la CUM de 1983 à 1989.

Avant M. Jarry, deux élus socialistes, MM. Pierre Villa, ancien

adjoint au maire du Mans, chargé de l'attribution des marchés, et Jacques Jostegues, ancien premier secrétaire de la fédération départementale du PS, avaient été inculpés de faux, usage de faux et trafic d'influence.

Plusieurs responsables régionaux et nationaux de la SAGES, d'Udré et de BLE, ont aussi été inculpés par le magistrat rennais. Il s'agit notamment de MM. Gérard Monette, Michel Rey et Jacques Grossman, responsables des bureaux d'études Udré, SAGES et GEFCO (proche du Parti communiste). M. Rey est le seul dans cette affaire à être incarcéré.

Incarcérés dans le cadre de l'affaire des Girondins de Bordeaux

MM. Claude Bez et Didier Couécou ont été remis en liberté

BORDEAUX

de notre correspondante

M. Claude Bez, l'ex-président des Girondins de Bordeaux, et M. Didier Couécou, l'ancien député général du club, ont été libérés, mardi 9 juin, de la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde). Les deux hommes étaient incarcérés depuis le 9 avril dans le cadre de l'information sur les finances du club bordelais (nos dernières éditions du 11 juin). Leur détention avait alors été motivée par le souci d'éviter toute communication entre eux et l'intermédiaire yougoslave, Ljubo Barin. Celui-ci n'a pas été arrêté, contrairement à ce qu'espérait le juge d'instruction bordelais, M. Bernardette Prapag. Cependant, selon le parquet, « les interrogatoires essentiels sur le fond de l'affaire ont eu lieu ». Le parquet a donc donné son feu vert à la demande de mise en liberté déposée le 4 juin par les avocats de MM. Bez et Couécou, M. Jean-Yves Goulet-Brissonnière, Benoît Ducez-Adler, François Tosi et Yves Lecoq.

Outre M. Bez, inculpé d'abus de confiance, de faux et usage de faux, et M. Couécou, inculpé de compli-

cité d'abus de confiance, recel, faux et usage de faux, M. Prapagout a également inculpé M. Lucio D'Onofrio, l'un des intermédiaires qui, avec M. Barin, ont négocié les principaux achats de joueurs pour les Girondins de Bordeaux.

« Sociétés d'image » et paradis fiscaux

Dans ce cadre, 43 millions de francs ont, semble-t-il, été détournés de leur destination initiale. 90 % des opérations menées pour le club bordelais ont transité par l'intermédiaire de M. Ljubo Barin, qui disposait de deux comptes auprès de la Banque populaire de Suisse à Zurich, ouverts sous les noms de Filibit et Praton. Sont entrées sur ces comptes des sommes beaucoup plus importantes que n'en ont officiellement encaissées les clubs qui ont « vendu » des joueurs à Bordeaux. En juin 1985, par exemple, pour l'achat de Reinard au Werder de Brême, le club allemand a encaissé 912 000 F alors que le club bordelais a versé 5 776 000 F sur le compte Filibit. En mars 1986, l'achat des frères Vojnovic au Hajduk Split s'est soldé par un versement de

30 407 320 F par les Bordelais. Le club yougoslave n'aurait cependant encaissé que 897 000 F.

L'instruction girondine a encore permis de mettre au jour des « sociétés d'image » utilisées par les intermédiaires et toutes situées dans des paradis fiscaux. Trois noms de sociétés reviennent avec insistance. Il s'agit de IAM (International Agency for Marketing), basée au Liechtenstein, de Mondial Service International (MSI), dont le siège était à Panama et d'une société de droit anglais, Jembolene. MSI était dirigée par l'intermédiaire italien Lucio D'Onofrio. Les Girondins de Bordeaux et MSI avaient passé une convention dans le cadre des transferts de Scifo, en provenance de l'Inter de Milan, et de Fargou, acheté au club suisse de Bellinzona. Des retraits en espèces furent opérés. Les Bordelais retrouvés par les enquêteurs font état de 82 000 F au bénéfice de M. Barin, de 68 500 F au profit d'un certain « Didier » dans lequel Didier Couécou ne s'est pas reconnu. MM. Bez et Couécou sont placés sous contrôle judiciaire.

GINETTE DE MATHA

ARCHÉOLOGIE

Un rapport sur les fouilles du jardin du Carrousel

Cinquante-huit siècles de Paris dévoilés

Un bourrelet longeant la rive droite de la Seine, hors d'atteinte des crues du fleuve, explique les premières occupations du site de Paris, depuis le Néolithique moyen (vers 4 000 avant Jésus-Christ) jusqu'à la première construction de ce qui deviendra le Louvre. C'est ce qui ressort, en premier lieu, du rapport des fouilles archéologiques des jardins du Carrousel qui a été présenté le 7 juin.

Ces fouilles ont sondé trois hectares des jardins du Carrousel. Elles ont été réalisées en dix-huit mois, de mars 1989 à novembre 1990, sous la direction de Paul van Ossel (CNRS). Certes, il ne s'agit pas de « la » publication définitive, mais les 3 500 pages de ce rapport pluridisciplinaire constituent une source d'informations bien souvent inédites pour tous les chercheurs qui le désirent.

Des trouvailles importantes

Ce rapport met un point final provisoire – à six années de fouilles des terrains inclus dans le projet du Grand-Louvre et effectuées depuis mars 1984 pour un montant total de 72 millions de francs : cour Carrée, cour Napoléon, sud-ouest des jardins du Carrousel. La dernière, celle du reste des jardins du Carrousel, a coûté 20 millions de francs. Elle est la seule qui ait fait l'objet d'une publication aussi rapide et aussi complète. Par conséquent, en regard aux sommes engagées, énormes selon les critères habituels des crédits alloués à l'archéologie française.

La moisson a été extraordinairement riche, ne serait-ce qu'en raison de la surface fouillée et de l'ancienneté de l'occupation. Mais, selon Paul van Ossel, les archéologues ont mis au jour plusieurs trouvailles particulièrement importantes, outre la preuve de l'existence du bourrelet non inondable.

La première est la trace des populations néolithiques, déjà entrevues sous le sud-ouest des jardins du Carrousel (le Monde du

9 octobre 1986), logiquement attirées sur le site par la présence de limon très fertile, et contemporaines, très probablement, de celles qui ont occupé Bercy en y laissant plusieurs pirogues de bois (le Monde du 10 octobre 1991). La seconde est la marque de l'utilisation de la zone par des sortes de maraîchers du Bas-Empire. Il y a quinze ou seize siècles, les jardins du Carrousel étaient, en effet, découpés en petites parcelles d'un hectare au grand maximum sur lesquelles étaient pratiquées la culture intensive de céréales et de légumes ainsi que l'élevage du mouton. On a aussi retrouvé une petite ferme qui révèle, sans doute, une activité maraîchère suscitée par l'approvisionnement de Londres proche d'un kilomètre et demi à l'est.

Tout aussi rare est le manoir du quatorzième siècle orné d'un riche décor de très belles peintures murales. On l'a découvert sous les vestiges de l'enceinte dite de Charles V. Cette fortification connue depuis longtemps avait, dans la réalité, des dimensions qu'on ne lui soupçonnait pas : elle comprenait un rempart de terre de 30 mètres de large complété du côté de la ville par un ou deux grands fossés pleins d'eau et, du côté de la campagne, par deux fossés secs et une levée de terre. Soit un ouvrage large en tout de 90 mètres !

Un certain nombre des structures mises au jour par les fouilles ont été conservées et intégrées dans les nouveaux aménagements du Grand-Louvre. Ainsi de la base du donjon de Philippe-Auguste (sous la cour Carrée) et du mur de Le Vau (dans la cour Napoléon). L'enceinte de Charles V (dans le futur hall d'accueil des groupes d'enfants) et un des fours de Bernard Palissy (le long de l'ancien palais des Tuileries) le serviront à leur tour. Mais on attend avec impatience la grande exposition qui présenterait aux Parisiens les étapes du passé de leur ville et de leurs ancêtres.

YVONNE REBEYROL

DÉFENSE

Selon un rapport sur le service national

Un appelé coûte trois fois moins cher dans l'armée que dans la police

Chiffres à l'appui, un rapport du groupe Renouveau Défense, qui réunit des diplomates, des universitaires et des généraux du cadre de réserve, renverse quelques idées reçues, voire des préjugés sur le service national en France, dont il soutient, en conclusion, le maintien avec des aménagements.

1. - La recrue du service militaire revient moins cher que tout autre appelé à des formes civiles du service national. - En moyenne, un appelé du contingent coûte 20 000 francs durant les dix mois de son service militaire. Un appelé de la coopération et de l'aide technique - environ 3 900 en 1991 - revient à 150 000 francs pour seize mois. L'objectif - 3 600 l'an dernier - coûte 31 000 francs

pour vingt mois (la durée officielle des obligations, que certains n'effectuent pas toujours). Un appelé dans la police - on en recensé 3 900 - revient à 60 000 francs pour dix mois. Le volontaire pour un service national en entreprise - le VSNIE est en quelque sorte un stagiaire que son employeur envoie pendant son service pour contribuer au développement d'un Etat étranger - ne coûte rien à l'Etat français dès lors qu'il est salarié de sa société. On a compté 2 200 VSNIE en 1991. Leur statut est très critiqué, car il concerne souvent des jeunes gens déjà privilégiés.

Dans de nombreuses armées, qui font ou non appel à la conscription et qui ont des difficultés pour incorporer assez d'engagés, on a voulu remplacer les recrues par des civils. La proportion est de 40 % en Grande-Bretagne, de 33 % aux Etats-Unis, alors qu'elle est de

17 % en France. « Les Allemands, eux-mêmes, observent les auteurs du rapport, pour qui cette option reste chère, bien qu'ayant conservé la conscription, ont dans l'armée de terre trois fois plus de civils que nous : en avons dans la nôtre ».

2. - La ressource en engagés n'est, en France, suffisante ni en quantité, ni en qualité. Malgré un taux de chômage qui n'a jamais été aussi élevé, note Renouveau Défense, le flux annuel des engagés demeure inférieur aux besoins : 10 000, quand il en faudrait 32 000 par an pour une armée professionnelle forte de 340 000 hommes et telle qu'elle est formulée retenue. « Le militaire du rang qui s'engage, est-il écrit, est souvent en situation d'échec scolaire et vient généralement d'un milieu social défavorisé ». La scolarité des engagés est qualifiée de « médiocre ». On dénombre 1,5 % de

bacheliers - la plupart sont dirigés vers des écoles de sous-officiers - et la moitié sont sans aucun diplôme. « L'engagé vient d'une population typée », avec 41 % de fils d'ouvriers, 20 % de fils d'employés et seulement 8 % de fils de cadres supérieurs, voire 5 % de fils de militaires.

Pour améliorer la qualité du recrutement, il faut, suggère le rapport, consentir « un effort financier considérable ». A titre d'exemple, la solde mensuelle d'un engagé est de l'ordre de 9 000 francs aux Etats-Unis, de 9 000 en Grande-Bretagne, pour 4 200 en France. Renouveau Défense propose une solde de début de 5 500 francs par mois, non compris les primes et indemnités liées à l'activité, et une augmentation qui porte sur le cadre de vie, le logement et l'aide à la reconversion.

3. - Moins un appelé est qualifié sur le plan scolaire et plus il a de raisons d'être exempté du service militaire. - Contrairement à une idée répandue, il n'y avait pas de désaffection des filles pour le service. En 1990, on a enregistré 41,3 % d'exemptés chez les recrues sachant au mieux, lire ou écrire. Ce taux est de 16,9 % pour les bacheliers et il tombe à 14,4 % chez les titulaires d'une baccalauréat, d'une maîtrise ou d'un doctorat.

« En 1991, écrivent les auteurs, la répartition des 50 000 diplômés du second cycle a été la suivante : 20 % d'exemptés ou de dispensés, 18 % affectés à un service civil et 62 % pour le service militaire. Parmi ceux qui ont effectué un service militaire, près de 10 000 étudiants de haut niveau (quatre ou cinq ans après le bac) ont tenu des emplois correspondant à leur compétence et beaucoup ont servi comme aspirants ».

En conclusion, Renouveau Défense se prononce en faveur du maintien du système actuel, à base d'appelés et de professionnels, mais à la condition de l'améliorer pour ce qui concerne le respect de l'universalité du service national, une durée qui doit rester compatible avec l'efficacité, les conditions de vie, d'activité et d'instruction des personnels.

Transfusion sanguine

La FNTS et le CRTS de Toulouse condamnés en appel

La chambre civile de la cour d'appel de Toulouse a confirmé, mardi 9 juin, le jugement en première instance condamnant la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS) et le Centre régional de Midi-Pyrénées (CRTS) à verser des dommages et intérêts à trois hémophiles transfusés contaminés par le virus du sida en 1985.

En novembre 1991, la 1^{re} chambre civile du tribunal de grande instance de Toulouse avait condamné la FNTS et le CRTS à verser 2 millions de F à un jeune homme de dix-huit ans, une somme identique à un homme de trente ans et 2,3 millions de francs à une troisième personne de trente-quatre ans (le Monde du 30 novembre 1991).

« L'obligation de moyens de sécurité »

La cour d'appel a estimé qu'il appartenait « à la FNTS et au CRTS d'employer tous les moyens propres pour éviter la propagation des maladies (l'obligation de moyens de sécurité) ».

La cour d'appel a également indiqué qu'il appartenait aux mêmes centres « de se tenir constamment informés de l'évolution des données scientifiques et d'en tirer immédiatement les conséquences sans négliger les risques même aléatoires, pour la santé, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les malades puissent connaître ces risques ».

« Dès 1984, les milieux scientifiques connaissaient la dangerosité du facteur VIII dans la transfusion du virus du sida », a indiqué le président de la cour d'appel en indiquant que ces mêmes scientifiques « avaient - ou devaient savoir - que les cryoprécipités simples étaient de nature à limiter la propagation de la maladie, notamment s'ils avaient respecté les circulations ministérielles du 20 juin 1983 ».

RELIGIONS

La fin de la visite de Jean-Paul II

Le pape est resté au-dessus de la mêlée politique angolaise

Jean-Paul II a quitté Luanda, mercredi 10 juin, au terme d'une visite de six jours en Angola. A quelques mois des élections générales, il a multiplié les appels à l'unité nationale.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Indépendant depuis 1975, l'Angola a été ravagé par une guerre civile qui s'opposait pendant seize ans les troupes du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), du président José Eduardo Dos Santos, et celles de l'Union nationale pour l'indépendance pour la libération totale de l'Angola (UNITA) du « rebelle » Jonas Savimbi. Les premières étaient soutenues par l'ex-Union soviétique et Cuba, les secondes par les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

Grâce à la médiation du Portugal et sous la pression de Washington et de Moscou, les frères ennemis ont signé le 31 mai 1991 un accord de paix engageant le pays sur la voie de la démocratisation, du multipartisme et de l'économie de marché. Ce processus aboutira les 29 et 30 septembre à des élections législatives et présidentielle. C'est dans ce contexte que Jean-Paul II a appelé les Angolais à la réconciliation, à l'unité et à la solidarité.

Réconciliation

entre le MPLA et l'Eglise

Du nord au sud, le pape a été accueilli avec chaleur par des milliers de fidèles. L'Angola est un pays majoritairement catholique et l'Eglise y jouit d'une grande influence. Les partis politiques, depuis un an, cherchent à s'attacher les bonnes grâces de l'épiscopat. Le réseau de l'Eglise, dense et ramifié, est un outil de communication extraordinaire sur lequel les uns et les autres s'efforcent de voir clair.

Si le MPLA et l'UNITA occupent le devant de la scène, se profilent une trentaine de petits mouvements créés sans moyens, ni infrastructures.

Ces derniers représentent l'espoir d'une « troisième force » qui aurait pu bénéficier de l'appui de l'Eglise. Mais cet espoir a été réduit à néant par l'incapacité de ces mouvements sociaux-démocrates à s'organiser et par la prudence d'une Eglise peu disposée à se marquer politiquement.

Le pape a répondu à l'attente des partis en déclarant, dimanche 7 juin, que le rôle de l'Eglise n'était pas d'indiquer « les solutions pratiques aux problèmes socio-économiques d'une nation ». Il a, en revanche, plaidé avec insistance pour le respect des valeurs morales, l'importance de la « famille » et des « liens sacrés du mariage ». Il a incité les jeunes à ne pas s'abandonner à l'« érosivité » et à préférer le travail à l'« hédonisme » et à la « sexualité ».

A Cabinda, l'enceinte pétrolière angolaise coincée entre le Congo et le Zaïre, en proie à de violentes poussées indépendantistes, Jean-Paul II est à peine sorti de sa réserve pour souhaiter que le problème posé par cette province soit résolu « sans violence par le dialogue et le respect des intérêts de la population et l'intégrité du pays ».

Le voyage du pape a surtout marqué la réconciliation du MPLA au pouvoir avec l'Eglise, amorcée par la visite du président Dos Santos au Vatican en 1988. La religion n'est plus « l'opium du peuple », hier décriée aux temps rigoureux du marxisme. Les liens consacrés et solidifiés de l'Eglise angolaise sont en partie restaurés.

M. Dos Santos restera l'homme qui accorde une première audience au cardinal Alexandre Do Nascimento, archevêque de Luanda, en 1988 et accorde le pape quatre ans plus tard. Son rival politique, M. Jonas Savimbi, que Jean-Paul II n'a pas vu en privé, avait séquestré le cardinal Do Nascimento pendant trente et un jours dans son fief de Jambú, au sud-est du pays. Ce sont deux paramètres avec lesquels il faudra compter, alors que le MPLA et l'UNITA cherchent à « attirer les voix de l'électorat catholique ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

SOCIÉTÉ

SPORTS

FOOTBALL : le Championnat d'Europe des nations

L'Allemagne et les Pays-Bas favoris pour le titre 1992

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

La phase finale du Championnat d'Europe des nations de football se déroule du 10 au 26 juin en Suède. La France devait ouvrir la compétition, mercredi 10 juin, en affrontant l'équipe du pays organisateur dans la capitale suédoise. Les huit formations qualifiées sont réparties en deux groupes. Les deux équipes se classant en tête à l'issue des trois rencontres qu'elles livreront dans leur poule respective, accéderont aux demi-finales qui se joueront à Stockholm et à Göteborg, la finale étant prévue dans cette dernière ville. Toutes les rencontres seront retransmises en direct à la télévision, alternativement par TF 1, Antenne 2 et FR 3.

Outre la Suède, le « onze » de Michel Platini

rencontrera l'Angleterre et le Danemark, respectivement pour tenir la place de la Yougoslavie, la « République fédérative » ayant été évincée à la suite des décisions du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'embargo contre Belgrade. Dans le deuxième groupe figurent l'Allemagne, l'Ecosse, les Pays-Bas et la CEI. C'est la dernière fois que les joueurs de l'ex-URSS joueront sous le même maillot. Au lendemain de l'Euro 92, les nouvelles Républiques nées de l'implosion de l'empire soviétique reprendront leur liberté et se feront représenter sous leurs propres couleurs.

L'équipe de Berti Vogts, l'entraîneur qui a succédé à Franz Beckenbauer à la tête de l'Allemagne après la victoire de son pays à la Coupe du monde de 1990, part favorite, presque à égalité avec les Pays-Bas, qui, eux, sont les tenants du titre européen. Avec une formation

rigoureuse et talentueuse — grâce notamment à la présence de ses trois « Milanais » (ils seront vingt-cinq « Italiens » à disputer la phase finale) — Marco van Basten, Ruud Gullit et Frank Rijkaard, — les Néerlandais devraient tenir la dragée haute à leurs rivaux allemands.

À la veille de l'ouverture de la compétition, la France faisait figure d'outsider numéro 1. Il faut aussi compter sur la Suède — jouer dans son jardin est un avantage à ne pas négliger, — même si Tommy Svensson, qui dirige les « bleus et jaunes » depuis deux ans, préfère jouer la carte de la modestie. Et puis il y a toujours les rugueux et solides Anglais et les « invités » danois, qui évolueront à deux pas de chez eux.

MARCEL SCOTTO

Papin chasseur de buts

Suite de la première page

L'obsession de réussir a poussé l'attaquant à passer de longues heures d'entraînement, seul face à un but. Le talent naissant lui a donné raison. C'est à force de travail que Jean-Pierre Papin est devenu JPP. Trois initiales pour un art minimal, qui est au jeu français ce que les haïku japonais sont à nos sonnets classiques. Une fugacité.

Sur un terrain, Papin n'est plus aujourd'hui que mouvement. Son jeu est devenu une apologie de la vitesse, sans ces déperditions d'énergie qui le condamnaient naguère à rater dix buts pour en inscrire un. Il court plus vite, semble réagir plus rapidement que les autres. Son corps traverse les lignes adverses comme animé par le vent. Et il se transforme parfois en catapulte humaine, masse élastique capable de propulser un ballon dans toutes les positions. Ce sont alors ses plus beaux buts, ceux qui défient l'équilibre des autres joueurs, en même temps que l'entendement des spectateurs.

La face d'attaquant : à laquelle Papin porte un nom : ce sont les buteurs d'instinct, qui possèdent cette faculté de toujours se trouver là où la balle les attend. Avant lui, elle n'était plus associée à nos centres. Les avant-centres du jeu jouaient en pivot, autrement dit en tournant dos à la cible. Des légions d'avant-centres étrangers venaient s'occuper de garnir les filets. Ils repartaient dans leur sélection nationale bédardés de titres de meilleur buteur du championnat français. Le football hexagonal n'en avait cure, son idole n'était plus depuis longtemps le numéro 9 mais le numéro 10, un milieu de terrain. Les Platini, Giresse et Tigana cisaient leur beau jeu, à la française.

En 1986, lors de la Coupe du monde au Mexique, ces géniaux triporteurs de ballon avaient accueilli Jean-Pierre Papin en équipe de France avec une certaine perplexité. Ils regardaient du haut de leur technique ce joueur aux courbes roquilles, bien vite surmonté « Rantaplan » pour sa manière de se ruer sur toutes les balles sans se poser de questions (le Monde du 13 juin 1989). L'attaquant détonnait dans le bel ordonnance tricolore. Il ressemblait à un petit pavé, à la rudimentaire des gosses, à la suite millés de nantis qui ne manquaient pas de lui faire sentir sa différence.

Six années plus tard, à l'Olympique de Marseille, Jean-Pierre Papin collectionne les titres de meilleur buteur du championnat de France. Il

est désormais une valeur d'exportation. Il s'est révéillé en Belgique, au FC Bruges. Il repartira la saison prochaine pour le Milan AC, le club de référence du calcio, championnat italien. Les supporters marseillais, devenus fous de ses muscles et de son sourire, lui ont réservé un triomphe lors de l'annonce de son départ. Mais le signe le plus éloquent de sa réussite, Papin, qui a commencé sa carrière à l'Institut national du football français (INF) de Vichy — refuge des joueurs refusés par les centres de formation des clubs professionnels, — le tient en équipe de France.

Michel Platini l'a tout simplement

représenté pour un joueur réputé destructeur.

En devenant l'emblème de l'équipe de France, en même temps qu'il était le fer de lance de l'OM, Papin a imposé sa success story — le pauvre fils de poissonnier de Roulogne-sur-mer devenu milliardaire du football — à des Français d'habitude dévotement émus par les perdants magnifiques. Il a surtout réussi l'exploit de retourner les sarcasmes du début de carrière en transformant ses défauts supposés en qualités authentiques. L'homme ressemble au style du joueur, simple, sans chichis superflus. Il ne cherche même pas à le cacher : il ne sera jamais l'intellectuel du football français, si tant est que ce sport en ait besoin. Il restera toujours l'homme aux 1 700 cassettes vidéos, aux longues balades avec ses chiens, celui qui coudait sans fausse honte son goût pour les bandes dessinées.

Un gars banal, qui a l'air d'être descendu directement des tribunes populaires pour s'en faire acclamer

Le calendrier des matches

QUALIFICATIONS

Groupe A

Mercredi 10 juin, à 20 h 15 (Stockholm) : Suède-France (A2).

Judi 11, à 20 h 15 (Malmö) : Danemark-Angleterre (TF 1).

Dimanche 14, à 17 h 15 (Malmö) : France-Angleterre (TF 1); à 20 h 15 (Stockholm) : Suède-Danemark (FR 3).

Mercredi 17, à 20 h 15 (Malmö) : France-Danemark (TF 1) et Suède-Angleterre à Stockholm (A2, diffusé à 22 h 15).

Groupe B

Vendredi 12, à 17 h 15 (Göteborg) : Pays-Bas-Ecosse (A2); à 20 h 15 (Norrköping) : CEI-Allemagne (TF 1).

Lundi 15, à 17 h 15 (Norrköping) : Ecosse-Allemagne (FR 3);

Judi 18 à 20 h 15 (Göteborg) : Pays-Bas-Allemagne (FR 3) et Ecosse-CEI à Norrköping (TF 1, diffusé à 22 h 30).

DEMI-FINALES

Dimanche 21, à 20 h 15 (Stockholm) : première demi-finale opposant le premier du groupe A au deuxième du groupe B (TF 1).

Lundi 22, à 20 h 15 (Göteborg) : seconde demi-finale opposant le premier du groupe B au deuxième du groupe A (TF 1).

FINALE

Vendredi 26 à 20 h 15 (Göteborg) : finale (TF 1).

(Entre parenthèses, la chaîne qui diffuse la rencontre.)

ATHLÉTISME : les suites d'une suspension pour dopage

Conflit entre la Fédération internationale et le recordman du 400 mètres

La Fédération internationale d'athlétisme (FIAA) a fermement réagi, mardi 9 juin, après la participation de Harry Butch Reynolds — suspendu deux ans pour dopage — au 400 mètres d'une compétition à San-Francisco. Tous les participants à cette réunion ont été interdits jusqu'à nouvel ordre des compétitions organisées par la FIAA, mesure qui s'étend aux Jeux olympiques de Barcelone.

Suspendu pour deux ans par la Fédération internationale après un contrôle antidopage positif réalisé à Monte-Carlo en août 1990, Reynolds, détenteur du record du monde du 400 mètres (43 s 29), qui conteste la validité de la procédure de contrôle, a obtenu une prescription levée temporaire de sa suspension par un juge du tribunal de l'Etat de l'Ohio. Cela a permis à

Reynolds de participer, samedi 6 juin, à San-Francisco, à un 400 mètres où il a réussi un temps (44 s 98) qualificatif pour les sélections américaines. Le même juge a alors prolongé l'autorisation pour une durée de dix jours, lui permettant de prendre part à des compétitions avant ces sélections.

« La FIAA n'acceptera pas la participation de Reynolds à Barcelone, qu'elle soit autorisée par un tribunal américain ou par toute éventuelle qualification due au résultat d'une compétition nationale », a indiqué la FIAA, qui menace aujourd'hui d'être encore plus sévère à l'encontre de Reynolds tandis que la Fédération américaine (TAC) se dit contrainte d'appliquer les décisions de justice. — (AFP)

En raison d'un déficit de 47 millions de francs

Le FC Nantes est relégué en deuxième division

NANTES

de notre correspondant

Six fois champion de France, vainqueur de la Coupe de France en 1979, recordman de longévité (vingt-neuf ans) en première division, le prestigieux Football Club de Nantes (FCN) a été relégué, mardi 9 juin, en deuxième division par la direction nationale de contrôle de gestion (DNCG), organisme chargé d'assainir la situation financière des clubs, dont le déficit cumulé serait de l'ordre du milliard de francs pour un chiffre d'affaires de peine supérieur. Neufième de championnat de France en 1992, le FC Nantes accuse un déficit de 47 millions de francs et ses besoins en trésorerie sont estimés à 60 millions de francs.

Le président du club, M. Max Bouvier, a décidé de faire appel de cette décision. Au cours d'une confé-

rence de presse, il a assuré qu'un accord engageant les collectivités locales, des chefs d'entreprise et des particuliers était sur le point d'être conclu. Aux termes de cet accord, les premières souscriptions ont emprunté de 60 millions de francs, remboursés par déduction sur les subventions annuelles, « pour permettre au club de repartir sur des bases saines ». La ville de Nantes serait d'accord mais le conseil général de Loire-Atlantique réserve encore sa réponse.

Si la DNCG confirme sa sanction, Nantes, Cannes ou Nancy, pourraient remonter en première division. Dans une situation analogue, le SC Toulon, dont la relégation avait été annoncée le 14 mai, a été maintenu en première division le 5 juin après l'engagement pris par ses dirigeants de limiter la masse salariale du club.

YVES ROCHONGAR

EDUCATION

Sanctions et restructuration en profondeur

M. Jack Lang réorganise le rectorat de Paris

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé, mercredi 10 juin, des décisions destinées à remettre de l'ordre au rectorat de Paris, dont l'organisation a été sévèrement mise en cause, depuis le début de l'année, par deux rapports de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (le Monde du 16 avril). En outre, des dispositions ont été adoptées pour permettre le règlement rapide aux correcteurs d'examen et concours de leurs indemnités de jury.

Depuis plusieurs mois, le rectorat de Paris était sur la sellette. Les retards de paiement de plusieurs centaines d'inspecteurs parisiens, à l'automne, avaient défrayé la chronique et conduit M. Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, à demander une inspection conjointe de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale. Un premier rapport, remis au début de l'année, pointait sans ménagement la situation catastrophique du service des traitements. Il avait conduit M. Jospin à remplacer les deux principaux responsables des services du rectorat, rue Curial.

La lecture du rapport complet des deux inspections sur l'ensemble du fonctionnement du rectorat, remis au ministre au mois de mai, a incité M. Jack Lang à aller beaucoup plus loin et à réorganiser de fond en comble les services de l'académie de Paris. Le constat dressé par les deux inspections soulève, en effet, de profonds dysfonctionnements : corruption entre la Sorbonne, où est installé le rectorat, et la rue Curial, qui abrite les services dirigés par le directeur des services académiques, dilution des responsabilités, multiplication et chevauchement des champs et des niveaux de compétence, sans parler de la désorganisation même de l'administration de la rue Curial avec ses seize divisions mal coordonnées et une politique chronique de gestion des personnels. Enfin le rapport d'inspection regrette l'absence totale de sanctions, malgré des fautes professionnelles répétées.

Thérapeutique de choc

Fort de ce diagnostic, c'est une thérapeutique de choc que le ministère de l'éducation nationale et de la culture a décidé d'appliquer. En matière de sanctions tout d'abord. Dès janvier, le directeur et le secrétaire général des services académiques avaient été remplacés respectivement par MM. André Hussenet et Daniel Garnier. En outre, le chef de la division des traitements et celui du bureau de la rémunération des instituteurs ont été mutés, ainsi que neuf fonctionnaires dont la responsabilité a été mise en cause par les rapports d'inspection. A ces mesures disciplinaires à l'encontre des fonctionnaires s'ajoutent le non-renouvellement du contrat de trois agents contractuels. Enfin plusieurs postes importants de la hiérarchie de la rue Curial sont purement et simplement supprimés : celui de secrétaire général adjoint et ceux des quatre inspecteurs d'académie de Paris.

Un véritable bouleversement de l'organisation du rectorat a été décidé. Pour clarifier et renforcer les responsabilités, le directeur des services académiques de l'éducation nationale, M. André Hussenet, devient directeur de l'académie de Paris, c'est-à-dire le patron effectif de la rue Curial : il sera désormais doté des pouvoirs d'un véritable rectorat, disposant de son budget propre, maître de la gestion des personnels enseignants et administratifs, et com-

« Rectificatif. — Contrairement à ce qu'indiquaient nos éditions du 10 juin, le congrès annuel de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) s'est tenu à Dijon du 6 au 8 juin et non en mai comme nous l'avons écrit par erreur.

« ESPACE : Lancement d'un satellite de communications Intelsat. — Un satellite a été lancé, mardi 9 juin, du cap Canaveral (Floride) à l'aide d'une fusée américaine Atlas, pour l'organisation mondiale de communications Intelsat. Plus simple et plus petit qu'Intelsat-6 dépanné par l'équipage de la navette Endeavour en mai dernier, ce satellite de 3 tonnes, baptisé Intelsat-K, assurera la retransmission d'images télévisées, de liaisons téléphoniques et de données pour l'Amérique du Nord, l'Europe, et une partie de l'Amérique du Sud. Il participera à la retransmission des Jeux olympiques de Barcelone. — (AFP)

pétent pour toutes les affaires scolaires (organisation des classes et des filières, affectation des élèves dans les écoles, collèges et lycées, etc.).

Cette « aspiration stricte » entre les services de l'enseignement supérieur (Sorbonne) et ceux de l'enseignement scolaire (rue Curial) marque sans ambiguïté la réduction drastique du champ de compétences et des responsabilités de l'ancien rectorat de Paris, M. Gendreau-Massaloux.

Ménager les susceptibilités

En outre, l'organisation même des services de la rue Curial est profondément remodelée. Les postes des quatre inspecteurs d'académie qui se répartissaient Paris par secteurs géographiques sont supprimés, et leurs titulaires se sont vu proposer des mutations, « tout à fait honorables », souligne-t-on au ministère. Ils seront remplacés par deux inspecteurs d'académie. L'un pour l'enseignement primaire, l'autre pour le secondaire, qui seront nommés dans les prochains jours. Enfin les treize divisions de la rue Curial seront ramenées à neuf, avec une redéfinition des attributions, compétences et circuits hiérarchiques.

Le paiement des correcteurs

Alerté depuis des semaines sur les retards importants de paiement des indemnités dues aux correcteurs et membres de jury des examens et concours de l'éducation nationale, le ministère de l'éducation nationale a décidé d'apurer les comptes très rapidement. Selon un communiqué rendu public le 10 juin, le solde des indemnités et frais de déplacement dus au titre des concours 1991 sera réglé, dès cette semaine, pour les correcteurs d'examen du secondaire et d'ici au début juillet pour ceux du supérieur. Pour les examens et concours de cette année, le ministère s'engage à débiter les crédits nécessaires dès juillet afin de permettre des versements à l'automne. Un crédit supplémentaire de 220 millions de francs, réaffecté par redéploiement du budget de l'éducation nationale, devrait permettre d'accélérer le mouvement. A quelques jours du baccalauréat, il était urgent de remonter les correcteurs...

Ces modifications devront faire l'objet de textes réglementaires pour modifier le décret de 1971 qui fixe l'organisation de l'académie de Paris. De nouveaux textes sont en préparation, que le ministère a bon espoir de transmettre d'ici à une quinzaine de jours au Conseil d'Etat et de faire adopter d'ici la fin du mois de juillet.

Encore fallait-il ménager les susceptibilités. Notamment celle du rectorat de Paris, M. Michèle Gendreau-Massaloux, ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée. Libéré de l'ensemble des affaires scolaires, le rectorat de Paris devrait donc être appelé à jouer un rôle plus déterminant dans la coordination des trois académies d'Ile-de-France (Paris, Versailles et Créteil), confrontées, en outre, à des problèmes globaux et à un interlocuteur unique, la région. Préféré par le rectorat de Paris, le comité des recteurs d'Ile-de-France, créé il y a une vingtaine d'années mais qui est une structure peu contraignante, va voir ses pouvoirs de coordination renforcés sur des dossiers communs (constructions universitaires et scolaires, organisation des examens etc.).

GÉRARD COURTOIS

UN METIER, UN BAC

Danse, Musique, Théâtre, Chant, Patinage...

Nouveau à Paris : mi-temps scolaire du CM2 à la 3e, Collège sous contrat d'association avec l'Etat

Seconde, 1ère, Terminale, CNED avec encadrement.

Test de présélection stage juillet 1992

Académie internationale de la Danse, Musique, Théâtre, Chant, Patinage

43, rue Bonaparte, 75116 Paris
Tél. 45 01 92 06

EDUCATION • CAMPUS

Le pari relancé de la télévision éducative

Le projet d'une nouvelle chaîne sur le réseau libéré par La Cinq est étudié par le gouvernement. Calendrier, budget et responsables restent à trouver

DÈS son arrivée au ministère de l'éducation nationale et de la culture au mois d'avril dernier, M. Jack Lang n'avait pas caché son désir de marier télévision et éducation, de mettre l'image au service de la pédagogie, de réconcilier l'école avec le petit écran, trop souvent vécu en France par les enseignants comme un concurrent aussi puissant que dangereux. Dimanche 10 mai, lors de l'émission « 7 sur 7 », le ministre annonçait qu'il réfléchissait « à la mise au point de programmes de caractère éducatif mais modernes, destinés aux jeunes, aux universités et aux établissements scolaires ». Et il précisait en quelques mots son ambition : occuper pendant la journée et notamment entre 8 heures et 19 heures l'antenne libérée par la disparition de La Cinq et dont la tranche horaire de la soirée a été attribuée à la chaîne franco-allemande ARTE.

Dans la foulée, un rapport était commandé à M^{me} Michèle Puybasset, conseiller d'Etat. Elle était alors chargée de réfléchir aux différents scénarios de mise en œuvre d'un tel projet. Etabli en moins de trois semaines, ce document a été remis lundi 1^{er} juin et est actuellement en cours d'examen au ministère. Si celui-ci suit les recommandations de M^{me} Puybasset, il devra être soumis, très rapidement, au gouvernement car la création d'une chaîne éducative serait lourde de conséquences.

Visant un large public, à la fois les enfants d'âge préscolaire, le public scolaire et les adultes, cette chaîne aurait en effet pour ambition d'être une vraie télévision. Ainsi, elle ne saurait se contenter d'aligner une succession de programmes éducatifs et de documentaires, mais devrait trouver un ton et une unité globale en s'appuyant largement, au moins au départ, sur les productions et les documents existants.

Une telle politique a un coût d'autant plus lourd que cette chaîne de service public ne devrait recourir ni aux crédits de la redevance (pour ne pas déstabiliser les autres chaînes publiques), ni à la manne publicitaire. On estime, au bas mot, qu'un budget minimal de 750 millions de francs est indispensable. Les deux tiers environ seraient destinés à l'achat de programmes, et le tiers restant étant alors réservé aux frais de fonctionnement. La structure juridique envisagée pourrait être une société d'économie mixte réunissant l'Etat, des entreprises intéressées par le projet, voire les régions.

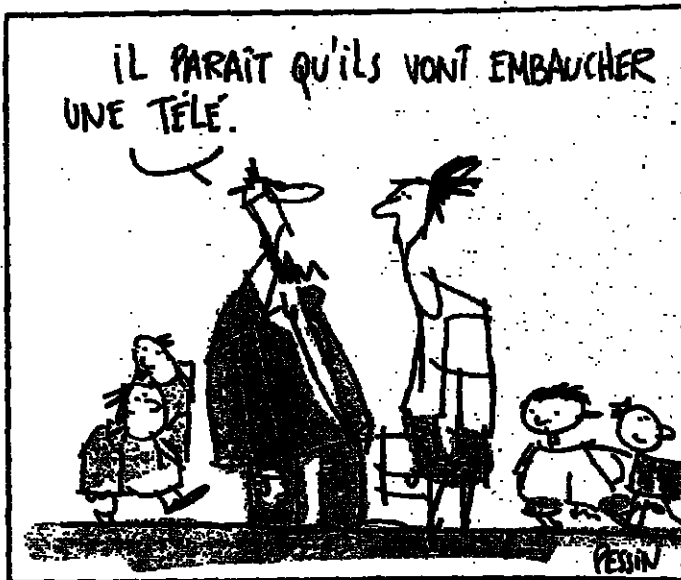
Le gouvernement doit aller vite, s'il veut être à même de proposer un projet ficelé au Conseil supérieur de l'audiovisuel. Chargé de l'attribution des fréquences, le CSA devrait en effet lancer un appel d'offres. Même si la décision n'a pas encore été prise, cette autorité administrative indépendante a déjà entamé des rencontres avec tous les acteurs de l'audiovisuel, publics et privés. D'ici à la mi-juin, les membres du CSA doivent rencontrer les candidats potentiels pour mieux connaître leurs intentions, adapter l'appel d'offres et inciter au regroupement de projets semblables.

Le désert français

Le projet de chaîne éducative vise à combler un vide dans le paysage audiovisuel français. Ainsi, quelques centaines d'heures seulement sont consacrées chaque année à l'éducation par l'ensemble des chaînes françaises sur les quelque quarante mille heures de diffusion totale. A l'inverse, la majorité des pays développés disposent de chaînes ou de programmes éducatifs conséquents (voir ci-dessous). La présence d'émissions de ce type sur la télévision nationale était, en 1989, par rapport à la France, sept fois plus importante en Belgique, six fois plus au Portugal et en Grèce, treize fois plus en Australie, seize fois plus en Israël et près de trente fois supérieure en Grande-Bretagne.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Les rapports entre la télévision et l'éducation en France ont même connu une période euphorique entre 1960 et 1972. Mais, paradoxalement, le temps consacré à l'éducatif diminuait au fur et à mesure que le taux d'équipement et les heures de programmes disponibles de la télévision se développaient. Ainsi, le nombre d'heures d'émission à destination des collèges et des lycées était de deux fois vingt minutes par semaine en 1985, contre plus de vingt heures dans les années 70.

Aujourd'hui, les seuls programmes éducatifs disponibles sur le réseau hertzien sont présentés sur FR 3. Depuis novembre 1990, le CNRP diffuse des émissions scolaires, le matin, quatre fois par semaine. Destinées aux classes de l'école élémentaire, elles sont conçues pour intéresser un large public. Selon le ministère de l'éducation nationale et de la culture, près d'un million d'élèves suivent régulièrement ces programmes, diffusés soixante-dix heures



par an. En 1990, FR 3 a décidé d'ouvrir quatre créneaux éducatifs nouveaux, produits et diffusés par FR 3-Nancy, et présentés sous le titre générique « Continentales ». Le financement est pris en charge par la chaîne. Environ 100 000 pédagogues suivent régulièrement ce programme, qui a reçu en juin 1991 le Prix de l'initiative européenne. Par rapport à 1988, le volume des programmes éducatifs diffusés a été multiplié par dix, mais reste très limité par rapport aux pays étrangers.

Pour M. Olivier Gagnier, chargé de la mission à l'audiovisuel au ministère de l'éducation nationale

et de la culture, l'utilisation des nouvelles technologies dans la pédagogie ne dépend pas seulement de l'offre de programmes. Deux autres aspects sont à prendre en compte : l'équipement des établissements scolaires et la formation des enseignants. Concernant l'équipement, les statistiques restent imprécises, mais on peut considérer que presque toutes les écoles primaires disposent au moins d'un téléviseur, entre 20 % et 40 % possèdent un magnétoscope. Pour le secondaire, les collèges devraient, à terme, posséder un magnétoscope, un Caméscope et les téléviseurs correspondants.

Les lycées sont équipés de façon beaucoup plus systématique.

En décembre 1991, la SOFRES a réalisé pour le ministère de l'éducation nationale un sondage sur « l'information des enseignants » dont un volet concerne l'utilisation de l'audiovisuel en classe. Plus des deux tiers d'entre eux diffusent « souvent ou de temps en temps des documents audiovisuels à leurs élèves ». Parmi ceux-ci, 77 % diffusent des émissions de télévision. Les plus gros consommateurs d'audiovisuel sont les enseignants du primaire (78 %), devant le secondaire (65 %) et le supérieur (41 %). Enfin, l'enquête révèle que 80 % des enseignants utiliseraient « certainement ou probablement davantage » ces outils avec leurs élèves si le ministère mettait plus de programmes éducatifs au service des établissements.

La formation des enseignants

Certaines initiatives sont en cours. En 1992, 550 établissements dont 450 situés en zones d'éducation prioritaire (ZEP) ont été dotés de quatre séries de vidéocassettes de la collection « Voir et savoir ». Constituée d'archives de l'Institut national d'audiovisuel au terme d'un protocole d'accord signé entre l'INA et la Rue de Grenelle, cette collection a été financée par le ministère et la Caisse des dépôts et consignations au titre de l'accès au patrimoine

audiovisuel. De même, la constitution en Aquitaine d'un réseau câblé de collèges et de lycées, financé par la Délégation à l'aménagement du territoire et de l'action régionale (DATAR), le rectorat, le conseil général et des entreprises locales, ne concerne encore que 20 établissements du second sur 370 mais devrait être étendu.

Reste à familiariser les enseignants avec l'utilisation des techniques audiovisuelles. Pour beaucoup d'entre eux, la formation continue tient lieu d'initiation. En 1990, 5,4 % des stages proposés par les MAPFEN ont été consacrés à l'audiovisuel. Marquant une évolution très sensible, une circulaire du 27 février 1992 impose que « l'utilisation des technologies modernes d'information et de communication (soit) intégrée (...) dans l'ensemble de la formation initiale offerte tout au long des deux années d'IUFM (...) ». L'utilisation pertinente et active de ces techniques par les formateurs de l'IUFM à toute chance d'accélérer, mieux que ne saurait le faire les cours théoriques et observations multipliées sur le terrain, la maîtrise par les futurs professeurs de ces technologies ». Ce texte, qui n'impose aucune contrainte horaire, devrait être suivi d'une évaluation par le ministère.

MICHELLE AULAGNON
et YVES MAMOU
Lire la suite page 14

Télé enseignement à l'américaine

L'enseignement à distance, outre-Atlantique, a dépassé le stade expérimental. Mais il n'a pas l'ambition de remplacer les enseignants

BOSTON

de notre envoyée spéciale

L'enseignement à distance est-il la cause du médiocre niveau de l'éducation aux Etats-Unis ? Paradoxalement, alors que les expériences d'enseignement à distance se multiplient et visent, pour certaines, à pallier les insuffisances du système, la télévision fait figure de bouc émissaire. Une enquête du ministère de l'éducation sur les habitudes de lecture des élèves cloue le petit écran au pilori. Les jeunes Américains seraient fascinés par la télévision, au point de ne plus savoir lire, car le nombre d'heures passées devant l'écran serait inversement proportionnel au temps consacré à la lecture. Ainsi, 66 % des élèves de classe de quatrième et 40 % de ceux de terminale passent quotidiennement plus de trois heures devant la télévision, alors qu'un tiers d'entre eux lisent moins de cinq pages par jour. Le rapport conclut, sans surprise, que les enfants qui lisent le plus ont les meilleurs résultats scolaires.

Le paradoxe veut pourtant que la télévision soit, en même temps, un efficace support d'enseignement. En effet, si les jeunes sont familiarisés avec l'audiovisuel, au point de l'intégrer totalement à leur culture, cette technique peut alors être intégrée avec profit dans le processus éducatif. L'essor, déjà ancien, de l'enseignement à distance aux Etats-Unis, pour la formation initiale et continue, fournit à cet égard une base sérieuse de développement.

La nécessité interactive

Les exemples sont multiples. La chaîne d'information CNN diffuse depuis près de deux ans aux heures creuses de la nuit des émissions destinées en priorité aux enseignants, accompagnées, par fax ou par modem, de documents écrits. La chaîne documentaire, Discovery Channel, qui touche près de 55 millions d'abonnés, diffuse plusieurs émissions destinées aux publics scolaires, avec envoi de matériel péda-

gogique. Il existe aussi des chaînes éducatives à temps plein, comme The Learning Channel qui permet à près de 20 millions d'abonnés d'obtenir des diplômes universitaires. Les établissements d'enseignement supérieur ne sont pas en reste. Une grande partie d'entre eux ont développé ce secteur, en direction d'étudiants désireux du plus souvent suivre des cours de haut niveau à temps partiel. Ils s'inscrivent en individuel ou par l'intermédiaire de leur entreprise.

« Il n'y a pas de différence entre l'enseignement à distance et les méthodes traditionnelles », indique M^{me} Katherine Conway, professeur à la Masterclassroom de l'université de Caroline du Nord. La baisse tendancielle des coûts d'équipement, l'augmentation des moyens de transmission et la prise de conscience de nouveaux besoins en matière d'éducation - diffuser les connaissances, offrir à des classes défavorisées les meilleurs enseignants, toucher des populations spécifiques - ont permis le développement de l'enseignement à distance. Transmis par satellite, par câble ondes courtes ou par des réseaux informatiques, ce type d'enseignement doit aujourd'hui s'adapter à une nouvelle exigence : l'interactivité.

Cette dernière doit fonctionner à la fois entre l'enseignant et l'élève, mais aussi entre les étudiants eux-mêmes. Il s'agit d'éviter l'effet pervers du cours ponctuel. Cette expression désigne le téléapprenant, vauté dans un canapé devant son téléviseur, les mains emplies de pop-corn. Pour éviter cette dérive passive, les opérateurs multiplient les tentatives d'interactivité.

Ainsi, le Massachusetts Corporate for Educational Telecommunications (MCET), créé en 1982 à Boston, a lancé en 1991 un programme éducatif de la maternelle à la terminale, The Mass Learning. 1 700 établissements scolaires, publics et privés, se sont abonnés à ce service. Le raccordement au réseau et l'équipement des salles de classe - télévision, magnétoscope, cassettes vidéo - revient à 3 000

dollars. L'interactivité est assurée par un téléphone installé dans chaque classe. Lors d'une émission, chaque élève peut appeler le présentateur et lui poser, en direct, une question.

Neuf cents heures de programmes sont ainsi proposées, touchant tous les domaines, des langues vivantes à la biologie, de la physique aux travaux manuels. « Attention, indique M^{me} Inabeth Miller, directrice de MCET, il ne s'agit pas de cours. L'enseignement à distance n'a pas pour ambition de remplacer le professeur, il s'agit juste de lui fournir un outil supplémentaire. » Chaque mois, un programme détaillé des émissions est envoyé au responsable de district qui joue le rôle de relais entre l'opérateur et les trois cents enseignants de son secteur. Les demandes de cours sont alors répertoriées, et les enseignants reçoivent le matériel éducatif adéquat : ainsi, le MCET peut envoyer des souris dans les classes pour les cours de biologie, ou des disques pour la fabrication de masques africains.

La formation continue en vedette

Mais le développement le plus spectaculaire de l'enseignement à distance aux Etats-Unis est intervenu dans le domaine de la formation continue. Etablissements privés et publics se sont lancés dans l'aventure après la guerre du Vietnam, pour réinsérer les « vétérans ». Très autonomes par rapport au pouvoir fédéral, ces programmes sont aussi très différents d'un site à l'autre. Leur caractéristique commune est la diffusion d'un enseignement élitiste, de haut niveau, et onéreux. Ainsi, l'inscription à un seul cours à l'université George Washington revient à 1 260 dollars. Les cours sont le plus souvent « jetables », c'est-à-dire détruits à l'issue du semestre et ne bénéficient pas d'effort particulier sur le plan esthétique. Le conférencier est le plus souvent filmé sans interruption pendant une heure. A la différence de la formation initiale qui tente de rendre les émissions plus attractives, là les graphiques et ani-

mations restent rares.

Le National Technological University (NTU), diffusé sur l'ensemble du continent américain par satellite, propose de son côté aux entreprises abonnés des séminaires ponctuels sur des sujets pointus et des masters reconnus par certains établissements d'enseignement supérieur. Les scientifiques de quarante-deux centres de recherche participent à l'élaboration des cours. Basée à Denver, cette entreprise cherche aujourd'hui à s'implanter en Europe.

L'université de Virginie, publique, propose elle aussi des formations à distance. Bénéficiant d'un budget de 8,5 millions de dollars par an (plus de 40 millions de francs), cette université a établi un véritable réseau reliant les sept campus composant l'établissement. En 1991-1992, 45 000 personnes ont bénéficié de 1 100 heures de cours, soit l'équivalent de 2 500 étudiants à temps plein. Certains cours sont reconnus par l'université.

L'élaboration n'a pas été sans étonnements. Lorsque cette université a proposé, en 1990, trois heures d'interrompues sur les changements en URSS, les téléopérateurs appelaient en direct le conférencier pour lui demander le nombre de crédits qu'il obtenait en suivant ce cours. La durée des émissions a donc été réduite et rendue plus souple par l'introduction de dialogues, sur le plateau, avec les professeurs de l'université. L'évaluation des étudiants se fait par l'intermédiaire d'essais à renvoyer au centre émetteur, sur la base de mots-clés.

Ayant déjà dépassé le stade expérimental, l'enseignement à distance pourrait franchir rapidement une nouvelle étape, grâce à l'évolution des techniques. Les firmes informatiques mettent au point de nouveaux procédés, ayant recours au son et à l'image, qui pourraient être utilisés en éducation.

M. A.

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ **Université à San Francisco,**
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

■ **MBA Master of Business Administration**
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris
Tél.: (1) 40 70 11 71

Continuement par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie : ANA HONG KONG

IUA SAN FRANCISCO

هكذا من الرجل

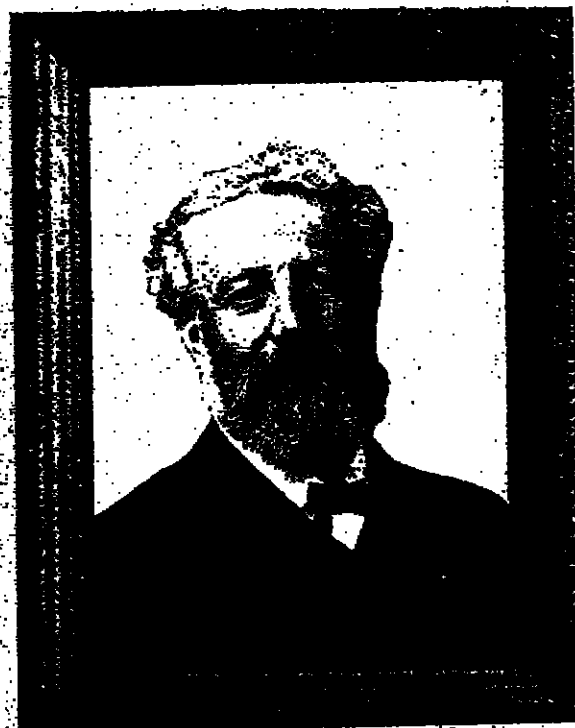
• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 13

AMPUS
Division éducative



AMIENS

“UNIVERSITAIRES, SERIEZ-VOUS DE LA FAMILLE VERNE ?”



JULES VERNE



VOUS

Enseignants-chercheurs, l'Université de Picardie Jules Verne, qui tire son nom du plus illustre des amiénois, met à votre disposition des moyens à la hauteur de votre ambition. Vous qui viendrez intégrer une de nos équipes de recherche, pour assurer votre bien-être, la région Picardie, le département de la Somme et la ville d'Amiens vous font économiser jusqu'à 5000 francs par mois sur votre loyer pendant un an.

L'Université de Picardie Jules Verne :

- 18000 étudiants.
- 100 postes d'enseignants créés en 3 ans.
- Des moyens en pleine expansion au cœur de la ville : nouveaux locaux pour les pôles scientifique, juridico-économique et de santé, et pour la bibliothèque universitaire.

Le renouveau d'Amiens

- Depuis 3 ans Amiens bouge.
- Elle le prouve en investissant 1,5 milliard de francs en 3 ans dans ses projets urbains (Maison de la Culture, Palais des Sports, parcs urbains, musées, Université en centre ville...).
 - La vie culturelle intense saura, à travers le Festival International du Film, le Festival du Jazz, le Festival du Film Médical (FILMED), le Théâtre, et bien d'autres événements encore, étancher votre soif de connaissances et de loisirs.



Renseignements et candidatures : Daniel COUPEL - Tél. 22 82 72 67
Université de Picardie Jules Verne
Rue Solomon Mahlangu - 80025 Amiens Cédex 1

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

7 963 FRANCS. C'est la somme moyenne dépensée en 1991 par chaque Français pour financer le système éducatif. Cela représente 454,3 milliards de francs, soit 6,7 % du produit intérieur brut. En 1991, comme en 1990, la dépense d'éducation (+ 4,8 %) a augmenté plus vite que le PIB (+ 1,2 %).

Les dépenses d'éducation sont surtout des dépenses de personnels, qui ne cessent de s'accroître (77 % du total). En revanche, la part des investissements est faible (8 %). La plus grosse part de ces dépenses (40,4 %) est absorbée par l'enseignement secondaire (collège et lycée), tandis que 25,5 % revient à l'enseignement primaire, 14,1 % au supérieur, 13,8 % à l'extracurriculaire et 6,2 % à l'enseignement spécial et à l'apprentissage. La dépense moyenne annuelle d'élève à 19 000 francs pour un élève de l'enseignement primaire, 31 800 francs pour un collégien, 41 200 francs pour un lycéen. Ainsi, en cumulé et sans redoublement, la scolarité d'un élève de la maternelle au baccalauréat entraîne une dépense totale de 391 800 francs.

► Ministère de l'éducation, note d'information n° 92-20.

APPRENTISSAGE. L'université Paris-VII-Val-de-Marne vient d'inaugurer un centre de formation supérieure par l'apprentissage, le CFA sup 2000, premier du genre en liaison avec un pôle universitaire. Fortement soutenu par le conseil régional d'Ile-de-France, qui a financé l'opération à hauteur de 4 millions de francs, le CFA sup 2000 est géré conjointement par les entreprises concernées et l'université. Le CFA accueille aujourd'hui une centaine d'apprentis qui préparent soit une maîtrise d'information appliquée à la gestion (MAGE), soit un DUT transport et logistique, soit encore un DUT génie mécanique et productique. Projeté pour la rentrée 1992, un DUT techniques de commercialisation devrait accueillir à terme trois cents apprentis.

ARABE. A l'occasion de la onzième promotion des étudiants arabes de l'ENSTA (École nationale supérieure des techniques avancées), un récital de chants et de musique arabes traditionnels sera donné, jeudi 11 juin, à 18 h 30 à l'école, avec la participation de l'orchestre Al Anouar, sous la direction de M. Kamel Sabbagh.

► ENSTA, 32, bd Victor, 75015 Paris.

ÉTUDIANTS. Pour l'année universitaire 1991-1992, la population étudiante s'est élevée à 1 236 000

étudiants, soit 71 000 de plus que l'année précédente (+ 6 %). Toutes les disciplines générales sont en hausse. La progression des lettres et sciences humaines (+ 7,5 %) est supérieure à celle des disciplines juridiques et économiques (+ 5,5 %), mais inférieure à celle des sciences (+ 10,2 %). Toutefois, les disciplines littéraires concernent un étudiant sur trois et, avec 30 000 étudiants supplémentaires, elles contribuent pour presque la moitié à l'accroissement de la population universitaire. Enfin, le premier cycle accueille plus de la moitié des étudiants (63,4 %, soit 659 000 étudiants), le second cycle près des tiers (31,2 %) et le troisième cycle un étudiant sur six (15,4 %).

Avec la création de nouvelles universités en Ile-de-France, c'est l'académie de Versailles qui enregistre la plus forte hausse avec 8 300 étudiants supplémentaires. La concentration des étudiants en Ile-de-France chute légèrement, puisqu'elle atteint aujourd'hui 26,8 % (contre 27,6 % il y a deux ans). En revanche, ce sont les académies de la « grande couronne » qui progressent le plus : 40 % d'étudiants supplémentaires ont été accueillis, ces cinq dernières années, à Amiens, Rouen, Reims et Poitiers.

► Note d'information n° 92-21. Ministère de l'éducation nationale.

MULHOUSE. M. Gilles Prado a été élu, le 22 mai dernier, au premier tour de scrutin, président de l'université de Haute-Alsace (Mulhouse), en remplacement de M. Gérard Binder, dont le mandat arrivait à échéance.

Il né le 30 mars 1947 au Havre (Seine-Maritime). M. Gilles Prado est diplômé de l'École nationale supérieure de chimie de Mulhouse (1969) et docteur en sciences physiques (1972). Chercheur au Massachusetts Institute of Technology (Etats-Unis) en 1974 puis à nouveau en 1978 après un passage au CNRS, il est professeur à l'université de Haute-Alsace depuis 1981 et directeur du laboratoire gestion des risques et environnement de l'École nationale supérieure de chimie de Mulhouse.

THÉÂTRE. La troupe des « Derniers des profs » avait levé le rideau, pour la première fois, à l'automne 1990 (le Monde du 18 octobre 1990). Ils le feront retentir, pour deux dernières représentations au Batclan, les 16 et 17 juin, de leur spectacle « Tableaux noirs », une chronique drôle et émouvante de la vie quotidienne des profs, de leurs rêves, de leurs déceptions, de leur enthousiasme.

► Le Batclan, 50, bd Voltaire, 75011 Paris. Tél. : 47-00-55-22.

L'université découvre l'immigration

Longtemps délaissée, la recherche sur les migrations mobilise aujourd'hui enseignants et étudiants. Les soubresauts de l'actualité n'y sont pas étrangers

Pour rédiger son mémoire de maîtrise en géographie urbaine, Marie-Odile avait enquêté, l'an dernier, sur la disparition des hôtels meublés de Paris. Elle étudie à présent les conséquences du vieillissement de la population immigrée en France. Alain, salarié en reconversion, est obsédé par l'implantation dans le tiers-monde des sociétés japonaises et enquête sur leurs « réseaux ». Françoise, titulaire d'une maîtrise de géographie, planche sur l'insertion des nouveaux immigrés à Montréal. Annie s'intéresse à la situation des 30 000 étudiants africains de France, dont elle fait partie. Sylvie étudie les mouvements de population en... Charente-Maritime.

Leur point commun est d'inaugurer le nouveau diplôme d'études approfondies (DEA) « Migrations, espaces et sociétés » qui associe, depuis la dernière rentrée, les géographes de l'université de Poitiers et les sociologues de Paris-VII (Jussieu), respectivement sous la houlette de Gilles Simon et Marjorie Tripier (lire l'encadré ci-dessous). Quelques-uns des quinze étudiants lancés dans l'aventure sont parisiens, d'autres poitevins. Comme pour mieux vivre leur sujet, les premiers migrent régulièrement, d'un coup de TGV, de Paris à Poitiers où ont lieu certains séminaires.

Ce DEA est l'une des manifestations de l'intérêt nouveau que l'université française porte à une question qu'elle a longtemps ignorée ou négligée pour des raisons historiques et politiques, à l'inverse des Anglo-Saxons (1). Les soubresauts de l'actualité ne sont évidemment pas étrangers à ce réveil

encore timide, qui se traduit par une approche pluridisciplinaire de phénomènes migratoires, traditionnellement dispersés dans des carcans disciplinaires étanches (histoire, sociologie, économie, géographie, etc.).

L'engouement des étudiants correspond aussi à un renouvellement des approches, plus mondialisées, moins enracinées dans le débat colonial. Dans les années 70 on s'intéressait à l'immigration pour des raisons militantes, dans un contexte de culpabilité, rappelle Emmanuel Ma Mong, chargé de recherche au laboratoire du CNRS Migrantes à Poitiers. La démarche actuelle est plus pragmatique, fonde sur l'éthique et les droits de l'homme.

Urgence scientifique

Les enseignants parisiens et poitevins ont souhaité remédier aux faiblesses de la recherche française dans ce domaine très soigné. Gilles Simon, professeur de géographie et promoteur poitevin du nouveau DEA, évoque ainsi « l'urgence scientifique à former des jeunes chercheurs dans un domaine où la demande sociale est forte ». Un sentiment d'urgence d'autant plus aigu que chacun est conscient des ravages causés dans l'opinion par le manque de travaux scientifiques, qui laisse libre cours aux a priori et aux fantasmes.

L'enseignement entend « non seulement accumuler des connaissances mais aussi transmettre une expérience ». Il s'appuie sur les activités des universitaires au sein de deux laboratoires du CNRS de Paris-VII

et Poitiers spécialisés dans les migrations et, à Poitiers, sur la Revue européenne des migrations internationales (2) publiée par le département de géographie. Un dynamisme auquel ne restent insensibles ni le conseil régional de Poitou-Charentes, qui s'intéresse de près au projet de création d'une Maison des sciences de l'homme et de la société sur le campus de Poitiers, ni les étudiants.

Visée professionnelle

Philippe Jean-Louis prépare une thèse comparative sur l'insertion des immigrés à Gennevilliers et dans un quartier de la banlieue de Londres. Il parle avec un bel enthousiasme de ses études « en prise sur l'actualité », qui permettent de prendre du recul par rapport aux événements brûlants. La motivation d'autres étudiants est liée à leur intérêt pour le tiers-monde, ou à leur propre histoire familiale ou personnelle.

Mais la visée peut aussi être plus directement professionnelle. Des débouchés existent, non seulement dans l'enseignement et la recherche (CNRS, universités, ORSTOM), mais aussi dans les organismes sociaux et de logement qui sont en contact avec les immigrés. Parmi les étudiants déjà inscrits, on trouve d'ailleurs des professionnels installés, comme un agent de l'ANPE et un médecin, concernés par cette « clientèle ». A Paris-VII, le diplôme d'université « Migrations, échanges et développements méditerranéens » associe acteurs et « praticiens » de l'immigration, en la personne d'intervenants du Cen-

tre d'information et d'études sur les migrations internationales (CIEMI) d'Antonio Perotti, et de l'Institut du monde arabe, dont le bâtiment jouxte le campus de Jussieu. Cette formation a suscité, cette année, une centaine de candidatures, pour une trentaine de places.

Pour Claude Lianzu, professeur d'histoire contemporaine et responsable de cette formation ouverte depuis 1990, l'université ne peut pas se contenter de « produire du savoir » mais doit répondre au besoin de médiateurs sociaux et culturels. Il a d'ailleurs l'ambition de transformer en 1993 l'actuel diplôme en un véritable DESS à finalité professionnelle, pour lequel une habilitation nationale est demandée.

Mais s'il veut rattraper le temps perdu par la recherche française, et contribuer à enrichir et assainir le débat français sur l'immigration, les universitaires ne sont pas prêts à se laisser enfermer par les problématiques hexagonales. Dans un domaine où la vision mondiale s'impose et où l'Europe nourrit de vastes desseins, la constitution d'un véritable réseau international d'observation, d'études et d'échanges apparaît comme une ambition de plus en plus nécessaire.

PHILIPPE BERNARD

(1) Lire l'analyse de ces dérives dans le Cresset français, histoire de l'immigration de Gérard Noiriel, Le Seuil, 1988.
(2) Revue européenne des migrations internationales, 95, avenue de Rechem-Pineau, 86022 Poitiers. Tél. : (16) 49-45-32-96.

De l'histoire à la littérature

Près de dix ans après le rapport pessimiste sur l'état de la recherche et des formations universitaires sur les migrations commandé par le ministre Pierre Chevènement (1), ce champ d'investigation et d'enseignement reste relativement peu labouré, si l'on tient compte de l'enjeu qu'il symbolise désormais dans la société française, pour le meilleur et le pire.

Plusieurs formations universitaires de troisième cycle ont cependant vu le jour, ainsi que le recommande le rapport. Outre le DEA « Migrations, espaces et sociétés » délivré à Poitiers avec le concours de Paris-VII, et le diplôme d'université de troisième cycle « Migrations, échanges et développements méditerranéens » de cette dernière université, il existe plusieurs filières centrées sur le Maghreb, le monde arabe, ou plus généralement le tiers-monde.

C'est le cas du DEA sur les « Espaces méditerranéens » mis en place par Michel Orlé à l'université de Nice, du DEA « Sciences politiques comparées » de l'institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, ou

enseignement Bernard Botiveau, Bruno Esnart et Yves Schenell, et du DEA « Maghreb : histoire et sciences sociales » de l'université Paris-VII (Saint-Denis) délivré par l'UFR Orient-monde arabe, où enseignent notamment René Gallissot, Benjamin Stora et Claude Lianzu de Paris-VII. Un DEA sur le monde arabe est préparé en commun par les universités de Poitiers et de Paris-VII.

De nombreux autres enseignements et formations abordent le thème des migrations, soit intégrés à des filières plus générales. L'institut démographique de l'université Paris-VII, l'institut d'études politiques de Paris dispensent ainsi chacun un séminaire sur les migrations. A Paris-III (Censier) existe un DEA « Maghreb : histoire et sciences sociales », tandis que le DEA « Histoire sociale américaine » de Paris-XII (Créteil) aborde la question de l'immigration sur le Nouveau Continent.

A Paris-XIII (Villetaneuse), le DEA « Etudes littéraires francophones et comparées » propose des séminaires sur les minorités ethniques et la littérature issue de l'immigration. D'autres séminaires sociologiques existent à

l'École des hautes études en sciences sociales (François Gaspard, Dominique Schnapper) et à l'École normale supérieure (Gérard Noiriel).

La volonté de coïncider les efforts de recherche sur les migrations s'est traduite par la création d'une banque de données bibliographiques accessible par Minutal (2). Mis en place par le CNRS avec le concours du Fonds d'action sociale, ce réseau d'information sur les migrations internationales (REMISIS) donne accès à 12 000 références collectées tant par les administrations que les chercheurs et certaines associations.

Ph. Ba.

(1) Rapport de l'anthropologue Paul Vialle « L'immigration à l'université et dans la recherche » publié en 1989 par la revue *Babel*. Lire aussi l'étude de François Dubet sur la recherche « L'immigration, qu'en savons-nous ? Un bilan de cinquantenaire », publiée en 1989 à la Documentation française.

(2) REMISIS : accès direct par Minutal au 36-28-00-06. Renseignements à CNRS-IRESCO : 59-61, rue Pouchet, 75849 Paris Cedex 17.

Le pari relancé de la télévision éducative

Suite de la page 12

Formation des enseignants, équipement des établissements, la chaîne éducative pourrait être le dernier sommet du triangle. Pour M. Viviane Gilman, sociologue à l'institut national de recherche pédagogique (INRP), la télévision éducative française, à la différence de son homologue britannique, n'a encore jamais constitué un véritable enjeu du pouvoir politique en général, ni du ministère de l'éducation nationale en particulier.

Une chaîne éducative présente pour elle cinq atouts : elle valorise le dispositif de formation - l'Open University britannique n'aurait pas une telle influence si elle n'utilisait pas ce médium ; elle peut encourager les téléspectateurs à s'inscrire en formation ; elle rompt l'isolement géographique et psychologique ; elle rythme l'apprentissage par la périodicité de ses émissions ; enfin, l'image, dans un processus de formation, est irremplaçable. Mais ce type de télévision doit éviter de nombreux écueils, celui du bavardage comme celui du ghetto culturel.

Reste à lui définir un objectif. Pour M. Jacques Pomonti, ancien directeur de l'INA et auteur en 1989 d'un rapport sur la télévision et l'éducation, la priorité d'une chaîne éducative doit être d'adapter les formations aux besoins du marché de l'emploi. « Ce décalage est aujourd'hui l'un des problèmes majeurs de la société française, estime-t-il, et il n'est pas certain qu'une chaîne éducative culturelle remplisse ce rôle, d'autant qu'elle sera soumise à la concurrence des autres chaînes généralistes et subira le verdict de l'audience. »

D'après les premiers scénarios étudiés, l'antenne pourrait être utilisée la nuit pour diffuser des programmes de formation plus segmentés, comme de l'enseignement à distance. Différents organismes de formation professionnelle tiennent à la disposition de la chaîne leur production. Ainsi, M. Patrick Morand, directeur adjoint du service de formation continue à l'université de Nantes, se déclare favorable à une collaboration avec le nouveau réseau. Pour M. Pomonti, cependant, il n'est pas certain que

ce type d'initiatives soient suffisantes. Favorable au cryptage, car l'investissement se trouve rentabilisé par les abonnements, il redoute que le parti-pris culturel du projet gouvernemental ne soit trop abstrait et ne réponde pas aux véritables besoins.

Compte tenu des impératifs juridiques, techniques et financiers d'un tel projet, le gouvernement devra, de toute façon, trancher très rapidement le débat s'il veut lancer une chaîne éducative d'ici au début de 1993, comme on lui en prête l'ambition. Les délais nécessaires pour monter le dossier de candidature au Conseil supérieur de l'audiovisuel, constituer le tour de table de la chaîne, définir la politique et la grille de programmation, réunir une équipe et mobiliser les premiers crédits indispensables (de l'ordre de 150 millions de francs) imposent en effet que les décisions de principe soient adoptées avant l'été. A la fois sur la nature, l'orientation générale ou les publics de cette future chaîne, et sur la personnalité capable de porter un projet aussi nouveau et aléatoire. Ce dernier point ne sera certainement pas le moins délicat à régler pour le ministre de l'éducation nationale et de la culture.

MICHELLE AULAGNON et YVES MAMOU

Une revue pour la mémoire

La France est, de longue date, un pays d'immigration. Cette réalité longtemps occultée s'impose dans les débats actuels, où le défaut de mémoire nourrit trop souvent démagogie et erreurs d'analyse. Or il s'agit de la guerre d'Algérie, des réfugiés arméniens, de l'histoire des Arméniens ou des Juifs de France, l'immigration offre un champ d'investigation d'une exceptionnelle richesse, trop souvent né, voire oublié.

La préservation de cette mémoire représente un enjeu considérable, à l'heure où s'exacerbent les nationalismes et la xénophobie. Elle suscite une mobilisation sentimentale et militante, mais aussi des initiatives scientifiques, comme le projet de musée de l'immigration des historiens Pierre Milza et Gérard Noiriel.

Une nouvelle revue, *Migrations*, se veut un outil de liaison et de travail pour tous ceux que la mémoire de l'immigration concerne. Dans sa première livraison, elle recense et présente les activités de l'ensemble des centres spécialisés, de l'institut kurde à la Bibliothèque yiddish de Paris, en passant par le fonds chinelois de la bibliothèque municipale de Lyon, les archives de la Confédération nationale du travail espagnole, et les associations spécialisées dans la conservation des archives audiovisuelles.

La revue est publiée par l'association Génériques, qui avait organisé l'exposition « France des étrangers, France des libertés » présentée à Marseille en 1989, puis à l'Arche de la Défense. Génériques, qui prépare actuellement une exposition sur les migrations en France et en Allemagne depuis 1945, entend ouvrir au rapprochement entre les universités et le monde associatif. Une initiative salutaire qui contribue, elle aussi, au réveil français de la recherche sur les migrations.

Ph. Ba.

Génériques : 10, rue de la Fontaine-Roi, 75011-Paris. Tél. : (1) 47-00-55-27.

COMMUNICATION-MARKETING

Formation complémentaire de haut niveau
2^e cycle programme long (2 ans) : entrée niveau Bac + 2
3^e cycle programme court (1 an) : entrée niveau Bac + 4

SESSIONS communes d'admission
le 26 juin et le 10 juillet

Renseignements : 42-02-26-86
Établissements d'enseignement supérieur privés

LA GRANDE ÉCOLE DE L'ENTREPRISE

BAC + 2
le concours de l'EDC Paris La Défense
vous est ouvert



ADMISSIONS PARALLÈLES
EN 2^{ème} ANNÉE
CONCOURS : 7 JUILLET 1992
date limite d'inscription : 22 juin 1992

47.73.63.41

70, Calvaire des Vainqueurs La Défense 1 - 92400 Courcouronnes
établissement d'enseignement supérieur privé - Diplôme d'État
Diplôme validé par le Ministère de l'Éducation Nationale

EDUCATION • CAMPUS

Antidote à la violence

Dans l'Essonne, l'éducation nationale, la police et la justice s'efforcent de prévenir l'insécurité dans les collèges et les lycées

VOLS, racket, agressions physiques, insultes et pneus crevés : comment mesurer l'importance de ces incidents qui rythment la vie quotidienne de certains établissements scolaires, empoisonnent les relations entre élèves, minent les enseignants et angoissent les parents ? Comment juguler la rumeur qui déforme ou empêche que certains incidents - liés à la drogue et au racket notamment - soient couramment étouffés afin de préserver l'image et la réputation des lycées et collèges ? Comment appréhender enfin, pour mieux y répondre, des phénomènes qui, par nature, sont mouvants, conjoncturels ?

Anticipant sur les mesures annoncées le 27 mai en conseil des ministres par M. Jack Lang « pour renforcer la sécurité dans les établissements scolaires » (*le Monde* du 27 mai), le département de l'Essonne s'est lancé, depuis quelques mois, dans une opération-vérité. Sans faire de tapage et en prenant maintes précautions, tant le terrain semble fragile et le pari risqué. Mais avec détermination et en s'appuyant sur l'expérience de quatre chefs d'établissement - deux principaux de collège et deux proviseurs de lycée - travaillant dans des zones « sensibles » du département.

Après une série de réunions de chefs d'établissement sur les problèmes de violence en milieu scolaire, l'inspecteur d'académie M. Lucien Carbuccion a mis en place un groupe de travail composé de quatre chefs d'établissement de Grigny, Evry et Massy et auquel participent notamment le directeur départemental des polices urbaines et le procureur de la République d'Evry.

L'idée de départ est simple : élaborer un questionnaire, le plus complet possible, décrivant dans le détail le type d'incidents constatés,

leur fréquence, mais aussi les caractéristiques des établissements, la configuration des lieux, leur environnement immédiat, etc. Les tableaux de bord ainsi constitués devraient permettre à la fois à l'administration de l'éducation nationale de mieux connaître la situation des établissements (soit cinquante pour le seul second degré dans l'Essonne), et aux services de police de mieux comprendre un « terrain » dont ils ignorent à peu près tout alors qu'ils sont appelés à y intervenir. Tous les établissements du département devraient d'ici à la fin juin, recevoir ce questionnaire et s'en servir dès la rentrée prochaine.

Dialogue de sourds

« Car il s'agit bien de s'en servir », insiste, à l'unisson avec ses collègues, M. François Le Bescond, proviseur du lycée professionnel Baudelaire à Evry. En faire une fin en soi n'aurait pas de sens. L'idée générale est de corriger le dialogue de sourds qui tient lieu le plus souvent de communication entre les gens de terrain que nous sommes, notre hiérarchie par nature très éloignée de ce que nous vivons, et les services de police qui ne deviennent nos interlocuteurs que dans les situations de crise. »

Egalement associé au groupe de travail, M. Yves Furet est depuis 1986, principal du collège Jean-Vilar du quartier de la Grande Borne à Grigny, situé dans la zone d'éducation prioritaire « la plus sensible » du département. « Malgré les efforts importants qui sont menés dans le secteur pour travailler en concertation avec les fonctionnaires de justice, de police ou les services sociaux, explique-t-il, on se rend compte que les informations de base ne circulent pas. Les services de police ne savent pas comment sont structurés nos locaux, s'il y a plusieurs entrées, des systèmes

d'alarme, qui habite sur place, etc. Ici, à la Grande Borne, le commissariat est à 5 kilomètres et il couvre Grigny, Viry-Châtillon, Morsang et Juvisy. Ce qui représente une dizaine d'établissements, collèges ou lycées »

Inciter à la transparence

La police, Yves Furet la connaît bien, néanmoins, puisqu'il lui arrive fréquemment de recevoir la visite de policiers venant interpellé un élève à l'intérieur du collège... En outre, à Grigny, les lieux de rencontre avec les « partenaires » ne manquent pas : l'équipe opérationnelle du DSO (développement social de quartier), le conseil communal de prévention de la délinquance et le conseil de ZEP se réunissent tous les mois. En outre - fait rarissime - une convention a été passée en 1987 avec une association locale pour permettre à deux éducateurs de travailler directement dans l'établissement. Des initiatives qui permettent de maintenir le bateau à flot, malgré la rotation impressionnante des enseignants dans ce collège (près de la moitié de l'effectif chaque année) et leur faible « ancrage » dans le quartier (quatre seulement sur soixante-neuf habitent Grigny).

Mais ailleurs ? Nombre d'établissements « sensibles » sont situés dans des secteurs moins quadrillés et les chefs d'établissement sont souvent isolés faute de lieux organisés pour la concertation. « Sans vouloir occulter les risques d'une mauvaise utilisation du document auquel nous travaillons, cette incitation au dévoilement et à la transparence me paraît roborative, souligne M. Furet. On ne peut pas accepter que des événements graves soient masqués ou minimisés par crainte des effets d'image. »

M^{me} Ghislaine Hudson, principale du collège Gérard-Philipe de

Massy partage la prudence de son collègue. Et elle dissimule mal ses craintes de voir le fameux questionnaire figer la réalité, stigmatiser certains groupes d'élèves ou tel établissement, accroître les phénomènes de rejet ou d'angoisse. « Il ne faut pas, insiste-t-elle, le lâcher dans la nature avant de savoir très précisément quelle utilisation en sera faite. » Son établissement est sans doute représentatif de quantité de collèges qui accueillent une population très hétérogène et qui peuvent, à tout moment, à la faveur d'un incident, d'une bagarre, de la constitution d'une bande, « basculer du mauvais côté ».

La réponse de cette équipe « très stable », comme le souligne M^{me} Hudson tient en quelques recettes élémentaires : « la présence, le contact permanent et la réaction immédiate quand surgit un problème ». Récemment, un incident survenu dans une classe où s'était introduit un jeune extérieur au collège pour en découdre a immédiatement suscité une riposte très ferme : tous les élèves et leurs parents ont été convoqués au collège. Il en a été de même quand un élève, l'an dernier, a provoqué volontairement un début d'incendie. Un inspecteur de police a été sollicité pour venir discuter à bâtons rompus avec les élèves. « C'est cela avant tout notre travail sur la sécurité dans l'établissement, conclut M^{me} Hudson. Réagir pour que les situations de crise ne s'installent pas. Et agir pour que l'image du collège s'améliore. »

Restera aussi, au-delà des seuls chefs d'établissement, à associer les enseignants à l'opération-vérité lancée par l'inspection académique. Et à accompagner le diagnostic d'un vrai soutien thérapeutique.

CHRISTINE GARIN

COURRIER

L'allemand sous le boisseau

Dans un récent article (*le Monde* du 14 mai), Guy Belloncle soutient que la langue étrangère dont la pratique deviendra obligatoire dans le cadre de la rénovation des premiers cycles universitaires ne peut être que l'anglais.

Que l'anglais soit devenu la langue de communication scientifique internationale est une évidence (même si une petite minorité d'étudiants de premier cycle a des chances de participer un jour à des colloques internationaux). Et qu'il soit enseigné à plus de 85 % des jeunes Français à titre de première langue ainsi qu'aux 15 % restants comme seconde langue devrait rassurer M. Belloncle.

Mais est-il équitable d'interdire le perfectionnement en allemand à des étudiants qui, pendant sept ans, se sont investis dans l'étude de cette langue et de la culture qu'elle transmet ? On est l'esprit libéral de l'Université française dont les grands penseurs nous rebattent les oreilles ? La frustration de ne pas connaître l'allemand justifie-t-elle le dédain que lui portent encore nombre d'universitaires et de chefs d'entreprise ? Est-ce raisonnable pour notre pays de se priver des rares intermédiaires capables de nous faire profiter des formidables ressources de la recherche allemande - dans d'innombrables domaines : mécanique, chimie, économie, histoire ancienne et contemporaine, sciences politiques, sociologie politique, philosophie, biologie, psychiatrie, écologie, étude de l'environnement, aménagement du territoire, etc. ? Est-il souhaitable de mettre l'allemand sous le boisseau alors que l'Allemagne offre beaucoup plus de possibilités de stages et d'échanges dans les branches d'activités les plus variées que l'Angleterre, prise d'assaut par l'Europe et l'Asie ?

Ne peut-on concevoir un plan de formation linguistique qui tiendrait compte à la fois de la motivation des étudiants et de l'intérêt du pays ? Pendant deux ans, les étudiants, quels qu'ils soient, consolideraient leurs connaissances dans la langue où ils se sentent le plus solides, vraisemblablement la première langue. Ensuite, pendant les années de licence et de maîtrise, tout en assu-

rant la « maintenance » dans la première langue, ils devraient reprendre leur deuxième langue, quelle qu'elle soit, afin d'être capables d'exploiter couramment la documentation étrangère.

Bref, le contraire de la voie unique, de la voie étroite que veut imposer Guy Belloncle. Il faut, je pense, une langue de communication et des langues de travail.

CLAUDE MERLET
(Joubès-Tours)

Faibles, nuls, amorphes

J'ai bien lu votre article sur l'orientation (*le Monde* du 21 mai), et, une fois de plus, quelques phrases m'ont fait non plus bondir (je commence à être lasse) mais m'enfoncer dans une tristesse en ce qui concerne l'école et son corollaire, l'orientation. (...) Pourquoi l'orientation serait-elle un combat où il y aurait un adversaire à battre : le prof ? Je pensais à croire que passer dans la classe supérieure quand on est loin d'avoir le niveau requis est trop souvent une porte que l'on ferme devant soi.

Les parents sont les moins aptes à pouvoir jauger leurs enfants sur le plan scolaire. Comment voulez-vous, de plus, qu'ils puissent mettre leur fils, ou leur fille, dans les 20 % qui n'auront pas le bac ? Car c'est ainsi qu'ils perpétuent le slogan qu'à tout on leur serine depuis quelques années (...)

Ainsi on traîne de plus en plus d'élèves faibles, ou nuls, amorphes, avec des lacunes que l'on ne peut plus combler, qui baissent les bras et attendent de passer en seconde avec la perspective d'un bac C, même s'ils ont moins de six de moyenne en maths en troisième ! Plus dure sera la chute ! S'apercevront-ils un jour qu'ils ont été floués ? La faute à qui ? Sans compter l'inutilité de tant de dialogues de sourds en cours d'année avec les parents. (...) L'école d'arrive plus à compenser les déficits familiaux, maintenant qu'elle ne détient plus la carotte qu'était le passage de classe ou l'orientation. (...)

MARYVONE MORLET
(Champigny, Val-de-Marne)

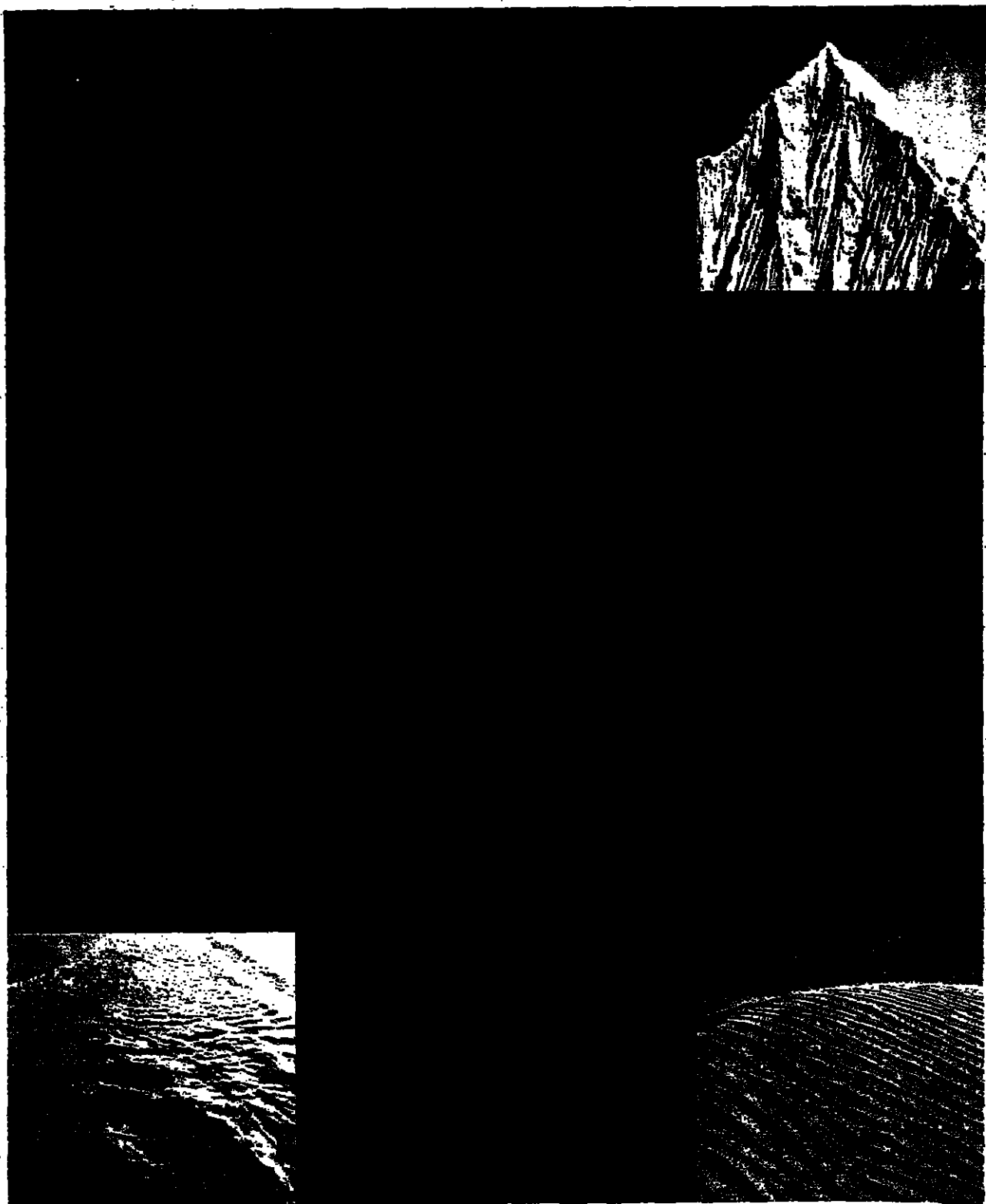
Certaines entreprises recherchent aux quatre coins du monde les technologies de télécommunication les plus avancées.

Curieuse obstination quand tant d'entreprises leaders et la plupart des plus grands opérateurs de télécommunications les ont déjà trouvées.

nt northern telecom

La technologie qui fait parler le monde.

Pour en savoir plus sur le grand de la communication numérique présente dans plus de 80 pays, contactez au : (1) 40 07 24 27 ou écrivez à Northern Telecom - 16 place de l'Éra - 92082 Paris - La Défense Cedex 13.



ENQUÊTE

La France
« écolo »

Suite de la première page

Il parle aussi, de ces confrères de l'écho des savanes qui, récemment, ont fait la planque pendant deux jours chez lui pour vérifier que ses poules ne contenaient pas de bactéries en plastique... C'est sa façon de communiquer... Entre la nostalgie de l'ordre ancien, la course folle du temps présent et l'impérieuse nécessité de sauver la planète, lui, porte-parole des Verts, a sans aucun doute un rôle à jouer. « L'argent pollue tout », dit-il soudain, après un temps de silence.

En 1965, quand M. François Mitterrand mettait en ballottage le général de Gaulle, Antoine Waechter photographiait des aïds. Et lorsqu'il dut vérifier que, de cette portée, pas un oiseau ne resterait, il se résolut à « faire quelque chose ». Le voilà d'embée peignant en ses ans, de la section du Haut-Rhin des Jeunes amis des animaux, « Jeunes amis des animaux et de la nature, orléans-t-à. Nous, dans le Haut-Rhin, nous avons ajouté la nature ».

Dès 1970, il conduit une manifestation de quelque deux cents jeunes Mulhousiens pour la protection du parc de la Vanoise, en Savoie. Sur les coupures de presse, précautionneusement rangées dans les boîtes à archives de son bureau, le petit Antoine apparaît, la machette rebelle plantée sur le front, le regard déjà sévère, un mince collier de barbe sur les joues et un mégaphone à la main. Plus tard, tenant une thèse consacrée à la faune, ce sera l'épave des castors, ceux qu'il va piéger, une première fois, juste pour le

plaisir, avec un ami, dans la vallée du Rhodan, ceux aussi dont il saura se servir dans la lutte historique — à l'échelle de l'Alsace — pour la protection de la forêt de Marckolsheim. Le jeune ami des animaux — et de la nature, donc — œuvre ses cages sous l'objectif attentif des photographes de la presse régionale. Efficacité, toujours : « Le castor était un argument supplémentaire pour la défense de la forêt », confesse-t-il, aujourd'hui, dans un demi-sourire.

Il est nombreux, en Alsace, à avoir fait leurs classes de nature, comme cet étonnant frère portier de l'écologie politique qu'est M. Waechter. Après quinze ans de mandat, le maire de Luttrach, dans la périphérie de Mulhouse, Roger Winterhalter, porte-parole de l'Alternative rouge et verte (AREV) et tête de liste de Génération Écologie aux dernières élections régionales dans le Haut-Rhin, place ainsi le sauvetage de sa forêt communale en tête des réalisations dont il est le plus fier.

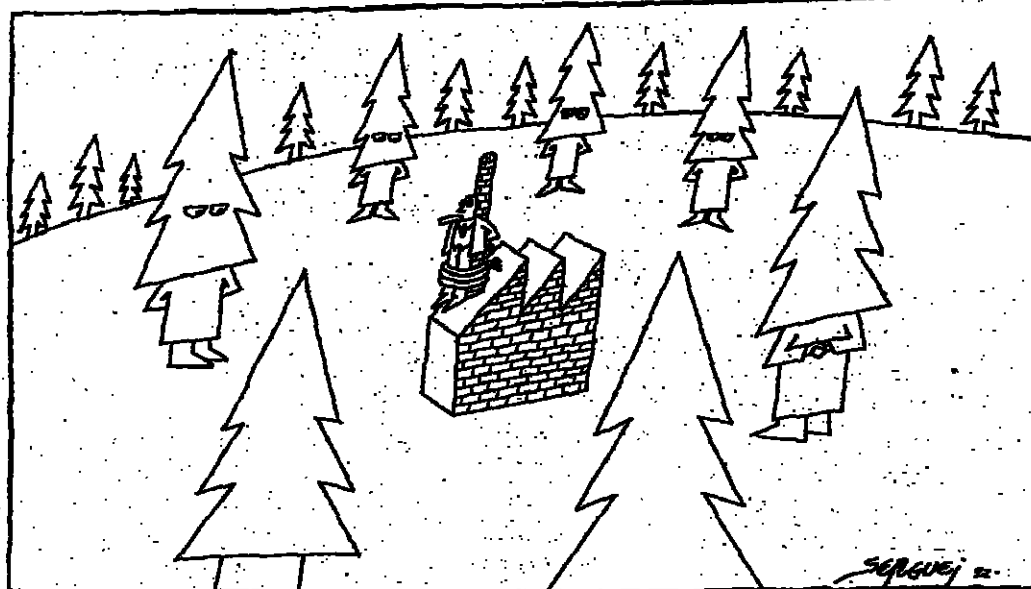
Viticulteur à Pfaffenheim et conseiller régional Vert, Jean-Pierre Frick raconte comment tout est prétexte, en Alsace, à créer une association : la randonnée, les vergers, les champignons, les papillons, les oiseaux. « Nous avons même une association pour la protection du curlew cendré », dit-il. Lui-même, organisateur d'une foire européenne du pain, du vin et du fromage écologiques, il en rapporte le succès sans cesse croissant : « Trois cents exposants et quarante mille visiteurs en six jours. Un dernier, mais aussi un réel impact économique : nous accueillons désormais des importa-

teurs de produits bio venus d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie » (1).

L'exigence du territoire, coïncé entre les Vosges et le Rhin, l'extrême densité démographique et industrielle, l'influence religieuse et celle de la culture germanique dans le rapport à la nature expliquent l'importance du phénomène écologique en Alsace. « Le caractère utopiste des Verts gêne beaucoup moins que dans d'autres régions », juge M. Richard Kleinmann, ingénieur de confiance en géologie à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, devenu l'un des meilleurs spécialistes de la carte politique de l'Alsace. « Par rapport à la dualité alsacienne, héritée de l'histoire, il existe sans doute chez nous un sentiment diffus selon lequel la nature elle-même, ne nous trompera pas », s'interroge le maire socialiste de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel.

Le « cabinet des curiosités »

Dès le dix-neuvième siècle, il est de bon ton dans la bourgeoisie alsacienne d'avoir son « cabinet des curiosités », industriels et universitaires, médecins ou magistrats se retrouvent régulièrement au sein de sociétés savantes pour entendre une suite de très sérieux exposés sur la culture du poton en Afrique occidentale, le boitage médical dans les mines de potasse, la découverte de restes d'éléphants fossiles ou celle de la sépulture d'un cordonnier de l'époque mérovingienne, sans oublier, bien sûr, le traditionnel rapport sur le dispensaire antituberculeux financé par les intéressés au titre des bonnes œuvres (2). Dans la période de forte expansion qui suit la seconde guerre mondiale, ce sont encore quelques universitaires qui fondent l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature, l'AFRPN, en la créant des Verts alsaciens d'aujourd'hui.



« Les premiers dirigeants de l'AFRPN, devenue depuis lors Alsace-Nature, n'étaient pas pour une remise en cause de la logique de développement en tant que telle, mais seulement de ses conséquences », se souvient André Buchman, conseiller municipal de Strasbourg et porte-parole national des Verts. Cependant, à l'occasion de la lutte contre la centrale nucléaire de Fessenheim, au début des années soixante-dix, une nouvelle génération s'impose. « Pour des raisons de géo-politique, l'étroite bande rhénane avait été longtemps protégée. Son industrialisation a été perçue comme une véritable agression », explique l'actuel président d'Alsace-Nature, le professeur Roland Carls, chercheur à l'université Louis-Pasteur. Dès 1969, Antoine Waechter est responsable de l'AFRPN pour le Haut-Rhin, avant

Le nez à la fenêtre

Il n'est pas rare, désormais, qu'avant d'annoncer une nouvelle implantation, les industriels commencent par aller le terrain auprès d'Alsace-Nature. « Nous avons réussi à repousser un projet d'implantation d'un circuit d'essai automobile, qui aurait créé cent cinquante emplois, et nous ne craignons pas de le revendiquer. Nous ne refusons pas d'accueillir de nouvelles entreprises, mais à la condition qu'elles consomment peu d'espace et que, bien sûr, elles ne polluent pas », réchirait Jean-Pierre Frick. Le phénomène écologique est devenu tel, en Alsace, que le monde économique doit désormais l'intégrer dans ses stratégies.

La Banque populaire du Haut-Rhin a ainsi mis en place, depuis deux ans, des « PRÉVIA », destinées au financement d'investissements utiles à la protection de l'environnement. « C'est un outil de promotion », reconnaît le directeur commercial, M. François Capber. Soixante-dix dossiers ont jusqu'ici été retenus par un comité d'agrement ouvert non seulement aux chambres consulaires, aux collectivités locales et aux administrations, mais aussi à quelques écologistes. Ils concernent aussi bien les économies d'énergie ou l'élimination des déchets que la construction d'un bassin de décontamination pour une fabrique de jeans délavés, l'aménagement d'une ferme-auberge et la réalisation d'une fresque sur un bâtiment industriel.

À la faveur de l'élection d'un nouveau président, la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg accepte de constituer un comité de mission à l'environnement. Deux fois par semaine, dans la capitale régionale, trois cents bénévoles mettent le nez à la fenêtre pour repérer les mauvaises odeurs émanant des usines et participer ainsi à une enquête conjointe de l'Association pour la surveillance de la pollution en Alsace et du laboratoire d'écotoxicologie du Commissariat à l'énergie atomique.

Pionnière de la lutte contre la centrale de Fessenheim et cofondatrice des Amis de la Terre, M^{me} Esther Peter-Devis, a créé, au sein de l'université, une formation originale d'écoco-conseillers d'un niveau minimal équivalent à bac plus quatre. Un quart d'entre eux ont aujourd'hui trouvé un emploi en Alsace. « Nous sommes partants nous-même en retard sur l'Allemagne et les pays scandinaves », dit M^{me} Peter-Devis. Ce que je ne comprends pas, c'est comment les autres régions françaises ont pu occulter à ce point les problèmes d'environnement ».

Chez les politiques aussi, désormais, on se méfie. Candidat de la liste UDF-RPR aux élections régionales dans le Haut-Rhin, le sénateur Henri Goetschy a ainsi pris le soin de faire figurer tous ses états de service sur ses derniers tracts électoraux : « père fondateur des brigades vertes, président du site protégé du Langenhelfen pour le grand lac, président du groupe d'étude pour la sauvegarde des espèces menacées d'extinction au Sénat ». « Unir

Unwollt esch unari Lawen's Fraid! » « Notre environnement, c'est notre qualité de vie », conclut en gros caractères verts le tract du sénateur. Il est vrai que le budget environnement du conseil général du Haut-Rhin a été multiplié par cinq en dix ans, et représente, en 1991, près de 10 % du budget total du département.

Depuis six ans maintenant le Conservatoire des sites alsaciens, issu d'Alsace-Nature, bénéficie de l'appui financier du conseil régional et des deux départements alsaciens pour l'acquisition ou la gestion de terrains (plus de huit cents hectares, à ce jour).

À Strasbourg, où la concurrence est vive entre écologistes et socialistes, le maire, M^{me} Catherine Trautmann, n'a pas hésité, non pas à interdire la circulation automobile dans le centre de sa ville, comme cela a été dit abusivement, mais à limiter sérieusement le trafic pendant la construction du tramway. A Mulhouse, M. Bockel entretient une mission inter-services pour le respect de l'environnement, constituée de cinq éco-conseillers. Ils ont un droit de regard sur tous les projets, de la collecte des déchets aux grands projets d'urbanisme. « Le but de cette mission est de disparaître un jour, quand nous-mêmes, nous n'aurons plus besoin d'un tel aiguillon », reconnaît Jean-Marie Bockel.

« Toute une génération a fait son rendez-vous avec la nature », affirme de son côté le sénateur (RPR) Hubert Haenel. Devenu premier vice-président du conseil régional, il est prêt à intégrer certaines suggestions des Verts. À la demande de ces derniers, le droit de pétition pour les citoyens vient d'être introduit dans le règlement intérieur de l'assemblée. Pour dépasser le cloisonnement des commissions spécialisées, la majorité régionale a également accepté de constituer un groupe de réflexion prospective, dont le nom même traduit l'état d'esprit : le « management du territoire ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) La onzième édition de cette foire a eu lieu du 28 mai au 1^{er} juin à Rosheim (Haut-Rhin).

(2) Bulletin mensuel de la Société industrielle de Mulhouse des années 1929 et 1933.

Prochain article :

Les enfants des « trente glorieuses »

Le Monde

Édité par la SAFL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, président
directeur de la publication
Bruno Freppert
directeur de la rédaction
Jean-Pierre Gaud
directeur de la gestion
Marcel Lucet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Anselmi
Thomas Fournel
Philippe Herveaux
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Artisans directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fournier (1969-1982)
André Lemaire (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

REDACTION ET SERGE SOCIAL :
15, RUE FALGOUT 15
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-25-25
Télécopieur : 40-25-28
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY
94032 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-25-25
Télécopieur : 40-20-30-10

L'éternelle surprise électorale

Déjà remarquée lors des élections municipales de 1989, puis véritablement consacrée lors des européennes de la même année, et bien que très régulièrement annoncée par tous les instituts de sondage à la veille des dernières élections régionales, l'émergence du vote écolo n'a rien de surprenant. Hier, après la création officielle des Verts, les 28 et 29 janvier 1992 à Clichy (Hauts-de-Seine), l'ensemble de l'électorat écologiste (trois millions cinq cent mille voix) devança, aujourd'hui, celui du Front national.

À la faveur, il est vrai, d'un scrutin local, organisé à la proportionnelle, quelques deux cents conseillers régionaux sont venus s'ajouter au millier d'élus écologistes déjà entrés dans les mairies lors des élections municipales de 1989. Grâce à une configuration encore inédite, une alliance « rose, rouge, verte », M^{me} Marie-Christine Blandin, devenue en quelques jours la nouvelle coqueluche des médias, tenta de s'imposer à la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Un premier ministre en péril, M^{me} Edith Cresson, a même cru, durant quelques jours, pouvoir sauver sa tête en s'accrochant aux basques des écologistes.

Or, de nouveau, tout se passe comme si la France n'avait rien vu venir. Comme si les signes annonciateurs avaient manqué. Quoi de commun, en effet, entre les images de grands oiseaux déchus, les pertes dans la glu, à Chicago, le marée noire, du Torrey-Canyon (déc. 1967) à l'écologie moderne, le passage de l'Amoco-Cadiz, les cris d'alarme du Club de Rome ou ceux d'imprécatrice de René Dumont, dans l'Utopie ou la mort ; les rêves enfumés des beatniks américains invitant à la paix et à l'amour, contre la guerre du Vietnam ; les chercheurs successifs de Shopenhauer, Seveso, Tchernobyl ? Quoi de commun entre la rencontre, étonnante, détonnante, des « chevaliers » et des barbus avec les paysans du Larzac ou les grands-mères alsaciennes de Marckolsheim ; les croisades antinuclears contre Fessenheim, Golfech, Gravelines, La Hague, Melville, Plogoff, et le printemps de 88 ? Rien, si ce n'est que tout cela, sans doute, n'aurait pas directement dans le champ du politique.

Attentifs aux redondances de M. Le Pen ou aux plus petites querelles intestines du Parti socialiste, nombre d'observateurs et d'hommes politiques ont tant les écologistes, jusqu'à ces derniers mois, dans un souverain mépris. Les uns se rassuraient en se disant qu'il ne s'agit que d'un effet de mode, les autres estimaient encore qu'il sera toujours temps, le moment venu, de récupérer cet électeur « protestataire » au prix de quelques aménagements. Peut-être n'ont-ils pas tout à fait tort, du reste, mais, pour le moment, ils les ignorent. Quant à l'université, presque tout entière absorbée, depuis des décennies, par le marxisme, ses dérivés et ses contestations, elle attend encore, semble-t-il, que la survie de la planète devienne vraiment une question d'actualité. On compte sur les doigts d'une seule main les universitaires français qui ont commencé à s'intéresser à l'écologie politique ; et il a fallu attendre la fin de 1991 pour que deux livres — écrits par des sympathisants — entreprennent, enfin, de rappeler la genèse du mouvement.

Il y a bien sûr des raisons à cela. Les cadres des partis dits de gouvernement se sont souvent fréquentés sur les bancs de l'ENA. Ceux,

très rares, du mouvement écologiste, sont plutôt des scientifiques (biologistes, physiciens, informaticiens, etc.). Au sein de la génération qui monte, celle des « quadras », quand les uns s'engagent dans les aléas du pouvoir, les autres baguenaudent dans les « mairies à vélo », comme M. Blandin, ou lâchaient des estors dans la forêt rhénane, comme M. Antoine Waechter. Soucieux de mettre leurs actes en conformité avec leurs idées, les premiers militants écologistes ont, eux-mêmes longtemps, cultivé leur isolement, par le rejet du mode de vie dominant. On ne compte pas, particulièrement chez les Verts, ceux qui se chauffent à l'énergie solaire, ont retapé un vieux moulin, ceux qui circulent presque exclusivement en transports en commun ou qui sont végétariens. La présentation officielle, en février dernier, des candidatures aux élections régionales comportait ainsi une analyse statistique du nombre de poubelles utilisées dans les ménages concernés, le tri sélectif des déchets ménagers étant considéré chez eux comme une vertu écologique. Enfin, comme l'avait fait l'unique conseiller de Paris écologiste, M. Jean-Louis Vidal, les conseillers régionaux verts de l'Ile-de-France ont repoussé l'offre qui leur était faite d'utiliser une R25, et réclamé, en compensation, du matériel informatique.

Le retard français

Pendant longtemps, d'autre part, il n'a pas été facile de se retrouver dans leurs divisions. De comités de soutien « biodégradables » à simples structures électorales, et de mouvements fédératifs en confédérations group-culaires, il a fallu dix ans pour aboutir de la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974 à la création d'un parti écologiste un tant soit peu organisé. Ainsi, quand le parti des Verts se crée dans l'indifférence générale, les partis écologistes existent déjà dans la plupart des autres pays européens. Ce retard a pour partie une cause institutionnelle : l'absence de proportionnelle ne facilite pas la représentation des minorités. L'existence de seuils en deçà desquels les candidats ne sont pas remboursés de leurs frais a également pénalisé les écologistes. Enfin, durant toute la période qui conduit à l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'émergence des écologistes est entravée par le phénomène du vote utile. Cette génération-là ne veut pas faire obstacle à une possible alternance. En 1974, bien qu'il n'appelle pas à voter pour le candidat unique de la gauche, René Dumont se prononce ainsi à titre personnel pour M. François Mitterrand. De la même manière, en 1981, M. Lalonde est empêché par ses amis de se désister, mais l'électorat écologiste se reporte de lui-même sur le nom de M. Mitterrand, qui a pris un certain nombre d'engagements concernant l'énergie nucléaire et l'extension du camp militaire du Larzac. Jusqu'en 1986 en fait, année où M. Antoine Waechter et ses amis alsaciens prennent le contrôle des Verts, les écologistes n'écarteront pas l'idée d'alliances avec la gauche.

Une autre raison du retard français tient au rôle particulier joué par Brice Lalonde, à la fois comme principal porte-parole de l'idée écologiste et comme empêchement d'écologistes en rond. En 1984, en effet, non seulement il fait le choix de ne pas rejoindre le parti des Verts, mais, déjà arrêté à la réunion des réformistes,

il se présente aux élections européennes en compagnie de MM. François Douhin et Olivier Stirn, contre la liste verte conduite par M. Didier Argyrès. De coup, une fois encore, les Verts ne passent pas le barreau des 5 %, qui ouvre les portes du Parlement de Strasbourg. « Ce n'est pas la fin de l'histoire. Je ne suis pas disposé comme le parti des Verts à proposer une société chère en main. On sait maintenant ce que cela a donné », dit-il encore, en ressortant un bulletin voter d'une douzaine d'années. Il y expose déjà qu'il faut passer « du catastrophisme au projet, de l'utopie à la démocratie, du moralisme à la politique, du groupuscule au mouvement ».

La double famille

Pour l'ancien ministre de l'environnement, « l'écologie est une question posée aux politiques ». « Ce n'est pas la fin de l'histoire. Je ne suis pas disposé comme le parti des Verts à proposer une société chère en main. On sait maintenant ce que cela a donné », dit-il encore, en ressortant un bulletin voter d'une douzaine d'années. Il y expose déjà qu'il faut passer « du catastrophisme au projet, de l'utopie à la démocratie, du moralisme à la politique, du groupuscule au mouvement ».

Les Verts, en revanche, préparent une remise en cause radicale de la logique productiviste, que la droite et la gauche, selon eux, partagent. Comme le répète souvent M. Antoine Waechter, « lorsqu'il y a une fuite d'eau, les uns utilisent une éponge pour réparer les dégâts, les autres préfèrent fermer la robinetterie ». Au-delà des rivalités personnelles et du contentieux historique entre Brice Lalonde et les Verts, cette différence d'approche empêche sans doute durablement la réunification du mouvement.

Avec un capital électoral de près de 15 %, la double famille écologiste se trouve cependant confrontée à une échéance difficile, celle des élections législatives de 1993. Une première réunion a déjà eu lieu entre les deux mouvements pour tenter de dégager une stratégie commune et de présenter des candidats uniques. Mais, même dans cette hypothèse, il faudrait que ceux-ci recueillent au moins 18 % des suffrages pour pouvoir se maintenir au second tour et envisager d'être élus à la faveur d'élections triangulaires. Ce niveau n'a été atteint aux élections régionales que dans quatorze départements, tous situés dans la moitié nord de la France. En l'absence de réforme du mode de scrutin, les écologistes risquent donc de rester à la porte du Parlement. Brice Lalonde l'a compris, et c'est pourquoi il propose d'ajouter l'idée de réforme à celle de l'écologie. L'un des principaux animateurs de la minorité des Verts, M. Yves Cochet, redoute de son côté que les écologistes restent exclus de la représentation nationale pendant une dizaine d'années et qu'ils ne survivent pas à cette épreuve. D'autres encore, dans les deux mouvements ou au sein de l'important réseau d'associations du cadre de vie, espèrent créer une nouvelle dynamique en convoquant, à la rentrée prochaine, des assises de l'écologie et de la solidarité. Mais, au moment où certains s'interrogent sur les menaces que feraient planer les écologistes, nombre d'entre eux doutent de leurs capacités à s'installer durablement dans le paysage politique.

J.-L. S.

هكذا من لا يملك

• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 17

ENVIRONNEMENT

Le Sommet de la Terre et les bouleversements géopolitiques

La discrétion des « pays de transition »

A la veille de l'arrivée des premiers chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet de la Terre, la négociation se poursuit à marche forcée au centre de conférences du RioCentro. Les délégués s'efforcent de trouver le consensus le plus large pour les textes qui restent en suspens, c'est-à-dire la déclaration sur la forêt et, surtout, le vaste programme d'action baptisé Agenda 21. Les discussions ont notamment porté sur le traitement des ordures ménagères, l'exportation des déchets industriels, l'adduction d'eau et la pêche. On est frappé par la discrétion des délégations de l'ancien bloc soviétique dans toutes ces négociations.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les cartes internationales sont, depuis quelque temps, brouillées et Rio-de-Janeiro n'échappe pas à la règle. Pour ce Sommet de la Terre sans affrontements Est-Ouest, les divisions sont silencieuses, à la manière d'un pseudo-western entre « les bons, les méchants et les absents ». Depuis le début de la conférence,

le rôle du vilain est attribué aux Etats-Unis et à un président Bush en campagne qui refuse de signer la convention sur la biodiversité, s'oppose au calendrier de réduction des émissions de CO₂, et ne veut pas prendre d'engagement sur une augmentation de l'aide au développement.

Le « mauvais élève »

Les pays arabes producteurs de pétrole figurent aussi dans ce camp, et leur demande d'élimination du chapitre de l'Agenda 21 prévoyant la taxation des combustibles fossiles est considérée comme une exigence indéfendable, y compris par les pays producteurs latino-américains. Certains pays asiatiques, même s'ils disposent d'une représentation importante, comme le Japon, restent très prudents, alors que l'Argentine est qualifiée par ses pairs latino-américains de « mauvais élève » dans la recherche d'un succès pour cette conférence.

Les bons, ce sont les autres, tous ceux qui s'efforcent de faire avancer un Sommet que leurs efforts, à les entendre, sauveraient du naufrage : la CEE et les pays européens qui signent les deux conventions, du côté des pays développés ; ceux d'Afrique et d'Asie, pour les pays

en voie de développement. Mais ce palmarès doit être nuancé. « Certains pays de la CEE apparaissent très souvent en pointe, mais en avançant des propositions dont ils savent pertinemment qu'elles seront refusées par les Etats-Unis, ils ne prennent pas de grands risques », résume péremptoirement un diplomate latino-américain.

Et puis il y a, aussi et surtout, les grands absents. Les pays de l'Est, extrêmement discrets, et ceux de l'ancienne Union soviétique, pratiquement invisibles. Dans les bureaux de la délégation de la Russie, seuls une rose fanée, une bouteille de Coca-Cola et quelques papiers témoignent d'une présence. Les locaux de l'Ukraine sont déserts et ceux de la Moldavie, déjà oubliés sur la porte, ont été totalement vidés de leur mobilier. La toute proche délégation de la Thaïlande, à l'écart dans un espace pourtant important, « squattait » mardi le module du Kazakhstan pour un cocktail. « Ils ont totalement disparu », constate un ministre brésilien.

M. Darius Sziedelski, de la mission lituanienne, explique une telle « absence » par un « manque de ressources » et par le fait que ces pays ont, « en ce moment, des problèmes plus immédiats et plus difficiles à résoudre que l'issue de cette confé-

rence ». « De plus, ajoute-t-il, cette réunion est dominée par des gens qui donnent de l'argent, et par ceux qui doivent en recevoir. Nous ne sommes ni dans un groupe, ni dans l'autre, et il est difficile pour nous d'expliquer notre position. »

Un nouveau terme a fait son apparition pour qualifier les Etats de l'ex-bloc soviétique : les pays « de transition », c'est-à-dire ceux qui ne sont ni tout à fait du Nord ni tout à fait du Sud. « Nous n'attendons pas, en conséquence, d'être traités comme des pays pauvres », dit le vice-ministre polonais de l'environnement, M. Andrzej Walewski, mais nous ne sommes pas assez riches pour aider au développement des autres. Compte tenu du type de développement qui a prévalu dans nos pays pendant des dizaines d'années, les investissements dont nous avons besoin en matière d'environnement sont énormes. »

« Des mendiants mieux habillés »

« En fait, explique un diplomate français, dans une conférence axée sur le développement et les rapports Nord-Sud, ces pays sont exclus du mécanisme d'aide au tiers-monde. Ils n'attendent donc pas grand-chose de Rio, et privilégient les négociations bilatérales. » Pour l'heure, ces pays de transition ne

forment pas encore un groupe en tant que tel. Mais leur inquiétude est commune. « Si nous n'avons pas de soutien, dit un directeur du ministère des affaires étrangères hongrois, M. Istvan Nathon, nous risquons de basculer peu à peu du côté de ceux qui ont besoin d'une aide permanente. Et cela est encore plus vrai pour les pays de l'ancienne Union soviétique. Nous pouvons, à terme, être des mendiants simplement mieux habillés que les autres. »

Résumant les difficultés rencontrées par certains pays de l'Est, un fonctionnaire tchécoslovaque, M. Jan Kara, explique : « La moitié de ces pays sont nouveaux, n'ont aucun lien international, peu d'expérience et, en conséquence, ont du mal à faire entendre leur voix face aux grands négociateurs des pays en voie de développement du groupe des 77. Pourtant, nous appartenons à une des régions les plus dégradées du point de vue de l'environnement, en raison d'une politique qui poussait à la production à n'importe quel prix. » Une promenade dans le pavillon des délégations, concluait-il, n'est que le reflet du nouveau visage du monde. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le rapport annuel sur la propreté des plages

La qualité des eaux douces s'est améliorée



« Les eaux douces sont désormais aussi propres que les eaux du littoral. » Tel est le constat fait par M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement, et M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, en présentant mardi 9 juin le bilan annuel de la qualité des eaux de baignade en mer et en rivière.

Avant les congés estivaux 1992, il apparaît que l'installation récente de stations d'épuration et la réhabilitation des réseaux de collecte sur certains sites ont en effet permis d'améliorer la qualité des eaux douces, qui était encore un point noir en 1991. Le pourcentage des zones de baignade en rivière et en étang conformes aux prescriptions de la directive européenne du 8 décembre 1975 est passé de 84 % en 1990 à 87,5 % en 1991. A dix exceptions près (dans l'Aude, l'Indre, la Mayenne, le Nord et l'Ar-deche), les plages en bordure de rivière peuvent désormais rivaliser avec celles du littoral. Forts de ces résultats, M^{me} Ségolène Royal a encouragé les vacanciers, « et notamment les familles modestes », à « redécouvrir l'intérieur du pays ».

La qualité des eaux douces a légèrement augmenté (91,6 % des baignades conformes en 1991 con-

tre 91,2 % en 1990), mais, alors qu'il y avait trois « points noirs » en 1990, on en dénombrait six en 1991. Six « bonnets d'âne », comme les désigne M^{me} Royal, coiffent ainsi les communes de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), Saint-Vallery-sur-Somme, Aulx (Somme), Veules-les-Roses (Seine-Maritime), Royan (Charente-Maritime) et Belvédère (Corse-du-Sud), qui voient chacune au moins une de leurs plages interdites aux baigneurs. Les résidus gonflonnants et les matières flottantes survient en été des paramètres dits « physico-chimiques » polluant l'eau de mer, loin devant les détergents, déterminants, en revanche, dans la pollution des eaux douces.

Les vacanciers intéressés pourront consulter sur Minitel (3615 code IDEAL, rubrique info-plage) la propreté de l'eau de leur lieu de villégiature. Ils trouveront également au même titre « bibliothèque de l'environnement communal » et des informations sur les déchets et les nuisances sonores.

Pour aller plus loin dans le domaine de l'amélioration de l'environnement, M^{me} Royal et M. Kouchner ont signé un contrat national de collaboration entre leurs deux ministères, dans les quatre domaines suivants : « l'eau, l'air, le bruit, les déchets ». Un groupe de direction commun est créé, chargé de « la définition et l'évaluation des actions à mettre en œuvre », qui sera composé des représentants de cinq services directement concernés (la santé ; les ressources humaines, les moyens et la qualité de la vie ; la prévention des pollutions et des risques ; l'eau ; la recherche et les affaires économiques et internationales).

L. F.

BOURSES : APPEL A CANDIDATURE

« Peut-on réinventer le dimanche ? »

Chaque année, deux bourses de 140 KF seront attribuées à des chercheurs européens de moins de 35 ans dont les travaux portent sur des problèmes de société. Ouvertes à toutes les disciplines, elles pourront être attribuées à une personne ou à une équipe. L'Anvisie initie avec la Seita ces actions, elle définit et assure les conditions favorables au bon déroulement scientifique de ce projet.

Les projets de recherche retenus pour la session 1992 devront être relatifs à la question : « Peut-on réinventer le dimanche ? ». Le sujet de la recherche pourra être élargi aux problèmes des mutations des rythmes de la vie sociale et de réaménagement du temps social, en liaison avec la question du dimanche. Une perspective pluridisciplinaire et une dimension comparative internationale de la problématique seront appréciées.

action seita

en Sciences de l'Homme et de la Société

Le projet de recherche retenu pour la session 1992 devra être relatif à la question : « Peut-on réinventer le dimanche ? ». Le sujet de la recherche pourra être élargi aux problèmes des mutations des rythmes de la vie sociale et de réaménagement du temps social, en liaison avec la question du dimanche. Une perspective pluridisciplinaire et une dimension comparative internationale de la problématique seront appréciées.

Le Monde
DES LIVRES

Constituant un groupe de 63 milliards de francs

L'heure des titans

Un an après la reprise d'Eurocassier par Carrefour, six mois après le rachat du Printemps par Pinaut, la distribution française vit le même jour deux opérations capitales : le mariage de Casino et de Rallye, la mainmise totale des Galeries Lafayette sur les Nouvelles Galeries.

Ces deux opérations relèvent de la même logique, celle d'une course à la taille. Les augures prévoient qu'il n'y aura plus à l'horizon 2000 que cinq grands groupes dans le commerce. Les plus forts (Carrefour) se donnent les moyens de figurer parmi ceux-ci. Les faibles (Eurocassier) mettent genou à terre devant eux. Les moyens tentent de s'allier pour résister (Rallye et Casino). Certains font bande à part et misent sur l'étranger (Promodès).

La langue de la consommation et les perspectives du marché européen accentuent le phénomène. La crise fait naître des occasions d'autant plus alléchantes que la loi Royer freine les ouvertures nouvelles de grandes surfaces. Elle suscite aussi des vocations. Des acteurs nouveaux apparaissent :

M. Jean-Charles Naouri, patron d'Euris, prend 30 % du nouveau Casino et verra sa position confortée dans quatre ans par le jeu des votes doubles.

M. François Pinaut, président du groupe forestier-papeterie qui porte son nom, rajoute le Printemps à Conforama et devient, ainsi, une personnalité de la distribution. Faut-il voir une promesse de bonne santé dans l'intérêt que porte cette

«nouvelle race de managers» à la distribution ? L'un comme l'autre, les deux hommes sont réputés pour leur habileté. A l'inverse, le poids des familles tend à s'alléger, comme le prouve l'opération Casino et, à moindre titre, la reprise des Nouvelles Galeries.

Cela dit, il va falloir faire tourner les boutiques. Il y a quelques mois encore Casino et Rallye passaient pour être des groupes financièrement fragiles.

Conforama, frappé par la désaffection des Français pour la consommation de biens durables, marque le pas, alors qu'il était cité en exemple pour le dynamisme de sa gestion. La BHV (Nouvelles Galeries), qui souffre du ralentissement du marché de l'équipement de la maison et de son statut de grand magasin, ne voit pas de reprise avant septembre. Hier encore, Carrefour continuait de «faire le ménage» chez l'ex-Eurocassier et annonçait la cession de trois de ses magasins.

Dernière les annonces spectaculaires et la guerre pour figurer en tête du hiérarchie, le plus dur reste à faire, une fois éteints les feux de la rampe... même si les spectateurs ne peuvent s'empêcher de se demander quel sera le suivant. Comme les Romains aux jeux du cirque.

FRANÇOISE VAYSSE

Casino et Rallye s'unissent dans la distribution alimentaire

Casino et Rallye ont annoncé, mardi 9 juin, qu'ils allaient rapprocher leurs activités de distribution alimentaire et de restauration. Le nouvel ensemble ainsi constitué pèsera 63,4 milliards de francs de chiffre d'affaires et se hissera parmi les cinq premiers groupes de la distribution française (nos dernières éditions du 11 juin).

«Cent ans mois pour mois après sa création, Casino repart avec une philosophie différente. La page est tournée», M. Antoine Guichard, président de Casino, est resté sobre pour commenter le rapprochement de son groupe avec Rallye. L'opération, qui donnera naissance à un ensemble employant 57 000 personnes - et comprenant 101 hypermarchés, 480 supermarchés, 2 344 supérettes et 221 cafétérias - devrait être bouclée d'ici au 31 décembre prochain, une fois obtenu le feu vert des assemblées générales des deux groupes. Après le rachat des dernières années de Cedis et de La Ruche ménézière, elle permettra au groupe stéphanois de faire un pas de plus vers le gigantisme et de jouer dans la cour des Leclerc, Intermarché, Promodès et autres Carrefour : pour mémoire, il ne réalisait que 18 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991 (43,1 milliards actuellement).

Mais ce bond de 20 milliards (chiffre d'affaires des activités apportées par Rallye), qui s'opère sans bourse délier, se fait au prix de l'apport d'un nouvel actionnaire de poids dans le tour de table de Casino : Rallye détiendra environ 30 % des actions ordinaires et 25 % des droits de vote (doubles au bout de quatre ans).

En revanche, la part de la famille Guichard (ses 300 membres sont tous descendants du fondateur) sera diluée, passant de 26,6 % actuellement (et 39,8 % des droits de vote) à 18,8 % (et 29,9 % des droits de vote). Une révolution pour cette société en commandite par actions, dont le reste du capital sera ainsi composé : fonds commun de placement des salariés 1,9 %, les deux alliés européens Abid et Argyl respectivement 2,9 % et 2,8 %, autocollant 0,9 % et public 43,3 %.

Bien implanté dans l'est et le sud de la France, Casino peut, en s'alliant au groupe breton, élargir son champ d'action à l'ouest. Dans le Sud-Est, où sa part de marché sera de 21,5 %, Rallye, qui a accueilli, il y a un an, Euros et M. Jean-Charles Naouri (ancien directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy), s'adosse à un groupe de taille nationale, après des mois et des mois passés à assainir ses structures financières (cession de Burton et de Braker).

F.V.

Au profit des Galeries Lafayette

Devanlay se retire des Nouvelles Galeries

Les Galeries Lafayette vont porter de 72 % à 100 % leur participation dans le capital des Nouvelles Galeries (nos dernières éditions du 11 juin). L'opération se fera en deux temps : le groupe Devanlay, leader français de l'industrie de la maille, la BNP et la Société générale obtient leurs titres (1,1 million au total) au prix de 650 francs l'action ; les Galeries Lafayette lancent ensuite, avec l'appui du Crédit commercial de France (CCF), une offre publique d'achat au même prix sur le solde des actions détenues par le public (496 298 titres). Cette transaction devrait précéder une refonte des structures du groupe de distribution (riche aussi des enseignes BHV, Monoprix, Uniprix, Super M et Iano).

Impressionnante plus-value

La page est donc tournée pour Devanlay, qui se désengage totalement d'un groupe dont il était actionnaire depuis plus de quarante ans et dont il avait pris de facto le contrôle en 1971 pour l'abandonner l'an dernier, contraint et forcé, aux Galeries Lafayette (le Monde du 21 juin 1991). «Nous nous sommes retrouvés avec une participation minoritaire de 15,63 % dans les Nouvelles Galeries dont nous ne savions que faire», explique-t-on dans l'entourage de M. Léon Cligman, PDG de Devanlay.

Le désir des Galeries Lafayette de refondre les structures du groupe lui donne aujourd'hui l'occasion de se retirer totalement. Et permet au passage à sa filiale, la SAFAT, qui portait sa participation dans la société de distribution, de réaliser une impressionnante plus-value : la cession de l'an dernier - effectuée au prix de 863,50 francs l'action - lui avait

rapporté 680 millions de francs. La vente du solde lui permet d'empocher cette année 580 millions supplémentaires. «Au total, reconnaît-on chez Devanlay, notre désengagement génère une trésorerie nette de plus de 1 milliard de francs».

Une force de frappe considérable, qui vient s'ajouter aux 2 milliards de fonds propres de Devanlay et à une capacité d'emprunt d'un milliard de francs. «Nous choisissons sans précipitation une belle affaire», affirmait M. Cligman, lors de l'assemblée générale des actionnaires le 26 mai dernier. Une belle affaire ? Adidas, affirme la rumeur qui anticipe un rapprochement entre Lacoste (Devanlay fabrique sous licence les célèbres chemises) et la marque aux trois bandes. «C'est vrai, reconnaît-on chez Devanlay, nous avons eu des contacts avec M. Gilberte Beaux [qui représente les intérêts de M. Bernard Tapie dans le groupe de sport]. Mais nous n'avons pas eu jusqu'ici de proposition véritable. Nous ne pouvons nous engager plus avant qu'après avoir obtenu des réponses claires aux questions que nous nous posons. Les intentions réelles de M. Bernard Tapie ? La nature du droit de préemption octroyé au groupe briannais Pentland ? Le rapprochement de Lacoste et d'Adidas n'est encore qu'un beau rêve».

PIERRE-ANGEL GAY

Le différend avec M. Botton

M. Tapie demande l'annulation de la vente de La Vie Claire

M. Bernard Tapie a engagé mardi 9 juin une action pour faire annuler la vente de La Vie Claire à la société Logidunum Finance contrôlée par M. Pierre Botton, homme d'affaires lyonnais et gendre de M. Michel Noir, maire de Lyon. M. Botton a répliqué en faisant annoncer par son avocat qu'il avait fait opérer une saisie de 15 millions de francs sur Bernard Tapie Finance. Selon M. Tapie, «Pierre Botton n'a pas payé un centime des 110 millions de francs qu'il devait». M. Botton affirme de son côté que les comptes de La Vie Claire (qu'il avait rachetés en début d'année) font ressortir pour 1991 un déficit consolidé supérieur à 35 millions de francs.

En toile de fond de ce nouveau conflit, la valeur réelle de La Vie Claire et surtout la solvabilité de l'empire Botton, dont les premières figures avaient été évincées par le Monde (édition du 30 mai) à l'occasion du dépôt de bilan d'une société du groupe, Boisson SA.

En prévision de la négociation sur l'assurance-chômage

M^{me} Aubry double le coût des licenciements de salariés âgés de plus de 55 ans

Dans le cadre du projet de loi sur le RMI (revenu minimum d'insertion), examiné le mardi 9 juin par l'Assemblée nationale (lire page 28), M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a présenté un amendement qui vise à rendre plus coûteux pour les entreprises le licenciement de salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans. Avec effet rétroactif au 10 juin, la contribution versée à l'UNEDIC, due au titre de «l'amendement Delalande», passe de l'équivalent de trois mois à six mois de salaires.

Un deuxième article du même texte permet de «délégatuer» la mesure, au motif qu'elle ne serait pas une sanction, et autorise le gouvernement à procéder aux modifications éventuelles, à partir du 1^{er} août, par la voie réglementaire des décrets et des circulaires. De la sorte, et sans attendre l'ouverture de la session parlementaire, il pourra tenir compte des résultats de la négociation sur le régime de

l'assurance-chômage, qui s'ouvre le 15 juin.

Cette disposition a un caractère conservatoire», a souligné M^{me} Aubry. Ce renchérissement immédiat a en effet pour objectif de limiter tout «comportement d'anticipation», certains employeurs pouvant être tentés, en «multipliant les licenciements de précaution», de prendre les devants à un moment où les partenaires sociaux, à la recherche d'un équilibre financier, s'apprêtent à augmenter le taux de «l'amendement Delalande». Mise en évidence par la polémique qui a récemment opposé le ministre du travail à M. Jacques Calvet, président de Peugeot-Citroën, la pratique des licenciements de salariés âgés de plus de 55 ans n'a cessé de se répandre ces dernières années. Ils représentent les deux tiers des départs en préretraite et 28 % des dépenses du régime d'assurance-chômage, dont le déficit cumulé atteindra les 20 milliards à la fin

de l'année. En 1991, ils avaient augmenté de 18,5 % par rapport à 1990. Pour les trois premiers mois de 1992, ils ont encore augmenté de 18 % et M^{me} Aubry a affirmé que ses services observent une accélération «dépasse les prévisions UNEDIC a été annoncées».

Dans un communiqué, le CNPF «déplore» toutefois l'initiative du ministre du travail, alors que le sujet devait être abordé par les partenaires sociaux. Il estime en outre «indispensable que soit mis fin aux critiques injustes et infondées» à l'encontre des entreprises et rappelle que «l'augmentation du chômage est une conséquence directe de deux années de ralentissement économique sévère». A l'Assemblée, M^{me} Aubry avait assuré avoir agi «à la demande des organisations syndicales et en concertation avec l'ensemble des organisations patronales».

A. Le.

La réforme de la politique agricole commune

L'agitation persiste dans le monde paysan

Le monde agricole est toujours agité par des accès de fureur. Mercredi matin 10 juin, des maraîchers de Loire-Atlantique ont répandu dans les rues de Nantes et devant des bâtiments officiels plusieurs centaines de tonnes de légumes. Ils dénonçaient l'effondrement des cours.

Dans la nuit de mardi à mercredi, un engin de faible puissance a explosé devant la préfecture de Nîmes. Cet incident a eu lieu au terme d'une jour-

née d'action, plusieurs agriculteurs du Gard ayant bloqué des camions au péage autoroutier de Remoulins. Ils reprochent aux pouvoirs publics d'exercer des contrôles insuffisants sur les marchandises importées, notamment les vins.

Mais c'est à Toulouse et à Versailles qu'ont eu lieu les rassemblements les plus importants sans qu'ils aient été toutefois marqués par des incidents notables.

Des milliers de manifestants exaspérés à Versailles

La cinquantaine de tracteurs massés aux portes du château de Versailles, le mardi 9 juin, ne semblaient pas perturber outre mesure les touristes, à l'instar de cette famille japonaise prenant la pose devant les spécimens bovins dignes d'un comice agricole, transportés pour l'occasion jusque devant l'ancienne résidence royale.

Mais c'est moins à une fête villageoise qu'à un rassemblement d'agriculteurs «au bord de l'exaspération», selon les termes d'un responsable syndical, que l'on a pu assister. Venu manifester leur hostilité à l'égard de la politique agricole commune, quelques milliers d'agriculteurs (3 000 selon la police, 10 000 selon les organisateurs) ont applaudi chaudement M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA (Fédération nationale

des syndicats d'exploitants agricoles) lorsqu'il a déclaré : «Cette réforme n'est pas la nôtre, nous n'avons jamais accepté ce type d'orientation qui dévalorise notre métier». Dans les rangs de ces agriculteurs venus de la Marne, de l'Eure-et-Loir ou du Pas-de-Calais, les mêmes propos revenaient souvent : «On passe pour des assistés, mais pourquoi des aides ?» et «La généralisation de la jachère est un non-sens ! Produire est avant tout le rôle du paysan».

Quelques échouffourées devant la préfecture des Yvelines mises à part (porteurs d'indicateurs renversés et les grandes laccrymations), le défilé se déroula dans le calme, ponctué par des pétarades et des pneus enflammés aux carrefours du centre-ville, spectacle rarement offert aux Versailles.

La réorganisation de la filière de l'atome

Pechiney vend pour 2,3 milliards de francs ses activités nucléaires

Sous la pression «amicale» des pouvoirs publics, Pechiney va céder ses intérêts dans le nucléaire. Cette réorganisation ultime de la filière de l'atome permet à la Cogema, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, et à Framatome de consolider leur portefeuille d'activités. Pechiney affectera les 2,3 milliards de francs ainsi récupérés à la réduction de ses dettes.

L'arrangement s'est conclu à l'amiable. M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, représentant la table, M. Jean Gendès, président de Pechiney, et les patrons respectifs de Framatome et Cogema MM. Jean-Claude Lévy et Jean Syrota, ont redoublé de civilités mardi 9 juin pour présenter à la presse une ultime et inattendue remise en ordre des participations de l'Etat dans le nucléaire. Pechiney, qui, par les hasards de l'histoire, partageait avec la Cogema et Framatome, deux piliers de l'industrie de l'atome, des intérêts dans une kyrielle de sociétés de traitement de l'uranium, s'en désengage au profit de ces deux associés.

La Cogema récupère ainsi les activités de Pechiney, situées en amont du cycle du combustible nucléaire. Le paquet comprend des participations minoritaires dans trois sociétés d'uranium (Anok au Canada, Comaf au Gabon et Somair au Niger), 50 % de Transnucéaire (tronc commun des matières radioactives) et 51 % de la Comurhex (533,2 millions de francs de chiffre d'affaires

en 1991 et 680 salariés), un spécialiste de la fabrication de l'uranium. A l'issue de l'opération, la Cogema aura le contrôle total de ces deux dernières sociétés.

Framatome obtient, de son côté, les activités de fabrication et d'assemblage du combustible : 50 % de la Franco-Belge de fabrication de combustible (FBFC), une société qui pèse 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et emploie 1 500 salariés, 50 % de la Cera, 15 % de BWBC et 51 % de Zircorbe. Ces cessions doivent prendre effet le 1^{er} juillet. Un traitement spécial a été réservé à la Cogema, premier producteur mondial d'éponge de zirconium, dont Pechiney conservera 50 % du capital jusqu'en décembre 1994.

Au total, Pechiney devrait récupérer un peu plus de 2 milliards de francs. Selon son président, cette somme sera intégralement consacrée au désendettement du groupe, dont les engagements à la fin de l'année 1991 atteignent les 20 milliards de francs. La Cogema et Framatome fournissent un effort financier à peu près comparable : 1,2 milliard de francs pour la première, 800 millions pour la seconde.

L'unique inconnue de la filière nucléaire demeure ainsi : le nombre d'opérateurs industriels se trouve réduit. Pour y parvenir, l'Etat aura dû faire preuve de beaucoup de patience. Les dirigeants de Pechiney s'étaient jusqu'à présent opposés à toute cession de participations, certes envisagées pour leur poids mais à la rentabilité douteuse (130 à 140 millions de francs de résultat net).

CAROLINE MONNOT

Toulouse paralysée

TOULOUSE

de notre correspondant

A quelques jours d'une nouvelle rencontre entre M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, et les représentants paysans de la région, les agriculteurs du Gers et de la Haute-Garonne ont organisé mardi 9 juin un impressionnant blocus routier pour exprimer leur opposition à la nouvelle politique agricole commune. Dans l'opération toulousaine, à l'appel du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), les points stratégiques d'accès à la ville ont été investis dès le matin, rendant quasiment impossible la circulation. Du jamais vu à Toulouse, selon les témoignages des observateurs.

Ce blocus avait été préparé par le CDJA avec le renfort remarqué de la Coordination rurale (mouvement né dans le Gers) mais aussi du MODEP, syndicat minoritaire dans le monde agricole mais encore actif dans le Sud-Ouest. L'ordre de dispersion fut donné en fin d'après-midi, lorsque les organisateurs eurent obtenu l'engagement écrit des députés de la Haute-Garonne - sept socialistes et le centriste Dominique Baudis, maire de Toulouse - de participer à une table ronde à l'hôtel de la ville, vendredi 12 juin, afin de prendre connaissance des propositions de l'interprofession agricole.

Les barrières routières mis en place dans le Gers n'ont finalement été levées que vers 22 heures.

D. H.

□ Pêche : accord des Douze sur des normes communes pour les conserves de thon. - Les ministres européens de la pêche se sont mis d'accord mardi 9 juin à Luxembourg pour fixer des normes de commercialisation des conserves de thon. Cette décision devrait «favoriser une meilleure adaptation des conserves françaises dans un marché international perturbé», s'est félicité M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer. Les producteurs communautaires devaient désormais être mieux protégés : ils s'estiment lésés par les importations en provenance de pays asiatiques. Les conserves de thon en provenance de ces pays sont en fait de la bonite, un poisson dont les prix sont beaucoup plus compétitifs. Les Douze ont fixé des critères d'identification pour définir avec précision ce qu'il est convenu d'appeler une conserve de thon. - (AFP)

□ Gère des dockers britanniques contre le projet de privatisation des ports. - Les dockers britanniques ont décidé mardi 9 juin une grève nationale pour une durée indéterminée à compter de mercredi 10 juin, pour protester contre le projet de privatisation des ports actuellement en discussion devant le Parlement. Les syndicats des dockers, qui ont un monopole d'embarquement, craignent que la privatisation n'entraîne un chômage massif. Les responsables du port de Santos évaluent les pertes entrainées par la grève à 3,1 millions de dollars par jour. - (AFP)

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Grâce à son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des grandes tables en France, comme LA PYRAMIDE à Vienne.

volic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

ECONOMIE

ÉTRANGER

Un projet de révision constitutionnelle

Le Congrès américain envisage de rendre obligatoire l'équilibre budgétaire fédéral

La Chambre des représentants doit examiner le 11 juin une proposition de loi visant à intégrer dans la Constitution américaine un amendement imposant le principe de l'équilibre budgétaire fédéral. Le Sénat examinera de son côté un texte au contenu voisin. Cette importante disposition, qui constitue une nouveauté dans la gestion des finances publiques, fait toutefois l'objet de vives controverses sur fond de campagne électorale.

NEW-YORK

de notre correspondant

Les temps ont bien changé. Nagnère méconnue du grand public, sous-estimée par l'administration et par certains économistes qui, tel M. Milton Friedman, n'hésitaient pas à voir dans le déficit budgétaire de l'Etat « le meilleur compliment fait à l'Amérique » par des investisseurs étrangers qui avaient revalorisé leurs actifs d'autant, la lancinante question du « trou » des finances publiques (proche de 400 milliards de dollars cette année) et de la dette publique (voisine de 4 000 milliards) figure désormais au troisième rang parmi les préoccupations des Américains (après les problèmes de l'éducation et ceux de la santé). Récession aidant, ceux-ci ont senti sur leur propre budget et sur celui de leur ville ou de leur Etat les répercussions de ces déséquilibres sans cesse aggravés.

Face au reproche d'« irresponsabilité » que le « non-candidat » Ross Perot s'est empressé d'adresser à Washington — un thème très populaire en cette période de campagne électorale où l'establishment est régulièrement pris à partie, — le Congrès et la Maison Blanche s'efforcent de trouver une idée neuve pour traiter un problème désormais ancien. Ainsi, le 4 juin, à l'occasion d'une conférence de presse, le président Bush a-t-il apporté son

soutien aux parlementaires républicains mais aussi démocrates qui entendent faire voter dans les prochains jours un amendement constitutionnel qui rendrait obligatoire l'équilibre du budget de l'Etat.

Deux textes législatifs rédigés en ce sens ont été soumis au Congrès. Le premier, élaboré par M. Charles Stenholm, le représentant démocrate du Texas, est soumis au vote de la Chambre des représentants le 11 juin. Il prévoit qu'au terme d'un amendement constitutionnel le Congrès et l'administration devront arrêter, au début de chaque procédure budgétaire annuelle, le montant des recettes susceptibles de financer les dépenses, seule une loi spécifique, votée à une majorité des trois cinquièmes, pouvant autoriser un éventuel déficit budgétaire dont le montant devrait faire également l'objet d'un vote.

Le second texte, dont l'initiative revient à M. Paul Simon, le sénateur démocrate de l'Illinois, et sur lequel le Sénat devra bientôt se prononcer, préconise lui aussi un amendement à la Constitution; il prévoit qu'en présentant chaque année le projet de budget de la nation, le président des Etats-Unis devra soumettre un budget en équilibre, le rôle du Congrès étant alors de limiter les autorisations de dépenses en fonction du niveau des recettes.

« Le combat le plus important »

Cette obligation d'équilibre pourrait toutefois être levée à la majorité des trois cinquièmes des membres de la Chambre et ne s'appliquerait pas en période de guerre ou de menace sur la sécurité nationale.

Dans leur forme, ces deux textes sont assez voisins et qui ont recueilli l'aval de l'administration ne soulèvent pas de problèmes particuliers en termes de rédaction. Mais c'est sur le fond de l'affaire que la bataille fait rage. Pour M. David Keating, directeur de l'Association nationale des contribuables, favora-

ble à l'amendement, il s'agit du « combat le plus important » que les contribuables américains auront mené depuis la naissance de cet organisme en 1775. De leur côté, les opposants à l'un et à l'autre projet (qui doivent recueillir un vote des deux assemblées à la majorité des deux tiers avant d'être ratifiés par un minimum de trente-huit Etats sur les cinquante que compte l'Union) leur reprochent surtout leurs difficultés d'application et le fait qu'ils bloquent par avance toute faculté d'adaptation à une situation nouvelle.

En cas de ralentissement économique ou de franche récession, ces textes ne permettraient pas d'utiliser l'arme budgétaire pour une éventuelle relance, assurent-ils. L'argument a été repris par quatre cents économistes, y compris sept Prix Nobel, qui ont signé début juin une pétition contre cet amendement constitutionnel en estimant que le remède serait pire que le mal. Si ce texte était voté, expliquent-ils, l'Etat américain se lirait

les mains en matière de fiscalité, et il lui serait totalement impossible de coordonner sa politique fiscale avec celle des autres pays. De plus, en cas de difficultés économiques, l'obligation constitutionnelle de réduire les dépenses publiques ou d'augmenter les impôts pour respecter l'équilibre ne ferait qu'aggraver la situation au lieu de l'améliorer, ajoutent-ils.

Les attaques contre « l'amendement-gadget »

Jamais en reste, les multiples lobbies qui ont pignon sur rue à Washington se sont mis de la partie. Relayés par plusieurs syndicats de fonctionnaires, la puissante centrale syndicale AFL-CIO a multiplié les attaques contre « l'amendement-gadget » qui, selon elle, coûterait 135 000 emplois et 22 milliards de dollars lors de sa première année d'application dans le seul Etat de l'Ohio. De son côté, l'organisation Familles USA, chargée de promouvoir la politique de

la santé, a lancé une mise en garde à l'adresse des auteurs des deux projets en estimant qu'un million de personnes âgées, sur les quatre-vingt-deux millions que comptent les Etats-Unis, tomberaient aussitôt au-dessous du seuil de pauvreté en raison de l'importante réduction des prestations sociales destinées au troisième âge qui résulterait d'un vote éventuel de ces projets.

Indifférent aux critiques, M. Stenholm se faisait fort, à deux jours du vote, de recueillir au moins les 290 voix (la majorité des deux tiers de la Chambre) nécessaires à l'adoption de son texte. Il compte pour cela sur l'obligation, pour ses collègues, de « faire quelque chose » pour remédier à cette impressionnante dérive qui a fait passer le déficit budgétaire fédéral de 79 milliards de dollars en 1981 à un montant cinq fois supérieur cette année. En dépit des contraintes de la loi Gramm-Rudman-Hollings de 1985 modifiées par l'accord budgétaire d'octobre 1990 (obligeant au retour à l'équili-

bre sur cinq ans) qui, il est vrai, n'ont pas été respectées.

Il reste que, cette fois encore, l'idée d'un équilibre budgétaire obligatoire (contre lequel les témoins démocrates de la Chambre et du Sénat, mais aussi les responsables de la Chambre de commerce américaine font campagne), si elle est votée dans les prochains jours, ne s'appliquera que « plus tard ». Au mieux au terme d'un délai de cinq ans, c'est-à-dire à partir de 1997, selon les indications fournies par le président américain au cours de sa conférence de presse. De quoi justifier la remarque de son rival à la Maison Blanche, M. Bill Clinton, selon laquelle M. Bush, candidat à sa propre réflexion, ne sera nullement contraint de respecter demain, au cours d'une éventuelle seconde mandat, la discipline budgétaire qu'il réclame aujourd'hui avec force au Congrès.

SERGE MARTI

PUBLICATION JUDICIAIRE

DETENTION ILLICITE ET DEBIT DE PRODUITS CONTREFAITS

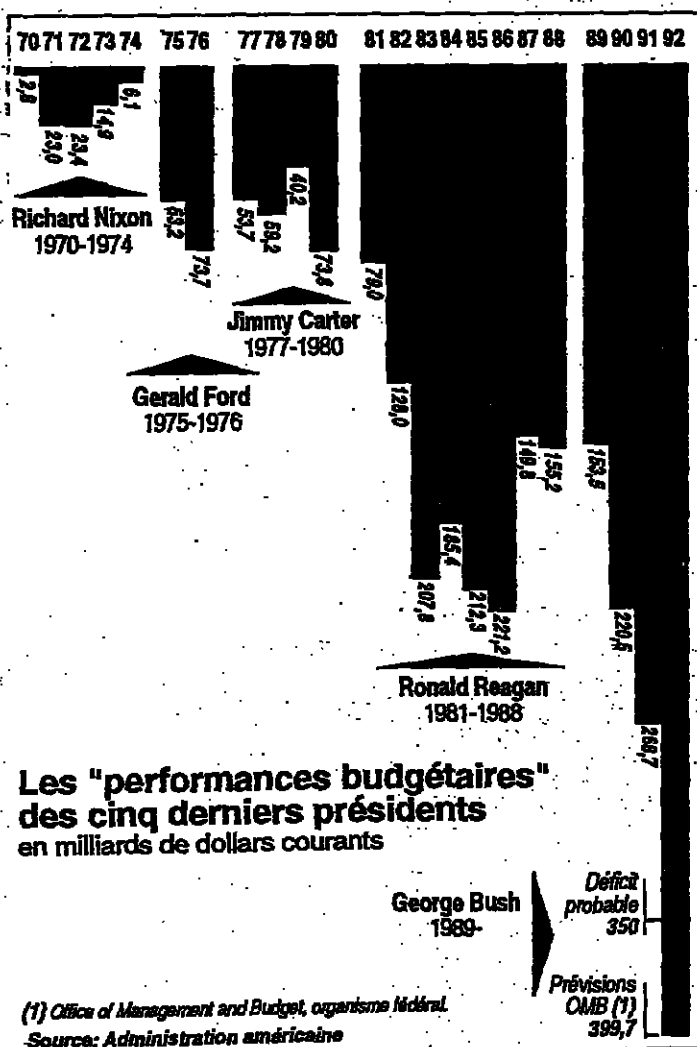
Par arrêt définitif du 6 septembre 1990, la Cour d'Appel de Versailles a confirmé le jugement du Tribunal de Grande Instance de Nanterre en ce qu'il a :

- déclaré les époux **CICERON** coupables d'actes de contrefaçon au préjudice de la société **LOUIS VUITTON**,
- condamné les époux **CICERON** à payer des dommages-intérêts,

et a ordonné

- la publication du dispositif du présent arrêt dans trois journaux, aux frais des époux **CICERON**.

Pour extraits



Les "performances budgétaires" des cinq derniers présidents en milliards de dollars courants

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Ventes en gros : 1,4 % en avril. — Les ventes des grossistes américains ont reculé de 1,4 % au mois d'avril pour atteindre 144,8 milliards de dollars (796 milliards de francs) après avoir augmenté de 0,3 % en mars. D'après le département du commerce, les ventes en gros de biens durables ont diminué de 2,8 % à 70,9 milliards de dollars (390 milliards de francs) contre une hausse de 1,6 % en mars. Quant aux ventes de biens non durables, elles ont baissé de 0,3 % en avril à 73,8 milliards de dollars (406 milliards de francs) après avoir déjà reculé de 0,3 % en mars.

"Miles!"
Avec Flying Dutchman KLM!"

"Smile!"
Pour un monde de différence!"

FLYING DUTCHMAN
WORLD OF DIFFERENCE

000 0000 05/92

Un monde d'avantages. Surcoûts ou billets gratuits? Vacances à Bali ou traversée de l'Europe en Orient-Express?... Le programme "Flying Dutchman" de KLM vous remercie de votre fidélité par un choix d'avantages prestigieux dont vous disposez comme vous l'entendez!

Un monde de services. En plus des points cadeaux, KLM vous offre tout un monde de services. Réductions spéciales, priorité sur listes d'attente, accès aux salons d'Affaires...

Avec le programme "Flying Dutchman" de KLM, voyage après voyage, vous comparez l'incomparable : tout un monde de différence!

FLYING DUTCHMAN KLM

Pour connaître tous les avantages du "Flying Dutchman", recevez notre demande de documentation gratuite à :

KLM, Département Marketing 36 av de l'Opéra 75002 PARIS.

N° Vert (appel gratuit) : 05 90 61 65 ou 36 15 KLM.

Nom.....

Prenom.....

Adresse.....

Ville.....

Code postal.....

PAY

La Ligne de Confiance: **KLM**

Royal Dutch Airlines

(Publicité)

AVIS D'ENQUÊTES

PROJET D'AUTOROUTE A 51 GRENOBLE-SISTERON
Section GRENOBLE-LE COL DU FAU

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique conjointe à une enquête de modification de plans d'occupation des sols relative au projet d'autoroute A 51 GRENOBLE-SISTERON. Section GRENOBLE-COL DU FAU.

Le préfet du département de l'Isère informe le public qu'il sera procédé du 9 juin 1992 au 9 juillet 1992 inclus à une enquête portant à la fois sur l'utilité publique du projet d'autoroute A 51 GRENOBLE-SISTERON, section GRENOBLE-COL DU FAU et sur la modification du plan d'occupation des sols de certaines communes en résultant.

Les communes concernées par l'enquête d'utilité publique sont toutes situées dans le département de l'Isère : CLAIK, canton de VIF : VARGES-ALLIÈRES-ET-RISSET, canton de VIF : VIF, chef lieu de canton : SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT : AVIGNONNET, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT : SINARD, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT : SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER, canton de MONESTIER-DE-CLERMONT : MONESTIER-DE-CLERMONT, chef-lieu de canton.

Les communes aussi concernées par les modifications de plan d'occupation des sols sont : CLAIK, VIF, SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE, SINARD, MONESTIER-DE-CLERMONT, SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER.

La commission d'enquête dont les membres ont été désignés par le président du tribunal administratif de GRENOBLE est composée comme suit :

- M. Jacques CONTARDO, ingénieur-conseil en traitement des eaux,
- M. Jean-Marie BARNIER, architecte,
- M. Francis CHASSIN, ingénieur en chef du génie rural honoraire,
- M. Jean COGNET, architecte urbaniste,
- M. René GRANGE, ingénieur des travaux publics d'Etat honoraire,
- M. Gilbert OLIVARI, ingénieur civil des ponts et chaussées, docteur ingénieur en mécanique des sols, maître de conférence à l'école centrale de LYON, expert près la cour d'appel de LYON,
- M. Bruno TALOUR, docteur en géologie.

Suppléants : M. Gilbert ANTONIN, chef de service administratif EDF, M. Raymond STASIA, ingénieur divisionnaire des travaux publics d'Etat honoraire.

La commission d'enquête sera présidée par M. Jacques CONTARDO.

Le siège de la commission d'enquête est fixé à la préfecture de l'Isère, où toutes observations pourront être adressées par écrit.

Les pièces du dossier d'enquête publique et les dossiers de modification des plans d'occupation des sols ainsi que les registres d'enquête seront déposés auprès des mairies concernées, ainsi qu'en préfecture de l'Isère, du 9 juin 1992 au 9 juillet 1992, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête (préfecture de l'Isère, 3^e direction, 2^e bureau, 38021 GRENOBLE CEDEX).

Les jours et heures d'ouvertures des mairies sont les suivants :

Mairie de CLAIK : Lundi après midi de 13 h 30 à 17 h 30 ; du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ; le samedi matin de 8 h à 12 h.

Mairie de VARGES-ALLIÈRES-ET-RISSET : Lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h (sauf vendredi, fermé à 17 h) ; samedi matin de 8 h 30 à 12 h.

Mairie de VIF : Lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h (vendredi, fermé à 16 h 30) ; samedi matin de 9 h à 12 h.

Mairie de SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE : Lundi au vendredi de 16 h à 19 h (sauf le jeudi) ; samedi de 9 h à 11 h.

Mairie d'AVIGNONNET : Mardi et vendredi après-midi de 14 h à 17 h.

Mairie de SINARD : Lundi au vendredi de 8 h à 11 h 30.

Mairie de SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER : Lundi et vendredi après-midi de 14 h à 17 h.

Mairie de MONESTIER-DE-CLERMONT : Mardi au samedi de 9 h à 12 h ; jeudi de 14 h à 17 h.

Pour la préfecture, s'adresser au bureau urbanisme et environnement du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Un des membres, au moins, de la commission d'enquête, recevra les intéressés qui le désirent aux lieux et jours suivants :

En préfecture : le vendredi 12 JUIN de 9 h à 12 h, le jeudi 9 JUILLET de 14 h à 16 h, le samedi 20 JUIN de 9 h à 12 h.

En mairie de VIF : le lundi 15 JUIN de 15 h à 18 h, le mercredi 1^{er} JUILLET de 16 h à 19 h, le samedi 27 JUIN de 9 h à 12 h.

En mairie de MONESTIER-DE-CLERMONT : le mercredi 17 JUIN de 16 h à 19 h, le vendredi 3 JUILLET de 15 h à 18 h, le samedi 4 JUILLET de 9 h à 12 h.

En mairie de CLAIK : le lundi 22 JUIN de 14 h à 17 h.

En mairie de SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE : le vendredi 26 JUIN de 16 h à 19 h.

En mairie de SINARD : le vendredi 26 JUIN de 9 h à 11 h 30.

En mairie de SAINT-PAUL-LÈS-MONESTIER : le lundi 29 JUIN de 14 h à 17 h.

En mairie de VARGES : le jeudi 18 JUIN de 15 h à 18 h.

En mairie d'AVIGNONNET : le vendredi 19 JUIN de 14 h à 17 h.

Il est rappelé que toute personne physique ou morale concernée pourra demander, le moment venu, communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête à la préfecture de l'Isère ainsi qu'auprès des mairies précitées.

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

Les suites de la faillite de La Cinq

Matignon préconise l'ouverture d'une « enquête préliminaire » sur Hachette

Par une note confidentielle datée du 5 juin, le Service juridique et technique de l'information (STI), qui dépend de Matignon, préconise l'ouverture d'une « enquête préliminaire » sur le groupe Hachette. Cette note suggère aussi que M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, soutienne « les producteurs dans leur demande ».

Cette « fuite » intervient alors qu'une réunion a eu lieu mardi 9 juin, entre les avocats du groupe Hachette et ceux des producteurs, sous l'égide de M. Michel Rouger, président du tribunal de commerce. Considérant comme « totalement inacceptable » les propositions d'indemnisation d'Hachette qui « ne s'élèvent guère souvent qu'au quart ou au tiers du total des créances des producteurs sur La Cinq », les producteurs ont engagé plusieurs démarches, dans le but d'amener la justice à ouvrir une enquête sur Hachette.

Le cabinet de M. Pierre Bérégovoy a immédiatement tenu à souligner que cette note « n'engageait en aucune manière le premier ministre qui n'a pas eu à prendre position sur le différend entre les producteurs audiovisuels et le groupe Hachette. Du côté d'Hachette, un porte-parole du groupe s'est déclaré « indigné par cette fuite organisée » d'un document confidentiel, dont la teneur semble destinée à peser de manière indue sur des négociations en cours. Pour

Hachette, « de nombreux accords ont déjà été passés avec les producteurs et d'autres sont sur le point de l'être ». En tout état de cause, le groupe dirigé par M. Jean-Luc Lagardère n'entend pas céder à la pression ni aggraver davantage le déficit provoqué par la faillite de La Cinq.

Mort de la journaliste Eva Fournier

Notre consœur Eva Fournier est décédée, mardi 2 juin, des suites d'une longue maladie.

Eva Fournier, qui était âgée de soixante-trois ans, a été toute sa vie une journaliste passionnée par les affaires du monde, qu'elle a eu l'occasion de suivre d'un peu partout, y compris pour notre journal qu'elle a représenté pendant plusieurs années à Téhéran et en Scandinavie au milieu des années 50. Elle avait fait ses débuts au Caire, pendant la guerre, comme secrétaire de rédaction du *Journal d'Egypte* et correspondant de la *Marseillaise* alors publiée à Londres. Par la suite elle avait travaillé, comme envoyée spéciale, grand reporter et correspondante, pour *France-Soleil*, à Bruxelles, à Varsovie, à Madrid, à Londres, aux Etats-Unis et au Proche-Orient. Mariée à notre regretté consœur de l'AFP, Gaston Fournier, elle était la vie et la curiosité mêmes, et avait l'amour de son métier dans le sang. Ceux qui ont eu l'occasion de travailler avec elle ne sont pas prêts de l'oublier.

Grâce à une aide « temporaire »

Le gouvernement britannique indemnise parcimonieusement les retraités du groupe Maxwell

LONDRES

de notre correspondant

Les porte-parole des quelque deux mille protestataires aux cheveux blancs spotés par le groupe Maxwell, qui, la veille, avaient fait un « sit-in » pacifique de la Chambre des communes, ne cachent pas mardi 9 juin leur déception. Répartis entre les six mille retraités dont la situation est la plus critique, l'aide provisoire de 2,5 millions de livres (25 millions de francs) annoncée par le gouvernement en leur faveur (le *Monde* du 6 juin), accordée à chacun une somme de 416 livres (4 000 francs environ). Ce chiffre est bien sûr théorique, mais c'est celui retenu par l'association regroupant les trente mille victimes de la cavalerie budgétaire de feu Robert Maxwell, ainsi que par le Parti travailliste, qui a qualifié ce montant d'« insultant ».

Cette aide « temporaire et d'urgence » est destinée à refinancer, au cours des six prochains mois, les caisses de retraite en état de cessation de paiement. Par la suite, le gouvernement compte obtenir le déblocage de quelque 100 millions de livres grâce à une décision de justice, et convaincre les banques et les institutions financières qui détiennent environ 200 millions de livres de garanties pour les prêts consentis aux sociétés Maxwell de rétrocéder ces

sommes. M. Peter Lilley, ministre chargé de la sécurité sociale, a souligné que les banques « examinent leur conscience », le gouvernement ne disposant d'aucun moyen pour les forcer à venir au secours des retraités. A toutes fins utiles, un fonds spécial est créé, destiné à recevoir les contributions volontaires des banques et des sociétés privées qui ont fait des affaires avec l'ancien magnat de la presse. Parallèlement, le gouvernement entend multiplier les initiatives pour récupérer le maximum de fonds, tâche complexe si l'on se rappelle qu'une partie de ceux-ci ont été récupérés par des sociétés ayant leur siège au Liechtenstein.

S'agissant enfin des mesures destinées à éviter la répétition de la fraude à grande échelle organisée par Robert Maxwell, rien de concret n'est prévu : une commission d'enquête spéciale doit examiner une réforme de la législation applicable aux caisses de retraite, afin d'empêcher que les fonds qu'elles gèrent puissent être « siphonnés » à l'occasion d'un changement de propriétaire. Robert Maxwell rachetait des entreprises dans le seul but de faire main basse sur le capital des retraites. La commission a cependant un an pour remettre ses conclusions.

LAURENT ZECCHINI

La création d'une chaîne d'informations en continu

Le projet Euronews cherche à obtenir des participations britannique et allemande

LYON

de notre bureau régional

Comment imaginer une chaîne de télévision européenne sans participations britannique et allemande ?

Cette question reste posée après l'élection, mardi 9 juin, à Lyon, de M. Massimo Fichera (Italie), au poste de président du conseil d'administration de la société Euronews Editorial, chargée du projet Euronews.

Créée sur le « modèle » américain de CNN, par une douzaine de chaînes de service public, membres de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) (1), la nouvelle antenne doit commencer d'émettre, à partir du mois de janvier 1993, à l'attention de vingt-cinq millions de foyers européens.

M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2-FR 3, a indiqué qu'il souhaitait qu'Euronews soit diffusée sur le réseau de La Cinq entre 0 heures et 19 heures.

L'absence des chaînes d'outre-Rhin semble être due au défaut

d'un consensus entre les seize premiers ministres des Länder, a expliqué M. Albert Scharf, président de l'UER, et non à l'échec de la candidature de Munich comme ville d'accueil du siège de la chaîne.

En outre, la non-participation britannique et allemande dans l'opération n'interdit aucune possibilité pour le choix du directeur de la rédaction. Aucune politique de quotas nationaux ne sera appliquée dans l'embauche des collaborateurs ou dans la sélection des images.

Dans ses trois premières années d'existence, la chaîne devra démontrer sa rigueur professionnelle et sa viabilité économique.

GÉRARD BUÉTAS

(1) Le capital est réparti entre A2-FR3 (16 000 titres), la RAI (13 000), la télévision espagnole RTVE (12 000), Télé-Montecarlo (7 000), la radio-télévision belge RTBF (6 700), la télévision grecque ERT (5 600), la télévision égyptienne ERTU (5 300), la télévision finlandaise YLE (5 000), la télévision portugaise RTP (5 000) et la télévision olympique CVCB (1 000). Le montant du capital souscrit atteint 1,9 million d'euros.

AUTOMOBILE

Ford Escort Cosworth : réservée aux sportifs

Ford s'appare à diffuser une nouvelle version de son Escort. Il s'agit pour la marque, de mettre avec ce modèle à la disposition des sportifs une mécanique digne des rallyes pour une somme qui ne dépasse pas le tarif aujourd'hui « normal » d'une berline dite « haut de gamme » : 235 300 F sans son prix pour la version en quelque sorte civilisée et 213 000 F pour la version motor-sport, un modèle dépourvu, sans toit ouvrant, sans lave-pharos et sans les équipements désormais indispensables tels que radio, lave-glace électrique etc., que l'on trouvera bien sûr sur la plus coûteuse des deux.

Cet engin, à transmission permanente sur les quatre roues utilise le moteur Cosworth de la Sierra 4 x 4 de même philosophie, qui continue de son côté sa carrière. Avec ses 1993 cm³ et ses 16 soupapes, le groupe, qui se voit doté d'un gros turbo chez Garrett refroidi par eau et monté avec un échangeur de chaleur air-air entraîne les 1300 kilos de la machine bien au dessus des 230 km/h, pour peu que la piste le permette ; 220 chevaux sont à l'appel et bien là, mais il faut néanmoins aller les chercher haut dans les tours. Cela peut laisser imaginer qu'en ville et sur routes ouvertes l'utilisation de cette

voiture essentiellement sportive est envisageable, surtout si l'on veut épater les foules. Les prises d'air sur le capot, l'éclatement de la calotte traditionnelle de l'Escort et surtout le gigantesque aileron qui, il faut bien le dire, ne facilite pas les manœuvres en marche arrière ne laisseront aucun doute à ce propos. Pour autant, il faut souhaiter bien du plaisir au conducteur, pris dans le flot de la circulation urbaine et qui risque à la longue de ne pas maîtriser le traditionnel coup de pied au derrière qui annonce la mise en route de la turbine.

Sur circuit ou sur piste réservée, c'est autre chose. La voiture, que l'on peut alors lâcher, apparaît très efficace, bien assise sur ses quatre « P zéro » (P pour Pirelli) qui montent des roues indépendantes. Amortisseurs à gaz doubles, dispositifs anti-plongées, barre stabilisatrice, disques avec ABS à réglage automatique : tout concourt à assurer stabilité et comportement dynamique sûr, la répartition du couple avec 34 % sur l'avant et 66 % sur l'arrière privilégiant la propulsion.

Un conseil pourtant avant de se mettre au volant de l'engin : bien se persuader qu'il ne s'agit pas d'un joujou.

C. L.

stage intensif d'été

Prépa.Sciences.Po

du 20 juillet au 22 août

Améliorez vos chances d'intégrer un Institut d'Études Politiques grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Paris 17^e - tél. 42.38.21.21

INSTITUTION FRILLEY

Etablissement fondé en 1864.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRERenseignements :
46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL MONEPREMIERE

SICAV MONETAIRE DE 1^{RE} CATEGORIE
pour la gestion de votre trésorerie

CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1991-1992

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 15 mai 1992 sous la présidence de Monsieur Paul Jogna-Prat, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 31 mars 1992.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 26 juin 1992, de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

PERFORMANCE SUR 1 AN : + 9,62 %

(du 28.03.91 au 31.03.92)

Valeur de l'action
au 31.03.92 : 65 889,88 F.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Gérée dans une optique de régularité et investie exclusivement en titres de 1^{re} catégorie, Ecureuil Monépremière est un instrument de gestion de trésorerie tout à fait adapté aux sociétés et organismes astreints par la réglementation à effectuer leurs placements en valeurs émises ou garanties par l'Etat.

Sous gérance par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

CAISSE D'ÉPARGNE
L'AMI FINANCIER

هكذا من الجاهل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

ORGANISME FAVORISANT LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE EN EUROPE (siège Paris) recherche **RESPONSABLE ENTREPRISE ESPAGNE**

- Missions :**
- prospecter les entreprises espagnoles (tous secteurs) souhaitant se développer dans le cadre du marché européen ;
 - faciliter l'intégration dans ces entreprises de jeunes professionnels des autres pays de la CEE.
- Profil :**
- Expérience de plusieurs années de l'entreprise en Espagne.
 - Bon réseau relationnel, parfaitement bilingue, portugal apprécié.
 - Dynamisme, rigueur, disponibilité immédiate.
- Adresser lettre de candidature + CV + photo
LE MONDE PUBLICITÉ
Sous n° 8514, 15/17, r. du Col. Pierre-Avile, 75002 Paris Cedex 15

PRECEPTA

Société d'études
économiques, recherche

CHARGES D'ETUDES VACATIAIRES

Pour réalisation d'études
économiques et statistiques.
Profil souhaité :
formation 3^e cycle,
gestion, économie
industrielle ou grande école.
Qualités rédactionnelles.
Adresser votre dossier
de candidature (lettre,
CV, photo et prêt à l'emploi)
N° LE PRECEPTA
85, rue de Lafayette,
75008 Paris.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS

Informaticien, électronique,
automatique, préparatoire
intégrée, aide à Paris 6
et Ivry

ENSEIGNANTS EN MATHÉMATIQUES

Aggrégés et/ou titulaires d'un
diplôme de mathématiques,
vacataires et permanents,
pour enseigner en 1^{er} et
2^e années.
Niveaux mathématiques
supérieures et mathématiques
spéciales.

ASSOCIATION (15 salariés)

recrute pour sa nouvelle
mensuelle internationale
agréant, environ, 1000
SOMMAIRES RESPONSABLES de
promotion et de diffusion
pour l'accroissement des
abonnements et la recherche
de sponsoring, pub. exp.
marketing, exp. commerciale
souhaitée.

FOYER EDUCATIF SUD DE L'ESSONNE

recrute pour rentrée sept. 1992

DIRECTEUR ADJOINT

Niveau 1

Condition CCN 86

Logement de fonction.

Poste susceptible d'évoluer vers
direction. Diplôme ENSP
Rennes ou DSTS apprécié.

Adm. cand. au directeur de la
Maison de la Jeune
91150 Ormoy-la-Rivière

DPT 95, infirmière libérale
cherche infirmière DE, pour
soins infirmiers pers. âgées.
Pas de déplacement. Urgent.
39-83-81-61.

ORGANISME DE FORMATION

Basé sur Limoges

recherche

FORMATEUR (H/F)

Spécialisé « traitement illettrisme » et « public connaissant
des difficultés d'apprentissage ».

Solide expérience vivement souhaitée.

Adresser courrier manuscrit, CV et photo
à FCMB, 5, rue de la Régie - 87009 Limoges Cedex



CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

a le plaisir de vous communiquer sa nouvelle adresse

entre la BOURSE et l'OPERA

22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS

tél : 47 42 22 00 - fax : 47 42 30 50

FORMATION PROFESSIONNELLE



UNIVERSITE DE PARIS-DAUPHINE DUFA : DIPLOME UNIVERSITAIRE DE FORMATEURS D'ADULTES

Un objectif : former ou perfectionner des professionnels capables de maîtriser
l'ensemble des enjeux et des outils de la formation au service d'un projet
d'entreprise, sur le marché européen.

Deux modalités :

- Le DUFA à temps plein**
*mention "Responsable de Formation et Consultant" (1 an)
(Conditions : Diplôme de 2^e cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans
+ anglais)
*mention "Expert Européen en Formation" (1 an)
(Conditions : Diplôme de 2^e cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans
dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes dont l'anglais)
- Le DUFA à temps partiel dans le cadre de l'une ou l'autre mention**
(Conditions : Diplôme de 2^e cycle + 3 années d'expérience professionnelle + être
en fonction dans le champ de la formation d'adultes + 1 ou 2 langues européennes
selon la mention choisie)

Ce stage est réalisé avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile de France.
Dans ce cadre, des rémunérations de stagiaires, pour les demandeurs d'emploi,
pourront être assurées.

Renseignements et retrait des dossiers :
DUFA (Diplôme Universitaire de Formateurs d'Adultes)
Date limite de dépôt des dossiers : 24 JUIN 1992
DEPARTEMENT D'EDUCATION PERMANENTE - Université de Paris-Dauphine
Place du Mal de Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16 - Tél : (1) 47.27.28.37.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont été
confiés.

L'AGENDA

Antiquités	Vacances	Tourisme	Loisirs
Vide buffet vaisselier rustique, XVIII ^e s. L. 1,30. prof. 60. Hauteur 2 mètres. Tél. : 42-65-58-20.	Hôtel résidence Anglet BIARRITZ PARMÉ 70 Studio ou apparte pr 4 à 6 pers. entièrement meublé avec kitchenette équip. TV, cuisine, terrasse, piscine, 2 Tél. direct. Parking fermé, 2 10 heures anglaise par semaine. Renseignements : 28, route de Maignon 94500 Anglet Tél. 59-63-58-50. Fax 59-63-59-18	Discothèque House, 200 cham- brons ind. 130 lits ind. par semaine ou 27 lits par jour, bar, cuisine, bain, 172, New Kent Road, London SE1 7YU, G.S. 15-44-71-703-41-75.	DOROGUE, COTE ATLANTIQUE, D.H.C. HOLIDAYS. Tél. : 53-52-93-46.
Bateaux GRAND LARGE ANTIQUES La Galiote, 83310 Les Mariniers-de-Copelin. Tél. : (16) 94-56-25-45. Fax : (16) 94-56-32-16. Vous êtes propriétaire d'un bateau de location aux Antilles. Nous pouvons vous aider à le vendre. Acquies- sant nous offrons nous demande des monnaies 44-47 pieds et centimètres 12-14 mètres.	Bioux Le plus formidable choix : « Que des affaires exception- nelles », écrit le guide « Paris pas cher », tout bioux or, toutes pièces précieuses, bijoux, lignes, argent.	ALOUER DINARD Jules/Jolies/Aud appartement plein centre 50 mètres de la plage 5 couchages, Type P2 Tél. soir : 95-39-36-91	CÉVENNES PROVENCALLES de pers 27 lits bois, grande magnif. demeure 7 chambres, 4 s. de bain, piscine à débordement à l'eau de source, cuisine et salle à manger, 6000 F/m. possibilité de cheval. 66-55-44-85
Bijoux BIJOUX BRILLANTS Le plus formidable choix : « Que des affaires exception- nelles », écrit le guide « Paris pas cher », tout bioux or, toutes pièces précieuses, bijoux, lignes, argent.	PERRON OPERA Angle bd des Italiens 4, Chaussée d'Antin. 5 ^e étage, 3 ^e étage, 3 ^e étage. 37, av. Victor-Hugo Autre grand choix.	ROME D'ENFANTS JURA (900 m altitude près frontalière suisse). Agencement jeunesse et sports. Vues et Liane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVI ^e siècle confortablement équipée, 2 ou 3 chambres avec s. de bain, etc. Situé au milieu des paysages et forêts. Accueil volontiers à 15 enfants, idéal ou 1 ^{er} séjour. Ambiance familiale et chaleureuse. Acti- vités : VTT, jeux collectifs, pen- sure sur bois, tennis, pony, luge, échecs, table, etc. 2 000 F semaine/enfant. DUPREL 19/49.711.77.52.75	ALGARVE PORTUGAL maison 5/8 pers. avec service, dom. privé bordé mer, piscine, tennis. Tél. : 41-10-88-87
Cours COURS D'ARABE Jour, soir, de juil. à sept. ta. niv. intermédiaire et avancé. AFAC. Tél. : 42-72-50-58	HEBREU EXPRESS Tél. 47-57-30-22	Jeune fille au pair J.F. 18 ans, 18 s. ch. passe au pair 2 mois sans p. /sape. DUPREL 19/49.711.77.52.75	HOME D'ENFANTS A LA CAMPAGNE (ARDECHES SUD) Agencement jeunesse et sports, Liane et Sophie accueillent vos enfants dans une ferme confortablement équipée, 2 ou 3 chambres avec s. de bain, etc. Situé au milieu des paysages et forêts. Accueil volontiers à 15 enfants, idéal ou 1 ^{er} séjour. Ambiance familiale et chaleureuse. Acti- vités : VTT, jeux collectifs, pen- sure sur bois, tennis, pony, luge, échecs, table, etc. 2 000 F semaine/enfant. Tél. : (16) 81-38-12-81.

UNIVERSITE PARIS-SUD
FACULTE JEAN MONNET
DROIT/GESTION/ECONOMIE

DROIT EUROPEEN DES AFFAIRES

- Diplôme de 3^e cycle pour cadres commerciaux.
- 10 mois à temps plein : 2/11/92 au 28/06/93.
- Titulaires Bac + 4 ou expérience professionnelle.
- Droit communautaire, fiscal, concurrence, etc.

**DIPLOME PREPARATOIRE AUX ETUDES
COMPTABLES ET FINANCIERES (D.P.E.C.F.) - 5 U.V.**

- 7 mois à temps plein : 2/11/92 au 30/06/93.
- Stage destiné aux titulaires BAC ou diplôme admis en dispense.
- Droit de l'entreprise, économie, comptabilité, communication, etc.

**DIPLOME D'ETUDES COMPTABLES
ET FINANCIERES (D.E.C.F.) - 7 U.V.**

- 10 mois à temps plein : 19/10/92 au 17/09/93.
- Stage destiné aux titulaires DPECF ou équivalent.
- Droit sociétés, fiscal, pénal, du travail, social ; organisation / gestion
de l'entreprise ; révision ; contrôle de gestion, etc.

RENSEIGNEMENTS / INSCRIPTIONS :
Faculté de Droit - Formation Permanente
54, Bd Desgranges - 92331 SCEAUX Cedex - Tél. (1) 40.91.18.20

ETUDIANT OU PROFESSIONNEL
Les entreprises recherchent
des spécialistes en

PRODUCTIONS

L'INSTITUT SUPERIEUR D'ENSEIGNEMENT
ET DE RECHERCHE EN PRODUCTION AUTOMATISEE
vous propose

UNE ANNEE DE FORMATION DE HAUT NIVEAU

dans les domaines suivants :

1. Intelligence Artificielle et Productique
2. Gestion de Production Assistée par Ordinateur (G.P.A.O.)
3. Informatique industrielle, Automatisation et Intégration productique
4. Génie Informatique appliqué à la production.

NEVEAUX SELECTION

BAC + 4/5 | BAC + 2
options 1 et 2 | options 2, 3 et 4
(ou équivalence professionnelle diplômante)

ISERPA

ISERPA - Raymond BITEAU
122, rue de Fémur - BP 305 - 48003 ANGERS CEDEX 01



Pour tous renseignements : **PROFESSIONNELS 46-62-73-43**
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 4

VIE DES ENTREPRISES

Alliance européenne dans l'électroménager

Le britannique GDA rejoint Thomson Electroménager et l'espagnol Fagor

L'alliance à deux devient alliance à trois. General Domestic Appliance (GDA), filiale à 50-50 de l'américain General Electric et du britannique GEC, rejoint le groupement européen d'intérêt économique (GIEE) constitué en septembre 1990 par Thomson Electroménager (TEM), leader français des produits « blancs », et la coopérative espagnole Fagor. Sous le label d'Eurodora, le nouveau ensemble devient, avec 19 usines, 137 milliards de francs de chiffre d'affaires, 6,5 millions d'appareils vendus annuellement (hors micro-ondes) et 15 % environ du marché, le troisième opérateur européen dans le gros électroménager (machine à laver, réfrigérateur, four à micro-ondes, etc.) derrière les suédois Electrolux et l'allemand Bosch-Siemens.

« Avec cette alliance, explique M. Henri Lagarde, PDG de TEM, nous réalisons l'un de nos principaux objectifs. Fédérer des marques natio-

nales, leader sur leur marché, dans un secteur où les habitudes de consommation s'accroissent mal de l'uniformisation mondiale des produits de grande consommation » (le Monde de l'économie) du 4 février. Les marques (Hot Point et Creda pour le britannique, Brandt, Vedette, Thermor et Sauter pour le français, Fagor pour l'espagnol) et les gammes de produits resteront différentes. Mais les trois partenaires, qui représentent un volume d'achat de 7,5 milliards de francs, attendent de très importantes économies d'échelle de leur coopération dans les achats de composants, la recherche et le développement, les échanges de produits finis, d'information, de compétences. « A titre d'exemple, les économies réalisées par TEM et Fagor dans le seul domaine des achats se sont élevées à 32 millions de francs en 1991, soit 1 % du volume total des achats de matières premières et de compo-

sants », explique M. Lagarde. Une économie non négligeable dans un secteur où les prix ne cessent de baisser.

Négoziée depuis plusieurs mois, cette nouvelle alliance tombe en tout cas au meilleur moment pour TEM, dont la faible taille - moins de 7 000 salariés, 2,9 milliards d'appareils vendus l'an dernier pour 5,5 milliards de francs de chiffre d'affaires - et les performances encore modestes à l'exportation - 950 millions de francs, soit 18 % de son chiffre d'affaires - alimentent régulièrement les rumeurs de cession par sa maison-mère, le groupe public Thomson SA. Le champion français des produits « blancs » prouve son agressivité, alors que se négocient toujours dans les officines gouvernementales les modalités du rapprochement de Thomson SA et de CEA Industrie.

PIERRE-ANGEL GAY

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ Danzas : baisse du résultat opérationnel en 1991. - Le groupe suisse Danzas (transport et expédition) a enregistré en 1991 un résultat opérationnel de 46 millions de francs suisses (soit près de 170 millions de francs), en recul de 19,3 % par rapport à 1990. Le chiffre d'affaires a progressé de 13,9 % à 10,2 milliards de francs suisses (37,7 milliards de francs) en 1991, par rapport à l'année précédente. Dans ses s'attend à une année 1992 difficile et a annoncé des suppressions d'emplois sans en préciser l'importance. Selon M. Bernd Menzinger, administrateur délégué du groupe, l'ouverture des frontières provoquera une baisse des résultats financiers.

■ VDO (Allemagne) : résultat net positif malgré des pertes d'exploitation en 1991. - L'équipementier automobile allemand VDO, qui vient d'être repris majoritairement par Mannesmann (le Monde du 23 octobre), a annoncé mercredi 3 juin pour son exercice 1991 un résultat net positif de 13,4 millions de francs (32,4 millions de francs), en baisse de 23 % par rapport à 1990. Ce résultat positif a été obtenu grâce à la cession de sa division « instruments de mesure » et de sa participation dans Boge à Mannesmann. L'an dernier, le groupe a en effet enregistré de nouvelles pertes d'exploitation (7,5 millions de francs) contre 13 millions en l'an plus tôt, malgré une augmentation de ses ventes

consolidées de 4,3 % à 2,28 milliards de francs (12,3 milliards de francs).

ACCORD

■ Rhône-Poulenc devrait créer un joint-venture avec l'Ukraine dans l'alimentation animale. - Rhône-Poulenc a signé un accord de principe avec la République ukrainienne qui devrait mener à la création d'une société commune spécialisée dans la production d'additifs pour l'alimentation animale.

Dans un premier temps, l'accord, signé avec le consortium d'Etat Ukrmedbioprom chargé de l'industrie pharmaceutique et biochimique, prévoit que Rhône-Poulenc fournira à l'usine biochimique ukrainienne de Tripoli une assistance technique ainsi que des matériaux et pièces détachées. Ensuite, une société en joint-venture devrait être formée pour exploiter l'usine de Tripoli et développer de nouvelles prestations adaptées aux besoins ukrainiens.

CAPITAL

■ La CBC met 20 % de son capital en Bourse. - La Compagnie générale de bâtiment et de construction (CBC) a introduit mercredi 10 juin sur le marché au comptant de la Bourse 20 % de son capital au prix unitaire de 365 francs sous la forme d'une offre publique de vente (OPV). Cette filiale de la Compagnie générale des eaux, créée voici dix ans, emploie 5 000 personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 6,5 milliards de francs

en 1991 et un bénéfice net part du groupe de 101,4 millions.

■ Le Club Méditerranée va émettre 1 milliard de francs d'obligations convertibles. - Le Club Méditerranée a annoncé que le principe d'une émission d'obligations convertibles avait été décidé le 5 juin par le conseil d'administration. Le montant de l'émission, qui devrait intervenir dans les prochains jours, est de 1 milliard de francs avec une tranche nationale de 600 millions de francs et internationale de 400 millions.

L'objectif est d'une part de restructurer l'endettement net du « Club Med » de 1,93 milliard de francs au 31 octobre 1991 (soit un ratio de 47 % par rapport aux fonds propres) et d'autre part d'augmenter la capacité des investissements. Le Club Méditerranée projette 1 milliard de francs d'investissement en 1992 alors que sa capacité d'autofinancement s'élève à 700 millions de francs. Le « Club Med », qui a subi un déficit de 17 millions de francs pour l'exercice 1990-1991, prévoit cette année un bénéfice net (part du groupe) de 240 millions de francs.

■ Degrémont : augmentation de capital de 300 millions de francs. - Degrémont SA, filiale à 80 % de la Lyonnaise des eaux-Dunelm spécialisée dans le traitement des eaux, a annoncé mardi 9 juin une augmentation de capital par émission d'actions à bons de souscription d'actions (ABSA), qui procurera 300 millions de francs à la société et permettra d'élargir son actionariat.

Le prix d'émission est fixé à 1 850 francs par action avec un droit de souscription privilégié à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes. La période de souscription court du 15 juin au 6 juillet 1992 inclus.

PLAN

■ Le Crédit national annonce son premier plan d'entreprise. - Établi pour une période de trois ans, de 1992 à 1994, le premier plan d'entreprise du Crédit national vise à confirmer la nouvelle nature d'une institution devenue « la banque financière de l'entreprise ». Il s'agit de rompre définitivement avec l'image d'un Crédit national dont le fonctionnement était étroitement lié jusqu'en 1987 à la distribution de prêts bonifiés.

Pour le président du Crédit national, M. Yves Lyon-Caen, le développement de la banque s'oriente dorénavant autour de quatre métiers de base : les financements à long terme et spécialisés, les activités de fonds propres, les marchés de capitaux et l'immobilier. L'objectif de rentabilité est d'améliorer le retour sur fonds propres, aujourd'hui de 10 %, pour le porter autour de 15 % d'ici à la fin 1994.

VENTE

■ Chantiers modernes dans le giron de Lyonnaise des eaux-Dunelm. - Le groupe Lyonnaise des eaux-Dunelm vient de conclure avec les actionnaires de Chantiers modernes un accord portant sur l'acquisition des branches « services » et « bâtiment et travaux publics » de ce dernier groupe.

Chantiers modernes (dont l'un des principaux actionnaires est Nord-Est holding de participations industrielles de Paris) réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 6,5 milliards de francs, dont 3 milliards dans les secteurs qui font l'objet du rapprochement.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 juin

Faiblesse

Après trois jours chahutés, en raison de la Pentecôte, la Bourse de Paris a débuté la semaine en baisse préoccupée par l'embroglio politique né de l'annonce d'un référendum en France sur les accords de Maastricht. En repli de 0,67 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 accusait finalement un recul de 0,89 %. L'indice CAC 40 s'inscrivait à 1.962,23 points. Les marchés obligataires étaient également friqués, les opérateurs craignant une tension sur les taux d'intérêt.

Dans ces conditions, le marché, qui s'était apprécié de 15 % depuis le début de l'année, voit ses gains s'effacer doucement. La progression n'est plus que de 11,19 %. La journée aura été marquée par une série de superpositions de position dans le portefeuille de trois opérations financières. La première a entraîné l'arrêt des cotations de Casino, de sa filiale S.A.C., des titres du groupe Rallye comme Gerty Cashier, Gerty SA, Go Sport et Finasta. Dans le secteur de la distribution, les cotations des Galeries étaient également interrompues pour un autre projet. Enfin, le Crédit d'investissement privé de l'Etat n'était pas non plus suspendu.

Dans l'après-midi, on apprenait que Casino et Rallye se rapprochaient dans la distribution. Rallye apportant ses hypermarchés, supermarchés et cafés au groupe stéphanois tout en entrant en contrepartie dans son capital. Dans le cas des Nouvelles Galeries, les cotations ont été arrêtées suite à la décision de Devenir, gérant avec SGP et le Société Générale, de céder les 20 % détenus ensemble dans ce groupe. L'acquéreur, les Galeries Lafayette (qui détiennent déjà 72 % du capital), lancera une offre publique simplifiée à 950 francs l'action.

NEW-YORK, 9 juin

Effacement

Dans un marché calme avec des transactions réduites, la Bourse de New-York a débuté progressivement le mardi 9 juin en l'absence de toute information de nature à encourager les investisseurs. En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs vendues perd 34,18 points, soit 1 %, à 3.565,55 points. Les gains de deux cents millions d'actions ont été échangés et le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse à 1.152 contre 558.

Pour les opérateurs, le marché américain commence à montrer des signes de lassitude face à des informations plutôt contradictoires sur l'état de santé de l'économie américaine. Du coup, le repli de mardi est attribué avant tout à l'absence d'acheteurs plutôt qu'à un mouvement d'impulsion de vente. Ce repli a été d'autant plus net que les échanges ont été faibles. Les investisseurs attendent maintenant la publication en fin de semaine de statistiques économiques (prix de gros et de détail, ventes de détail pour mai) pour redonner une direction à Wall Street.

LONDRES, 9 juin

Poursuite de la baisse

Les valeurs ont continué de baisser mardi 9 juin au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a abandonné 2,4 points à 2.638,40 points, soit un recul de 0,4 %. Les échanges ont porté sur 487 millions d'actions contre 306,3 millions la veille.

Ce nouveau recul s'est effectué en dépit d'une baisse plus importante que prévu de la hausse annuelle des prix de gros. Les opérateurs sont aussi restés inquiets devant la faiblesse de l'économie et la perspective d'importantes portions de liquidités à l'occasion des nombreuses augmentations de capital et introductions en Bourse attendues dans les prochaines semaines.

TOKYO, 10 juin

Tassement

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse mercredi 10 juin, l'indice Nikkei perdant 102,17 yens (0,8 %) par rapport à la clôture de la veille, à 17 742,87 yens. La séance a été cependant mitigée puisque la tendance s'est soldée par une petite progression dans un marché toutefois peu actif. Le plus grand des investisseurs ont préféré rester sur la touche en attendant l'arrivée à échéance des cotations à terme vendues et la publication de l'enquête trimestrielle de la Banque du Japon sur la situation économique.

VALEURS	Cours de 9 juin	Cours de 10 juin
Alcatel	1.200	1.190
Alcatel	1.150	1.140
Alcatel	1.100	1.090
Alcatel	1.050	1.040
Alcatel	1.000	990
Alcatel	950	940
Alcatel	900	890
Alcatel	850	840
Alcatel	800	790
Alcatel	750	740

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4650	4485	Immob. Habitat	1100	1110
Amstel "société"	250	...	Immob. Computer	156 80	...
S.A.C.	41 10	...	Immob. L.P.M.	63	...
Bouy Villard	795	...	Locam	70 10	...
Bouy Villard	488	485	Mara Comm.	212 50	210
Bouy Villard	226	...	Mara Comm.	178	...
CAI de France (C.C.I.)	750	750	Mara Comm.	480	485
Calson	405	...	Mara Comm.	350	...
Cedif	845	847	Mara Comm.	275	...
CEGEF	175	...	Mara Comm.	228	...
C.F.P.I.	270	...	Mara Comm.	517	511
C.N.I.M.	1308	1306	Mara Comm.	370	...
Colson	288	...	Mara Comm.	285	...
Colson	1219	...	Mara Comm.	114	...
Colson	185 20	...	Mara Comm.	899	840
Colson	308	...			
Colson	1100	...			
Colson	170	1223			
Colson	1185	...			
Colson	120	...			
Colson	133	...			
Colson	105	200			
Colson	101	101			
Colson	398 90	...			
Colson	135	...			
Colson	865	...			
Colson	201	...			
Colson	98 60	...			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 9 juin 1992

Nombre de contrats estimés : 175 195

COURS	Jun 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	107,40	107,34	107,34
Précédent	107,64	107,94	108,12

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
Prix d'exercice	Sept. 92	Déc. 92
109	0,31	0,65

CAC 40 A TERME (MATIF)	Jun 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	1 966	1 966	1 998
Précédent	1 983	1 977,50	2 011,50

CHANGES

Dollar : 5,36 F ↑

Le dollar se représsait légèrement mercredi 10 juin dans un marché toujours secouru par les préoccupations sur l'avenir de l'union monétaire européenne. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,36 francs contre 5,3410 francs mardi à la cotation officielle.

FRANCFORT 9 juin 10 juin
Dollar (en DM) 1,5843 1,5946
Tokyo 9 juin 10 juin
Dollar (en yen) 127,23 127,42

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 juin) 9 7/8 - 10 %
New-York (9 juin) 3 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

1 juin 9 juin
Valeurs françaises - Cote 11420
Valeurs étrangères - Cote 105,8
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC Cote 539,65
(SBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 - Cote 1 962,23

NEW-YORK (Index Dow Jones)

9 juin
Indice 3 484,16
Londres (Index Financial Times)

101 valeurs - 2 645,80 2 635,40
10 valeurs - 2 657,80 2 656,40
Mines d'or - 185,50 184,70
Fonds d'Etat - 88,70 88,60

FRANCFORT 9 juin 10 juin

Dax - Cote 1 786,26
Nikkei Dow Jones - 17 845,04 17 742,87
Indice général - 1 346,99 1 347,34

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,3778	5,3799	5,4894	5,4934
Yen (100)	127,165	127,135	127,135	127,111
Scot	4,2802	4,2802	4,2802	4,2802
Deutschmark	3,3645	3,3658	3,3645	3,3658
Franc suisse	1,6854	1,6881	1,6854	1,6881
Lire italienne (1000)	1,4475	1,4485	1,4475	1,4485
Lire espagnole	1,6525	1,6535	1,6525	1,6535
Peseta (100)	5,3475	5,3513	5,3475	5,3513

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 13/16	3 15/16	3 7/8	4 1/16	3 15/16	4 1/16
Yen (100)	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 7/16	4 9/16
Scot	10 9/16	10 7/16	10 9/16	10 7/16	10 9/16	10 7/16
Deutschmark	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 3/4
Franc suisse	9 7/16	9 9/16	9 5/16	9 7/16	9 5/16	9 7/16
Lire italienne (1000)	13	13 1/4	12 15/16	13 3/16	12 15/16	13 3/16
Lire espagnole	9 7/8	10	9 7/8	10	9 7/8	10
Peseta (100)	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2
Franc français	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16	9 15/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bail investissement

En s'adressant aux actionnaires de BAIL INVESTISSEMENT réunis en assemblée générale, le Président Michel HEMAR s'est félicité de l'action de communication menée conjointement avec INDOSUEZ et SELECTIBANQUE, banque également filiale d'ISM SA, qui a permis de faire participer au vote 78 % des actions composant le capital.

C'est en effet en prenant contact directement avec ses actionnaires - quelque 7 000 - que BAIL INVESTISSEMENT peut espérer mieux faire connaître sa stratégie et répondre aux demandes d'informations dont le porteur de titres est souvent privé.

L'action BAIL INVESTISSEMENT est particulièrement attrayante pour l'investisseur privé par la solidité de son résultat dont l'essentiel reste peu soumis à l'impôt et par le montant élevé de son dividende F 74 par action qui va être mis en distribution le 10 juillet prochain. Le moment est en outre particulièrement propice à l'achat puisque l'action cote actuellement F 820 (au 4/6/1992). En demandant en plus l'inscription de son titre au nominatif, l'actionnaire ne supporte aucun frais de gestion et est assuré de recevoir à son domicile des nouvelles régulières de sa société.

Dans la conjoncture économique difficile que connaît le pays, le secteur de l'investissement immobilier d'entreprise dans lequel BAIL INVESTISSEMENT exerce son activité se trouve bien protégé. Mieux, après la baisse des prix des immeubles offerts à la vente, BAIL INVESTISSEMENT peut acquérir des biens à des conditions de rendement désormais particulièrement attrayantes.

Les équipes spécialisées d'ISM SA dans les investissements à l'étranger permettent à BAIL INVESTISSEMENT de continuer d'acquiescer à Londres des immeubles à des prix peu élevés, loués pour de longues durées à des locataires de qualité.

L'exercice 1992 s'annonce donc convenablement grâce notamment aux importants profits nets d'impôt que la société continue de tirer de son encours de crédit-bail et au fait qu'elle n'est en rien affectée par la crise que traversent certains autres secteurs dans l'immobilier.

Groupe ISM SA

BOURSE DU 10

COMP

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 JUIN

Cours relevés à 10 h 30

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%		
4770	CNE 3%	4940	4940	4940	+ 0 76	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	210	G&N Mason	237 90	235 90	234 40	- 1 47		
4775	B.T.P. 2%	1021	1021	1021	...	4940	4940	4940	4940	4940	4940	4940	4940	4940	4940	4940	4940	4940	360	G&N Brigham	359 60	365 60	366 10	+ 0 70	
4780	O'Leary T.P.	920	920	920	...	1021	1021	1021	1021	1021	1021	1021	1021	1021	1021	1021	1021	1021	50	G&N Midland	48 25	48 50	48 50	+ 0 25	
4785	Renault T.P.	1821	1821	1821	- 1 35	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	60	Harley	56 20	56 50	58 50	+ 1 18	
4790	Plaza Paris T.P.	1765	1765	1765	+ 0 87	1821	1821	1821	1821	1821	1821	1821	1821	1821	1821	1821	1821	1821	50	Harcourt	22 70	22 70	22 90	+ 0 20	
4795	Plaza London T.P.	1180	1180	1180	+ 0 87	1765	1765	1765	1765	1765	1765	1765	1765	1765	1765	1765	1765	1765	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00	
4800	Thomson T.P.	920	920	920	- 0 27	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	1180	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00	
4805	765 ADOR	750	750	748	- 0 27	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	920	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00	
4810	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4815	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4820	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4825	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4830	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4835	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4840	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4845	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4850	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4855	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4860	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4865	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4870	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4875	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4880	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4885	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4890	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4895	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4900	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4905	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4910	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4915	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4920	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4925	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4930	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4935	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4940	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4945	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4950	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4955	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4960	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4965	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4970	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4975	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4980	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4985	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4990	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
4995	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5000	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5005	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5010	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5015	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5020	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5025	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5030	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	50	Harcourt	38 50	38 50	38 50	+ 0 00
5035	765 AL	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0 27	750	750	748	- 0								

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

9/6

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emis.	Rachet net	VALEURS	Emis.	Rachet net	VALEURS	Emis.	Rachet net	VALEURS	Emis.	Rachet net
Obligations			C.I.M.	1475	1475	Petit France	185	....	Etrangères			Acélon	208 34	202 76	Francs	487 36	482 87	Pedevy, Escorial	109 70	108 61			
Emp. 10.975/77	123 90	1 94	C.I.T.R.A.M. (R)	2282	....	Petit Océan	216	....	A.E.R.	888	....	Appogee	817 69	753 87	Francs	107 42	104 20	Prév. Associations	29493 45	29493 45			
Emp. 8.9.95/98	101	0.40	Cogef	342	342	Portefeuille Indust.	275 10	....	Anglo	7270 87	6931 00	André-Jon	6720 87	6931 00	Francs-Anglo	1283 53	1228 73	Proficor	10710 17	985 33			
10.80% 79/94	101 05	4.28	Cofin	473	....	Petit Colon	1000	....	Anglo	26862 81	26862 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	35 32	35	Quercy	138 95	138 61			
Emp. 12.9.93	104 95	6.25	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	41 88	41 88	Alabevy	889 32	789 40			
Emp. 12.9.94	100 50	8.20	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	235 40	231 92	Reunio	160 67	160 67			
10.20% sans R	....	2.53	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 10% 5/2000	107 35	0.38	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 9.9% 12/1987	104 25	0.45	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 9.9% 1/1999	102 50	3.53	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OT 11.25% 95	105 50	5.45	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OT 10.30% 96	102 55	5.59	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OT 10.25% sans R	106 30	2.44	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 10% 1/97	....	2.75	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 9.5% 500F	98 30	3.95	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 9.5% 500F	98 30	3.95	Cofin	473	....	Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof			Petit Océan	1000	....	Anglo	845 61	628 81	Anglo	845 61	628 81	Francs-Anglo	952 25	929 02	Reunio	160 67	160 67			
OAT 11.5% 95	101	10.52	Cof		</																		

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : pris précédent - a : marché continu

LETTRES

La mort du sociologue Michael Pollak

A la recherche des identités blessées

Le sociologue Michael Pollak est mort le dimanche 7 juin à Paris des suites du sida (*le Monde* du 10 juin). Il avait alors quarante-quatre ans.

C'est par un coup d'éclat, à l'âge de vingt-cinq ans, qu'il avait commencé la carrière de Michael Pollak, si brutalement interrompue. On était alors dans l'effervescence du début des années 70, en pleine recomposition du champ des sciences sociales, dures de la seconde par la crise de 1968, et l'OCDE avait commandé un rapport sur l'état de ces sciences en France à trois sommités scientifiques : Wassil Léontoff, Henri Tajfel et Stanley Hoffmann. Ceux-ci avaient eu l'heureuse idée de confier le travail préliminaire d'établissement des données à un jeune chercheur autrichien fraîchement arrivé en France, dont ils avaient deviné le talent intellectuel : Michael Pollak.

Grâce à sa sagacité dans l'investigation et à sa sûreté de jugement, non seulement les trois auteurs purent produire un rapport percutant, mais ils furent les premiers à reconnaître que jamais ils n'auraient pu formuler un diagnostic aussi pertinent s'ils n'avaient disposé des analyses élaborées et mises au point par ce débutant.

Trois cultures

Né en juillet 1948 à Vienne, Michael Pollak, après des études de sociologie à l'université de Linz, arrive à Paris en 1971. Inscrit à ce qui était encore la VI^e section de l'école pratique des hautes études, il est très marqué par l'influence de Pierre Bourdieu, tout en préparant un doctorat sur les incidences de la politique scientifique sur le champ scientifique en sociologie et en économie. Très vite, le jeune autrichien s'impose dans le monde français de la recherche comme un

cerveau de haute stature, à la puissance de travail peu commune, sachant allier recherche empirique et théorisation, maîtrisant trois cultures — la germanique, la française, et l'anglo-saxonne — grâce à des séjours prolongés aux États-Unis.

Chez ce chercheur-né, l'une des qualités majeures, et qui donne tant de prix à son œuvre, c'est la volonté d'une implication personnelle et d'une distance critique. Il n'est pas un seul de ses domaines où l'homme n'ait pas mis beaucoup de lui-même — sans pour autant colorer les résultats de sa subjectivité, — depuis ses engagements d'étudiant jusqu'aux travaux de la maturité sur le sida, dont il se savait menacé et auquel il a fait face sans faiblir, avec sérénité et maîtrise de soi. Je me souviens d'une visite récente que je lui ai faite, alors qu'il était déjà cruellement atteint. « Je travaille, me disait-il, et je travaillerai jusqu'au moment où... » Brusquement, il s'était interrompu, la phrase restée en suspens sur ses lèvres.

Lui qui avait consacré plusieurs années de labeur à ce qu'il nommait la gestion de crises d'identité en situation extrême en recueillant de longs témoignages d'anciennes déportées, peut-être avait-il appris là de quelques ressources intérieures peut-être l'être humain et quel comportement adopter pour maintenir jusqu'au bout, dans la dignité, son intégrité personnelle, et cela avec la modestie, la simplicité, l'authenticité d'âme qui l'ont toujours caractérisé.

L'œuvre de Michael Pollak, menée pour l'essentiel sous l'égide du CNRS, dans le cadre de l'Institut d'histoire du temps présent et du Groupe de sociologie politique et morale, s'articule autour de trois thèmes majeurs. D'abord, dans une perspective internationale, l'histoire et la sociologie des sciences sociales, en procédant par voies comparatives et en étudiant les transferts de concepts et de paradigmes d'un pays à l'autre. D'autre part, très marqué par la mémoire des drames de la seconde guerre mondiale, Michael Pollak en a cherché certains éléments, tant dans l'analyse de la contribution apportée par l'anthropologie et le droit à la politique raciale nazie que dans une reconstitution minutieuse des itinéraires de vie de femmes déportées à Auschwitz, Birkenau : travail original d'où il a tiré en 1990 son beau livre sur *l'Expérience concentrationnaire* (1).

Enfin, à partir du milieu des années 80, le chercheur, toujours soucieux de répondre à la demande sociale, s'est tourné vers l'étude des effets sociaux du sida, en particulier dans la population homosexuelle, devenant un expert des nationalités écrites à la suite de la publication, en 1988, de son ouvrage *Les Homosexuels et le sida : sociologie d'une épidémie* (2). Toute cette activité extraordinairement féconde n'a cependant pas fait oublier à Michael Pollak ses racines, puisqu'il a consacré en 1984 un petit livre de la collection « Archives » à Vienne, sa ville natale, ou plus exactement au sentiment d'identité blessée d'une capitale européenne plongée dans le bouillonnement créateur des années 1890-1920. Un signe de plus d'un cheminement intellectuel à l'articulation de l'individuel et du collectif, de la personne et de la société, de l'analyse positive et de l'interrogation éthique.

FRANÇOIS SÉDARIDA
Historien, directeur de recherche au CNRS.

(1) Ed. A.-M. Métailié.
(2) Idem.

PARIS EN VISITES

JEUDI 11 JUILLET

« De la galerie Véro-Dodet au passage Verdaud par le passage des Panoramas », 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris souterrain).
« Le parc Montsouris, historique, sculptures et cités d'artistes », 10 h 30 et 14 h 30, métro Cité universitaire (Paris capitale historique).
« L'hôtel Mazarin de Guimard, exceptionnellement ouvert », 14 heures, 60, rue La Fontaine (C. Mérie).

« Exposition « Voyage aux îles d'Amérique » à l'hôtel de Rohan », 14 heures, 87, rue Vieille-du-Temple (Paris et son histoire).
« Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Montcau », 14 h 30, métro Montcau (Paris pittoresque et insolite).
« La Sainte Chapelle : un reliquaire pour la vigne corcenne », 14 h 30, à la caisse (La Cavalerie bleue).

« Tragiques souvenirs révolutionnaires au cimetière de Picpus », 14 h 30, 35, rue de Picpus (E. Romann).
« Le vieux village de Montmartre. La belle époque des impressionnistes », 14 h 30, sortie métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et culture).
« Hôtels du Marais spécialement

Naissances

— Béatrice HORN et Jacques-Joseph BRAC DE LA PERRIÈRE, sont heureux d'annoncer la naissance de

Gabriel,

le 4 juin 1992, à Paris.

44, rue de Lancry, 75010 Paris.

— Aline SEVADIAN, Joseph ILLOU, sont heureux de faire part de la naissance de leur fille,

Esther, Alexandra,

le 2 juin 1992.

97, avenue Jean-Jaures, 75019 Paris.

Mariages

— Marie-José CHALAMET, François DENIS, sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 2 mai 1992, à Percé (Québec).

« Non à gâchis part in voi che con Forz invincibile d'amore tutt'a sé non Monteverdi. Lettres amoureuses »

— Sylvie WALLACH-BARBEY, Jean-Claude WALLACH, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs fils et beaux-fils,

Jacques BOYON avec Ani BAHARIAN,

samedi 13 juin 1992, à 15 heures, temple du Luxembourg, 48, rue Madame, Paris-7^e.

36, rue Vauveau, 75007 Paris.

— Jean-Louis et Paule Backès, Marie-Germaine Pêcheux, Pierre-Marie et Nelly Backès, Chantal et Joseph Duro-Backès, Marguerite et Denis Marx, Ses enfants, Ses petits-enfants et son arrière-petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel BACKÈS, née Anne-Marie Flament,

survenue à Nanterre, le 9 juin 1992, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 12 juin, à 10 heures, en l'église de Croixilles (Euro-et Loir).

8, rue de l'Église, 28210 Croixilles.

— Alain Bienaymé, Marie-Hélène Bienaymé et leurs enfants, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M^{me} André BIENAYMÉ,

survenue le 3 juin 1992.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

5, rue d'Esnières, 75007 Paris.

— La rédaction de Radio Suède Internationale nous prie d'annoncer le décès de

René DAMOISON,

survenu le 9 juin à son domicile de Stockholm, dans sa quarante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu à Stockholm.

Radio Suède Internationale, S-105 10 Stockholm (Suède).

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

CARNET DU Monde

Le 4 juin 1992.

Paul DURAFFOUR nous a quittés comme il a toujours vécu, dans la plus grande dignité.

Ses cendres reposent dans le caveau familial d'Anzy-le-Duc, village où il est né et qu'il a tant aimé.

Que son nom reste dans le cœur de chacun comme un symbole de paix.

Selon la volonté du défunt une absoute a été prononcée dans la plus stricte intimité, avant de procéder à l'incinération.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Paul Duraffour, Dominique Duraffour, Fabienne Raimon, Eva, Anna et Sophie, sa fille, Ses petites-filles et son arrière-petite-fille.

71110 Anzy-le-Duc, 3, rue Joseph-Gravier, 75007 Paris.

(Le Monde du 9 juin.)

— Eva FOURNIER, journaliste et écrivain, nous a quittés le 2 juin 1992. Selon sa volonté, ses funérailles se sont déroulées dans la stricte intimité familiale.

Elle aurait souhaité, en souvenir, des dons à la Ligue nationale contre le cancer, 7, rue Fichon, 75013 Paris.

De la part de M^{me} et M^{me} Delprat, sa sœur et son beau-frère, Ses neveux et nièces, Et de tous ses amis.

M^{me} et M^{me} Delprat, 15, rue Gutenberg, 75015 Paris.

(Lire page 20.)

— Marie-Laure et David Smeed, Eric et Agnès Giroud, Nadine et Georges Elliston, Jean-Luc Giroud et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Anne Catherine GIROUD, née Thierry-Bégin,

et rappellent à votre souvenir son époux,

Pierre H. GIROUD.

— M. Bernard Goutet, son épouse, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Michel BACKÈS, née Anne-Marie Flament,

survenue à Nanterre, le 9 juin 1992, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 12 juin, à 10 heures, en l'église de Croixilles (Euro-et Loir).

8, rue de l'Église, 28210 Croixilles.

— Alain Bienaymé, Marie-Hélène Bienaymé et leurs enfants, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M^{me} André BIENAYMÉ,

survenue le 3 juin 1992.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

5, rue d'Esnières, 75007 Paris.

— La rédaction de Radio Suède Internationale nous prie d'annoncer le décès de

René DAMOISON,

survenu le 9 juin à son domicile de Stockholm, dans sa quarante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu à Stockholm.

Radio Suède Internationale, S-105 10 Stockholm (Suède).

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Metzger avait participé en 1984 à la création de l'Association d'aides aux malades atteints de sida (AAS). Il en avait été le vice-président jusqu'en 1987. Par la suite, il avait rejoint l'Association ARCAT-SIDA et en avait été le docteur référent. Il a d'autre part participé à la création du premier service d'information sur l'infection par le VIH, SIDA 82, qui devait devenir le Journal du sida.

— M^{me} Marcel Garban, M^{me} Jean-Claude Metzger, M^{me} et M^{me} Cyril de Rouvre et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Louis Guisnia et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Manuel Metzger, Richard Metzger et Pierre-Michel Raimon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Florent METZGER,

leur petit-fils, fils, frère et ami, survenu le 8 juin 1992, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 juin, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le 4 juin 1992.

Marcel PÉJU et Lucille, Raymond PÉJU et Mario-Aimée, Georges PÉJU et Françoise, ses enfants, Michèle, Dominique et Sylvie, Pierre-Gérard et Jean-Patrick, Liliane, Josiane, Solange et Mathilde, ses petites-filles, Emmanuel et Joël, Mathias, Erik et Fabrice, Nicolas et Martin, Adrien, Fabrice et Armand, Robin et Marco, ses arrière-petits-enfants, Paul Capelle, son frère, et Micheline, ont la grande tristesse d'annoncer leurs amis que

Marthe PÉJU, née Capelle, a cessé de vivre, mais paisiblement, le 31 mai à Lyon, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Elle a été accompagnée, dans l'intimité familiale, auprès de celui qui partage sa vie.

Elle PÉJU, compagnon de la Libération, disparaît le 29 juillet 1969.

— Docteur Michael POLLAK, 26-7-1948 - 7-6-1992,

nous a quittés en toute sérénité, entouré des siens, après une longue maladie.

Margie Pollak, Brice Pollak et Veronique Veranda et Ewald Schenk, Marion et Marisa, Marie-Hélène et Christian Pollak, Christoph, Stéphanie, Mathias, Catherine, Vanessa, Jean-Pierre Plicon.

Nous nous réunirons pour l'inhumation au columbarium du Père-Lachaise, mercredi 17 juin 1992, à 11 h 30.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Vincent-de-Paul, place Liszt, Paris-10^e, ce même jour, à 16 heures.

A la place de fleurs ou couronnes, veuillez envoyer un don à Aides Fédérales nationales, 247, rue de Belleville, Paris-19^e.

— Le directeur général du CNRS, Les membres et le personnel de l'ADRESSE (Association pour le développement des recherches et études sociologiques, statistiques et économiques), Ses collègues et amis de l'Institut d'histoire du temps présent, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Michael POLLAK,

directeur de recherche au CNRS,

survenu à Paris, le dimanche 7 juin 1992.

ADRESSE-CNRS, 44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.</

À l'Assemblée nationale

Le revenu minimum d'insertion est soumis à révision quatre ans après sa création

Les députés ont commencé, mardi 9 juin, l'examen du projet de loi portant adaptation de la loi du 1^{er} décembre 1988 sur le revenu minimum d'insertion (RMI) et relatif à la lutte contre le chômage d'exclusion, présenté par M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration.

La grande loi sociale du gouvernement de M. Michel Rocard, instituant le revenu minimum d'insertion, n'était prévue que pour quatre ans. Son application devait faire l'objet d'une évaluation par une commission indépendante, dont le rapport a été remis le 11 mars au gouvernement. C'est ce qui explique que l'Assemblée nationale soit de nouveau saisie d'un projet qui pérennise le RMI, en tentant de renforcer les dispositifs d'insertion (le Monde du 21 mai). « Nous pensions, en 1988, que le RMI toucherait surtout des familles marginalisées, ce que l'on appelle le quart-monde. Or près de la moitié des allocataires ont moins de trente-cinq ans, et 60 % d'entre eux n'ont pas d'enfant », a rappelé M. Jean Le Garrec (PS), président de la commission des finances, pour expliquer cette révision de la loi. « Pour la première fois, une loi de la République a prévu une période d'évaluation de sa mise en œuvre », a souligné M. Teulade.

De nombreux députés ont déploré, toutefois, que le modèle 1992 du RMI n'aille pas plus loin. Le rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Marie-Joséphine Sublet (PS), a regretté que le montant de

l'allocation (1 850 F, en moyenne) ne soit pas réévalué. « Le dispositif présente encore deux lacunes concernant l'accès au logement et le sort des moins de vingt-cinq ans », a relevé M. Le Garrec, en proposant notamment que les préfets puissent bénéficier d'un droit discrétionnaire pour octroyer temporairement le RMI à des jeunes de moins de vingt-cinq ans lorsque des situations d'urgence le justifient.

Installation

dans la « société duale »

Dans les rangs de l'opposition, à l'exception de M. Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), qui avait été, en 1988, l'un des trois députés à voter contre l'institution du RMI, chacun s'est plu à reconnaître « l'avancée sociale » constituée par le système, mais pour M. Denis Jacquet (UDF, Moselle), il y a eu « échec du volet insertion ». « Le RMI traduit surtout un échec par rapport à ce qui avait constitué l'engagement majeur de M. Mitterrand », a-t-il déclaré, « à savoir le recul du chômage », a affirmé M. Roseyrie Bochet (RPR, Maine-et-Loire). « Le RMI représente, à la fois, une défaite et une victoire », a exposé M. Pierre Méhaignerie (UDC, Ille-et-Vilaine) : une défaite parce que la société française rejette un nombre croissant de ses membres, (...) une victoire car, en trois ans, cette mesure a permis à une population démunie d'acquiescer à une certaine autonomie financière. » Pour le porte-parole du groupe communiste, M. Muguette Jacquaint (Seine-Saint-Denis), le projet « s'inscrit dans la perspective d'une pérennité du chômage, en confirmant une allocation à des personnes qui,

certaines, en ont besoin, mais, sans perspective d'insertion, de formation et d'emploi », il consacre « l'installation durable dans une société duale ».

Sans attendre la discussion des articles du projet de loi, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Martine Aubry, a annoncé le dépôt de deux amendements du gouvernement. Le premier sur le prolongement de l'exco-jeunes jusqu'au 30 septembre (le Monde du 5 juin). Le second concerne le doublement dans le temps, de trois à six mois, de la « contribution Delalande » (lire page 18), versée en cas de licenciement d'un salarié de plus de cinquante-cinq ans.

JEAN-LOUIS SAUX

EN BREF

■ ALLEMAGNE : doutes sur les archives de la Stasi. — Le gouvernement allemand a reconnu pour la première fois, mardi 9 juin, que les archives de l'ex-police secrète de RDA (Stasi) pouvaient « masquer », ouvrant ainsi la voie à la réhabilitation de certaines de personnes accusées de collaboration. Cette déclaration pourrait remettre en cause la démarche de l'administration du pasteur Joachim Gauck chargé de démasquer les anciens collaborateurs de la Stasi et qui, depuis sa création, s'en remettaient entièrement à ces quelque 6 millions de documents. — (AFP)

■ ITALIE : coup de filet anti-mafia. — Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, mardi 8 juin, dans le sud de l'Italie, quelques heures après l'adoption par le gouvernement d'un vaste plan anti-mafia. Ce plan prévoit, notamment, la mise en place d'un système de procès, des témoins et permet à la police de prolonger la détention des suspects, dont les avocats peuvent être saisis. — (Reuters, AFP)

■ ROUMANIE : report des élections. — Le Parlement roumain, Sénat et Chambre des députés réunis — a rejeté, lundi 8 juin, la proposition du premier ministre, M. Theodor Stolojan, d'organiser le 26 juillet des élections législatives et présidentielles. Le chef du gouvernement avait exhorté les élus à ne pas repousser cette échéance pour éviter au pays une attitude d'instabilité. Selon un accord conclu au début de l'année entre les principaux partis politiques, les Roumains devaient être appelés aux urnes « au plus tard trois mois après les élections locales » du mois de février. — (Reuters, AFP)

■ UKRAÏNE : Plus de quarante morts dans une catastrophe minière. — Un coup de grisou a fait au moins 43 morts, mardi 9 juin, dans une mine de charbon de Krasnodon, dans l'est de l'Ukraine. Selon les autorités, 24 autres ouvriers ont été hospitalisés. — (Reuters)

La première du « Barbier de Séville » de Rossini annulée au palais Garnier

Grève aux Opéras de Paris

Aucun compromis n'ayant été trouvé à l'issue des discussions qui ont eu lieu, le mardi 9 juin, entre la direction des Opéras de Paris et l'ensemble des syndicats, les personnels de cette institution, qui avaient déposé un préavis pour le 11, ont décidé de faire grève. Ces discussions portaient sur les nouvelles conventions collectives et les accords techniques de plateau. La première de la nouvelle production du « Barbier de Séville » de Rossini (palais Garnier) et la deuxième représentation de la reprise des « Noces de Figaro » de Mozart (Bastille), qui devaient être données le 11 juin, sont donc reportées à une date ultérieure (Renseignements, tél. : 40-01-17-89).

■ La mort du chanteur de jazz Clarence « Big » Miller. — Le chanteur de jazz et de blues Clarence « Big » Miller est mort d'une crise cardiaque, mardi 9 juin, à Edmonton (Canada), ont annoncé les organisateurs du festival de jazz de cette ville. Né en 1922, à Sioux City, dans l'Iowa (États-Unis), le chanteur avait accompagné Count Basie et Duke Ellington. Il vivait au Canada depuis une trentaine d'années. — (Reuters)

Le différend américain-européen sur le soja

Les États-Unis annoncent des mesures de rétorsion à l'encontre de la CEE

Les États-Unis publieront vendredi 12 juin la liste des mesures de rétorsions commerciales qu'ils ont décidé de prendre contre la Communauté européenne, à laquelle ils reprochent son régime de soutien en faveur des producteurs d'oléagineux, de soja en particulier, ce régime de soutien favorise la production communautaire et affecte donc les exportations américaines.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Cette décision est prise en dépit de la volonté de compromis manifestée par la CEE dans cette affaire. Les États-Unis agissent de manière unilatérale, s'écartant des formules de règlement préconisées par le GATT (l'Organisation qui régit le commerce international). Les mesures annoncées par les Américains sanctionneraient tout particulièrement les produits d'exportation français, notamment le vin et le cognac et au total porteraient sur deux milliards de dollars d'importations, soit environ 11 milliards de francs. Ce raidissement de la position américaine intervient alors que les négociations commerciales de l'Uruguay Round sont dans l'impasse en raison du différend transatlantique concernant la manière d'assurer les échanges agricoles. Il laisse pressager l'ouverture d'une guerre commerciale entre les États-Unis et la Communauté européenne. Celle-ci risque de se trouver fortement divisée quant à la manière de répliquer à cette agression américaine. D'ores et déjà de forts troupements apparaissent au sein de la commission : on apprend de sources bien informées que M. Frans Andriessen est favorable à la recherche d'un accommodement et n'a donc pas l'intention de riposter aux mesures de rétorsion américaines. Cette attitude est vivement critiquée par les gestionnaires bruxellois de la politique agricole commune, le commissaire, M. Ray Mac Sharry et le directeur général, M. Guy Legras. L'administration bruxelloise semble attendre un arbitrage de M. Jacques Delors.

Les Américains avaient porté plainte devant le GATT à propos du régime de soutien accordé par la CEE à ses producteurs d'oléagineux. Un panel, c'est-à-dire une instance d'arbitrage du GATT, leur avait donné raison, invitant la Communauté à modifier son régime de soutien aux producteurs d'oléagineux, soit à engager des négociations avec les Américains (au titre de l'article 28 du Gatt), pour leur accorder des contreparties commerciales. La Communauté, bien que mécontente des conclusions de ce panel, s'était inclinée en acceptant des négociations au titre de l'article 28. Cette solution, bien que conforme aux injonctions du GATT, n'a pas donné satisfaction aux Américains, qui ont décidé de repasser à l'offensive de manière unilatérale.

PHILIPPE LEMAITRE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La Queen

A LORS, là, chapeau, Madame! Meringue en soie saumon, pour remonter les Champs-Élysées, double canotier, jeune citron assorti aux couleurs du bateau sur le canal de La Vilette, couronne de diamants au banquet de l'Elysée, vous avez fait un tabac! Normal. C'est très chouette, la République, surtout quand elle est monarchique, hein, mon Mimi, c'est fastueux tout ça, mais, faut bien reconnaître, ce serait mieux avec un roi, un vrai, de droit divin. Dire qu'on en avait un et qu'on lui a coupé la tête. Ce qu'on a été bête. D'ailleurs on s'en est pas encore remis.

Témoin tous ces badauds babas devant les bibis de la reine. Des mémés accourues de leur lointaine banlieue : Nous, on la trouve un peu sévère, un peu revêche, pas étonnant avec tous les enfants. Une réclame : Tout ce que j'ai vu, c'est des groupes de cheval et les casques des gardes républicains, merci bien! Deux, trois garnies, des étoiles plein les yeux : Ce qu'elle est belle! Même qu'elle soit vieille! On s'attendait à la voir en robe longue avec un sceptre, dommage!

Témoin la fascination exercée sur le cœur de France par le cœur d'Angleterre. Fallait voir Lang, tout émoussé, bouffi d'importance faire le Jack pendant la visite guidée en attendant de jouer au duc de Blois, flanqué de sa duchessa, pour recevoir demain la Queen escortée de son prince. Et les mines gourmées, secrètement ravies, de notre monarchie se haussant du col, à côté de sa voisine en grand tréfil, accueillant le soir les invités au château... suis sûre qu'il aurait adoré qu'on lui fesse la révérence.

Remarque, moi, ça me fait pareil. Dès que j'aperçois le photo d'un royal, à la devanture d'un kiosque, je me jette, je lape et je me pourléche les babines : cinq fois qu'elle s'est suicidée, Diane, si c'est pas merveilleux quand même. A côté de ça, les frasques de Stéphanie ça ressemble à quoi? A rien. A Dallas. Buckingham, c'est nettement plus classe! Et ça remonte plus loin. Après Richard II, Henry VI et les autres, ce qui arrive à ce pauvre Charles, vous voulez que je vous dise, c'est shakespearien!

Devant la commission d'enquête du Sénat

M. Philippe Marchand reconnaît « une erreur d'appréciation générale » dans l'affaire Habache

M. Philippe Marchand, ancien ministre de l'intérieur, qui était entendu, mardi 9 juin au Sénat, par les membres de la commission d'enquête sur l'affaire Habache, a reconnu qu'il y a « sans doute » une erreur d'appréciation générale à propos de l'avisé et du séjour en France du dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

« Le rôle du ministre de l'intérieur n'était pas de juger de l'opportunité ou non de faire signer Georges Habache en France mais de garantir sa sécurité », a affirmé M. Marchand en ajoutant qu'« en son for intérieur » il pensait « qu'il s'agissait d'une décision diplomatique et que sa seule était profitablement autorisée ». « Quand j'ai été mis au courant, le mercredi 29 janvier vers 20 heures, Georges Habache était pratiquement arrivé au Bourget », a indiqué l'ancien ministre, en précisant qu'il avait été « très surpris de ne pas avoir été avisé par son directeur de cabinet ou par d'autres ».

« Je ne pense pas qu'un piège ait été tendu au gouvernement français », a indiqué M. Marchand, tout en reconnaissant qu'il eût été « préférable que la DST effectue des vérifications plus tôt ». A-propos de

la démission de son directeur de cabinet, au lendemain de l'affaire Habache, l'ancien ministre a affirmé que la décision avait été prise par le président de la République et le premier ministre, M. Edith Cresson.

Après l'audition de M. Marchand, le président de la commission d'enquête, M. Bernard Laurent (UC, Aube) a donné lecture d'une lettre de M. Gilles Ménage, directeur de cabinet du président Mitterrand, qui annonçait son intention de ne pas répondre à la convocation de la commission, du fait de son statut de « collaborateur du président ». La commission devait se prononcer mercredi 10 juin sur ce refus, avant d'entendre M. Edith Cresson, ancien premier ministre, puis M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères.

Du 11 au 13 juin

3 jours exceptionnels chez

DORMEUIL

POUR LUI

Un grand choix de costumes, vestes, pantalons, réalisés dans les tissus DORMEUIL, mais aussi des chemises, chemisettes, pulls coton et cravates.

POUR ELLE

Notre collection de châles et une grande sélection de tissus féminins.

19, rue d'Uzès - Paris 2^e
Tél. : 40 26 52 24
M^{re} Bourée ou Montmartre

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « Prenez le maquis : laissez Meessricht », par Maurice Delarue ; « Les leçons du syndrome danois », par Laurent Cohen-Tanugi... 2

ÉTRANGER

Les élections aux Philippines... 3
Arrivée des premiers observateurs de l'ONU à Sarajevo... 4
Tchécoslovaquie : MM. Havel et Klaus concertent leurs efforts pour éviter la scission... 4
Confusion sur la responsabilité de l'assassinat d'un dirigeant palestinien à Paris... 5
Elizabeth II et M. Mitterrand célèbrent l'Europe... 6

POLITIQUE

Le débat sur Maastricht : à l'Assemblée nationale, l'UDF répond au RPR ; La réunion de Sélestat ; Le Sénat reprend l'examen de la révision constitutionnelle... 7-8

SOCIÉTÉ

L'inculpation du maire du Mans dans l'enquête sur le financement des partis politiques... 10
La fin de la visite du pape Jean-Paul II en Angola... 10
Le Championnat d'Europe des nations de football en Suède... 11
Le Sommet de la Terre à Rio... 17
Le rapport annuel sur la propriété des plages... 17

ÉDUCATION • CAMPUS

Le pari relancé de la télévision éducative • Télé-enseignement à l'américaine • L'Université découvre l'immigration • Antidote à la violence... 12 à 15

ÉCONOMIE

Casino et Rallye s'unissent dans la distribution alimentaire... 18
La réforme de la politique agricole commune : l'agitation persiste dans le monde paysan... 18
Le congrès américain envisage de rendre obligatoire l'équilibre budgétaire fédéral... 18
Maignon préconise l'ouverture d'une « enquête préliminaire » sur Habache... 20
Alliance européenne dans l'électroménager : GDA s'allie à Thomson Electroménager et à Fagor... 24
Vie des entreprises... 24

ARTS • SPECTACLES

« Rendez-vous d'été » : L'adieu au Festival estival de Paris • Besune, entre ciel et chais • Périgord noir, les folies d'Aquitaine • La Roque d'Anthéron, touches internationales • Francorolles, l'honneur de la chanson • Aries à l'étranger... 29 à 40

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 21 à 23
Automobile... 20
Carnet... 26
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 27
Mots croisés... 26
Radio-télévision... 27
La téléphonie du Monde : 3815 LEMONDE 3815 UN

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 40.
Le numéro du « Monde » daté 10 juin 1992 a été tiré à 497 547 exemplaires.

Demain dans « Le Monde »

« Le Monde des livres » : la NRF des « années noires »

Après le Journal de Drieu la Rochelle, la Nouvelle Revue Française des années d'occupation, dirigée par Drieu en accord avec les nazis, Bertrand Porot-Delpach s'interroge sur la fascination de certains écrivains pour l'Allemagne hitlérienne, sur la lâcheté de certains autres.

Supplément Ile-de-France

La Région parisienne est en attente des nouvelles règles du jeu que lui imposera le prochain schéma directeur actualisé de l'étude. De ces décisions dépendra l'évolution de la politique de développement des transports et la stratégie des promoteurs immobiliers qui accompagneront la croissance de la population de l'Ile-de-France au-delà de onze millions d'habitants. Un supplément spécial de huit pages.

La chronologie du mois de mai

La chronologie des événements du mois de mai 1992 dans le monde et en France.

C.F.P.A.

Préparation intensive 4 semaines, à partir de fin août. Inscription avant fin juin. PLUS DE 80 % DE REÇUS chaque année.

CEPES

17, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre
Tél. : 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ESLCA - ESCP
ENSTIM ALES

36.15 LE MONDE

Tapez RES

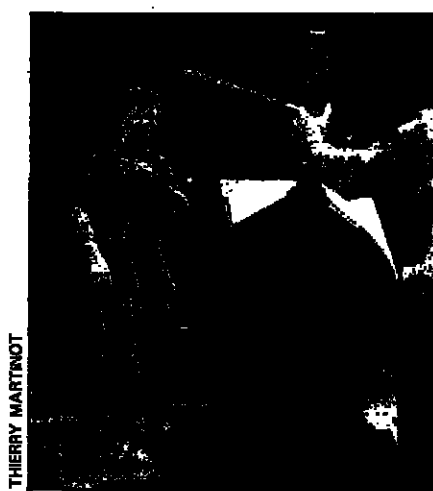
هكذا من الجمل

• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 29

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

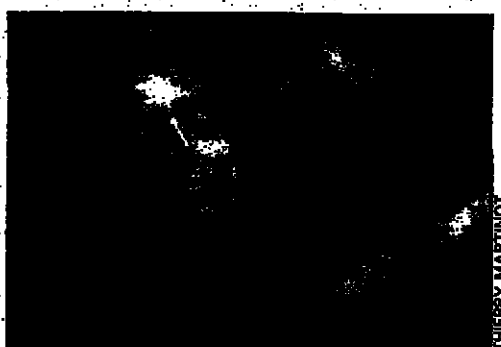
RENDEZ-VOUS VOUS D'ÉTÉ



George Benjamin



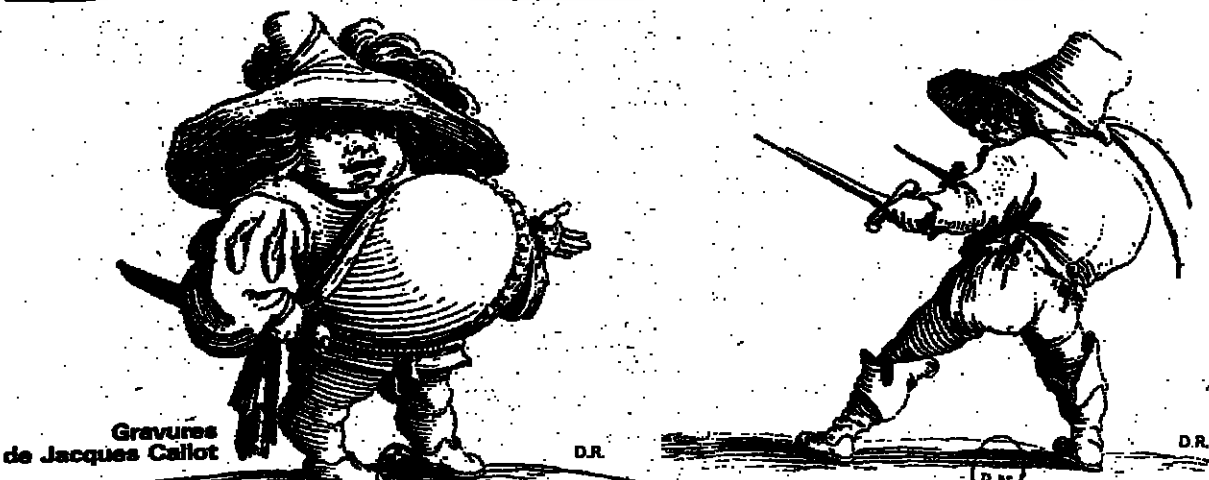
Catherine Lara



Michel Delbert



Keith Jarrett



Gravures
de Jacques Callot

D.R.

D.R.



Nirvana

LES RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ : FESTIVALS ET EXPOSITIONS

Classique	30 et 31
Jazz	32
Rock	33
Chanson et Musiques du monde	33 et 34
Danse	35
Théâtre	36
Arts	37 à 40

SUR LE PLUS GRAND ÉCRAN DU MONDE

2 PROJECTIONS
avec l'ORCHESTRE de la GARDE REPUBLICAINE

NAPOLEON



29/30 et 31 juillet 21h30
Parvis de la Défense

LOCATION OUVERTE 40 28 40 33

(en partenariat EPAD-PARIS QUARTIER D'ÉTÉ)

هكذا من الجهد

« Le monde des livres »

• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 • 31

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

→

intelligente de la programmation. Cette année, elle est centrée sur Bach et la musique française. Ensembles invités : la Chapelle royale, le Collegium vocale de Gand, le Récitarier consort, l'Ensemble Musique collégiale, le Seminario musicale. Chefs invités : Philippe Herreweghe, Jonathan Cohen, Bernard Foccroulle, Michel Laplante, Gérard Lesne. Solistes vocaux invités : Agnès Mellon, Sandrine Piau, Françoise Pollet, Barbara Schicht, Howard Crook, Peter Kooy, Solistes instrumentaux invités : Jean-Charles Abilize, Christophe Colin, Patrick Cohen, André Boix, Christophe Rousset, Andreas Baier. Incontournablement l'un des plus belles affiches de l'été et un miracle, si l'on songe à ce que sont devenus quelques festivals qui furent prestigieux.

Renseignements et location, Institut de musique ancienne, Abbaye aux Dames, BP 128, 17104 Saintes Cedex. Tél. : 48-57-43-48.

Été musical de Vichy

Jusqu'au 27 septembre
Vichy renoue peu à peu avec les grandes saisons musicales qui attirèrent, avant guerre (et aussi pendant, hélas), un public nombreux et quelques-uns des plus grands artistes de l'époque. Trente-sept concerts, opéras, représentations d'opéras, spectacles de danse, avec Jean-Marie Londe, Lazar Berman, Jean-Jacques Kantorow, Claude Nougaro, Brigitte Farnbacher, etc. A noter : le 10 juillet, une nouvelle production du *Syllabaire* pour Phidre de Maurice Ohnes.

Renseignements et location, Opéra, 1, rue du Casino, BP 243, 03208 Vichy. Tél. : 70-50-50-55.

Festival de La Chaise-Dieu

Jusqu'au 27 septembre
Beaucoup de musique religieuse à La Chaise-Dieu dont la sublime église se prête à une telle programmation. Forte participation polonaise avec la venue de Penderecki qui dirige son *Ureya* et celle de la Philharmonie et des Chœurs de Katowice. Avec, également, l'installation de quelques baroque en vue, dont Christophe Colin, Jean-Michel Hauser, Laurence Boulay et Christopher Hogwood.

Renseignements et location, Bureau du festival, BP 150, 43001 La Vay-en-Vallée Cedex.

Été musical en Limousin

Du 21 juillet au 12 août
Saint-Robert en Combrès et Saint-Léonard-de-Noblat en Haute-Vienne ont décidé d'unir leurs forces pour célébrer ensemble leurs vingt ans de saisons musicales. Il est ainsi prévu deux villages où se succéderont plusieurs semaines de concerts pour un été. Et la programmation est belle : le pianiste Jean-Claude Pennetier, les virtuoses de France, l'ensemble de la Geste Foudraire de Washington seront de la fête.

Renseignements et location, Les amis de Saint-Robert, 15310 Saint-Robert. Tél. : 55-25-11-05 et 55-55-03-57.

Festival de la Vézère

Du 15 juillet au 22 août
Dix concerts, c'est peu et c'est beaucoup pour la petite ville du Salatin qui, cette année encore, produit un festival dont le programme a été bien pensé. Nathalie Stutzmann, Catherine Collard et Eric Frey célébreront Clara Schumann ; ils seront suivis par l'Orchestre du Capitole et Stéphane Carbon, qui accompagneront le violoniste Patrice Fontanarosa, par la soprano Elisabeth Vidal, le pianiste Jean-Marc Londe, les solistes de l'Orchestre de Paris et deux représentations d'opéra (*l'Elisir d'amour* et *la Vierge joyeuse*) par la troupe du Pavillon opéra.

Renseignements et location, Festival de la Vézère, 11, place Jean-Marie Ouzier, 19100 Brive. Tél. : 55-23-25-05.

AQUITAINE MIDI-PYRÉNÉES LANGUEDOC-ROUSSILLON

Festival d'été de Bordeaux

Du 8 au 30 juillet
Dix représentations d'opéras de Verdi dans le Théâtre et dans le Palais des sports : six de *Rigoletto* (direction : John Fiori, mise en scène : Gianfranco Cobelli), cinq de *Macbeth* (direction : John Fiori, mise en scène : Gianfranco Cobelli) et de *Il Trovatore* (direction : John Fiori, mise en scène : Gianfranco Cobelli).

Renseignements et location, Orchestre national, 21, rue Vaucaire, 33025 Bordeaux Cedex. Tél. : 58-48-88-54 et 58-44-70-71.

Festival de Radio-France et de Montpellier

Du 13 juillet au 1^{er} août
Le Festival de tous les dangers ! En vint musiciens, René Koenig, son directeur artistique, dédicace des œuvres inconnues, d'autres oubliées et les monte avec un enthousiasme inébranlable. Cette année encore, il a déposé dans un lieu si trop qu'il s'agit d'un *Opéra à l'italienne* d'Antonio Sacchini, un *Christophe Colomb* d'Alberto Franchetti et une *Prova d'un opéra* de Francesco Giacco qui promet. Le 31 juillet, création mondiale de *Château des Corvées* de Philippe Hersant (commande du festival). Et toute une série de concerts donnés par la Philharmonie de Radio-France, les Solistes de Montpellier, l'ensemble orchestral de Paris, les orchestres de Paris, français, de France, de Strasbourg, de Paris national de France, etc.

Renseignements et location, Bureau du festival, La Courbe, BP 3214, 34043 Montpellier Cedex 01. Tél. : 67-02-02-01.

Saison musicale de Saint-Guilhem-le-Désert

Du 21 juin au 18 août
Pour sa vingt et unième édition, Saint-Guilhem reste fidèle à des musiques qui vont avec sa magnifique église romane : opéras, oratorios, musique baroque et moderne avec le London Baroque de Charles Medlam, l'ensemble A Sei Voci, le Capriccio stragegato, l'ensemble Organum de Marcel Péro, Agnès Mellon et Christophe Rousset, etc.

Renseignements et location, Les Amis de Saint-Guilhem-le-Désert, 165, rue Michel-Ange, 34100 Montpellier. Tél. : 67-63-14-96 et 67-67-42-95 (du 10 juillet au 20 août).

Festival Pablo Casals

Du 26 juillet au 13 août
L'Espagne, l'Amérique et Pat Casals : un itinéraire vers le Nouveau Monde, des découvertes, les réfugiés de la vieille Europe : Schoenberg, Elser, Bartók, Varèse, Stravinsky, Bernstein, Barber. Avec un peu d'Espagne autour, un soupçon de bel canto en hommage à Rossini. Le Festival de Prades aborde l'âge canonique avec des projets pleins son sac : Royaume de la musique de chambre, plein de ruis et de rimes qui, en plus des concerts, donnent des cours magistraux au sein d'une académie richement internationale. L'un des festivals les plus « français » de l'été, qui, en quelques années, a retrouvé l'esprit de sa création.

Renseignements et location, Bureau du festival, B. P. 24, 66502 Prades Cedex. Tél. : 68-86-32-07.

Festival du Comminges

Du 20 juillet au 5 août
Un Festival, une académie : la formule est de plus en plus mise en œuvre par les responsables de festivals qui ne souhaitent pas seulement organiser des concerts. Durant le Festival du Comminges, des ateliers de chambre, de piano, de la musique de chambre, du chœur, avec Georges Guillard, André Stricker, Nelson Freire, Jean-Marie Londe, Raphaël Oleg et Roger

Munaro, Jean-Patrice Brosse, Maria Jono Fira, Anna Tomowa-Sintow, Michel Chapuis, etc. Les concerts sont donnés dans la basilique Saint-Just de Valcabrère et la cathédrale de Saint-Bertrand de Comminges.

Renseignements et location, Bureau du festival, 31280 Mazères-Salès. Tél. : 61-58-32-03 ou 61-58-81-25 (avant le 6 juillet).

Festival d'Albi

Du 15 au 30 juillet
Langues d'Est de Jean-Pierre Waltes et de l'ensemble instrumental de France, le Festival d'Albi change de visage : moins de concerts, plus de variété dans une programmation plus solide : jazz avec Lionel Hampton, musique sacrée et opéra (*Missa solennelle* de Beethoven et *Carmen de Bizet* par une troupe ukrainienne), opéra avec André Isen. Le 29 juillet, représentation de *l'Opéra de la nuit*, le meilleur opéra de Haydn monté sous la direction artistique d'H. C. Robin-Landon, avec la participation de l'Orchestre de chambre Salieri et d'une distribution tirée sur le volet par le musicologue lui-même.

Renseignements et location, Office du tourisme, place Saint-Cécile, 81000 Albi. Tél. : 62-64-25-04.

Rencontres internationales de piano en côte basque

Du 1^{er} au 13 juillet
Pour sa cinquième édition, le festival de piano dirigé par Catherine Collard «tapa» toujours aussi haut : Aldo Ciccolini, Lazar Berman, Michel Béroff, Jean-Paul Sevilla, Viktoria Postnikova, Gerhard Oppitz, Frank Bailey se produiront dans les églises de Ciboure, Guéthary et Saint-Jean-de-Luz. Alléluia que dans le Pays basque, il faudrait craindre le pire (piano et église ne font pas bon ménage), mais l'architecture si particulière des lieux de la culture de la région en font des salles de concerts idéales. En marge du festival, Catherine Collard organise des master classes, des stages de piano intensifs dont la renommée ne fait que grandir. Pas étonnant lorsque l'on sait que les professeurs se nomment

Le Festival du Périgord noir

Les folies d'Aquitaine

NON pas un, mais deux festivals de dix jours ! Le premier est consacré à la musique baroque. Son thème tourne autour des fêtes vénitiennes et convie le grain du baroque : les Arts florissants et William Christie, l'ensemble les Talents lyriques, l'ensemble Clément Janquin, les Gabrieli Consort Players, le London Baroque de Charles Medlam, le Seminario musicale et Gérard Lesne, la soprano Sophie Boulan et Noëlle Speth, et la troupe Opéra Rector d' qui donnera *Lo Speziale* de Haydn.

Le second a pris pour thème l'éloge de la folie chez Schubert et Schumann et sa programmation a été confiée au pianiste Michel Dalberto. Ses invités sont la soprano Dora Brown, le violoncelliste Marc Coppey, le Quatuor Sine Nomine, Udo Reinermann et l'ensemble vocal d'Ulrecht, Elisabeth Leonskaia, le Wiener Schubert Trio, le ténor Peter Schreier et le pianiste Charles Spencer ! Le Festival du Périgord noir fêtant son dixième anniversaire, Jean-Luc Soulé, son directeur artistique, a voulu remercier les artistes ayant participé à cette manifestation depuis ses débuts. Il sera sans doute difficile de trouver une place le 12 août. Ce soir-là, l'artiste Gérard Causse, le clarinetiste Michel Portal, la mezzo-soprano Françoise Pollet, la Quintette à vents Morogues, les pianistes Michel Dalberto et Michel Rudy rendront hommage à l'un des festivals les plus conviviaux de l'été, l'un de ceux dont la programmation devrait être citée en exemple, dont le management responsable le rapproche des festivals de Beaune et de La

Roque-d'Anthéron. Et quel autre festival associé à sa programmation une académie confiée à Françoise Pollet, au pianiste Dalton Baldwin (l'un des meilleurs coaches de chanteurs du moment), à Martin Lovett (du Quatuor Armand), au Quintette à vents Morogues, quel autre festival se paie le luxe d'organiser des rencontres cinématographiques au cours desquelles seront projetés rien de moins que *Casanova* de Volkoff (1927), *Sanso* et *Ludwig* de Visconti, *la Ruée vers l'or* de Charlie Chaplin, *Sunset Boulevard* de Billy Wilder, *Au revoir les enfants* de Louis Malle, *Casanova*, un enfant à Venise de Comencini, *Pérol* en la demeure de Michel Deville, *Tous les matins du monde* de Corneau, et, mieux, tourne des courts métrages sur les artistes invités ? Pas des clips faits à la va-vite, mais de vrais films diffusés en salle.

Si ce festival exemplaire était situé dans le Luberon, il est certain que sa renommée dépasserait depuis longtemps le cadre des frontières de l'hexagone. Conscient du problème, ses organisateurs facilitent au maximum la venue des mélomanes en leur proposant une liste d'hôtels accessibles sur Minitel (3615 PÉRIGORD) ou de chambres d'hôtes (tél. : 53-51-97-91). Les programmes détaillés (français-anglais) sont disponibles sur Minitel : 3615 FESTIVARTS et 3615 ARTS.

* Festival du Périgord noir. Du 19 au 29 juillet et du 12 au 24 août. Renseignements et location, Festival du Périgord noir, 5, place de la Libération, 24290 Montignac. Tél. : 53-51-61-61.

Jean-Paul Sevilla, Aldo Ciccolini, Michel Béroff, Lazar Berman, Gerhard Oppitz et Viktoria Postnikova.

Renseignements et location, Mairie, 64210 Guéthary. Tél. : 59-26-56-50.

Festival de Saint-Lizier

Du 17 juillet au 8 août
Dirigé par le pianiste David Livy, ce festival donne beaucoup de piano évidemment, et pas mal dans la musique de chambre.

Les artistes invités sont incontestables : Tatiana Nikolaeva, François René Duchabie, Maurice Bouange, Christian Ivaldi, Gérard Causse, etc. Les programmes sont impeccables.

Renseignements et location, Festival, Mairie, 09190 Saint-Lizier. Tél. : 61-68-67-89.

RHONE-ALPES PROVENCE-CÔTE D'AZUR CORSE

Festival international d'art lyrique d'Alx-en-Provence

Du 13 au 31 juillet (*)
A l'affiche du festival fétiche des lycéens français, *Don Giovanni* dans une mise en scène de Giorgio Marias, avec

Andreas Schmidt dans le rôle titre et sous la direction d'Armin Jordan, *le Songe d'une nuit d'été* de Britten dans la mise en scène de Robert Carsen, avec l'English Orchestra dirigé par Stuart Bedford et *The Rake's Progress* de Stravinsky dans la mise en scène d'Alfredo Arias, les décors de Roberto Plate et sous la baguette de Kent Nagano et la participation de l'Opéra de Lyon. Ne pas oublier la petite trentaine de concerts qui accompagnent ces productions lyriques : des Arts florissants à l'Or-

chestre philharmonique de Strasbourg, des récitals de chant à la *Missa solennelle* dirigée par Theodor Guschlbauer, cette programmation est si riche qu'il semble presque qu'elle soit un second festival.

Renseignements et location, Bureau de location du festival, Palais de l'ancien archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-17-34-34 et 42-21-14-40. Minitel 36 15 THEA puis FESTIVAL D'ALX.

Festival de Gréoux-Les-Bains

Du 7 au 18 juillet
Cinq concerts dans ce festival dirigé par le violoncelliste Frédéric Lodéon, cinq concerts aux programmes bien choisis et bien servis : l'Orchestre d'Auvergne de Jean-Jacques Kantorow, le Quatuor Altheim, Enesco, Gérard Causse et François René-Duchabie, Anne-Sophie Schmidt et l'Orchestre régional Alpes-Provence-Côte d'Azur.

Renseignements et location, Office municipal du tourisme, 5, avenue des Marronniers, 04800 Gréoux-Les-Bains. Tél. : 92-76-01-08.

Festival international de quatuors à cordes

Du 21 juin au 8 septembre
Pionnier dans le renouveau du quatuor à cordes en France, le Festival



Brigitte Engerer et Roland Pidoux

Le Festival de La Roque-d'Anthéron

Touches internationales

Il suffit de rappeler que tout le grain du piano y a joué depuis sa fondation, en 1981, à l'exception de Pollini, Brandel, Horowitz et Michelangeli ; que, loin de ne se consacrer qu'au piano La Roque a élargi son propos en convoquant tous les claviers (synthétiseur y compris), à l'exception du grand orgue ; de rappeler que la musique baroque, la musique de chambre, le répertoire symphonique y ont trouvé un cadre à leur mesure. L'aventure exemplaire vécue par un festival qui s'appuie largement sur le bénévolat local, mais aussi de la région parisienne et nationale lui a valu d'être cité en exemple un peu partout dans le monde et d'être régulièrement visité par de grandes responsables culturelles et/ou politiques (Jack Lang et Catherine Tasca, l'an dernier) qui viennent vérifier de visu ce qui se raconte. Festival exemplaire à plus d'un titre. D'abord par une politique musicale incontestée, des prix de places qui restent raisonnables quand ils s'élèvent trop souvent ailleurs, un accueil simple et efficace. Ensuite, parce que, sous l'égide d'équilibrer un budget limité (3 millions de francs), l'équipe dirigeante se refuse à offrir des cachets mirobolants aux artistes rien que pour les avoir. Des artistes qui ont bien compris cela et se prêtent au jeu, certains de jouer devant un public nombreux, curieux et enthousiaste.

Car la plus grande réussite de La Roque-d'Anthéron réside dans cette mise en commun du talent des artistes, des organisateurs et du public, et dans la magie d'un théâtre de verdure lui aussi unique dans la région.

Nelson Freire, l'Orchestre de Lyon et Emmanuel Krivine, François-René Duchabie, Zoltan Kocsis, Patrick Cohen, Rafael Orozco, Joachim Achucarro, Krystian Zimerman et l'Orchestre philharmonique de Montpellier, Kenneth Gilbert, Eliso Virshup, Jos Van Immerseel, le duo Crommelynck, Jean-Marc Londe, Anatol Ugorski, Jean-François Heisser, Andreas Stäier, Jean-Bernard Pommier et l'Orchestre de chambre austro-hongrois, Alexei Lubimov, Brigitte Engerer, Michel Béroff, Alain Planes, Jean-Claude Pennetier, Dominique Merlet et ses élèves, Frédéric Chiu, Elisabeth Leonskaia, György Sebok, Richard Goode, Shura Cherkassky, Christian Zacharias, le Chorus Musicus de Cologne de Christoph Spering et... quelques autres seront, cette année encore, les invités de la Mecca du piano.

* Festival international de La Roque-d'Anthéron. Du 1^{er} au 23 août. Renseignements et location, Festival de piano, château de Florans, 13640 La Roque-d'Anthéron. Tél. : 42-50-51-15 et 52-50-51-16.

ABBAYE de SAINT-MICHEL en THIÉRACHE

Festival de Musique Baroque tous les dimanches du 14 juin au 12 juillet

Le festival de musique baroque de l'abbaye de Saint-Michel en Thiérache propose une programmation exceptionnelle de concerts. Les programmes sont élaborés par un comité d'experts et sont toujours très variés. Les concerts sont donnés dans l'abbaye de Saint-Michel, un lieu d'une grande beauté et d'une grande acoustique. Les programmes sont : 14 juin : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 21 juin : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 28 juin : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 5 juillet : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 12 juillet : Concerto pour clavier de J.S. Bach.

XVIII^{ème} FESTIVAL SEMAINES MUSICALES DE TOURS

22 CONCERTS
Bach, Beethoven, Brahms, Chopin, Debussy, Fauré, Grieg, Liszt, Mahler, Mendelssohn, Mozart, Paganini, Schubert, Schumann, Tchaïkovski, Verdi, Wagner, etc. Les programmes sont : 14 juin : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 21 juin : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 28 juin : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 5 juillet : Concerto pour clavier de J.S. Bach ; 12 juillet : Concerto pour clavier de J.S. Bach.

XIV^{ème} FESTIVAL DE DIJON

UN ÉTÉ MUSICAL

DU 3 AU 26 JUIN 92

LOCATIONS : FNAC - Parc de Beaug - Dijon par correspondance et groupes : ÉTÉ MUSICAL - Dijon - Tél. 89 20 61 90

GRUPPE VOCAL DE FRANCE • RIGOLTO • WESTMINSTER PHILHARMONIA • ELLES • ORCHESTRE DE MONTE CARLO • HUY • ENSEMBLE GILLES PINCHOIS • DEVON • ENGLISH PHILHARMONIA • FOSTER • LONDON ORIENTAL CHOIR • KANG • SOLISTES DE LA SCALA • QUATUOR LUDWIG • FANTOM • CALCHIRIS • QUATUOR IERSON • AIRE FLAMENCO • MEYER • PAY • COMPAGNIE FRICAISE • DENTIL • CHARLIER • SOLISTES DE LA GRANDE ÉCURIE • COWMEN

هكذا من الجاهل

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 • 33

ROCK

Il y a les grands costauds qui n'ont qu'à siffler pour que les vedettes arrivent en courant. Il y a les petits malins qui interceptent les stars dans leurs trajets. Et puis, il y a les petits courageux qui se débrouillent tout seuls. Même s'il en apparaît de nouveaux chaque année, les festivals de jazz, de rock, de chansons ou de musiques du monde ont développé chacun leur identité au fil du marché.

Le plus étonnant est que ce gigantesque voyage organisé continue, malgré tout, de produire de la musique, de l'amener là où elle ne va pas le reste de l'année. De la programmation «anticolombienne» du Festival d'Avignon aux raves alpêtres du Festival de Leysin (Suisse), il se jouera cet été des musiques qui ne seront que de ce temps-là.

Tours

Ancard de Tours

Du 12 au 20 juin

Un rock français, versant alternatif, des spectacles gratuits ou à prix modique, des idées de programmation (une partie de campagne organisée par les Champêtres de joie, rétrospective surprenante des guinguettes de la Belle Époque, matinées d'influences celtiques et slaves, le 14; une présentation des groupes du label Hou La La), un final à grand spectacle avec les Satellites, Malin et d'autres: une bonne préparation à l'été.

Tél.: 47-51-02-83.

Vitry-sur-Seine

Festival de la jeunesse

Les 13 et 14 juin

En deux jours, une bonne partie des musiciens et groupes que l'on croiera sur les routes des vacances. Massilia Sound System (reggae maffia marseillaise), MC Solaar, Zebda, FFF, Khaled, Les Violents, les Négressements, entre autres, un portrait bariolé de la France qui fait de la musique, de rap en reggae, de rai en salsa, de musette en rock.

Entrée gratuite, domaine départemental Chénouet, 4, route de Fontainebleau, 94400, Vitry-sur-Seine.

Villeurbanne

Eclanora

Du 18 au 21 juin

En plein air, gratuit, un festival de plus en plus luxueux, qui fait cette année venir Johnny Guitar Watson (le 18), Albert King (le 20), mais aussi les Belges drôles de Stella, la néoréaliste alternative Gina, venue avec son orchestre (le 20) et puis aussi de la danse, des spectacles, tout ce qui fait aujourd'hui une grande fête communale.

Tél.: 78-85-88-05.

Lille

Les Enfants terribles

Du 20 au 28 juin

Un reggae, le 20 juin, avec Burning Spear. Le lendemain, pour la fête de la musique, une flopée de groupes locaux. Des films (une nuit à Trana, le 24 juin) et les VRP (le 24 avec aussi la télévision enfin reformée et une seconde fois Burning Spear) et, pour conclure, les acrobaties musicales et physiques de Fishbone, le tout organisé autour de l'Aéroparc, salle de spectacle sans pareille.

L'Aéroparc, 18, rue Colson, 59000 Lille. Tél.: 20-30-98-88.

Paris

Jazz Festival

Du 24 juin au 24 juillet

Organisé grâce aux largesses d'une grande marque de bière, ce festival se fait de moins en moins jazz et de plus en plus rock. Little Village, le beau quartier qui réunit Ry Cooder, John Hiatt, Jim Keltner et Nick Lowe fera son retour sur la scène du Palais des Sports, le 3 juillet. Le 6, au même endroit, on découvre la New Orleans Revue, avec Dr John, Johnny Adams, Zachary Richard et quelques autres qui dessinent à eux tous une carte assez caractéristique musicale de Louisiane. Il y aura aussi des concerts en club avec, toujours en provenance de la Crescent City, le Dirty Dozen Brass Band (le 29 juin au New Morning) ou Kip Hanrahan et son groupe Confuse avec Jack Bruce (le 3 juillet au New Morning).

Am Palais des Sports, 200 F. En club, 130 ou 140 F. Réservations, Paris, Virgin, Réseaux, Minirel 3617 LAGENDA.

Les-les-Moulineaux

Legend Festival

Du 26 juin au 4 juillet

Ce festival-là est destiné à la promotion

Etang des Aubiers, Saint-Martin-de-Crau. Tél.: 51-33-52-43.

Moriac

Tamaris

Le 18 juillet

Sixième édition d'un grand petit festival. L'été est arrivé et l'on retrouve des visages connus (Fishbone, MC Solaar, Massilia Sound System) mais aussi de nouvelles têtes, qu'on ne verra pas ailleurs (les Cramps, PJ Harvey) et James en vedette. C'est un plein air pas très loin de la mer, sur deux scènes. Un après-midi qui peut vivre au paradis.

L'Orée du Bois, Moriac à partir de 13 heures. 160 F ou 150 F.

Blaye

Festival de rock

Les 24 et 25 juillet

Encore un festival qui grandit très vite. Orientation assez dure, avec une sélection raffinée de machines à décibels: des mélodies bruyantes de Teenage Fan Club aux incantations hurlées de Henry Rollins en passant par le pop agité des Little Rabbits ou les convulsions de Mod's Atomic Dustbin et de Mega City Four.

Cité de Blaye, de 18 heures à 2 heures. 100 F par jour, 180 F pour les deux jours. Location France, syndicat d'initiative.

Saint-Amant-Roches-Savine

Rock ça vibre

Du 31 juillet au 2 août

Voilà août, les rockers vont être contents à bronzier idiot (ou sourd), mais avant la longue lève, une halte au Puy-de-Dôme, où l'on assistera à une confrontation de rock entre les Ukrainiens délinquants de VV et les Texans extrêmes de Shoulders, sûrement l'une des meilleures idées de l'été. Et aussi Urban Dance Squad, les Thugs, les Young Gods.

Tél.: 73-95-74-44.



Johnnie Johnson.

cités lyonnaises, Elta James et le Blues Brothers Band rejoint par l'un des frères d'origine, Don Aylroyd (le 2 juillet) et enfin du reggae (où l'on joue la complémentarité des produits qui se fument) avec Alpha Blondy, Toots and the Maytals et Bunny Wailer (le 4).

Concerts à 20 heures (sauf le 28 juin, 18 heures et le 4 juillet 17 heures) au parc de l'Île-Saint-Germain, Isy-les-Moulineaux. Réservations France, Virgin.

Belfort

Les Eurockéennes

Du 2 au 5 juillet

L'an passé, les Eurockéennes ont accédé à la première division des festivals européens. A priori, la programmation 92 devrait confirmer cette promotion: Bob Dylan (le 2), Lou Reed (le 3), et il devrait sortir de sa formule rituelle pour donner un vrai concert de rock, Morrissey (le 4) et James Brown (le 5), des superstars pour tous les goûts. Mais aussi des jeunes prometteurs (Pearl Jam, Manic Street Preachers) des vedettes confiantes (The Roots, David Byrne, Nirvana), à l'expérimental (American Music Club, Saint-Germain, notre Kat Onoma national) et aussi des audaces thématiques (les Américains, emmenés par Buffy Sainte-Marie). Et puis un panorama du rock scandie, qui recèle parfois d'excellentes surprises. Et puis Carter USM et aussi Mary Margaret O'Hara, justement la chanteuse canadienne qu'on ne voit jamais et qui passe à Roskilde, juste au moment où vous y serez. Et en plus, le tout au profit d'une organisation charitable. Bref, le digne héritier du label «paix, musique et amour».

Roskilde (30 km de Copenhague), points de vente en Belgique (tél.: 03-2266636), en Suisse (tél.: 1-567 511).

Estomle

Tallinn Rock Summer Festival/Independence Fest

Du 8 au 12 juillet

Né au temps de l'URSS, le Festival de Tallinn est le seul de son espèce à avoir su durer sur tout le territoire de l'ex-empire. Cette année, on y annonce la venue de gens qu'on ne verra pas ailleurs (Rick Danko, l'ancien du Band, Bob Geldof, Run DMC, Tokyo Ska Paradise, les Japonais qui se prennent pour des

Jamaïcains), et l'on pourra y découvrir quelques exemples de la production locale.

Royaume-Uni

Glastonbury Festival of Performing Arts

Du 26 au 28 juin

Événement polymorphe (du rock, mais aussi une centaine de troupes de théâtre et de cirque, des projections de cinéma) qui réjouit périodiquement le vieux rêve hippie de créer un monde alternatif pendant trois jours. On y verra les stars (Lou Reed, Morrissey, House of Love), les espoirs et les inconnus, et aussi Billy Bragg (la tonalité du festival est assez gauchiste) et puis les sœurs McGarrigle, et les jeux de camping sous la pluie (enfin, peut-être pas, mais il a été souvent constaté que la terrible sécheresse qui accable l'Angleterre ne s'interrompt pas pour les festivals en plein air).

Réservation par téléphone pour cartes de crédit: (44) 272 767 888.

Reading

Du 28 au 30 août

Pour sa vingtième édition, le Festival de Reading change de programmation mais pas vraiment d'esprit. Les têtes d'affiche donnent une bonne idée de la programmation: rock anglais (Woodsong), rap (Public Enemy) et rock américain (Nirvana). Derrière chacune de ces têtes de chapiteau, se déroule une programmation un peu prévisible mais très alléchante: PJ Harvey, Rollins Band, L7.

Réservation par téléphone pour cartes de crédit: (44) 71 580 3141.

Suisse

Leysin Rock Festival

Du 8 au 11 juillet

Une grosse programmation qui ressemble à d'autres (Lou Reed, Morrissey, Dylan), mais aussi des idées plus originales comme celle d'organiser une série de roves pour finir les nuits dans les alpages comme si on était encore en ville, et quelques agréables surprises dont la présence de la chanteuse Kirsty McColl, et un salut à la chanson française avec la présence de Renaud. L'idée de base de l'organisation reste la même: tout le monde laisse sa voiture au bas des pentes et monte à l'alpage à pied ou en transport en commun: air pur et camping agreste garantis.

Un jour: 58 FS; week-end: 98 FS; abonnement: 188 FS. En France, billets en vente à Cluses, Annemasse, Pontarlier, Evian, Thonon et Annecy; Minirel 3615 Couleur 3.

Nyon

Paléo Festival

Du 21 au 26 juillet

L'autre grand événement helvète de l'été: plus éclectique, avec des ouvertures vers la world music (Yousou N'Dour, Angélique Kidjo, Jorge Ben Jor), le funk (FFF, Brand New Heavies), la chanson (Higelin, Lavilliers). Reste pour le rock stricto sensu beaucoup de place, du militantisme en Patagonie de New Model Army aux errances texanes de Calvin Russell en passant par le énième retour de Jethro Tull ou les excès représentatifs des VRP.

Abonnement: 130 (étudiant) ou 140 FS.

La sélection «Rock» a été établie par Thomas Sotinel

CHANSON/MUSIQUES DU MONDE

Corse

Festivoce

du 21 juin au 19 juillet

Un parcours dans les superbes villages de Balagne, autour de Figma, où se trouve l'association E Voce di u Cumune, grande restauratrice du chant corse et de la Méditerranée. Le 21 juin, l'ensemble La Colombina, une soprano argentine, un contre-ténor italien, un ténor et un baryton catalans pour donner une vision des polyphonies profanes de la Renaissance en Espagne (chapelle Santa-Risindina de Calinzana). Le 5 juillet, Marcel Pères présente à Speluncatu le travail mené avec E Voce di u Cumune sur l'orgue et la voix (avec des manuscrits franciscains corse des dix-septième et dix-huitième siècles). Le 7 juillet, à Figma, le groupe de femmes russes Pesen Zemli, présent en juin 1991 aux rencontres polyphoniques de Royanmont, et pour une soirée, les cinq femmes corse de Domisiana. Le 9 juillet, la soprano Monique Zanetti à la collégiale de Curbura, pour un récital de musique baroque italienne. Le 13, à Figma, théâtre musical avec Jean-Pierre Lanfranchi et une soirée de l'excellent groupe A Tavagna. Deux concerts d'orgue à Speluncatu (Sergio Vartolo, le 11, Jacques Brzza, le 19).

Tél.: 95-81-77-31.

Caen

A Caen la paix

du 24 juin au 7 juillet

L'ensemble cosaque de Kirovograd d'Ukraine fera l'ouverture d'un festival qui se veut populaire (il y a même Yanick Noah, le 28) et militant sans excès. Puis une programmation sympathique: Geoffrey Oryema (les 25 et 26), MC Solaar (le 26), Kant (le 27), Zap Mama (le 28), FFF (le 6 juillet), Jacques Higelin (le 7).

Tél.: 31-30-45-51.

Marseille

Nuits blanches pour la musique noire

les 25, 26, et 27 juin

Les Nuits blanches des îles du Frioul ont résisté aux hostilités de la municipalité de Marseille et à ses projets concurrents, et c'est tant mieux car l'affiche de cette année est belle. Le 25 juin, voix de femmes: Marva Wright, de Louisiane, Angélique Kidjo, du Bénin, Monica Passos, Brésilienne épousant l'indien. Soirée Nouvelle-Orléans le 26: Willy DeVille, Doctor John, Zachary Richard, Johnny Adams, Eddie Bo, The Wild Magnolias. Samedi 27 juin, l'Afrique est reine: Lapiro, de M'Banga et Anne-Marie Nzié, du Cameroun; Zani Diabate, du Mali, la superbe reine Pélégie de Côte-d'Ivoire, Thomas Mapfumo, la star du Zimbabwe. Pour marquer la fin des festivités: Cheb Khaled. Des films, des colloques (sur l'enseignement, les droits d'auteurs et les droits de l'homme, la francophonie) à Marseille avant de travailler en bateau pour les concerts.

Tél.: 91-95-94-52.

Montpellier

Montpellier danse 92.

du 24 juin au 11 juillet

La soirée de gala de ce festival de danse prend un profil bien singulier avec trois grands noms de la chanson juive africaine de l'Algérie d'avant l'indépendance: Reimette l'Oranaise, classique et impériale, Lili Boniche, agile et spécia-

liste du «francarabe», Line Monty, chanteuse de l'amour souverain (le 24 juin à l'Opéra-Comique). Le musicien turc Kudsi Erguner a organisé une série de concerts autour de la Méditerranée et de l'école des juifs d'Espagne, du Maghreb à la Turquie. Les 27 et 28, les nettes et l'ensemble Shiraz (musiques juive et persane). Le 30 juin, cérémonie des Bekkachs d'Istanbul, le 2 juillet, musiques et chants de harem par l'Ensemble ottoman de femmes d'Istanbul. Le 7 juillet, musique tréigine de Turquie (les frères Erköse). Le 11, musique soufie de Turquie avec les frères Erguner.

Tél.: 57-61-11-20.

Paris

Jazz Festival

du 24 juin au 24 juillet

Le festival démontage de La Villette, et s'écroule du Palais des sports (Calvin Russell, Little Village, le 3 juillet, Chick Corea, Eddy Gomez, le 4) au New Morning (les Cubains Irakere, les 9 et 10 juillet), le 5 juillet, grande soirée brésilienne et philanthropique (au profit des enfants de Rio), avec le Trio Esperanza, Gilberto Gil, Iano Bosco, Ivan Lins, Chico Buarque, les Golden Boys.

Tél.: (1) 48-28-40-90. Minirel: 3617 LAGENDA.



Cheb Mami.

Lille

Coup de soleil sur le Nord.

Les 26 et 27 juin

Musiques du Maghreb offertes par «des créateurs de France originaires du Maghreb». Fête à vocation populaire, dont la première soirée (Alma de Noche, Sapho, Lili Boniche, Cheb Mami) est articulée autour de la finale de la Coupe d'Europe de football. Le samedi 27 juin, des découvertes autour de Karim Kacel et Lidi.

Tél.: (1) 46-31-75-53 ou 20-54-25-94.

Rennes

Les Tombées de la nuit.

Du 3 au 11 juillet

Il y a de tout aux Tombées de la nuit, du Mozart, un opéra mandingue (Warumba, le 7 juillet), une soirée Tsiganes du monde (Inde, Turquie, Egypte, Hongrie, le 11 juillet), un cocktail d'accordéon d'atonique (le 9 juillet, suivi d'un récital de chants de marins, par les shantimen américains de Mystic Sea-

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS	
RIVE DROITE	RIVE GAUCHE
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 - 40-78-42-93-61 LE CORSAIRE 1, bd Esplanade, 16 - 43-20-57-53 et 43-25-53-23	FDIM, Lundi soir 40-78-42-93-61 43-20-57-53 et 43-25-53-23 Climatisé
LE SYBARITE 6, rue du Sabot, 6 - 43-22-21-56	UNIQUE Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats: 180 F tout compris. Visa à disposition. Tous les soirs. Dîner jusqu'à 22h.
SRI RAM 15, rue Jules-Chartain, 6 - 43-25-12-84	AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS Maison du XVI ^e - 100 F d'affaires, dîners aux chandelles. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 160 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.
RESTAURANT THOUVENEL 79, rue Saint-Denis, 7 - 47-05-49-75	22 h 30. Spécialité TANDOORI CURRY, BIRIANI, Menu midi 49 F et 69 F. Soir 99 F. Ambiance et musique indienne. M. V. V. N.-D.-des-Champs. Carte: 120 F env. Climatise.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier. HÔTES POUR L'ANNÉE. POISSONS DU MARCHÉ. Plats traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR à brasser de l'été.

Tél.: de 11 h 30 à 2 heures de midi: 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

port), des sonneurs de Bretagne (Noces Jersais, le 10 juillet), le trio malien de Soukatta Kote, la chanteuse asturienne Equidat Bares avec Bernardo Sandoval et Marc Anthony (le 6 juillet). Et surtout, les Tombées de la nuit, qui sont un grand rendez-vous, témoignent de la vitalité de l'Ouest français.

Tél. : 99-79-01-98.

Pézenas

Hommage à Bobby Lapointe

Tous les jours à partir du 2 juillet. Il était né à Pézenas, Avocat et Français, la Maman des poissons nous sont restés. L'enfant du pays est un enfant chéri et choyé, et il est mort il y a tout juste vingt ans. Il aurait eu en avril soixante-dix ans. Commémoration à la bonne franquette.

Avignon

Festival d'Avignon

Du 10 juillet au 3 août. Les musiques traditionnelles sont depuis longtemps mises en valeur par le prestigieux festival de théâtre. Cette année, Avignon redresse la barre des commémorations du cinquième centenaire en amenant en France des éléments trop oubliés dans la cohorte des manifestations hispaniques : les Indiens et les Noirs d'Amérique latine. Rituels, musiques et danses traditionnelles du Mexique : danses quotidiennes, les 12, 16 et 20 juillet, danses des Negritos, de los Moros y Cristianos, les 15, 18 et 21 juillet par les Totonques de Papantla ; danses de la Puma par les Zapotèques de Santa-Ana-del-Valle (Oaxaca), les 13, 17, 19 et 22 juillet ; danses de Pácora par les Seris de Puente-Chueca, danses del Venado par les Mayas d'El Cacho, les 24, 26, 28 et 30 juillet ; danses Arallan et danses del Toro par les Tepahuas de la région de Durango, les 25, 27, 29 et 31 juillet. Au cloître des Cisterciens. Du Venezuela, le Teatro Negro de Barlovento, les 11, 13, 16 et 18 juillet ; le groupe Madeira de Caracas les 12, 15, 17 et 19 juillet. A la faculté des sciences. De Cuba, groupe traditionnel de Trinidad, les 20, 21, 22, 23 et 24 juillet ; le groupe Guillermina Moncada de Santiago-de-Cuba, les 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 juillet. A la faculté des sciences.

Tél. : 90-82-67-08 ou (1) 48-74-59-88. Tél. : 67-88-14-15.

Nantes

Festival d'été

Du 7 au 12 juillet. Le plus fourni des festivals d'été en matière de musiques du monde, tous les continents, des découvertes et des stars dans le château des Ducs. Gala d'ouverture (au profit de la recherche pour le sida) à la Cité des congrès, le 7 juillet avec douze groupes de percussions (les Maîtres Tambours du Burundi, le bagdad d'Auray, les Brésiliens d'Odium, l'italien Carlo Rizzo, le Cibo Steel Band d'Antigua...). Le 8 juillet, soirée caribéenne, Vujacks, des serbo-croates de Tchecoslovaquie et Chymes, des Slovaques de Hongrie. Le 9, les Chulien de Quilapayun, les Nyonghar Dancers d'Australie, les chanteurs de gospel américains Friendly Travellers. Le 10, traditions indiennes du Mexique (voir Festival d'Avignon). Le 11, soirée Louisiane, les femmes percussionnistes du Pamir (Tadjikistan). Le 12, fête de clôture jusqu'à l'aube.

Tél. : (16) 40-47-81-77.

Saint-Charlier

Rencontre internationale des luthiers et maîtres sonneurs

Du 11 au 14 juillet.

La plus folle des rencontres de musiques traditionnelles françaises. Mille sonneurs côte à côte, de la vielle à roue à tous les coins de rue. Concerts improvisés par les virtuoses du genre.

Tél. : 54-06-09-88.

Paris

Paris, quartier d'été

Du 11 juillet au 9 août. Eclectisme pour Paris en été, entre théâtre, cinéma, musique, spectacles de rue. Pour les musiques du monde : les 11, 12 et 13 juillet, Les gens du monde, de l'Inde à l'Espagne, à l'Opéra-Garnier (Pedro Bacca, Tarek Haidout, musiciens du Rajasthan...). Les excellents comparses du groupe reconstitué de Paris Musette (album sous le label La Lichère) animent le Kiosque à musique du Luxembourg (les 14, 15 et 16 juillet), le Passage du Nord-Ouest (du 11 au 21 juillet, sauf le 19), et un bal au parc de La Villette, Fautisme de Madagascar (les 17, 18 et 19 juillet), fin de l'Inde (les 21, 22, 23 juillet), les Maîtres Tambours du Burundi (les 24, 25 et 26 juillet), l'accordeoniste italien et virtuose Ambrogio Sparagna (les 28, 29 et 30 juillet), Il Gruppo Operio et Zizi de Naples (les 31 juillet, 1 et 2 août), Ados y sus Valientes de la région frontalière entre le Venezuela et la Colombie (du 4 au 6 août), le groupe brésilien Odium (les 7, 8 et 9 août).

Tél. : (1) 40-28-40-33.

Montluçon

Montluçon : Festival des musiques traditionnelles et mélangées

Les 17, 18 et 19 juillet. Soigné, heureux, concocté par la dynamique AMTA (Association des musiques traditionnelles en Auvergne), le festival de Montluçon prône le choix à la profession. La Squadra di Canto Popolare Valpovera, gnoise, polyphonique et drôle, Steve Waring et son big-band d'enfants, les Bretons et jazzmen de Ty Jaz, les chanteurs corse de Tavagna, les originaux d'Une anche passe.

Tél. : 70-05-00-16 poste 1708 ou 1712.

Lorient

Festival interceltique

Du 7 au 16 août. Deux cent soixante mille spectateurs, deux cent soixante artistes, quatre mille cinq cents spectacles : l'interceltique est un des plus gros festivals français, avec pour les invités Celtes d'Irlande ou de Galice. Tout commence par une cortège immense sur le pont de pêche et un rituel de vingt ans de folk en Bretagne (Bleizi Ruz, Tri Yana). Tout finit dix soirées plus tard par une Nuit de la mer. Entre-temps, il y a les pubs, les très populaires concours de bagad, mais aussi des Irlandais adeptes du rock n'roll, Gilles Servat ou l'Oyster Band ou Murray Head, Erik Marchand ou une grande nuit de la country. Le jour, les jeunes gens jouent du thin-whistle ou de la gaita dans les rues de la ville reconstruite.

Tél. : 97-21-24-29. Minut : 3815 AZI-MUT.

Parthenay

Festival de musiques traditionnelles et mélangées

Du 20 au 29 août.

Public convaincu, stages pour amateurs passionnés : les journées et soirées complémentaires imaginées avec boomer par l'U.C.P.C. (Union pour la culture en Poitou-Charentes) se déroulent cette année dans plusieurs sites en Gâtine, avant de revenir à Parthenay. Philippe Brunet joue de l'accordeon diatonique à la collégiale de Saint-Marc-La-Lande (le 20 août), le duo d'accordeon

Les Francolies

L'honneur de la chanson



Jean Guidoni



Jane Birkin

LA ROCHELLE est depuis sept ans le fief de la chanson française, à la veille du 14 juillet. Fête populaire où le blanc frais et les jupes en terrasse font partie du jeu. Les Francolies, créées par un homme de radio (de nuit), Jean-Louis Foulquier, cultivent l'esprit de famille, le doublet enveloppement de copains, d'enfants, de fils et de filles prodiges nés de la philosophie francophone. Relays par « Pollan » (tous les soirs sur France-Inter du lundi au vendredi de 20 heures à 21 heures), les « Francos » sont en passe de devenir le seul vrai festival de chansons de l'été français. Elles sont aussi en décembre à Montréal, après un passage philantropique en Bulgarie l'an passé.

Les Francolies ont leurs chouchous, et en général, ce marche pour eux : Nilda Fernandez aujourd'hui, Catherine Lara toujours, Bernard Lavilliers, Renaud, Maurane... Les affiches, épluchées au jour le jour, sont prestigieuses. Le 11 juillet : la Basque Païo Serbielle, qu'on aimerait moins bavard, Nilda Fernandez, Sara Mandiano, Bernard Lavilliers, Alain Chamfort, et la création des Romaniques de Catherine Lara, avec une flopée de stars (Maurane, Senon, Lavoie, Cocciante).

et orchestres symphoniques. Sans oublier la conférence-chanson, rappel du dix-neuvième siècle chantant, d'Hélène Hazéra et Serge Hureau, « Si Béringier m'était conté », qui s'est taillé un beau succès au Printemps de Bourges. Le 12, Jil Caplan, que l'on espère mieux en voix, Karim Kacel, Bill Deraine, Lavilliers et deux fêtes conviviales, celle de Chantelle Couture, avec Alain Bashung, celle de Stéphane Elcher avec Paul Personne et Manu Katché. Le 13, MC Soler, Renaud, Geoffrey Oryema, Tangofon, Lavilliers, comme hier, Renaud, Chanson Plus Bifluorée et une fête afro-rap autour de Manu Dibango. Le 14 juillet, soirée New-Orleans Review (voir Nuits blanches pour musiques noires des îles du-Frioul), Sapho, Angélique Kidjo et... Charles Aznavour. Le 15, Jane Birkin, Enzo Enzo, Arthur H, Jean Guidoni, les Nouvelles polyphonies corse, Luc de Larochellière, Le 16 : Au Futur Bouheur, Jean Leloup, FFF, et la Fête à Jacques Higelin avec les Zap Mama. Il en manque peu.

* Francolies de La Rochelle, du 11 au 16 juillet. Rés. : (16) 46-50-55-77. Minut 3615 code Folx.

Guerbigny/Jaguenne, suivi du Malgache inventif Justin Vali (au château de La Roche-Faton, le 21), Drigelt et Ramasse Bourie (violin-bidon, capotes, radiophone à pédale), le trio malien de Soukatta Kote (kora, voix, balafon), le 22 à la Chapelle-Saint-Laurent. Retour ensuite à Parthenay (Duo Guérin-Rouger le 26, Maurice Monceau, Record Duo Wing, le 27), et deux soirées en l'honneur de Thierry Robin (flûte, guitare, bouzouki), le 27, et de l'excellent joueur de vielle à roue Valentin Clastrier, le 28. Grand bal de clôture le 29.

Tél. : 49-75-67-61.

Caravane 92

Jusqu'à la mi-octobre.

La culture inter-banlieues présentée via une caravane itinérante. Valence (du 15 au 20 juin) avec les Satellites, IAM en concert du samedi soir. A Saint-Etienne (du 22 au 27 juin), Fabela et Sarhaoui, les Satellites, les Cases-Pieds. A Grenoble (du 6 au 11 juillet), les Satellites, Zebda, C43. Toulon (du 13 au 18 juillet), Begles (du 20 au 25 juillet), les

Chimahuas. A Toulouse (du 31 août au 5 septembre), Fabela et Sarhaoui. A Pau (du 7 au 12 septembre), A Manette (du 14 au 19 septembre) la Mano Negra, Fabela et Sarhaoui. A Nantes (du 21 au 26 septembre) les VRP. Retour à Paris prévu pour la mi-octobre.

Tél. : (1) 43-38-35-92 ou (1) 48-06-42-86 (répondeur). Minut : 3815 Rocknotes.

Etranger

Amsterdam

World Roots Festival 92

Du 18 au 27 juin.

Huit jours de concerts au centre Melweg et quelques soirées à ciel ouvert, avec cinéma et ateliers musicaux à l'appui. Au menu 1992, voix de Russie (Baba Yaga), de Mongolie (Tava Singers), le Super Rail Band de Bamako, les African Jazz Pioneers de Johannesburg, les Bongo-Zaïroises Zap Mama, et le superbe Soudanais Abdel Gadir Salim.

Tél. : (19) 31 20-64-84-82.

Grenade (Espagne)

Festival international de musique et de danse

Du 19 juin au 5 juillet.

La programmation de musiques traditionnelles de ce festival consacré à la musique classique et à la danse est cette année dédiée à la méditerranée : chants byzantins et sépharades, tradition de la communauté d'origine juive espagnole d'Istanbul, flamenco, joueurs de oud et de guitare. Une programmation proche de celle du Festival de danse de Montpellier.

Tél. : (19) 34-58-26-74-42.

Berlin

Heimatlinge'92

Du 1^{er} juillet au 30 août.

Sur l'emplacement de Tempodrom berlinois, haut lieu de culture multi-musique, un panorama complet des musiques afro-

cubaines, latino-caribéennes, etc. Zouk, salsa, merengue, cumbia, soca, mambo : le festival (gratuit) du Tiergarten sera a priori dansant.

Tél. : (19) 49 30-9-81-15-74.

Québec

Festival d'été

Du 9 au 19 juillet.

Laurence Jalbert, Richard Seguin, Maxime Lefortier, Julien Cloutier, Chantelle Couture, Maurane, Daniel Lavoie, etc. Tous les grands noms de la chanson se retrouveront certainement à Québec. Mais aussi des stars des musiques du monde, confirmées ou montantes, Baden Powell, les Têtes brûlées, Kanda Bongo Man, Bookman Ekspersyans, Touré Kaunda. Dix jours d'un des festivals les plus riches en programmation, déjà presque une institution.

Tél. : (19) 418-832-6200.

Miskolc (Hongrie)

Kalaka International Folk Festival

Les 11 et 12 juillet.

A deux heures de voiture de Budapest, ce festival de folk est un immense showcase pour artistes nationaux, presque tous venus des pays de l'Est.

Tél. : (19) 36 1-117-94-88.

Falun (Suède)

Falun Folk Festival

Du 15 au 18 juillet.

Festival à base de jam sessions prolongées, où cinq cents étudiants suivent des cours de musiques traditionnelles suédoise, japonaise, japonaise de tambours, danciers orientaux, cumbia colombienne (Toto La Momposina), la Louisiane, l'Égypte, l'Afrique du Sud.

Tél. : (19) 48 23-1-90-42.

Reading (Grande-Bretagne)

Woman Tenth Anniversary Festival

Du 17 au 19 juillet.

Dix ans déjà : le prince des festivals de world music, le World (World Organisation of Music, Art and Dance) commémore son entrée dans la cour des grands avec une affiche prestigieuse. Le 17, Sheila Chandra, Indo-Pakistanaise de Londres, le 18 la Franco-Belge Angélique Kidjo, les Tambours du Burundi, Courtney Ome et les Brésiliens d'Odium, plus une nuit de gala regroupant des protégés du label Realworld et de Peter Gabriel, présent lui aussi (Goo Yoo, Oryema, Tereza Quaresma), et des découvertes venues de quatre coins du monde. Le 19, Sefi Keita, Jonathan Richman. Mais les groupes et les chanteurs viennent ici par dizaines. Grande bourse garantie.

Tél. : (19) 44 225-74-40-44.

Boechout (Belgique)

Sinks Festival

Du 24 au 27 juillet.

Près d'Anvers, dans un parc bien sûr, le Sinks Festival a des vues larges, du système des voix bulgares à la jeune Brésilienne Marina Monte, en passant par le Rail Band de Bamako, les Triangles roumains du Tarek Haidout, Lili Boniche, l'African Jazz Pioneers, Zap Mama.

Tél. : (19) 32 3-455-8344.

La sélection « Chanson » et « Musique du monde » a été établie par : Véronique Montaigne

"LA CITÉ
HISPANO-AMÉRICAINE,
LE RÊVE D'UN ORDRE"

Exposition
26 mai - 30 juin 1992

INSTITUTO CERVANTES
7, rue Quentin-Bauchart
Paris (8^e)

Du mardi au samedi,
de 12 h à 19 h 30
Entrée libre.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

DANSE

BALLET CULLBERG MATS EK

ETRES LUMINEUX
création
VIEUX ENFANTS

16, 17 et 19 JUIN A 20H30
FRANÇOIS VERRET
OU COMMENCER ?
création

LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 6^e

ROBERT SOLÉ

LE TARBOUCHE
roman

Editions du Seuil

théâtre de la bastille

2 au 28 Juin
David Warrilow
dans
L'INQUISITOIRE
de Robert Pinget
mise en scène Joël Jouanneau
coproduction
Théâtre Widy-Lausanne
Eldorado
19 57 22 11
75, RUE DE LA SOUVERAINE, 75011 PARIS

GALERIE ARIEL
Peintures
R.E. GILLET
GALERIE ARIEL
Sculptures

DANSE

LA DANSE EST UNE DECLARATION D'AMOUR

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

DANSE

Tête baissée, tel le taureau devant la muleta, les festivals cet été se livrent à l'Espagne. A la vie, à la mort. Le spectateur en réchappera-t-il ? Avignon aurait pourtant eu tort de se priver des spectacles labellisés « Séville Expo '92 ». Comme tous les ans, des incassables, des outsiders viendront chiper la vedette aux sévillanes ou aux transes des derviches tourneurs bektachis. On ne saura plus où donner de la tête. Et, encore une fois, l'euphorie de l'épousement, ce symptôme bien connu du festivalier, nous donnera l'illusion d'être au cœur des choses. C'est alors qu'on se prend à rêver d'un voyage au Groenland !

ILE-DE-FRANCE

Paris

Festival de la butte Montmartre

Du 12 juin au 4 juillet

Fest de danse et des quasi-inconnus pour interpréter le thème du festival : « La découverte du Nouveau Monde ». Ami Gammon, chorégraphe américain, qui travaille en Belgique, vient avec *Milk*, une pièce qui s'en prend à l'absurdité des comportements alimentaires : ambiteux ! Alain Michard annonce plus directement la couleur avec *Les Indiens* (les 13, 14 et 15, Théâtre 18, 21 heures).

Festival de la butte Montmartre, 14 bis, rue Sainte-Innocence 75008 Paris. Tél. : 42-62-46-22.

BOURGOGNE CENTRE

Sens

Festival de Sens

Du 28 juin au 4 juillet

Pour sa deuxième édition, le festival démarre par des projections et des œuvres sur la danse, qui seront suivies d'une soirée blanche à Jorge Dons, qui fut le grand soliste de Maurice Béjart. Il dansera un solo sur de la musique de bande dessinée et interprétera aussi l'inévitable *Bohème*. Jorge Dons a également invité le jeune ballet de France et le couple Katerina Gerasimova et Rouben Bach (le 4, Palais synodal, 22 heures).

Synodales, 5, rue Rigault 89100 Sens. Tél. : 86-64-15-27.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Aix-en-Provence

Festival d'Aix-en-Provence

Du 11 au 23 juillet

Cinette Escoffier, qui veille dorénavant sur la destinée du Festival d'Aix, est une fidèle : elle aime inviter régulièrement les compagnies auxquelles elle croit, les jeunes de référence. Ainsi nous retrouvons Michel Kichemus avec des morceaux choisis de son répertoire (le 13, à 22 heures, Ecole normale), *Lame de fond* de Brumachon, une création, devrait emporter l'adhésion de ses fans (le 15, à 22 heures, au Val de l'Arc). Citons aussi Philippe Tréhet, le chorégraphe espagnol Metro, Christian Bourgaud, The Passions

Dance Company. On entend déjà dire beaucoup de bien du projet de ne de compagnie Castellan. *Opus 6 75 W* (le 21, place d'Albertus, 19 h 30). Il y a aussi de la danse classique représentée par le Grand Ballet de Moscou, et un petit coup de champagne à la magie de Fred Astaire dans *Top Hat*.

Bureau du festival, Espace Corbis, Cours Gambetta, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : (16) 42-63-06-75.

Avignon

Festival d'Avignon

Du 10 juillet au 3 août

Que de danse ! Que de danse pour le plus grand festival de théâtre du monde ! Une programmation magnétique que l'on doit attribuer à l'inspiration créatrice de cet art qu'aux commandes passées par l'Exposition de Séville aux grands chorégraphes. Citons donc les têtes d'affiche Avignon/Séville : *Événement 92* de Bourvillat/Obedias est accueilli avec leur magnifique *Une femme chaque nuit/Voyage en grand secret* (du 10 au 12 juillet, à 21 h 30, Théâtre municipal), le dernier cru Galliot, dans sa série des mythes réactualisés, *La Légende de Don Juan* (du 23 au 26 juillet, à 22 heures, Palais des papes) ; Anne Teresa De Keersmaeker se déplace avec l'Orchestre des Champs-Élysées, sous la direction de Philippe Herreweghe, pour des œuvres sur les musiques de Mozart (du 30 juillet au 1^{er} août, à 22 heures, Palais des papes).

Ensuite, dans le cadre d'une programmation confiée à Françoise Letellier, directrice des Géméaux, à Soaux, celle-ci propose un patchwork de styles : Francesca Lazzara et Hervé Robbe (les 11, 12 et 13, à 19 heures, Gymnase Aubanel), Michèle Anne de Mey (le 15, à 19 heures, gymnase Aubanel) ou Josef Nadj, en création, avec *Les Échelles d'Orphée* (les 15, 16 et 17, à 21 h 30, Théâtre municipal). Citons aussi les Rencontres exceptionnelles, une innovation de l'année, qui ont pour but de créer un événement qui ne se reproduira pas : Michèle-Anne de Mey à nouveau, mais cette fois-ci sur des scènes pour clavier de Scariatti (le 17, 19 heures, Gymnase Aubanel), Daniel Lannin Rte les dix ans de sa compagnie Astrakhan avec des morceaux choisis (le 27, 21 h 30, Théâtre municipal), Hilda Valsouli et Eric Lamoureux, bien qu'encre jeunes en création, s'essaiment à une sorte de conte « compilé » de leur travail (le 24, à 21 h 30, Théâtre municipal) et la fine Mathilde Monnier rend hommage à son professeur, Viola Farber, avec *Louis Scavini et Henri Texier*, à la musique (le 29, à 21 h 30, Théâtre municipal). Ce programme contemporain, très nourri, nous réserve souvent de

pendant toute la durée du festival, de danses des Indiens du Mexique, et de danses noires du Venezuela et de Cuba : prendre le chemin du cloître des Célestins et de la faculté des sciences. (*Le Monde* publiera le 8 juillet, daté du 9, un supplément consacré au Festival d'Avignon.)

Location par correspondance : Festival d'Avignon, BP 482, 84006 Avignon cedex ; sur place : Office du tourisme, 41, cours Jean-Jaures ; par téléphone (du 8 au 30 juin) : (16) 40-42-61-75. À partir du 1^{er} juillet : 80-86-24-43. Par Minitel : 3615 code AVIGNON ou 3615 code FRAC.

Carpentras

Festival de Carpentras

Du 8 juillet au 7 août

Et pourquoi pas du folklore ? C'est le choix de Carpentras pour 1992 : Ballet national d'Arménie (le 17 juillet, 21 h 30), Ballet folklorique grec (le 31 juillet). Et dans un genre fort différent, le Tokyo Ballet (les 6 et 7 août).

Festival de Carpentras - BP 113 84204 Carpentras cedex. Tél. : 80-83-48-35 ou par Minitel 3615/3616 ARTS.

Châteauneuf

Festival de Châteauneuf

Du 3 au 26 juillet

L'ouverture se fait avec l'un des spectacles les plus attendus de l'été, celui d'Angelin Preljocaj : *La Peau du monde*, une pièce inspirée par un voyage dans le désert du Sinaï (les 3 et 4, à 22 heures, amphithéâtre). Autrement, ce festival, avant beaucoup d'autres, a compris que l'épave était nécessaire pour attirer le public de la région. Deuxièmement, de Karine Saporta (le 13, 22 heures, Théâtre couvert), le magnifique *Tartuffe* de Catherine Diverres (le 16, à 22 heures, Théâtre couvert), *Saint Georges de Régine Chopinot* (le 21, 22 heures, amphithéâtre).

Trois spectacles qui ont compté dans la saison passée. On attire votre attention sur la Hongroise Yvette Bozsk dont on avait beaucoup aimé l'originalité du solo qu'elle présentait. Il y a cinq ans, au Théâtre de la Bastille, à Paris : sa compagnie s'appelle The Collective of Natural Disasters (le 19, Théâtre couvert, 22 heures). Un non qui laisse supposer le meilleur... Rappelons de la saison précédente, *Corvus* (le 15, à 22 heures, amphithéâtre), Santiago Senpere qui rend hommage à Don Quichotte (le 18, à 19 heures, Théâtre couvert), et la compagnie Corte Sconta (le 21, à 19 heures, Théâtre couvert).

Trésor/Châteauneuf 83190 Ollioules. Renseignements : 94-24-11-76.

Vaison-la-Romaine

Festival de Vaison-la-Romaine

Du 14 au 27 juillet

Une tête d'affiche : Carolyn Carlson en création (le 16, Théâtre antique, 21 h 45). Autour de l'Américaine, un axe hispano-italien : Compagnie Tardieu, Mercedes Recasch et Francisco Llorens, Compagnie Jackie Taboulet (le 20, Théâtre du Nymphée, 21 h 45). Des Espagnols et la tradition : la Compagnie El Guito dans *Les sévillanes* (le 24, place Montfort, 18 heures) et du flamenco (le 25, Théâtre antique, 21 h 45).

Réervations : tél. : (16) 90-36-06-25, poste 132.

AQUITAINE

MIDI-PYRÉNÉES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier

Montpellier-Danse

Du 24 juin au 11 juillet

À l'averse des autres festivals, Montpellier-Danse est une manifestation qui porte, de plus en plus, la marque de son directeur Jean-Paul Montanari. Sa connaissance de la danse et l'originalité de son esprit, voire sa fantaisie, nous réservent souvent de



Angelin Preljocaj.

TRISTAN VALÈS/ENGLERAND

bonnes surprises non consenties. Ainsi, il décide, pour 1992, d'avoir à sa manière un point de vue sur la fameuse année 1492 en Espagne : il met en avant les cultures des pays méditerranéens qui surent accueillir la diaspora juive. Chants, danses et musiques de Turquie (les 30 juin, 2, 7 et 11 juillet) sous la responsabilité artistique du flûtiste Kudi Ergener, traditions musicales des juifs sépharades (Reinette l'Ornaïse, Lili Boniche et Line Monty, le 24 juin, en ouverture, Opéra-Comédie, à 21 heures) et danses contemporaines d'Israël (le 29 juin, les 6 et 7 juillet), Catherine Clément, qui a écrit l'odyssée d'une grande figure féminine de cet art, La Senora organise des conversations sur le thème : « 1492-1992, Cinq siècles de fidélité » (le 1^{er} juillet, le Cloître, de 10 à 18 heures).

Karine Saporta s'est également inspirée de la vie étonnante de La Senora pour une chorégraphie nommée (les 3 et 4 juillet, cour Jacques-Cœur, à 22 heures). Afin de continuer le travail entrepris, l'an dernier, sur les mémoires, Doug Elkins, chorégraphe new-yorkais, revient en résidence à La Paillade. Il créera une œuvre avec les jeunes du quartier et présentera deux créations propres à sa compagnie (le 10 juillet, cour La Paillade, à 21 heures). Trois têtes de série capables de remplir toutes les salles : Trisha Brown, en résidence depuis six mois au Centre chorégraphique de Baguet, créera avec la compagnie de ce dernier et la sienne une pièce qui fera forcément sensation (les 25, 26 et 27 juin, à 22 heures, cour des Ursulines) ; William Forsythe vient avec deux pièces très belles de son répertoire, dont le célèbre *Enemy in the Figure* (les 1, 2 et 3, Opéra Berlioz/Corum, à 21 heures), et les Sankai Juku distilleront le venin d'un buto planant (les 8 et 9 juillet, cour Jacques-Cœur, à 22 heures). N'oublions pas le Grand Ballet classique de Moscou dans *Le Lac des cygnes* (le 26 juin, cour Jacques-Cœur, à 22 heures), Goshé Patti, chanteuse et danseuse, fera une création mondiale qui porte le même titre que son CD : *Goshé*. Les fans se presseront nombreux ! (les 9, 10 et 11 juillet, Opéra-Comédie, à 21 heures).

Festival de Montpellier, location à partir du 12 mai 1992 : hall de l'Opéra-Com-

die de Montpellier, 34000 Montpellier. Tél. : 67-80-80-80. Minitel 3615 code THEA, puis tapez Montpellier.

Périgueux

Festival du mine de Périgueux

Du 3 au 12 août

Le mine annexe les formes théâtrales de la danse. En ouverture, certainement, l'excellent Kazuo Ohno dans le non moins célèbre *Argentina* (le 3, La Visitation, 22 heures) ; la Hongroise Yvette Bozsk arrive avec sa compagnie Collectif Natural Disaster (du 4 au 8, Le Palace, 19 heures). Caterina Segna, récemment apparue sur les scènes françaises, est là avec *Cultura in Oltro* (le 5, à 22 heures, La Visitation). Et pour finir, une Beige, souvent remarquée pour l'intimité de son travail : Nicole Mossoux (le 12, Centre culturel Boulaize, 19 heures). Une programmation étonnante, très assurée sur l'état de santé de la danse et l'ouverture d'esprit des programmeurs.

Festival international du mine. À partir du 1^{er} juillet : Tour Mataguerre-Place Franchville 24000 Périgueux. Tél. : 53-03-54-16.

ÉTRANGER

ITALIE

Rome

RomaEuropa 92

Du 22 juin au 22 juillet

Démarrage en flamenco, comme il se doit, (du 22 au 26 juin, villa Médicis), immédiatement suivi par Béjart qui a écrit un duo pour deux étoiles superbes, Sylvie Guillem et Laurent Hilario, inspiré de *L'Après-Midi d'un faune* de Jerome Robbins. Il créera aussi *Episodes*, en première mondiale (du 30 juin au 3 juillet, villa Médicis). Ensuite, Trisha Brown, en provenance de Montpellier, vient avec ses danseurs et ceux de Dominique Baguet (du 8 au 12 juillet, villa Médicis) et Carolyn Carlson chorégraphie le mois (du 20 au 22, villa Médicis).

RomaEuropa, via Sistina 48, 00187. Tél. : (19) 39-668-41-308

Festival d'été des châteaux du Trentino

Du 21 juin au 21 septembre

C'est très chic, les paysages superbes et les châteaux garantis d'époque. Le dossier de presse pèse un kilo, le programme, établi sur trois mois, est considérable. Il comprend pour la danse des compagnies comme Ris et Dancoer avec Francine Lancelot et Ana Yepes qui ont reconstitué les danses des cours espagnoles du dix-septième siècle. Intéressant probablement quand on sait que dans les danses françaises de la même époque, l'espagnol est l'étranger, l'affrancisé, que les hommes désignent : on se souvient d'Ape ! Le rôle était tenu par Ana Yepes, qui était très convaincante.

Pour tous renseignements, tél. : 0 461 987800.

CANADA

Toronto

Canada Dance Festival

Du 26 juin au 4 juillet

Toutes les compagnies canadiennes et québécoises sont invitées : Dancoer, Desnoyers Dance Theatre, Tod Robinson, Peggy Baker, le Toronto Dance Theatre, Susan McKenzie with the et les Polka Dogs, Ottawa Ballet, Karen Jamieson, Daniel Desnoyers. Enfin, bref, ils sont tous là, avec des débats, des projections et des rencontres, évidemment.

Pour tous renseignements, tél. : (19) 01 (613) 986 5051.

La sélection « Danse » a été établie par : Dominique Fréard

CENTRE INTERNATIONAL DE BAGNOLET POUR LES ŒUVRES CHOREGRAPHIQUES • SEINE SAINT-DENIS

LA DANSE C'EST UNE DECLARATION D'AMOUR

IIIèmes RENCONTRES CHOREGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE BAGNOLET

11 PAYS, 17 COMPAGNIES, DU 9 AU 14 JUIN 1992

MC 93 - BOBIGNY: 48 31 11 45

Seine Saint-Denis
Conseil Général
MARITHE & FRANÇOIS GIRBAUD
SACD ADAMI

SPECTACLE D'USHIO AMAGATSU, PRESIDENT DU JURY: DU 17 AU 19 JUIN 1992.

هكذا من ليل

• Le Monde • Jeudi 11 juin 1992 37

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

ARTS

C'est l'année Callot, dont Nancy fête en beauté le quatrième centenaire de la naissance, quand Montpellier rend hommage à Bazille, qui y est né il y a cent cinquante ans. Avignon se souvient de ses liens avec Sienné. Au Nord et au Sud, on vénère Matisse. Les Québécois se déploient. Les photographes sont partout. Les sculpteurs aussi, anciens, modernes et contemporains. Et les routes de l'été peuvent réserver de bonnes surprises.

NORD-PAS-DE-CALAIS PICARDIE CHAMPAGNE-ARDENNE NORMANDIE

Calais et Dunkerque

De Matisse à aujourd'hui

Matisse, Maillol, Laurens, Dadaïques, Flanagan... Les musées du Nord-Pas-de-Calais sont plus riches qu'on le croit en sculptures du vingtième siècle. A preuve l'exposition qui se partageant les musées de Calais (sculptures jusqu'aux débuts de l'après-guerre) et de Dunkerque (la sculpture contemporaine).

Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu, 82100 Calais. Tél. : 21-48-82-00. Du 9 juillet au 14 septembre.

Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle, 59140 Dunkerque. Tél. : 28-66-21-57. Du 9 juillet au 14 septembre.

Le Cateau-Cambrésis

Matisse et Baudelaire

Les *Fleurs du mal* et Matisse : une longue histoire, qui commence en 1904, avec le tableau *Luxe, calme et volupté*, et se précise dans le livre auquel l'artiste travaille de longs mois, en 1944, proposant ses « équivalents plastiques » en regard des poèmes. Une exposition montée avec soin, qui invite au voyage.

Musée Matisse, palais Fénelon, 59300 Le Cateau-Cambrésis. Tél. : 27-04-13-15. Du 28 juin au 27 septembre.

Condé-sur-l'Escaut

La Pensée tangible

Le titre est un peu prétentieux, mais le rassemblement des œuvres de Raynaud, Buren, A. et P. Pointier, Rayasse, Fabro, Poulain, Pistoletto, Bost peut ne pas manquer d'intéresser.

Château de l'Herminette, 59163 Condé-sur-l'Escaut. Tél. : 20-80-89-81. Jusqu'au 30 septembre.

Villeneuve-d'Ascq

Richard Deacon

Dessins, projets, recherches autour de la sculpture monumentale commandée au jeune sculpteur anglais et récemment mise en place sur la pelouse du Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 20-08-42-46. Jusqu'au 28 juillet.

Amiens

Jean-Charles Biais

Invité par le FRAC de Picardie, Jean-Charles Biais a choisi de concevoir un ensemble de travaux indissociables répondant à l'un des axes de la collection : le dessin sériel. Cette exposition d'œuvres inédites lui, après Amiens, en

Allernage, à Dortmund, puis en Angleterre, à Colchester.

Fonds régional d'art contemporain de Picardie, 45, rue Pointin, 80000 Amiens. Tél. : 22-91-66-00. Jusqu'au 22 août.

Au fil du temps

Il s'agit d'une exposition de broderies réalisées au dix-septième siècle par les Ursulines d'Amiens. Onze de ces broderies sont classées « monument historique ». Toutes ont été restaurées.

Chapelle du lycée du Sacré-Cœur, rue de l'Oratoire, 80000 Amiens. Tél. : 22-91-81-82. Du 16 juin au 25 septembre.

Domart-en-Ponthieu

Gérard Duchêne, Les Livres

Poète, plasticien et éditeur, Gérard Duchêne a réalisé depuis 1968, en collaboration ou seul, des livres peints et des livres-objets et, depuis 1977 le *Journal d'Y*, son autobiographie permanente, écrite à l'acide, et qui s'efface au fur et à mesure qu'il écrit. Il inaugure la Maison du LAC (Livre d'art contemporain) à Domart-en-Ponthieu.

Maison du Livre d'art contemporain, 80620 Domart-en-Ponthieu. Du mercredi au dimanche, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Méru

Paysages subjectifs

Une réunion de douze artistes, qui explorent le paysage, non pour le reproduire, mais pour traduire, par la photographie, des textes, des engagements, leur expérience directe avec la nature. Parmi eux Hamish Fulton, Andy Goldsworthy, Anselm Kiefer, Richard Long et David Nash. Beaucoup d'Anglais.

Vieille de Méru, 61, rue Roger-Salengro, 60110 Méru. Tél. : 44-98-38-93. Du 28 juin au 13 septembre.

Noyon

Jacques Sarazin, sculpteur du roi (1588-1660)

Si Jacques Sarazin, qui était né à Noyon, a bénéficié de la faveur de Louis XIII et, de son vivant, a joui d'une grande renommée, aujourd'hui on l'a oublié. Injustement. Ce premier hommage comporte une soixantaine d'œuvres originales et de nombreuses reproductions des sculptures monumentales intransportables.

Musée du Noyonnais, 7, rue de l'Évêché, 80400 Noyon. Tél. : 44-09-43-41. Jusqu'au 15 août.



Jacques Sarazin à Noyon.

Alençon

Georges Lacombe

Disciple de Gauguin, aabi peintre et sculpteur, Georges Lacombe a accompli une œuvre singulière. L'exposition rend hommage aux peintures et aux sculptures, en s'attachant particulièrement à celles qui furent exécutées près d'Alençon, dans la forêt d'Écouves.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, rue Aveline, 61000 Alençon. Tél. : 33-32-40-07. Du 4 juillet au 27 septembre.

Caen

Les Barbares et la mer

Le sous-titre de l'exposition est plus explicite que le titre : « Les migrations des peuples du nord-ouest de l'Europe du V au X^e siècle ». Maquettes, parures, monnaies, armes et céramiques évoquent navigateurs et marchands de la mer du Nord et de la Baltique.

Musée de Normandie, château, 14000 Caen. Tél. : 31-96-06-24. Du 20 juin au 14 septembre.

Crouettes

Pierre Tual

Dans les jardins du prieuré Saint-Michel, Pierre Tual, un des bons sculpteurs français d'aujourd'hui, installe des pièces récentes où se manifestent sa maîtrise du métal et son sens de la géométrie dans l'espace.

Prieuré Saint-Michel, 61120 Crouettes. Tél. : 33-35-15-15. Jusqu'au 27 septembre.

Evreux

Robert Jacobsen

Encore un sculpteur : le Danois Jacobsen, qui emploie le métal dans des constructions et des assemblages fondés sur des éléments géométriques fortement articulés. Son œuvre, encore peu connue en France, appartient d'ores et déjà à l'histoire de la sculpture moderne, héritière du constructivisme.

Musée d'Evreux, 6, rue Charles-Corbeau, 27000 Evreux. Tél. : 32-31-52-29. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Giverny

Les artistes américains en France 1865-1915

Les peintres américains, comme bien d'autres, pendant plusieurs décennies, sont volontiers venus travailler en France. Parmi eux il y avait Sargent, Cassatt, Whistler, dont les œuvres, et celles d'artistes moins connus, inaugurent les cimaises du nouveau musée de Giverny.

Musée américain, 99, rue Claude-Monet, 27620 Giverny. Tél. : 32-51-94-65. Jusqu'au 1^{er} novembre.

Le Havre

Etats spécifiques

Bonne idée : une exploration de l'art anglais d'aujourd'hui, représenté par onze artistes très jeunes – le plus âgé est né en 1959, le plus jeune en 1967. L'ironie, souvent cruelle, et la désinvolture sont leurs seuls points communs.

Musée des beaux-arts André-Malraux, bd J.-F. Kennedy, 76000 Le Havre. Tél. : 35-42-33-97. Jusqu'au 23 août.

Honfleur

Eugène Boudin

En pris de trois cents peintures et aquarelles revenues au port, parfois de très loin, un hommage au peintre qui, tout naturellement, regardait le ciel et la mer, pour en faire des tableaux.

Musée Eugène-Boudin, place Erik-Satie, et Granier à sel, rue de la Ville. Sauf mardi, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 12 juillet.

BRETAGNE

PAYS DE LA LOIRE

Bignan

Tony Cragg

Un sculpteur anglais relativement jeune et tout particulièrement inventif, qui, depuis dix ans, bouge beaucoup et, généralement, étouffe. Espérons qu'il en sera ainsi au domaine de Kerguelannec, où, de tout

façon, il est bon de se promener. Pour le parc, pour les sculptures contemporaines, qui y font plutôt bon ménage avec la nature.

Centre d'art contemporain du domaine de Kerguelannec, 56500 Bignan. Tél. : 97-60-57-78. Du 4 juillet au 1^{er} novembre.

La Chapelle-Caro

Du côté des enfants sages

En trente pièces datant de 1860 à 1925, une histoire des costumes d'enfants, en un temps où, pour jouer, il fallait apprendre à gérer l'inconfort des tenues vestimentaires. Sinon...

Musée du Crêvy, 56460 La Chapelle-Caro. Tél. : 97-74-91-95. Jusqu'au 11 novembre.

Morlaix

Raoul Dufy

Des toiles et des aquarelles, des dessins, des tissus pour le couturier Paul Poiret, des céramiques, des livres illustrés dont le *Bestiaire d'Apollinaire*. Pour retrouver l'esprit de l'œuvre, décorative au sens noble, de cet artiste doué, aimable, volontiers accusé d'égotisme.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29000 Morlaix. Tél. : 98-88-88-88. Du 4 juillet au 3 novembre.

Pont-Aven

Artistes et théâtres d'avant-garde, Paris 1890-1900

Bonnard, Lautrec, Vuillard, Ibsen, Sérusier, Anguelin, Vallotton, Munch, Signac... Tous ont réalisé des programmes de théâtre, sous forme de lithographies. Qu'il est bien de montrer.

Musée municipal, place de l'Hôtel-de-Ville, 29830 Pont-Aven. Tél. : 98-06-14-43. Du 28 juin au 27 septembre.

Quimper

Laurent Joubert

Ce peintre d'une quarantaine d'années développe une imagerie autour du thème de la domination de l'Occident sur le monde. Pressant l'histoire à l'échelle, il mêle des gravures anciennes, des textes, des ex-libris, dans ses tableaux. C'est sa première exposition personnelle importante.

Le Quartier, centre d'art contemporain, 10, parc du 137^e R. 29107. Tél. : 98-55-55-77. Du 28 juin au 18 octobre.

Rennes

Avis de passage

L'un doit exposer dans un jardin, un autre dans un hôtel particulier, un troisième dans un magasin désaffecté... Ils seront six,

jeunes et souvent du coin, à investir ainsi le centre de Rennes. C'est une des nombreuses manifestations inscrites sur la liste des « Arts au soleil » en Bretagne, que patronne le ministère de la culture.

Centre historique, 35000 Rennes. Du 3 au 30 juillet.

Vannes

Quand Vannes s'appelle Dariofortum

Premier volet d'une série d'expositions mettant en lumière l'histoire de la ville, dont les débuts sont mieux connus par les fouilles effectuées depuis une quinzaine d'années.

Musée de la Cohu, 9 et 15, place Saint-Pierre, 56000 Vannes. Tél. : 97-47-35-88. Du 30 juin au 31 décembre 1993.

Angers

Jean Lurçat : l'homme et ses lumières

Cet été on fête le centenaire de la naissance de Jean Lurçat un peu partout en France, et tout d'abord à Angers, dans le musée qui lui a été dédié, où une centaine de peintures et des tapisseries sur le thème de la cosmogonie ont été rassemblées.

Musée Jean-Lurçat et de la tapisserie contemporaine, 4, boulevard Arago, 49100 Angers. Tél. : 41-87-41-08. Jusqu'au 27 septembre.

Francis Limérat

Depuis vingt ans, Limérat construit des œuvres avec des petits morceaux de bois, des fils et beaucoup de vide. Le résultat n'a rien de très spectaculaire, mais ne manque pas de charme ni de poésie.

Musée des beaux-arts, 10, rue du musée, 49100 Angers. Tél. : 41-88-54-65. Du 20 juin au 4 octobre.

La Baule

Goya, l'œuvre gravé

Caprices, Désastres, Tauromachie, Disparues : tout y est. L'exposition linéaire conçue par la Fondation March de Madrid achève son périple à La Baule.


Chapelle Sainte-Anne, 44400, La Baule. Du 15 juillet au 30 août.

La Roche-sur-Yon

James Welling

Un jeune Américain qui cuisine les techniques de la photographie pour parler peinture : du trompe-l'œil avec les *Draps*, de la couleur avec les *Dégâts*.

Musée municipal de La Roche-sur-Yon, rue Jean-Jaurès, 85000, La Roche-sur-Yon. Tél. : 51-47-48-50. Du 20 juin au 13 septembre.



ODEON

THEATRE DE L'EUROPE

SAISON 92/93 - ABONNEMENT

- **COMEDIANTS Méditerranée**
Comédiants : Joan Font
- **LOPE DE AGUIRRE, TRAIADOR**
José Sanchis Sinisterra - José Luis Gomez
- **YO TENGO UN TIO EN AMERICA**
Els Joglars - Albert Boadella
- **PABLO NERUDA VIENE VOLANDO**
Jorge Diaz et Ictus - Gustavo Meza
- **EL VENDEDOR DE RELIQUIAS**
d'après Eduardo Galeano - Hector Manuel Vidal
- **TRAMUNTANA TREMENS**
Spectacle musical de Carles Santos
- **LE CHEVALIER D'OLMEDO**
Lope de Vega - Lluís Pasqual
- **TERRA INCOGNITA**
Georges Lavaudant
- **JOHN GABRIEL BORKMAN**
Henrik Ibsen - Luc Bondy
- **LE PELICAN**
August Strindberg - Alain Milianti
- **IL CAMPIELLO**
Carlo Goldoni - Giorgio Strehler
(spectacle en langue italienne)

* Spectacles en langue espagnole, surtitrés en français.

POUR RECEVOIR LA BROCHURE SAISON 92/93
TELEPHONEZ AU 43 25 70 32

Photographies du Québec en Champagne-Ardenne

« La traversée des mirages »

Reims

Patrick Altman et Angela Grauerholz

Fonds régional d'art contemporain, 1, place Muséum, Reims; tél. : 26-05-78-32.

Alain Patement, Roberto Pellegrinuzzi, Denis Farley

Palais du Tau, 2, place du Cardinal-Luçon, Reims; tél. : 26-05-78-32.

Epernay

Reno Salvail

Office régional culturel de Champagne-Ardenne, 33, avenue de Champagne, Epernay; tél. : 26-54-32-19. Et Champagne de Castellans, salle Mérand, 67, rue de Verdun, Epernay; tél. : 26-55-15-33.

Charleville-Mézières

Raymond April

Musée Rimbaud, quai Rimbaud, Charleville-Mézières; tél. : 24-33-31-64.

Joinville

Richard Baillargeon et Claude Belanger

Château du Grand-Jardin, Joinville; tél. : 25-94-17-54.

Troyes

Lucie Lefebvre

Musée des beaux-arts, 21, rue Chrétien-de-Troyes, Troyes; tél. : 26-80-49-84.

Nicole Jolicoeur et Barbara Steinman

Cadrans solaires, chapelle de l'Hôtel-Dieu, quasi des Comtes-de-Champagne; tél. : 26-76-13-78.

Cécile Baril et Melvin Charney

Passages, centre d'art contemporain, 3, rue Vieille-Rome, Troyes; tél. : 26-80-59-42.

RENDEZ-VOUS DE L'ÉTÉ

Valence

Etienne Martin, un sculpteur, une ville

La ville de Valence offre ses rues, ses places, ses parcs et ses espaces culturels à l'œuvre d'Etienne Martin, qui est né tout près, à Loriol, et dont la maison de l'enfance compte tant dans la mythologie personnelle du sculpteur des Demeures.

Musée des beaux-arts, 4, place des Ommeaux. Tél. : 75-75-20-80. Centre de recherche et d'action culturelle (CRAC). Tél. : 75-43-42-33. Méditerranée. Tél. : 75-75-22-70. Salle des Clercs. Tél. : 75-20-80. 26000 Valence. Jusqu'au 6 septembre.

Villeurbanne

La collection Christian Stein : un regard sur l'art italien

D'Assise à Zoro, en passant par Fontana, Kounellis, Mario Merz et beaucoup d'autres, plus de quatre-vingts œuvres produites au cours des trente dernières années en Italie marquant la réouverture du Nouveau Musée, agrandi, rénové. L'exposition est aussi un hommage à la galerie Stein de Turin, qui a pris le risque de défendre en son temps l'avant-garde italienne.

Le Nouveau Musée/Institut d'art contemporain, 11, rue du Docteur-Delord 69600. Tél. : 78-03-47-00. Du 24 juin au 31 octobre.

PROVENCE-COTE D'AZUR

Aix-en-Provence

Cremontini

Les tableaux de 1987 à 1991 d'un peintre classique qui traite sur un mode personnel de la lumière, de la chaleur de l'été sur les terrasses, des intérieurs ouverts sur la mer, de l'animalité du corps, d'un enfant qui passe et dérange l'ordre établi.

Salle d'exposition, 21 bis, cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures. Du 14 juin au 26 août.

Granet, peintre de Rome

Les œuvres réalisées par le peintre aixoise lors de son séjour à Rome, où il resta de 1802 à 1816, et dont le tableau le *Chœur de l'église des Capucins de la place Barberie* fut le don du Salon de 1819, au point que, face à la demande, le peintre dut le répéter seize fois.

Musée Granet, place Saint-Jean-de-Malta, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-38-14-70. Du 20 juin au 1^{er} novembre.

Antibes

Eduardo Chillida

Du grand sculpteur espagnol d'aujourd'hui, on verra, au château Grimaldi, l'œuvre sur papier et les sculptures en terre. Où l'on reconnaît sûrement que Chillida, là aussi, peut être monumental et impressionnant.

Musée Picasso, château Grimaldi, 06800 Antibes. Tél. : 93-34-71-07. Du 3 juillet au 21 septembre.

Arlès

Jasper Johns, l'œuvre graphique

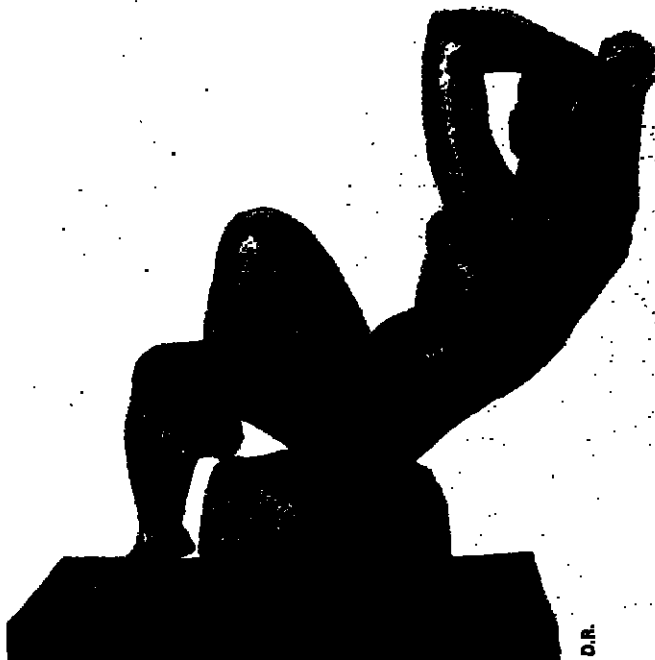
En soixante-quinze dessins, lithographies et sérigraphies, un parcours dans l'œuvre de ce célèbre Américain, du pop art à un *Arche* vers de 1991.

Fondation Vincent-Van-Gogh, Palais de Lappé, 28, rond-point des Arènes, 13200 Arles. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Du 4 juillet au 30 septembre.

Avignon

Sienna à Avignon

Pour le trentième anniversaire du jumelage des deux villes, le Palais des Papes accueille deux expositions. L'une, intitulée «Avant Léonard de Vinci», a pour thème



Henri Matisse à Vence.

la science des machines à Sienna au temps de la Renaissance, et combine vidéos, multivisions, maquettes, reconstitutions, «modelli» et œuvres originales. L'autre évoque la mystique féminine médiévale à partir de la vie de Catherine de Sienna; la plupart des œuvres peintes qui y sont présentées proviennent des musées siennois.

«Avant Léonard de Vinci», grande chapelle du Palais des Papes. De 9 heures à 18 heures, du 20 juin au 27 septembre.

«Catherine de Sienna», Palais des Papes, Palais Benoit XII. De 9 heures à 18 heures, du 20 juin au 27 septembre.

Fréjus

Alain Diot

Un choix de peintures et de dessins réalisés depuis la fin des années 70 par un artiste assez peu connu, qui s'est souvenu de Michaux, aime les gribouillis et traiter du fragment.

Centre culturel municipal, Hôtel de Ville, 83600 Fréjus. Tél. : 94-51-20-36. Du 3 juillet au 29 août.

La Clotat

Brague, l'œuvre gravé

Eaux-fortes, peintures sèches, lithographies, aquarelles, bois, quelques livres... La rétrospective de l'œuvre gravé sera complète, des gravures et compositions du premier cubisme aux dernières voies d'oiseaux.

Chapelle des Pénitents bleus, bd Amable-France, 13800 La Clotat. Tél. : 42-08-10-11. Du 8 juillet au 31 août.

L'Isle-sur-la-Sorgue

Emile Gillot

Un sculpteur suisse (1911-1977). Une rétrospective. Toutes les facettes de l'œuvre y sont montrées : les bronzes polis, les marbres et les cristaux taillés; des dessins, des peintures et une tapisserie; dans la cour, cinq sculptures monumentales.

Hôtel Donatoni de Camprodun, rue du Docteur-Tallet, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Tél. : 90-38-17-41. Jusqu'au 18 octobre.

Marseille

Jean-Michel Basquiat, une rétrospective

Il réalisa ses premiers graffitis en 1977, sur le pont de Brooklyn, puis dans tout Manhattan. Il devint *graffy*, et en 1981 participa pour la première fois à une exposition. Après, son succès a été fulgurant, comme son passage au monde. Jec-

Michel Basquiat est mort d'une overdose en 1988.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006 Marseille. Tél. : 91-54-77-78. Du 3 juillet au 21 septembre.

Byeri Fang, sculptures d'ancêtres en Afrique

Le centre de la Vieille Charité organise des expositions, à côté de son Musée des arts africains, asiatiques et océaniques, des expositions. Dont cette présentation d'une série de Byeri, ou statues placées sur des reliquaires, comptant parmi les manifestations les plus impressionnantes de l'art africain.

Chapelle du centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille. Tél. : 91-86-28-38. Jusqu'au 5 septembre.

Martigues

A notre ami Bigand, Rodin, Redon, Moreau...

L'intrus, c'est Bigand - Bigand-Kaire (1847-1924) - qui n'était pas artiste, mais capitaine au long cours. Et amateur d'art, redouté à Martigues. L'exposition tente de recréer une partie de la collection qu'il constituait au moyen de croquis, d'échanges divers et de quelques schémas.

Musée Zien, bd de la Liberté, 13600 Martigues. Tél. : 42-80-66-06. Du 13 juin au 6 septembre.

Mouans-Sartoux

«Le cri et la raison»

Honegger, LeWitt, Morellat d'une part, Bacon, Tappin, Peck, Appel de l'autre : une confrontation fondée sur l'opposition de l'art «constructif» et de l'expressionnisme.

Espace de l'art concret, château de Mouans, 06370 Mouans-Sartoux. Tél. : 93-75-71-50. Du 6 juillet au 22 novembre.

Nice

Le portrait dans l'art contemporain

Place à la figure! en une galerie d'un moins cent portraits signés, chacun, par un artiste différent, de Picasso et Matisse à Jeff Koons, en passant par Bacon et Warhol. Comme quoi, au fil du siècle, le sujet n'a jamais perdu de son intérêt.

Musée d'art moderne et d'art contemporain (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

Les Dabuffet de Dabuffet

C'est l'exposition de la donation que Jean Dabuffet avait faite, en 1967, au Musée des arts décoratifs, où elle a été récemment présentée dans son intégralité.

Musée d'art moderne et d'art contemporain (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 août.

Adam et Eve, de Dürer à Chagall

Le couple infernal en cent douze gravures, à commencer par celles de Dürer et de Schongauer. Pour finir sur des lithographies de Chagall réalisées pour Verne. Sans ces dernières, les œuvres viennent de la Bibliothèque nationale.

Musée national Monnaie biblique Marc Chagall, avenue du Docteur-Médecin, 06000 Nice. Tél. : 93-81-76-76. Du 5 juillet au 5 octobre.

Maurizio Nannucci

On ne le sait peut-être pas, mais Maurizio Nannucci, qui expose pour la première fois en France, est un artiste florentin dont les recherches, à partir du milieu des années 60, participent de l'art conceptuel.

Villa Arson, 20, avenue Stephen-Ligier, 06100 Nice. Tél. : 93-84-40-04. Du 20 juin au 4 octobre.

Les Rencontres internationales d'Arles

A l'européenne

Après une année 1991 tournée vers l'Amérique latine, les vingt-troisième Rencontres d'Arles auront pour thème, en juillet prochain, «L'européenne». Portraits et paysages sont les thèmes principaux de la vingtaine d'expositions (8 juillet-18 août) et des cinq soirées au Théâtre antique (8 juillet-12 juillet).

José Ortiz-Echagüe : la principale figure de la photographie espagnole était un amateur. Adapte d'un pictorialisme flamboyant, José Ortiz-Echagüe (1886-1980) était un pionnier de l'aviation dans son pays et le fondateur de la firme automobile SEAT.

Don Mc Collin : considéré comme le plus important photographe de guerre (Bélar, Vietnam, Congo, Liban, Salvador, Kurdistan), cet Anglais de soixante-deux ans expose pour la première fois en France.

Stanislaw Ignacy Witkiewicz : portraits et autopo-traits par le dramaturge, philosophe, romancier, peintre... et photographe qui s'est suicidé en 1933, lors de l'invasion russe et allemande de la Pologne.

Hommage à Hervé Guibert : à Arles, les portraits représentant l'écriture par son ami Hans Georg Beyer. A Nice, une rétrospective des photos de Guibert par Agathe Gaillard.

Les trésors de la Hulton Picture Company : exposition des archives de la plus importante collection photo

en Europe : Lewis Carroll, Atget, Kertész, Bill Brandt, Benton, Man Ray...

Danielle Colombe : les portraits d'artistes (Picasso, De Staël, Ernst, Miro...) réalisés dans les années 60-80.

Du paysage européen : cinq visions du territoire par cinq photographes de nationalité différente, dont celle du Français-Thibaud Cuiset.

Les abbayes-bénédictines : par Michel Vanden Eschouff : un travail fait par ce photographe belge qui mènerait une rétrospective.

Aldo Palazzolo : ce photographe de Syracuse, imprégné de la culture sicilienne, poursuit depuis dix ans une recherche sur le portrait.

«Portugal» par Georges Dussaud : la région du «Tras Os Montes», au nord de Porto, vue par le plus portugais des photographes français.

Les soirées : «L'Europe, de son actualité à la mémoire» 18 juillet, une soirée britannique autour de Martin Parr (8 juillet), une soirée allemande (10 juillet), un «Voyage dans l'Italie des Italiens» (11 juillet) et une soirée sports (12 juillet).

M. G.

«Rencontres internationales de la photographie d'Arles», 10, rond-point des Arènes. Tél. : 90-96-76-06.

Saint-Paul

L'art en mouvement

Comment l'art du vingtième siècle s'est saisi du mouvement, et l'a défini sur tous les tons : grave, amusé, gringant. En une exposition qui balaye le champ large, depuis les chronophotographies de Marey et de Muybridge jusqu'aux machines de Ungey, en passant par les futuristes italiens, les constructivistes russes, et bien sûr les recherches des artistes cinétiques, dont on verra des œuvres qui n'ont pas été montées depuis bien longtemps.

Fondation Maeght, 06570 Saint-Paul. Tél. : 93-32-51-53. Du 4 juillet au 16 octobre.

Saint-Rémy-de-Provence

Toulouse-Lautrec, les affiches.

Lautrec, suite : en trente-deux affiches originales (en parfait état de conservation, nous dirons) que le peintre a produites au cours de sa carrière. Non sans force de frappe, comme il se doit en ce domaine, qui lui allait comme un gant (d'Yvette Guilbert).

Centre d'art Présence Van Gogh, Hôtel Europe, 13210 Saint-Rémy. Tél. : 90-82-34-72. Du 11 juillet au 1^{er} novembre.

Peintres-graveurs de l'atelier Lacourrière-Fréaut

Le fameux atelier de graveurs à quarante ans. La Donation Marie-Françoise Rie.

L'événement en exposant des œuvres d'Hamming, de Miro, de Matisse, de Singier, de Soulages, de Zao Wou-Ki. Et de Picasso.

Chapelle Notre-Dame-de-Pitié, avenue Durand-Maillane, 13210 Saint-Rémy. Tél. : 90-82-35-13. Jusqu'au 4 octobre.

Saint-Tropez

Signac à Saint-Tropez

En mai 1892, Paul Signac, fatigué de Paris, débarque à Saint-Tropez. Il s'y plaît, y trouve matière à travailler, et y revient tous les étés jusqu'en 1915, après quoi il émigra à Antibes. L'exposition réunit une trentaine de peintures, des aquarelles et des dessins réalisés par le peintre pendant ses séjours sous le soleil de Saint-Tropez.

Musée de l'Annonciade, chapelle de l'Annonciade, 83000 Saint-Tropez. Tél. : 94-57-04-01. Du 20 juin au 6 octobre.

Sisteron

Jean Grenier, dialogues avec la peinture

Le philosophe et écrivain Jean Grenier (1898-1977) était aussi un critique d'art qui connaissait bien les artistes contemporains. L'hommage qui lui est rendu rassemble une soixantaine d'œuvres, souvent abstraites, significatives de l'art à Paris dans les années 50.

Bibliothèque municipale, 04200 Sisteron. Tél. : 92-81-06-00. Du 19 juillet au 30 août.

Toulon

Vertige de la connaissance

Sur un sujet complexe, les rapports de l'art et des sciences, une exposition audacieuse rassemble neuf artistes de vingt-cinq à trente-cinq ans encore peu connus.

Musée, 113, bd Lascaris, 83000 Toulon. Tél. : 94-93-18-54. Du 6 juillet au 31 octobre.

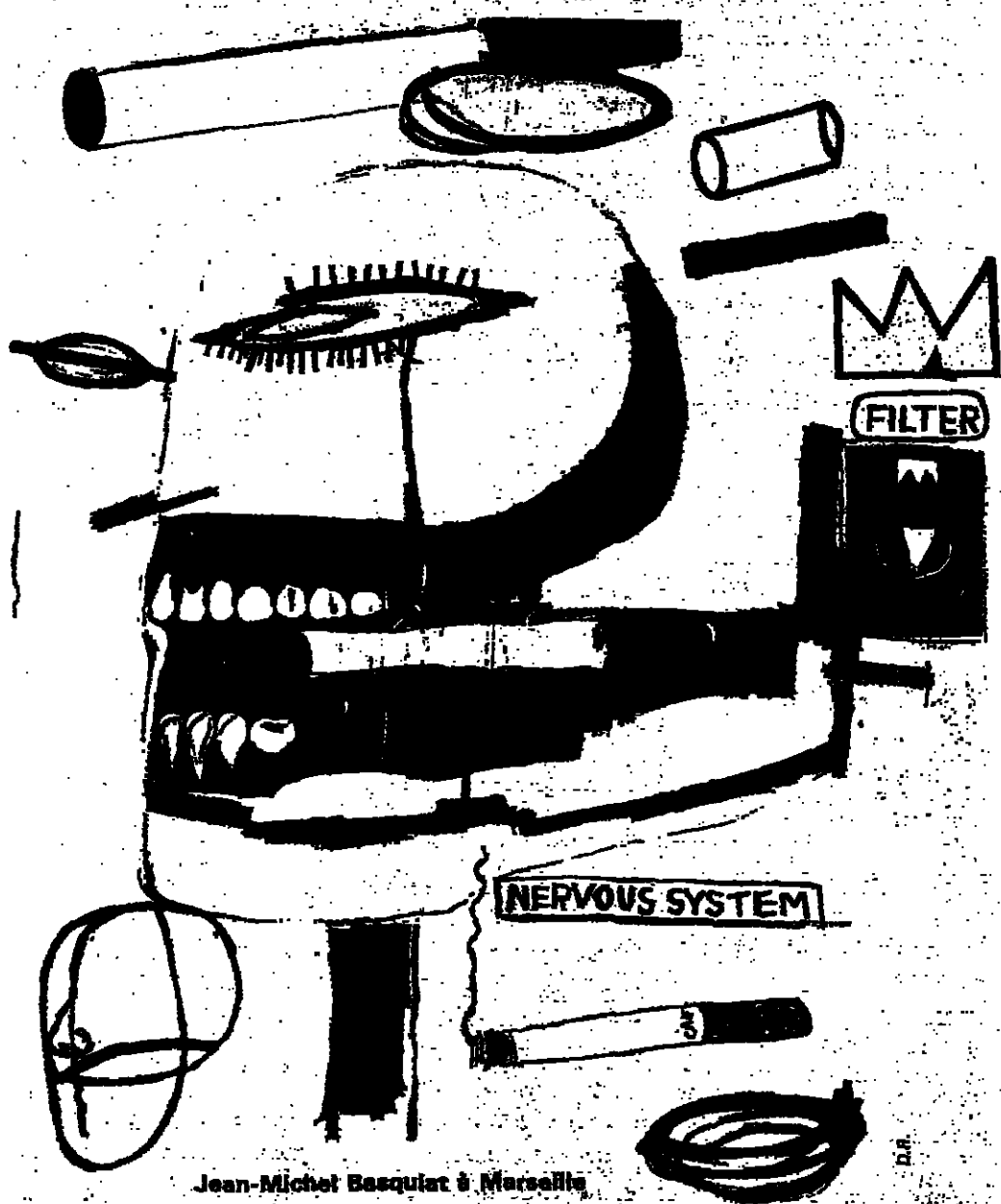
Venice

Henri Matisse

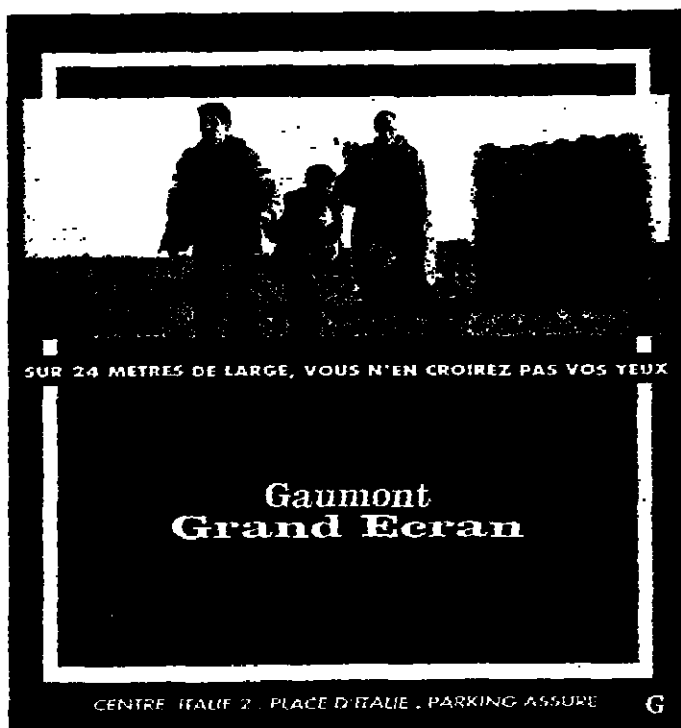
De 1948 à 1951, Henri Matisse travailla à la décoration de la chapelle du Rosaire, à Venise. L'exposition retrace la genèse de ce grand œuvre, des esquisses aux maquettes et aux gouaches découpées.

Château de Vignanello, fondation Emilio Hugues, palais du Felco, 06140 Venise. Tél. : 94-24-24-23. Du 3 juillet au 30 octobre.

«La sélection «Arts» a été établie par : Geneviève Brunette et Philippe Dagen. «Architecture» : Frédéric Edelmann. «Photo» : Michel Gauthier.



Jean-Michel Basquiat à Marseille



Gaumont Grand Ecran

CENTRE ITALIE 2 - PLACE D'ITALIE - PARKING ASSURÉ